

Terres rouges

Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise



Fernando Ricardo **BAPTISTA BARRA** | *Les Ostarbeiter dans la sidérurgie luxembourgeoise (1942-1945)*

Jeanne E. **GLESENER** - Frank **WILHELM** | *La sidérurgie dans la littérature francophone luxembourgeoise*

Gérald **ARBOIT** | *Dans les soubresauts de la Grande Guerre:
Bombardements, renseignement et affairisme au Luxembourg*

Gilles **REGENER** | *Inventaire des livres de correspondance de l'usine Metz à Eich*

Terres rouges Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise

Collection dirigée par Charles Barthel et Josée Kirps

Volume 1

© Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, Ministère d'État
Archives nationales de Luxembourg, Ministère de la Culture, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Luxembourg, juin 2009, ISBN 978-2-9599749-0-8, version imprimée
Luxembourg, février 2012, ISBN 978-2-919773-08-4, version électronique

Sommaire

Préface	4
<i>Jean-Claude Juncker</i>	
Préface	6
<i>Octavie Modert</i>	
Préface	8
<i>Joseph Kinsch</i>	
Introduction	10
<i>Josée Kirps et Charles Barthel</i>	
Les <i>Ostarbeiter</i> dans la sidérurgie luxembourgeoise (1942-1945)	16
<i>Fernando Ricardo BAPTISTA BARRA</i>	
La sidérurgie luxembourgeoise sous l'occupation	19
La structure démographique et le statut social des <i>Ostarbeiter</i>	34
Les conditions de travail	43
La vie en-dehors du travail	50
Après la Libération	60
Conclusion	70
L'image de la sidérurgie dans les romans des Luxembourgeois francophones Joseph Leydenbach, Willy Gilson et Nicolas Ries. Des années fastes à la crise des années 1970	72
<i>Jeanne E. GLESENER et Frank WILHELM</i>	
La poésie et la magie de l'industrie lourde	73
L'univers romanesque	74
La vision d'un financier romancier	77
Une lecture plus sociale de l'industrie du fer	79
Agriculture <i>versus</i> culture industrielle	85
Le démiurge technicien	89
La mythologie au service de la représentation de la sidérurgie	90
Dans les soubresauts de la Grande Guerre: Bombardements, renseignement et affairisme au Luxembourg	96
<i>Gérald ARBOIT</i>	
Les bombardements alliés sur le Grand-Duché de Luxembourg	99
Les bombardements alliés sur la sidérurgie luxembourgeoise	107
L'Arbed et les bombardements alliés	115
Un monde en mutation	123
Les livres de correspondance de la Société en commandite des Forges d'Eich Metz et C^{ie} Inventaire sommaire des archives Arbed déposées aux Archives nationales de Luxembourg	124
<i>Gilles REGENER</i>	
Index	208

Préface

Jean-Claude Juncker

Comme chez la plupart des Luxembourgeois, la sidérurgie éveille en moi des sentiments personnels très intenses. C'est d'abord un réflexe qui, je l'avoue, est largement teinté de nostalgie. À l'instar des étincelles d'une coulée, il fait rejaillir dans ma mémoire toute une gerbe de souvenirs intimes datant des temps quand l'horizon du Bassin minier était tapissé de hauts-fourneaux et que le ciel changeait de couleur au rythme du soufflement des charges à l'aciérie. Je pense alors à la rue où j'habitais – «ma» rue – par où passait chaque jour cette marée éternelle d'ouvriers à vélo se rendant au poste pour relayer ceux qui, crevés par huit heures de labeur fatigant, mais honnête, rentraient au foyer pour un repos bien mérité. Je vois dès lors aussi réapparaître cette grille à l'entrée de l'usine, où j'attendais si souvent mon père, et qui constituait en quelque sorte pour nous, enfants, une limite infranchissable. Derrière elle s'étendait le monde des adultes auquel nous n'avions pas accès, mais pour lequel nous étions pleins d'admiration et que nous aurions bien aimé imiter, ... si nos parents n'avaient pas caressé d'autres projets. Ils voulaient réserver à leurs rejetons une destinée à la fois meilleure et plus facile que celle qui leur était réservée.

Car, pour chers qu'ils soient, ces rêves d'enfance ne doivent pas nous induire en erreur. Le développement incessant des forges modernes au cours des cent-cinquante dernières années n'est pas seulement synonyme d'une accumulation fabuleuse de richesses et d'une ascension sociale spectaculaire de générations d'enfants de prolétaires; elle ne correspond ni exclusivement à cette série de grands exploits techniques réalisés grâce au génie de nos ingénieurs ni uniquement à ces formidables records de productivité battus par des légions de métallos fiers de leur boulot; elle ne se réduit pas non plus à un patron hors norme comme Émile Mayrisch et son Entente Internationale de l'Acier, qui ont contribué à faire connaître notre petit pays à travers le monde entier. Non, à côté de ces indéniables pages de gloire, un siècle et demi d'industrie du fer au Grand-Duché sont également entachés de revers: des conditions de travail et de rémunération, très éloignées du niveau auquel nous sommes habitués aujourd'hui, suscitèrent maintes grèves et troubles sociaux; une protection contre les accidents souvent déficiente causa la mort de nombreux camarades, tant à l'usine qu'à la mine; des crises conjoncturelles et structurelles mirent plus d'une fois à rude épreuve le personnel des entreprises, mais aussi le pays entier et l'ensemble de ses citoyens.

Voilà pourquoi je félicite Madame Josée Kirps, directrice des Archives nationales de Luxembourg, Monsieur Charles Barthel, directeur du Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman et tous leurs collaborateurs d'avoir entamé ce travail de longue haleine qu'est la conservation d'archives, la compilation de témoignages oraux et l'exploitation des sources recueillies pour transmettre à la postérité une image objective des multiples facettes, positives et moins positives, d'une branche d'activités qui, plus qu'aucune autre, a façonné le Grand-Duché et ses habitants, luxembourgeois et immigrés. Sans doute le projet *Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise* nous aidera-t-il à mieux comprendre notre patrimoine économique, politique, social et culturel, mais aussi à puiser de l'espoir en ce moment difficile que nous traversons actuellement. S'il y a en effet une leçon à tirer d'ores et déjà de cette épopée de l'industrie du fer, c'est assurément celle que la solidarité nationale nous a toujours permis de triompher des dépressions les plus graves voire d'en sortir «retrempés».

Jean-Claude Juncker
Premier Ministre
Luxembourg, mai 2009

Préface

Octavie Modert

Gâce à la préservation d'archives, la sélection et la conservation à long terme des informations essentielles, qui doivent demeurer témoin et source de notre histoire, nous arrivons à reconstituer notre histoire et à en partager la connaissance avec le plus grand nombre. Ensemble de documents produits dans l'exercice d'une activité pour garder trace de certaines actions, les archives ne sont pas conçues à l'origine pour servir l'histoire. Ce n'est qu'au fil du temps qu'une partie d'entre elles acquiert une finalité historique – elles deviennent alors un élément constitutif du patrimoine national.

Avant d'aborder un fonds d'archives, il convient de connaître l'histoire, le fonctionnement et l'activité de l'institution ou de l'entreprise dont il émane. Actuellement, les Archives nationales de Luxembourg conservent plus de 3.000 mètres linéaires d'archives industrielles en provenance d'Arbed transférées par tranches successives à partir de la fin des années 1980.

L'idée de développer autour de ces documents un projet de recherche scientifique consacré à la naissance de la sidérurgie moderne au Luxembourg et à son essor, voire à son intégration dans le tissu industriel en Europe et dans le monde aux XIX^e, XX^e et XXI^e siècles, est née fin des années 1990. Elle a pu être relancée par le présent Gouvernement et repartir sur des bases concrètes au courant de l'année écoulée. En effet, exploiter les archives historiques d'Arbed est une aubaine, eu égard à son action pour le développement industriel et économique du Luxembourg, eu égard également au rôle joué par certains de ses dirigeants dans l'histoire de la construction européenne dans l'entre-deux-guerres et au niveau de la réalisation de la CECA.

À travers le premier volume de la collection *Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise* se réalise enfin un nécessaire projet de compilation qui montre comment des esprits visionnaires ont transformé le visage du Luxembourg et le destin de plusieurs générations d'hommes.

La collection dirigée par le professeur Charles Barthel, du Centre d'Études et de Recherches européennes Robert Schuman et Josée Kirps, Directrice des Archives nationales de Luxembourg, s'appuyant sur les premiers préparatifs de l'époque effectués par Monique Kieffer, montre combien l'histoire de notre pays est étroitement liée à celle de la sidérurgie. L'ouverture à l'international qui aujourd'hui qualifie le Luxembourg, jouait toujours un rôle de premier plan dans la stratégie des maîtres de forge. La naissance de l'Arbed, issue de la fusion en 1911 d'usines luxembourgeoises, allemandes et belges en fut la suite logique et glorieuse. Et l'on sait qu'Émile Mayrisch, l'un des pères de la sidérurgie, songeait dès les années 1920, à étendre les activités du groupe jusqu'au Brésil.

Le travail qui est accompli par cette collection est donc extrêmement important. Un travail de mémoire mais surtout d'explication à un public plus large des méandres de l'histoire de notre pays à travers l'industrie de l'acier.

Octavie Modert

Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
Luxembourg, mai 2009

Préface

Joseph Kinsch

Quand j'ai débuté ma carrière professionnelle dans la sidérurgie voilà maintenant près de 50 ans, il était difficile d'imaginer les profondes mutations que connaîtraient le monde, l'économie et la sidérurgie sur la fin du XX^e et au début du XXI^e siècles.

À l'époque nous vivions tous dans l'optimisme débordant du boom des «trente glorieuses» et d'un monde que nous pensions caractérisé par une croissance économique soutenue vu les besoins et les attentes des nations sorties des affres d'un conflit mondial particulièrement traumatisant.

Au début des années 70, il nous a fallu déchanter. La crise économique mondiale déclenchée par la première crise du pétrole a plongé nos économies dans une profonde récession. La sidérurgie, confrontée d'abord à une crise conjoncturelle a rapidement reconnu la dimension structurelle de la crise. Face à la gravité de la situation, les sidérurgistes, les pouvoirs publics et les autorités communautaires ont mis en place des plans de restructuration permettant de redéployer la sidérurgie européenne au prix d'un important effort d'investissement, de réduction des capacités et de diminution de l'emploi.

Au Luxembourg cette restructuration a été conduite de manière exemplaire grâce aux efforts conjoints du gouvernement, de la communauté nationale, des partenaires sociaux, et du personnel de la sidérurgie. Elle a donné naissance à des structures de dialogue et de négociation comme la tripartite qui démontrent jusqu'à nos jours leur grande utilité à travers le temps. Beaucoup nous ont envié ce modèle luxembourgeois qui a permis à notre économie de petit espace de gérer une situation de déséquilibre grave sans conflits sociaux majeurs.

En sidérurgie, le mouvement de concentration et d'internationalisation s'est accéléré dans les années 90. Alors qu'au Luxembourg nous mettions à l'arrêt le dernier haut-fourneau en 1997 pour nous engager à fond dans la filière électrique, l'Arbed passait d'un champion national et régional à un groupe de plus en plus mondial avec la prise de contrôle de Sidmar et de Belgo-Mineira, la participation dans la sidérurgie espagnole et enfin la création d'Arcelor en 2001. Sous l'effet de la globalisation et de la nécessaire concentration d'une sidérurgie encore largement fragmentée, est finalement né ArcelorMittal, le premier groupe sidérurgique mondial rassemblant des actifs de taille à la fois dans les économies émergentes et dans les pays développés.

J'ai eu la chance de participer activement à cette longue aventure de la sidérurgie qui est loin d'être terminée. La crise actuelle oblige les acteurs économiques à marquer une pause dans ce mouvement qui ne manquera pas de reprendre une fois l'orage passé. Je pense que la sidérurgie luxembourgeoise est bien placée pour continuer à jouer encore un rôle important dans notre économie. Nos hommes et leurs qualifications, nos équipements très modernes, notre savoir-faire et nos produits de qualité complèteront avantageusement les structures de notre économie qui s'est progressivement mutée vers les activités de services.

J'espère que le projet de recherche «Terres Rouges» et la série de publications qui est prévue dans ce cadre, nous permettront de mieux comprendre comment la sidérurgie et ses dirigeants successifs ont contribué à façonner l'économie, la culture, les relations sociales et l'identité de notre pays. Ayant été pendant de nombreuses années un promoteur infatigable de ce projet de recherche dirigé par le professeur Charles Barthel et Madame la directrice Josée Kirps, je suis particulièrement satisfait de pouvoir constater que ses résultats vont désormais être accessibles non plus aux seuls spécialistes, mais aussi à un plus large public.

Que toutes les personnes qui ont participé à la réussite de ce projet en soient ici vivement remerciées.

Joseph Kinsch

Ancien Président du Conseil d'administration d'ArcelorMittal

Luxembourg, mai 2009

Introduction

Josée Kirps et Charles Barthel

Un projet de recherche pluridisciplinaire aux objectifs multiformes

Terres rouges – *Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise* est un projet de recherche scientifique qui focalise les multiples facettes technique, économique, commerciale, politique, diplomatique, sociale, culturelle, etc. des deux industries minière et métallurgique du Grand-Duché, de leurs ramifications à l'étranger respectivement du contexte international dans lequel elles évoluent. Lancé en automne 2007 à l'initiative conjointe des Archives nationales de Luxembourg (Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) et du Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman (Ministère d'État),¹ ledit programme d'études rassemble aujourd'hui une vingtaine d'historiens, d'ingénieurs, de banquiers et de littéraires, d'archivistes et de géographes. Ensemble, ils se proposent d'analyser le développement d'une branche d'activités dont tout le monde reconnaît certes le rôle clé joué au cours des XIX^e et XX^e siècles dans l'éclosion de notre État-nation moderne, mais dont nos connaissances sont au fond souvent rudimentaires, parfois douteuses ou simplement erronées. Aussi, en attendant que d'autres érudits viennent rejoindre ses rangs, la petite équipe de chercheurs s'est-elle mise au travail pour remédier à ces carences en donnant un début de réalisation concrète aux quatre objectifs principaux qu'elle aspire à matérialiser.

Le premier but concerne la collecte et la conservation de toutes sortes d'archives industrielles en général, et – cela va de soi – des archives des forges et des exploitations minières en particulier. Notons à ce propos qu'une bonne partie des anciennes correspondances de la *SA des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange* (Arbed), de la *SA des Hauts-fourneaux et Aciéries de Differdange-St.Ingbert-Rumelange* (Hadir) et de la *SA Minière et Métallurgique de Rodange* (MMR) ou encore de la *SA Minière des Terres Rouges* (SMTR – Arbed-Mines françaises) ont déjà été transférées aux Archives nationales. Ces fonds – un véritable trésor pour quiconque s'intéresse de près à la sidérurgie nationale – occupent plus de 4,5 kilomètres linéaires de documents. Ils comprennent entre autres environ 12.000 plans et plusieurs centaines de photographies en provenance des différents sites de fabrication. Grâce à un support informatique performant, leur indexation va bon train. Il en est de même d'autres versements privés, à l'instar de celui effectué par l'*Association luxembourgeoise des ingénieurs, architectes et industriels* (ALIAI), qui a légué aux Archives nationales environ cinq cents livres issus de la fameuse bibliothèque technique de l'ingénieur luxembourgeois Guillaume J. Kroll, ou du dépôt, au Centre Robert Schuman, des dossiers dont s'était jadis servi le directeur du service administratif et social de l'Arbed, Jules Pauly, au moment des négociations du traité de Paris instaurant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA). D'autres archives demeurent hélas inaccessibles soit parce qu'elles se trouvent toujours dans des fonds appartenant à des particuliers, soit parce qu'elles ont été détruites. C'est le cas notamment des cartons de la société des *Hauts-Fourneaux de Rumelange*, de la *SA. Métallurgique des Terres Rouges*, de la *Société Générale pour le Commerce de produits industriels* (Sogeco) ou des nombreuses exploitations minières naguère entretenues par des personnes privées dans le Bassin minier au Sud du pays.

¹ Les origines lointaines du projet remontent en fait à une idée caressée par Monique Kieffer dans le cadre d'une action de sauvetage d'anciennes archives de l'Arbed à la fin des années 1990.



Un des objectifs du projet Terres rouges consiste en l'établissement d'une base de données biographiques consacrée aux ingénieurs qui ont travaillé dans l'industrie sidérurgique.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Fonds Arbed



Parmi les anciennes photos héritées par les Archives nationales se trouvent de vraies raretés: Émile Mayrisch, son épouse et de sa fille, en compagnie de Gaston Barbanson, d'Arthur Kirpgen et d'Aloyse Meyer lors de l'inauguration d'un nouveau haut-fourneau.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Fonds Arbed

Le deuxième grand axe du projet *Terres rouges* vise à sauvegarder la mémoire des différents acteurs du monde sidérurgique moyennant des interviews enregistrées. Les témoignages vivants de tou(te)s ceux/celles qui œuvrèrent ou œuvrent dans les mines, les usines ou les bureaux des sociétés métallurgiques permettent en effet aux générations futures de revivre l'histoire. Ils constituent par ailleurs une source d'information des plus riches et des plus importantes, en l'occurrence pour certains aspects de la vie quotidienne au travail qui, autrement, nous échapperaient à jamais. Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a par conséquent embauché deux jeunes chercheurs dont la mission est de vaquer à la recherche des candidats potentiels – retraités ou actifs – susceptibles d'être interrogés, avant de procéder aux questionnements et à la transcription des témoignages recueillis. Ceux-ci seront ensuite consignés aux Archives nationales où ils seront accessibles aux chercheurs désireux d'étayer leurs enquêtes avec des dépositions orales.

Un troisième volet consiste en la compilation d'une base de données renfermant des fiches biographiques consacrées aux ingénieurs, directeurs et administrateurs des différentes forges autrefois actives dans notre pays, respectivement des cadres supérieurs occupés par elles dans les filiales luxembourgeoises à l'étranger. Actuellement près de 1.500 fiches plus ou moins bien garnies ont déjà pu être élaborées. Elles renferment des données sommaires



Des interviews d'anciens ouvriers mineurs et métallurgistes constituent une source importante d'information sur la vie quotidienne dans les mines et usines.

Photo: Collection Marcel Klein



L'usine de Dudelange.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Fonds Arbed

ciblées principalement sur les études et la carrière professionnelle des individus répertoriés. Le but de l'opération est double. D'une part, il s'agit de faciliter la recherche en ce sens que l'historien, qui retrouve dans les cartons d'archives un document signé par une personne X, n'a plus besoin de s'adonner à de longues investigations pour savoir à qui il a affaire; d'autre part, l'objectif est de jeter à moyen terme les fondements a) d'une enquête sociologique du milieu des cadres supérieurs actifs au Grand-Duché et b) d'un dictionnaire biographique des ingénieurs et industriels luxembourgeois des XIX^e et XX^e siècles.

Le quatrième et dernier pan du projet comprend finalement les travaux de recherche proprement dits. Au fur et à mesure de leur achèvement, ils donneront lieu à des publications éditées dans la présente collection *Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*. La série comprendra ainsi un nombre indéfini de fascicules qui tantôt renfermeront des articles de fond aux sujets fort variés et/ou des instruments de travail (inventaires d'archives; fiches biographiques d'ingénieurs ou de dirigeants d'entreprises; tableaux des administrateurs de sociétés; etc.), tantôt se composeront d'œuvres de synthèse comme des mémoires de master, des travaux de candidature ou des thèses de doctorat en partie réalisées grâce à des décharges octroyées par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à des professeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique ou à des bourses d'études financées par le Fonds national de la recherche. Bref, les passionnés de l'industrie lourde nationale y trouveront leur compte en découvrant plein de choses nouvelles, à l'exemple des sujets traités dans le volume inaugural. Le jeune historien Fernando Ricardo Baptista Barra y examine le sort des *Ostarbeiter* qui travaillaient dans nos usines pendant l'occupation nazie; Gérard Arboit, directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), dévoile l'épisode du bombardement des usines métallurgiques par l'aviation alliée pendant la Première Guerre mondiale; Jeanne E. Glesener et Frank Wilhelm de l'Université du Luxembourg font revivre la poésie et la magie de la sidérurgie à travers les romans littéraires de Joseph Leydenbach, Willy Gilson et Nicolas Ries; par le biais de son inventaire des livres de correspondance de l'ancienne forge de Eich, Gilles Regener, le conservateur des fonds industriels aux Archives nationales relate les relations étoffées entretenues dès la fin du XIX^e siècle par nos maîtres de forges avec l'étranger. Nous les remercions tous chaleureusement pour leurs efforts dévoués.

Soulignons, pour terminer, que nous avons également une dette de reconnaissance vis-à-vis de Jean-Claude Juncker, ministre d'État, du ministre François Biltgen, de la secrétaire d'État Octavie Modert et du premier conseiller de gouvernement Guy Dockendorf du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de la ministre Mady Delvaux-Stehres du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, de l'ancien président du conseil d'administration Joseph Kinsch, du membre de la direction générale Michel Wurth et du responsable des relations institutionnelles Patrick Seyler du groupe ArcelorMittal, ainsi que des collaborateurs du Fonds national de la recherche. Sans leur appui matériel, le projet *Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise* n'aurait assurément jamais vu le jour. Nos remerciements s'adressent également à Paul Bertemes & Jean Colling de mediArt et à Caroline Wagner, professeur à l'Athénée de Luxembourg. Ils méritent tous notre profonde gratitude.

Josée Kirps

Directrice des Archives nationales
de Luxembourg

Charles Barthel

Directeur du Centre d'études et de recherches
européennes Robert Schuman

Les *Ostarbeiter* dans la sidérurgie luxembourgeoise (1942-1945)

Fernando Ricardo BAPTISTA BARRA



..... hommes et garçons de tout âge
entre 11 et 65 ans, ces femmes et fillettes.....

Escortés par des soldats allemands, les premiers Ostarbeiter arrivent au Grand-Duché vers la fin du mois d'octobre 1942.

Illustration extraite du livre de Marie Bastian sur l'usine d'Arbed Esch et son personnel sous l'occupation allemande

Quoique la Seconde Guerre mondiale figure parmi les sujets privilégiés de l'historiographie luxembourgeoise, le thème des *Ostarbeiter* (ouvriers de l'Est) qui travaillaient pour le compte de la sidérurgie nationale a été largement négligé. Le présent travail se propose de combler, du moins en partie, cette lacune.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'économie allemande a eu recours de manière massive à de la main-d'œuvre étrangère. L'ensemble des personnes qui ont été déportées et contraintes à travailler au profit de l'économie du Troisième Reich, principalement au profit de l'industrie lourde, sont désignées dans la littérature historique par le terme de *Zwangsarbeiter*. Au cours de l'été 1944, l'effectif de la main-d'œuvre étrangère qui est exploitée par l'économie allemande s'élève à environ 7,6 millions d'ouvriers étrangers dont plus de cinq millions d'ouvriers civils et presque deux millions de prisonniers de guerre.¹ Les ouvriers civils, qui viennent en majorité de l'Union soviétique, sont désignés par le terme de *Ostarbeiter*. Suite à l'annexion au III^e Reich, la sidérurgie luxembourgeoise a également eu recours à des ouvriers civils. Les premiers ouvriers civils déportés vers le Luxembourg sont les *Ostarbeiter* qui constituent d'ailleurs, de par leur effectif, le contingent le plus important. Pour quelles raisons ces personnes ont-elles été déportées vers le Luxembourg? Comment est-ce que les autorités allemandes ont-elles organisé leur déportation? Combien d'individus ont été déportés vers le Luxembourg? D'où les ouvriers de l'Est viennent-ils exactement? Quel statut social leur réserve l'occupant allemand au Luxembourg? C'est à ces questions que cette contribution essaye de répondre. Pour ce faire il convient de rappeler brièvement les répercussions de l'occupation allemande en particulier sur le plan économique.

Le 3 septembre 1939, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne qui a violé les frontières polonaises le 1^{er} septembre 1939. Le déclenchement des hostilités n'est plus qu'une question de temps. De par son statut de neutralité désarmée, le Luxembourg ne possède ni armée ni fortifications dignes de ce nom et il ne peut donc, dans la nuit du 9 au 10 mai 1940, s'opposer à l'invasion de son territoire par les troupes allemandes qui commence. En apprenant la nouvelle de l'invasion, la famille grand-ducale et le gouvernement luxembourgeois partent en exil. Dès 7 h 15 du matin, les premiers soldats allemands sont à la gare de Luxembourg. L'*Oberst* Schmidt devient le premier commandant allemand de la place de Luxembourg.² Entre le 10 mai et le 21 juillet 1940, le Luxembourg est dirigé par l'administration militaire allemande. Par la suite le pouvoir politique est confié à un ami d'Adolf Hitler, le *Gauleiter* de la province de Coblenz-Trèves, Gustav Simon. À partir du 21 juillet 1940, celui-ci est nommé, par décret du *Führer*, au poste de *Chef der Zivilverwaltung*³ (CdZ) pour le Luxembourg occupé. Il est assisté d'un vaste appareil administratif chargé de la direction du pays. Formellement, le CdZ dépend du général Alexander von Falkenhausen, le commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France. Mais le 2 août 1940, un autre décret secret du *Führer* précise que le CdZ est directement subordonné au *Führer* lui-même qui lui donne des instructions et des directives générales. Une des directives principales de l'administration civile vise à gagner la population luxembourgeoise à la cause nazie. Dans le télégramme par lequel Simon a été investi au poste de CdZ au Luxembourg, le *Führer* lui confie la mission de «gagner le cœur

1 HERBERT U., *Zwangsarbeit im "Dritten Reich". Kenntnisstand, offene Fragen, Forschungsprobleme*, in: HAUCH G. (Hrsg.), *Industrie und Zwangsarbeit im Nationalsozialismus*, Studienverlag, Innsbruck, 2003, pp.14-15.

2 MARY J.-Y., *10 mai 1940 au Luxembourg. Le Luxembourg, champ de bataille obligé*, in: [Collectif], ... et wor alles net esou einfach: *Questions sur le Luxembourg et la Deuxième Guerre mondiale*, Publications scientifiques du Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, tome X, Luxembourg, 2002, p.35.

3 Chef de l'administration civile (par la suite: CdZ).

des *Luxembourgeois à la cause du germanisme [Deutschum]*».⁴ Pour que cette «germanisation» (*Eindeutschung*) se fasse le plus vite possible, Hitler accorde à Simon, tout comme aux CdZs d'Alsace et de Lorraine, une vaste liberté politique. Le tout premier décret du *Gauleiter* en tant que Chef de l'administration civile du Luxembourg vise à éradiquer la langue française des écoles, de l'administration, de l'économie et des lieux publics.⁵

La sidérurgie luxembourgeoise sous l'occupation

Parallèlement à la germanisation de la population, l'administration civile allemande au Grand-Duché est chargée d'une deuxième mission de grande importance. Elle consiste à placer sous contrôle allemand l'industrie sidérurgique luxembourgeoise. Celle-ci revêt un rôle important dans l'économie de guerre de l'Allemagne nazie. En effet, les ambitions belliqueuses du Troisième Reich exigent une production d'acier de plus en plus importante. Les installations techniques performantes de notre Bassin minier deviennent par conséquent une cible privilégiée des dignitaires nazis. L'ensemble de l'économie luxembourgeoise est rattaché au système allemand peu de temps après l'installation de l'administration civile allemande au Luxembourg. Le 26 août 1940 le *Reichsmark* (RM) est introduit comme (unique) monnaie légale au Luxembourg par décret du *Chef der Zivilverwaltung* (CdZ).⁶ Le taux de change est fixé à 10 Francs luxembourgeois contre 1 *Reichsmark*.

La mainmise allemande sur la sidérurgie luxembourgeoise et la chute de la production

Pour prendre le contrôle de la sidérurgie du Grand-Duché, le Troisième Reich y dépêche immédiatement après l'occupation deux hauts fonctionnaires au pays: Otto Steinbrinck, en la qualité de *Generalbeauftragter für die belgisch-luxemburgische Eisenschaffende Industrie*,⁷ et Paul Raabe, en la qualité de *Generalbeauftragter für die Eisenerzgewinnung und -verteilung für die Gebiete Luxemburg und Lothringen*.⁸ Dans un premier temps, ces deux mandataires prennent toutes les décisions importantes. Au début du mois de juin 1940, Steinbrinck convoque les responsables des usines de la sidérurgie luxembourgeoise. Ces derniers doivent s'engager à coopérer loyalement avec l'Allemagne. Ceux qui s'y refusent sont obligés de démissionner. Les représentants de l'Arbed (SA. des Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange) et de l'usine de Rodange s'engagent afin d'éviter un démantèlement de leur entreprise, tandis que les responsables de l'Hadir (Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange-St.-Ingbert-Rumelange) refusent de prendre un engagement quelconque vis-à-vis des Allemands. Ils sont donc démis de leurs fonctions et leur société est placée sous administration allemande à partir du 15 juin 1940. Les usines d'Hadir sont regroupées dans une société nouvelle, la *Differdinger*

4 DOSTERT P., *Luxemburg zwischen Selbstbehauptung und nationaler Selbstaufgabe. Die deutsche Besatzungspolitik und die Volksdeutsche Bewegung 1940-1945*, Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, 1985, p.74.

5 Archives Nationales de Luxembourg (désormais ANLux), *Verordnungsblatt 1940*, Décret sur l'utilisation de la langue allemande dans le pays de Luxembourg du 6 août 1940, in: *Verordnungsblatt für Luxemburg*, n°1, 01.09.1940, p.1.

6 ANLux, *Verordnungsblatt 1940*, Décret sur l'introduction du Reichsmark en tant que monnaie légale au Luxembourg du 26 août 1940, in: *Verordnungsblatt für Luxemburg*, n°2, septembre 1940, p.6.

7 Mandataire général pour l'industrie métallurgique belgo-luxembourgeoise.

8 Mandataire général pour la production et la distribution de minerai de fer pour les régions du Luxembourg et de la Lorraine.

Stahlwerke AG, dont la direction est confiée à l'Allemand Max Paul Meier, un employé des *Vereinigte Stahlwerke* à Düsseldorf qui est en même temps le représentant de Steinbrinck à Luxembourg. Il est prévu à ce moment qu'après la guerre la société deviendrait la propriété légale de la société de Düsseldorf.

L'usine de Rodange, qui jusque-là appartenait à une société belge, la Société Anonyme d'Ougrée-Marihay, est confiée à deux Allemands, Hans Hahl et Erich Faust. À l'instar de Max Paul Meier, ils exercent à Rodange les fonctions de fidéicommissaires (*Treuhänder*) qui se réservent le droit de devenir propriétaires de l'usine après la guerre. En attendant, la société change son nom en *Eisenhüttenwerke Rodingen GmbH*.⁹ Quant à l'Arbed, elle est très convoitée par de nombreuses sociétés allemandes, notamment les *Reichswerke Hermann Göring* qui manifestent leur souhait d'incorporer toute l'Arbed. Mais le CdZ s'y oppose. Il craint de perdre alors toute influence sur cette société, dont il veut sauvegarder l'indépendance, puisqu'elle est un des piliers de son propre pouvoir.¹⁰

En juillet 1941, Nikolaus Simmer, le directeur du département économique de l'administration civile allemande au Luxembourg, écrit dans ses mémoires que celui qui possède l'Arbed, possède le Luxembourg. Cette affirmation montre bien l'importance que l'Arbed prend dans l'économie luxembourgeoise ainsi que dans les desseins de l'occupant. Dans ce même document, Simmer définit aussi les objectifs de l'occupant concernant l'Arbed: d'un côté il faut consolider l'influence allemande et de l'autre il s'agit de maintenir l'autonomie économique, du moins en apparence. Ce deuxième objectif résulte de l'importance de cette société pour l'économie luxembourgeoise, de ses nombreuses participations en Allemagne et de ses possessions au Brésil et en Argentine. L'occupant estime qu'un démantèlement évident de la direction porterait un trop grand préjudice à la production. Voilà pourquoi certains responsables peuvent garder leur poste, notamment le directeur-général Aloyse Meyer. Pour assurer le contrôle sur cette société, les autorités allemandes nomment un délégué du *Reich* pour l'Arbed. Il a pour mission de superviser toutes les activités de l'entreprise. Les actions de la forge, qui sont en grande partie aux mains de la Société Générale de Belgique¹¹ sont redistribuées. Aussi, pendant l'occupation, retrouve-on à la tête de l'Arbed une direction générale de 15 membres, dont 9 Allemands (*Reichsdeutsche*) et 6 Luxembourgeois, alors qu'avant la guerre la direction du groupe était composée de 17 membres, 15 Luxembourgeois et 2 Belges.¹²

Simmer constate également une dégradation de la production de la sidérurgie luxembourgeoise et lorraine.¹³ En 1929, la Lorraine produit 3 millions de tonnes d'acier avec un personnel qui s'élève à 33.430 ouvriers. Pour le Luxembourg la production atteint pour la même année 2,7 millions de tonnes d'acier pour une main-d'œuvre de 22.814 ouvriers. Ensemble la Lorraine et le Luxembourg ont donc réalisé 5,7 millions de tonnes d'acier en employant 56.244 ouvriers, ce qui signifie qu'en 1929 le rendement est de 101,34 tonnes par ouvrier. En 1941, les autorités allemandes ont estimé la capacité de production à 3,3 millions de tonnes d'acier pour la Lorraine et à 2,7 millions de tonnes d'acier pour le Luxembourg. Or,

9 Usines métallurgiques Rodange Sàrl. [1940: Rodinger Hofen- und Stahlwerke AG.; à partir du 21.07.1941: Eisenhüttenwerke Rodingen GmbH / après la Libération en 1944: SA. Minière et Métallurgique de Rodange].

10 KRIER É., *La sidérurgie au Luxembourg pendant la Seconde Guerre mondiale*, in: *Les cahiers lorrains*, 1(1989), pp.61-65.

11 ANLux, CdZ, A-3-4: 001 et 002, Mémoires de Nikolaus Simmer: «Denkschriften von Dr Simmer zu verschiedenen Problemen der Wirtschaft in Luxemburg: Arbed, Energieversorgung, Bad Mondorf, Steinfort, Versicherungsgesellschaften (1941-1944)».

12 CHOMÉ F., *Un demi-siècle d'histoire industrielle 1911-1964, ARBED*, Luxembourg, 1972, pp.359-362.

13 Denkschriften von Dr Simmer ..., op.cit.

la production réelle en 1941 en Lorraine et au Luxembourg n'atteint que respectivement 1,8 et 1,2 millions de tonnes d'acier, soit respectivement 55% et 44% des estimations. Quant à l'effectif de la main-d'œuvre, il s'élève en 1941 à environ 26.000 ouvriers pour la Lorraine et à environ 15.000 travailleurs pour le Luxembourg. Il en résulte donc un rendement de 73,17 tonnes par ouvrier, soit 27,8% de moins qu'en 1929. Simmer explique que cette dégradation est due à un apport insuffisant de coke rhénan-westphalien. Il propose donc d'engager 4.000 ouvriers supplémentaires dans les mines de charbon de la Ruhr.

Le manque de main-d'œuvre

L'historien luxembourgeois Émile Krier distingue nettement deux périodes dans la sidérurgie luxembourgeoise sous l'occupation allemande:¹⁴ une période marquée par un excédent de main-d'œuvre qui s'étend du mois d'août 1940 au mois de mars 1942 et une autre marquée par un manque de main-d'œuvre, allant du mois d'avril 1942 à la Libération du pays.

Au lendemain de l'occupation, le Grand-Duché connaît une période de chômage due à un trop-plein de main-d'œuvre conditionné par trois facteurs: l'arrêt de certaines usines à cause de la guerre, les difficultés d'approvisionnement de l'industrie luxembourgeoise en matières premières et la réorientation du marché luxembourgeois vers l'Allemagne aux dépens de la Belgique. Ainsi, à la fin du mois d'août 1940, on recense au Luxembourg environ 14.000 chômeurs. Pour l'administration civile allemande l'élimination du chômage devient une priorité absolue. Avec la reprise de l'activité sidérurgique le chômage diminue considérablement et le 15 mars 1942 on ne dénombre plus que 333 chômeurs au Luxembourg.

À partir du mois d'avril 1942 la situation change. La guerre menée par l'Allemagne nazie sur le front soviétique exige une production de plus en plus élevée de la part des usines métallurgiques du «Grand Reich».¹⁵ Au Luxembourg la main-d'œuvre locale devient insuffisante pour que l'industrie puisse répondre aux exigences accrues. Au début du mois de septembre 1942, la main-d'œuvre manquante est estimée par la *Bezirksgruppe Luxemburg der Wirtschaftsgruppe Eisenschaffende Industrie*¹⁶ à 3.150 ouvriers.¹⁷

Le 7 septembre 1942 se tient à l'Office du Travail de Luxembourg une réunion entre Schroers, le conseiller administratif supérieur et directeur de l'Office du Travail, Gunnersbach, l'inspecteur en chef de l'Office du Travail, Lang, capitaine du commando pour l'Armement¹⁸ et Heinrich Emmendorfer, le directeur de la *Bezirksgruppe Luxemburg*. Lors de cette entrevue les participants discutent des problèmes rencontrés par l'industrie sidérurgique luxembourgeoise. En effet, en plus du déficit en main-d'œuvre qu'elle connaît déjà à cette époque et compte tenu des ambitieux objectifs d'accroissement de la production, la sidérurgie luxembourgeoise a perdu quelque 1.200 ouvriers après l'introduction du service militaire obligatoire dans la

14 KRIER É., *Die deutsche Volkstumspolitik in Luxemburg und ihre sozialen Folgen*, op.cit., pp.224-241.

15 Le terme «Grand Reich» désigne l'Allemagne et les pays et territoires annexés.

16 Filiale pour l'arrondissement du Luxembourg du groupement économique de l'industrie métallurgique, une association économique regroupant les entreprises de l'industrie sidérurgique du «Grand Reich», créée pour accorder leur production avec les besoins dus à la guerre. Par la suite, cette instance est désignée par l'abréviation allemande *Bezirksgruppe Luxemburg*.

17 ARBED, Administration Centrale (AC).7347, «Sowjetische Kriegsgefangene, *Ostarbeiter* und *Ostarbeiterinnen*», Bezirksgruppe Luxemburg à Eisen&Stahl Gruppe Saarbrücken, 05.09.1942.

18 Service délégué du ministère de l'Armement et de la Production de guerre du Reich.

Wehrmacht. Vu les circonstances, le recours à des *Ostarbeiter* ou à des prisonniers de guerre est inévitable. Selon Emmendörfer des mesures doivent être prises au préalable avant l'engagement des travailleurs de l'Est et des prisonniers de guerre. Il faut préparer en particulier la mise en place de suffisamment de baraques pour les accueillir. Pour ce faire, il propose une réunion avec les dirigeants des trois entreprises métallurgiques du Luxembourg.¹⁹



Ostarbeiter regroupés dans un camp de l'Arbed.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Fonds ANLux, Arbed - 04. Esch-Schifflange - Ostarbeiter I, 1942-1945 (dossier non encore inventorié)

La décision de faire venir des *Ostarbeiter* au Luxembourg

Afin de pouvoir répondre aux exigences accrues dues à l'effort de guerre, les usines allemandes commencent à recourir à de la main-d'œuvre étrangère. Mais au Luxembourg, l'administration civile s'y oppose encore. Au début du mois d'août 1942, Nikolaus Simmer, le directeur du département économique de l'administration civile, conseille au *Gauleiter* Gustav Simon, de n'autoriser un recours à la main-d'œuvre étrangère qu'en cas de stricte nécessité, et cela pour des raisons de politique et d'économie globale.²⁰ Simmer pense que la situation au Luxembourg ne justifie pas encore une telle mesure et que le besoin de travailleurs peut être comblé par la mobilisation d'ouvriers luxembourgeois et le recrutement de frontaliers. Le 15 août 1942 Heinrich Emmendörfer, le directeur de la *Bezirksgruppe Luxemburg*, annonce à l'administration civile que 1.000 ouvriers civils seront probablement prêts à être employés au Luxembourg avant la mi-septembre²¹. Mais Simon refuse l'emploi d'*Ostarbeiter* ou de prisonniers de guerre pour des raisons politiques.²²

19 ARBED, AC.7347, Compte rendu de l'entretien qui eut lieu le 7 septembre 1942 à l'Office du Travail de Luxembourg, transmis le 8 septembre 1942 à la direction de l'Arbed.

20 ANLux, CdZ, A-3-4 : 035, «Arbeitseinsatz», Lettre de Nikolaus Simmer à Gustav Simon, 05.08.1942.

21 Ibid., Heinrich Emmendörfer à Nikolaus Simmer, 15.08.1942.

22 Ibid., Gustav Simon au président de l'Office du Travail de la Rhénanie, 22.08.1942.

Le lobby industriel autour de la *Bezirksgruppe Luxemburg* et de l'Office du Travail n'en reste pas là. Au début du mois de septembre, Emmendörfer assure trouver aisément des baraques pour loger la main-d'œuvre étrangère indispensable à la sidérurgie luxembourgeoise et que la seule chose qui empêche son arrivée est l'indécision du CdZ. Le groupement d'intérêt de l'industrie métallurgique fait donc pression sur l'administration civile afin qu'elle prenne une décision le plus vite possible car l'Office du Travail ainsi que la *Reichsvereinigung Eisen*²³ (RVE) veulent savoir si l'administration civile au Luxembourg envisage l'emploi d'*Ostarbeiter* ou celui de prisonniers de guerre soviétiques.²⁴ Il n'est plus question pour Simon de refuser le recours à de la main-d'œuvre étrangère. Le *Gauleiter* a longtemps hésité à faire venir des ouvriers civils au Luxembourg car, lors de sa nomination au poste de chef de l'administration civile du Luxembourg le 21 juillet 1940, le *Führer* lui avait accordé dix ans pour gagner la population luxembourgeoise à la cause nazie. Or, Simon juge que l'introduction de nombreux ouvriers étrangers dans la société luxembourgeoise entravera probablement sa politique de germanisation. En effet, il redoute des réactions négatives de la part de l'opinion publique luxembourgeoise.

Le 21 septembre 1942, il finit néanmoins par céder: il annonce à l'administration civile qu'il préfère l'emploi de prisonniers de guerre à celui d'ouvriers civils soviétiques.²⁵ Le principal argument en faveur de l'emploi des prisonniers de guerre soviétiques est que leur surveillance est assurée par des soldats de la *Wehrmacht*, tandis que, dans le cas des *Ostarbeiter*, cette tâche incombe aux entreprises. En plus, les prisonniers de guerre sont mieux équipés en vêtements et couvertures, alors que pour les *Ostarbeiter* l'entreprise doit d'ordinaire leur procurer ce matériel. En outre, les *Ostarbeiter* doivent être guidés politiquement et être gagnés à la cause allemande. Pour y parvenir il est nécessaire de les traiter avec précaution: il n'est pas permis de les loger dans des camps entourés de barbelés et les ouvrières de l'Est ont le droit de sortir de temps à autre mais uniquement sous surveillance.²⁶ Ces conditions liées à l'emploi des *Ostarbeiter* posent des difficultés particulières à cause du statut spécifique du Luxembourg récemment envahi et occupé, ce qui explique la préférence du CdZ pour les prisonniers de guerre.

La décision du CdZ est interprétée par l'Office du Travail comme une autorisation d'employer des prisonniers de guerre ainsi que des ouvriers civils soviétiques. Le 22 septembre, l'inspecteur en chef de l'Office du Travail, Gunnersbach, écrit à la direction de l'Arbed que le *Gauleiter* a enfin donné son accord concernant l'emploi de prisonniers de guerre et d'ouvriers civils soviétiques et que Friedrich Münzel, le vice-président de l'administration civile, a annoncé l'emploi de 500 prisonniers de guerre soviétiques et de 1.500 *Ostarbeiter* dans les usines métallurgiques du Luxembourg. En revanche, le CdZ ne souhaite pas recourir à des prisonniers de guerre français ni à des ouvriers français, car une telle mesure serait politiquement très délicate.²⁷ De son côté Emmendörfer communique à l'Arbed que la *Bezirksgruppe Luxemburg* et l'Office du Travail de Luxembourg en collaboration avec l'Office du Travail de la Rhénanie feront le nécessaire pour faire venir la main-d'œuvre soviétique au Luxembourg.²⁸

23 Association du Reich pour la production de fer. Il s'agit d'un grand cartel de l'industrie sidérurgique allemande. L'entente est dirigée depuis juin 1942 par Hermann Röchling, qui avait occupé entre juillet 1940 et juin 1942 le poste de mandataire général pour l'industrie métallurgique en Lorraine, Meurthe-Moselle et Longwy.

24 ANLux, CdZ, A-3-4 : 035, Heinrich Emmendörfer à Friedrich Münzel, 09.09.1942.

25 Ibid., Gustav Simon à Friedrich Münzel, 21.09.1942.

26 Ibid., Bezirksgruppe Luxemburg à Aloyse Meyer, à Max Paul Meier, à Faust et Hahl, 10.09.1942.

27 Ibid., Gunnersbach à Aloyse Meyer, Heinrich Bervé et Léon Schuler, 22.09.1942.

28 Ibid., Heinrich Emmendörfer à l'administration centrale de l'Arbed, 22.09.1942.

Ainsi les dés sont jetés et toutes les mesures sont prises pour entamer la déportation d'ouvriers soviétiques qui devront permettre à la sidérurgie du Luxembourg de sortir de son impasse. Grâce à l'apport de cette main-d'œuvre étrangère la production de la sidérurgie luxembourgeoise augmente pendant les trois dernières années de l'occupation (1942-1944), mais les seuils de production restent inférieurs à ceux de la période antérieure à l'occupation. Si l'on prend 1937 comme année de référence, les coulées d'acier n'atteignent en 1941 que 49%, en 1942 que 62% et en 1943 que 86%. Ceci s'explique d'une part par la carence en coke, et d'autre part par des difficultés liées à la main-d'œuvre. Suite à l'introduction au Luxembourg du service militaire obligatoire dans la *Wehrmacht*, l'industrie lourde se trouve partiellement privée de jeunes travailleurs compétents et qualifiés qui sont remplacés par des hommes plus âgés, par des femmes ainsi que par des ouvriers soviétiques. Cette nouvelle main-d'œuvre ne permet plus le même rendement. Sa motivation pour le travail est moindre et la détérioration des conditions de vie entraîne une hausse du taux d'absence pour cause de maladie. À cela s'ajoute le fait que de nombreux ouvriers ont délibérément saboté la production. C'est pourquoi les objectifs fixés par les Allemands n'ont jamais été atteints.²⁹

Le recrutement

Lorsque Hitler prend la décision d'attaquer l'Union soviétique en été 1940, les dirigeants nazis ne prévoient pas encore le recours à la main-d'œuvre soviétique. Ils n'élaborent donc pas des plans pour déporter des millions de citoyens soviétiques en Allemagne. Ils envisagent même de déporter une grande partie de la population de la partie européenne de l'Union soviétique vers la Sibérie! Un groupe d'experts réunis à Milan en 1941 résume ces plans en disant que des dizaines de millions de citoyens soviétiques des territoires occupés seront inutiles et devront soit mourir, soit émigrer vers la Sibérie. Ces raisonnements s'expliquent par la croyance des dirigeants nazis, ainsi que de la majorité de la population allemande en une victoire rapide à l'exemple des campagnes contre la Pologne ou contre la France. Mais dès le mois d'août 1941, ou à partir de la mi-septembre au plus tard, la *Oberste Heeresleitung* est contrainte de reconnaître que son expectative d'une victoire rapide sur l'URSS avant la fin de l'année 1941 s'avère erronée. Lorsque l'avancée allemande est stoppée devant Moscou en décembre 1941, il devient clair que l'Allemagne doit se préparer à une guerre d'usure. De ce fait, le recours à la main-d'œuvre soviétique devient inévitable, car l'économie allemande ne peut espérer le retour rapide de ses soldats du front de l'Est sur le marché de l'emploi. Contrairement à leurs espérances, tous les indices indiquent que davantage d'ouvriers allemands partiront pour le front où la *Wehrmacht* a besoin d'eux.

Afin de pallier le manque pressant de travailleurs, les dirigeants nazis n'envisagent, dans un premier temps, que le recours à des prisonniers de guerre soviétiques dont le nombre s'élève à 3.350.000 à la fin de l'année 1941. Bien que le commandement allemand ait compté avec deux à trois millions de prisonniers de guerre soviétiques avant l'invasion de l'URSS, des mesures adéquates pour leur logement et leur ravitaillement n'avaient été prises. À cette époque l'intérêt du maintien en vie de ces prisonniers en vue de leur exploitation pour le compte de l'économie du *Reich* ne se présente pas encore aux dirigeants nazis. Il en résulte que 60% des soldats soviétiques capturés jusqu'à la fin de 1941 meurent de faim ou suite

29 KRIER É., *La sidérurgie au Luxembourg ...*, op.cit., p.67.

à des épidémies. Parmi les survivants, seule une minorité est apte à être transportée en Allemagne et à être engagée dans l'industrie. Après ce constat, l'administration de l'emploi allemande est contrainte de recourir également aux ouvriers civils soviétiques. Du point de vue de l'organisation, le recours à des ouvriers civils s'accompagne de difficultés plus grandes que dans le cas des prisonniers de guerre. Ces difficultés ne sont pas seulement de l'ordre du recrutement, mais aussi d'ordre politique, car l'emploi de ces personnes ne concorde pas avec l'idéologie raciale nazie et son principe de la purification ethnique de l'Allemagne. Pour concilier les intérêts économiques et les idéaux idéologiques le gouvernement allemand décide d'attribuer un statut officiel bien défini aux ouvriers soviétiques. Celui-ci doit être nettement et visiblement inférieur à celui des Allemands.³⁰

Le 21 mars 1942, Hitler nomme Fritz Sauckel, ancien Gauleiter de Thuringe, au poste de *Generalbevollmächtigter für den Arbeitseinsatz* (GBA).³¹ Sauckel se voit donc attribuer tous les pouvoirs pour diriger la mobilisation des forces de travail disponibles au sein du Troisième Reich, dans le *Protectorat Böhmen und Mähren*,³² ainsi que dans le *Generalgouvernement*.³³ Le recrutement de la main-d'œuvre dans les pays alliés ou ayant des relations amicales avec l'Allemagne ainsi que dans les pays neutres est dirigé par des délégués du GBA. Dans les territoires occupés, le recrutement est pris en charge par des administrations civiles ou militaires qui créent des services spécifiques, compétents pour le *Arbeitseinsatz*.³⁴ Le GBA se réserve le droit d'envoyer des délégués spéciaux auprès de ces services. Aucun autre service, organisation ou personne n'a le droit de recruter de la main-d'œuvre étrangère.³⁵

La mobilisation des forces de travail vise au début le recrutement volontaire dans les pays qui ont de bonnes relations avec l'Allemagne ou qui sont neutres. Ainsi, les accords qui ont été conclus avant la guerre entre l'Allemagne et l'Italie sur le recours à la main-d'œuvre italienne sont étendus pendant la guerre. Il en va de même en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie, où des travailleurs sont recrutés sur la base d'accords conclus entre ces États et le Troisième Reich. Mais l'appel au volontariat s'avère vite insuffisant. Même dans les États qui collaborent avec l'Allemagne nazie, le recrutement est loin de satisfaire aux attentes. D'après Sauckel, il n'y a même pas deux cent mille volontaires parmi les millions d'ouvriers civils qui travaillent dans les usines allemandes.³⁶ Parmi ces volontaires on trouve notamment certains citoyens ukrainiens qui, lors de l'invasion allemande, ont accepté de travailler dans le *Reich*. D'après l'historien Ulrich Herbert, l'image que ces personnes se font de l'Allemagne, après avoir survécu aux campagnes de famine stalinienne, est souvent semblable à celle que les Européens de l'Ouest ont de l'Amérique.³⁷ Mais après la fin de leur contrat, ces volontaires sont retenus de force par le Troisième Reich.

30 HERBERT U., *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland : Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*, C.H. Beck, München, 2001, pp.130-138.

31 Mandataire général de la mobilisation pour le travail. Par la suite: GBA.

32 Le Protectorat de Bohême et Moravie a été instauré par l'Allemagne en mars 1939. Il comprend le territoire de l'actuelle Tchéquie sans le pays des Sudètes qui a été annexé par le Reich après les accords de Munich du 29/30 septembre 1938.

33 Gouvernement Général. Le terme désigne les territoires polonais qui ont été occupés par les troupes allemandes après la capitulation de la Pologne le 27/28 septembre 1939 et qui n'ont pas été annexés au Reich.

34 Mobilisation pour le travail.

35 ARBED, AC.7347, Bezirksgruppe Luxemburg à Arbed, aux Aciéries de Differdange et aux Usines métallurgiques de Rodange (ordonnance n°4 du GBA du 7 mai 1942), 08.10.1942.

36 HERBERT U., *Zwangsarbeit im „Dritten Reich“* ..., op.cit., p.13.

37 Ibid.



Ostarbeiter assignés aux usines de l'Arbed. Malheureusement nous ignorons quand et où cette photo a été prise. Photo: Archives nationales de Luxembourg. Fonds ANLux, Arbed - 04, op.cit.

Suite à l'échec du recrutement de volontaires, les autorités responsables de l'*Arbeitseinsatz* commencent à adopter des méthodes plus contraignantes. Dans les pays occupés, ces méthodes vont de la déclaration obligatoire de l'activité professionnelle, du chantage social avec le retrait du soutien aux chômeurs ou la libération de prisonniers contre l'engagement de 3 ou 4 ouvriers spécialisés, à l'introduction du service du travail obligatoire et à la déportation de masses.

En Pologne et en Union soviétique, Sauckel mène une politique de recrutement forcé plus radicale. Comme les populations slaves sont d'après l'idéologie raciale nazie une «race inférieure» destinée à être réduite à l'esclavage, le *Generalgouvernement* et les territoires soviétiques occupés sont devenus la chasse gardée de l'administration de l'*Arbeitseinsatz*, qui s'appuie, ici encore plus que dans les pays occidentaux, sur des pratiques de la terreur de la SS.³⁸ C'est dans cette logique que Sauckel déclare que toutes les ressources des territoires conquis, y compris le «capital» humain, doivent être utilisées exhaustivement et consciemment pour le salut de l'Allemagne et de ses alliés.³⁹

38 SchutzStaffel. Créée en 1925 et dirigée par Himmler, cette police militarisée du parti nazi regroupe entre autres le service de sécurité (*Sicherheitsdienst*, SD) et la police secrète de l'État (*Geheime Staatspolizei*, Gestapo) qui était l'organisation la plus redoutée pendant le règne des nazis.

39 SIEGFRIED K.-J., *Das Leben der Zwangsarbeiter im Volkswagenwerk (1939-1945)*, Campus Verlag, Francfort/ New York, 1988, pp.26-28.

Dans les territoires occupés de l'Est, les méthodes appliquées pour le recrutement sont de plus en plus contraignantes et s'étendent à une partie de la population locale toujours plus importante. Le rapport d'un officier allemand pour la censure de la correspondance de novembre 1942 décrit les méthodes employées pour le recrutement sur le terrain. D'après ce rapport, les hommes et les femmes déportés, y compris les adolescents à partir de quinze ans, sont arrachés à leur vie ordinaire par des captures en pleine rue, sur les marchés ou lors de fêtes au village. Apeurés, les classes d'âge visées par les déportations se cachent et évitent de se montrer en public. Lorsque les communes ne mettent pas à disposition les quotas d'ouvriers exigés, les Allemands vont même jusqu'à brûler des villages entiers pour se venger.⁴⁰

La demande en main-d'œuvre est grande en Allemagne. Rien que pour le mois de novembre 1942, le ministère de l'armement demande 400.000 ouvriers.⁴¹ Pour organiser la distribution de la main-d'œuvre on établit une liste de priorité des industries en fonction de leur importance pour la poursuite de la guerre. Le GBA et son administration de l'*Arbeitseinsatz* remplissent en grande partie ces demandes en appliquant les méthodes décrites ci-dessus. Jusqu'en avril 1943, 3.638.056 hommes et femmes sont transférés vers le *Reich*, dont 1.568.801 sont attribués à l'industrie de l'armement.⁴²

La démarche pour obtenir de la main-d'œuvre est très structurée. En général les entreprises communiquent leur besoin en main-d'œuvre aux Offices du Travail locaux après avoir consulté les services locaux du *Reichsministerium für Rüstung und Kriegsproduktion*,⁴³ c'est-à-dire les commandos et les inspections de l'armement. Les Offices du Travail locaux transmettent les demandes à l'Office du Travail régional dont ils dépendent. À leur tour les Offices du Travail régionaux transfèrent les demandes au ministère de l'Armement et de la Production de guerre du *Reich*, dirigé à partir de février 1942 par Albert Speer. Ce ministère transmet à son tour les demandes au GBA. Sauckel et Speer collaborent étroitement dans l'exploitation de la main-d'œuvre étrangère. Cette main-d'œuvre permet à la production de guerre allemande d'atteindre son apogée en 1944 malgré le bombardement de plus en plus intensif des infrastructures industrielles par les forces alliées.

Les Offices du Travail jouent un rôle déterminant dans l'organisation du travail forcé en tant que postes de commande centraux soumis au GBA. Le rôle des employeurs publics et communaux dans le cadre de l'*Ausländereinsatz*⁴⁴ est aussi très important. Ceci se manifeste surtout après 1942 avec l'apparition de nouvelles tâches comme le déchargement des débris, la construction d'abris antiaériens et la reconstruction des infrastructures après les bombardements. Des employeurs publics comme l'*Organisation Todt*⁴⁵ ont une fonction charnière évidente en tant que plaque tournante entre la *Wehrmacht*, les employeurs privés et la SS. C'est dans cette organisation que se croisent les domaines du travail libre, de l'engagement des étrangers et de l'utilisation de prisonniers de guerre et de forçats juifs.⁴⁶

40 HERBERT U., *Geschichte der Ausländerpolitik* ..., op.cit., pp.141-142.

41 JANSSEN G., *Das Ministerium Speer*, Verlag Ullstein, Berlin/Francfort/Vienne, 1968, p.80.

42 Ibid., p.85. Ces chiffres fournis par Sauckel sont à juger avec prudence.

43 Ministère du Reich de l'Armement et de la Production de guerre.

44 Emploi, mobilisation de la main-d'œuvre étrangère.

45 Entreprise de construction publique, créée en 1938 et nommée d'après son directeur Fritz Todt.

46 HERBERT U., *Zwangsarbeit im „Dritten Reich“* ..., op.cit., p.18.

L'arrivée des ouvriers de l'Est au Luxembourg

Les entreprises luxembourgeoises sont entrées avec un certain retard dans ce mécanisme. Lorsque le 21 septembre 1942 le *Gauleiter* Simon donne son accord, les responsables luxembourgeois de l'*Arbeitseinsatz* se sont dépêchés de mettre en marche le processus. Le 23 septembre 1942, Schroers, le dirigeant du service spécial pour le travail auprès de l'administration civile, informe le GBA que le *Gauleiter* Simon estime que, sans l'engagement de prisonniers de guerre ou d'ouvriers civils soviétiques, les objectifs de production ne peuvent être atteints. Il demande donc à l'Office du Travail de Luxembourg l'envoi, dans un premier temps, de 1.000 prisonniers de guerre ou, si cela n'est pas possible, d'une quantité correspondante d'*Ostarbeiter* civils aptes au travail dur dans les usines.⁴⁷

Pour accélérer la procédure, l'Office du Travail de Luxembourg demande au bureau principal du groupement économique de l'industrie métallurgique et à l'Office du Travail de Rhénanie de le soutenir dans cette démarche et de lui accorder un statut prioritaire dans l'attribution de la main-d'œuvre.⁴⁸ Mais malgré cette demande, des difficultés apparaissent dans l'organisation de la distribution des travailleurs soviétiques. La *Bezirksgruppe Nordwest*⁴⁹ et l'Office du Travail de la Rhénanie sont responsables pour le Luxembourg. Ils doivent satisfaire les besoins des usines luxembourgeoises avec les contingents mis à leur disposition.⁵⁰ Le Luxembourg ne reçoit pas la main-d'œuvre qu'on met à sa disposition en une seule fois, mais par petits groupes. Cependant le directeur de la *Bezirksgruppe Nordwest* doit couvrir le besoin des usines luxembourgeoises jusqu'à ce que les quotas accordés par le programme *Röchling* fussent atteints. Ce programme, établi par l'industriel Hermann Röchling, le directeur de la RVE depuis juin 1942, vise à régler la répartition de la main-d'œuvre forcée, notamment à déterminer les branches de l'économie prioritairement servies dans l'attribution de la main-d'œuvre étrangère. On a ainsi trouvé une solution à moyen terme au problème du manque de main-d'œuvre.

En pratique le transfert des ouvriers de l'Est et des prisonniers de guerre vers le Luxembourg se fait attendre. Aucun travailleur n'a été affecté aux usines luxembourgeoises avant le 19 octobre 1942, date à laquelle il y a dans le camp de Friedrichsfeld près de Wesel dans la Ruhr 280 *Ostarbeiter* – 80 hommes et 200 femmes –, qui attendent d'être déportés vers le Luxembourg. Leur transfert a été retardé car ils n'ont pas encore été épouillés. Comme les installations d'épouillage ont été endommagées lors des attaques aériennes, cela ne peut se faire tout de suite.⁵¹ Au Luxembourg aussi des questions importantes comme le logement et le ravitaillement des ouvriers de l'Est ne sont pas encore résolues. Mais on escompte que moyennant un effort particulier de la *Deutsche Arbeitsfront*⁵² (DAF), ce sera chose réglée en quelques jours.⁵³ En effet, quelques jours plus tard Nikolaus Simmer annonce au CdZ que 230 travailleurs de l'Est sont déjà arrivés et que leur logement ainsi que leur alimentation sont assurés.⁵⁴

47 ANLux, CdZ, A-3-4 : 035, Schroers au GBA, 23.09.1942.

48 Ibid., Office du Travail de Luxembourg à Nikolaus Simmer, 09.10.1942.

49 Filiale pour la région du Nord-Ouest du groupement économique de l'industrie métallurgique.

50 ANLux, CdZ, A-3-4 : 035, Télégramme de Krause à Nikolaus Simmer, 23.10.1942.

51 ANLux, CdZ, A-3-4 : 035, Lettre de l'Office du Travail de Luxembourg à Nikolaus Simmer, 20.10.1942.

52 Front allemand pour le travail (désormais DAF). Cette organisation a été créée le 10 mai 1933 après le démantèlement des syndicats libres par les nazis (2 mai 1933). Ses buts sont la propagande, la formation et la surveillance politique des ouvriers du IIIe Reich.

53 ANLux, CdZ, A-3-4 : 035, Office du Travail de Luxembourg à Gustav Simon, 23.10.1942.

54 Ibid., Nikolaus Simmer à Gustav Simon, 28.10.1942.

Marie Bastian, la secrétaire de direction de l'Arbed, confirme l'arrivée des premiers convois vers la fin du mois d'octobre. Dans son livre sur l'usine d'Arbed-Esch et son personnel pendant l'occupation, elle évoque l'état dans lequel les ouvriers soviétiques sont arrivés: «*Les premiers arrivèrent à la fin du mois d'octobre 1942. L'impression de compassion, d'impuissance à la vue de cette humanité souffrante et misérable restera à tout jamais gravée dans nos mémoires. Nous reverrons toujours ces êtres arrachés à leurs familles et à leurs foyers, dépaysés de force, hommes et garçons de tout âge entre 11 et 65 ans ; ces femmes et ces fillettes âgées de 15 à 60 ans, vieilles prématurément, abruties et résignées, marquées par les souffrances et les privations. Un jour, à quatre heures du matin, ces étrangers arrivèrent à l'usine, après un long voyage. Ils avaient été comprimés dans des wagons à bestiaux, maltraités en cours de route. Affamés, les figures hagardes, portant des hardes sur le dos, ils étaient crispés dans une angoisse animale sans nom*».⁵⁵

Les conditions lamentables de transport et l'état pitoyable dans lequel les ouvriers de l'Est arrivent au Luxembourg sont attestés par d'autres témoignages. Jean Haas, un ancien ouvrier de l'usine Arbed-Schiffange se rappelle que vers la fin de l'année 1942 un train, composé de wagons à bestiaux, est arrivé à la gare d'Esch-sur-Alzette rempli de personnes placées sous la surveillance de soldats de la *Wehrmacht*.⁵⁶ C'est aussi vers la fin de l'année 1942 que Fernand Schwachtgen, alias «Jean l'Aveugle», le chef du service de renseignement de la LVL,⁵⁷ écrit dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères à Londres: «*Les Allemands commencent à envoyer des prisonniers russes dans les usines luxembourgeoises. Ce sont des femmes et des jeunes filles ukrainiennes, anciennes institutrices, élèves de lycées de jeunes filles qui sont amenées dans un état de dénutrition lamentable. Dans chaque voiture on découvre 1-2 personnes mortes d'inanition pendant le voyage*».⁵⁸ À défaut de sources il est difficile d'évaluer combien de personnes sont décédées pendant la déportation. On peut cependant affirmer que la manière dont les déportations se sont déroulées est le reflet fidèle des principes de l'idéologie raciale nazie qui considère les peuples slaves comme une «race inférieure» à la «race aryenne». Les fonctionnaires nazis responsables de la déportation traitent donc ces convois d'humains comme des simples transports de marchandises.

La répartition des *Ostarbeiter* dans les différents camps

Après l'arrivée des ouvriers soviétiques, il faut créer des camps pour les loger. Dès le mois de septembre 1942, la *Bezirksgruppe Luxemburg* et l'Office du Travail discutent de la nécessité de mettre en place des infrastructures pour accueillir la main-d'œuvre étrangère qui est sur le point d'arriver.⁵⁹ Le 14 septembre 1942, l'Office du Travail informe l'Arbed qu'elle doit ériger des baraques en nombre suffisant pour loger 3.000 ouvriers.⁶⁰ Les responsables font donc, au départ, aménager des camps dans d'anciens bâtiments vides. Plus tard des baraques en bois préfabriquées seront importées de Francfort. Elles sont installées dans différents camps

55 BASTIAN M., *L'usine Arbed-Esch et son personnel sous l'occupation allemande*, Esch-sur-Alzette, 1947, p.62.

56 RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (1), in: *Rappel*, 4(2001), p.543.

57 *Letzebuenger Volléks-Légioun* [Légion populaire luxembourgeoise]. La LVL est une des principales organisations de résistance du Grand-Duché du Luxembourg.

58 Archives du Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance (désormais ACDRR), dossier Schwachtgen, Fernand Schwachtgen à Joseph Bech, s.d. [sans date].

59 ARBED, AC.7347, Compte rendu de l'entretien qui eut lieu le 7 septembre 1942 à l'Office du Travail de Luxembourg, transmis à la direction de l'Arbed le 8 septembre 1942.

60 Ibid., Office du Travail de Luxembourg à la direction de l'Arbed, 14.09.1942.

pour ouvriers soviétiques (*Ostarbeiterlager*). Ceux-ci sont établis pour la plupart dans le Sud du pays, à proximité des usines sidérurgiques. Les sources mentionnent l'existence de huit camps au Grand-Duché. Il est toutefois possible qu'il y en ait eu davantage. Étant donné que les ouvriers soviétiques n'étaient pas inscrits sur les registres communaux, ce chiffre est difficile sinon impossible à vérifier à défaut de nouvelles sources fiables.

Sur les huit camps connus, trois se trouvent sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette et abritent les ouvriers de l'Est travaillant dans les usines Arbed à Esch-Belval et à Esch-Schiffange. L'un des premiers camps est celui qui est aménagé dans l'ancien château de Berwart, sis route de Luxembourg et appelé par les Allemands *Lager Schloss*.⁶¹ Le deuxième camp de la commune d'Esch est le camp de Belval, situé à l'endroit où se trouve actuellement le quartier Raemerich, désigné *Gemeinschaftslager der DAF Esch/Alzig* par les Allemands.⁶²



Le camp de Belval⁶³ - Photo: Archives de la LPPD (OA-5892)

L'arrivée des *Ostarbeiter* dans les deux camps principaux de la municipalité d'Esch-sur-Alzette s'effectue de façon relativement régulière tout au long de la période étudiée. Il convient cependant de signaler trois mois pendant lesquels les arrivées sont particulièrement nombreuses, à savoir le mois d'octobre 1942, le mois de juillet 1943 et le mois de septembre 1943. En effet, pendant ces trois mois 80% des personnes pour lesquelles la date d'arrivée est connue viennent s'installer dans ces camps. Les départs à destination de l'Allemagne ou les déplacements vers l'agriculture luxembourgeoise se font essentiellement pendant les mois d'avril et de mai 1944, soit vers la fin de la période d'occupation. Ces départs ne concernent que 15% environ de l'ensemble des ouvriers de l'Est des deux camps concernés. Les transferts d'ouvriers entre le camp «Château» et le camp de Belval entraînent aussi des fluctuations dans l'occupation de ces camps. Ces transferts ne sont pas signalés sur les cartes personnelles établies par le département des logements collectifs de l'Arbed. Ils peuvent seulement être déduits en comparant la liste des personnes établie à partir des cartes personnelles avec les relevés des salaires dus. Une autre lacune importante pour l'étude des ouvriers de l'Est du camp de Belval est que pour un peu plus de la moitié d'entre eux, la date d'arrivée n'est pas mentionnée par les sources.

61 Camp du Château.

62 Camp collectif de la DAF d'Esch-sur-Alzette.

63 Photographie publiée in: *Rappel*, 1(2002), p.35.

Au quartier Hiehl de la ville d'Esch-sur-Alzette, se trouve le camp dit «*Heinzenberg*» de la section des mines d'Arbed-Esch souvent appelé aussi *Lager Gruben*⁶⁴ par les Allemands. Dès le mois de mars 1943, ce camp abrite 93 *Ostarbeiter*. Ils sont 23 hommes, 31 femmes et 39 enfants, dont 14 ont atteint l'âge de travailler.⁶⁵ Ces personnes sont à l'origine destinées à travailler dans l'agriculture à partir du mois d'avril, mais comme une épidémie de rougeole éclate parmi les enfants de ce camp, on finit par les laisser dans le camp afin de limiter les risques de contagion. Une partie des ouvriers non malades de ce camp sont amenés à travailler dans l'usine d'Esch-sur-Alzette pour compenser les frais de logement et d'alimentation. À partir du 8 avril 1944 leur emploi dans les usines est interdit.⁶⁶ Pour résoudre le problème des frais d'entretien de ces ouvriers, Léon Schuler prie Martin Schmitz, le directeur du département des logements collectifs, de demander à l'Office du Travail d'autoriser l'emploi de ces ouvriers dans les usines ou bien de les déplacer dès que possible.⁶⁷ Les sources ne disent pas ce que sont devenus ces ouvriers par la suite, si ce n'est que le 3 mai 1944, deux travailleurs en provenance de ce camp sont enregistrés dans le camp *Schloss*.

Il convient de mentionner également le camp du quartier Lallange de la ville d'Esch-sur-Alzette. Ce camp, composé d'une seule baraque, n'est pas un camp d'ouvriers soviétiques à proprement parler car il abrite aussi des ouvriers belges et luxembourgeois. Kurt Röding, directeur du département social et du département du personnel de l'administration centrale de l'Arbed, envisage de déplacer les *Ostarbeiter* restés au camp de Lallange à cause de l'arrivée croissante de travailleurs belges.⁶⁸ En effet, jusqu'au mois d'avril 1943 les camps de travail de l'Arbed sont exclusivement occupés par des ouvriers de l'Est; à partir de cette date arrivent les réquisitionnés (*Dienstverpflichtete*) belges et par après, en juin 1944, des Flamands rexistes. Ces Flamands sont partisans du mouvement rexiste belge fondé en 1935 par Louis Degrelle. Ce mouvement autoritaire et corporatiste collabore étroitement avec l'Allemagne hitlérienne. Les autorités nazies incitent les Flamands arrivés au Luxembourg, qui font partie de formations armées, à s'enrôler auprès de l'Arbed. Ils ont pour mission d'espionner les autres ouvriers et de se battre aux côtés des nazis en cas de soulèvement insurrectionnel.

En principe, le camp de Lallange est réservé aux ouvriers belges.⁶⁹ Mais dans ce cas les responsables se sont donnés la permission d'enfreindre le principe qui dit que les *Ostarbeiter* sont à séparer des autres ouvriers étrangers pour des raisons d'idéologie raciale. En effet, une liste manuscrite du 31 décembre 1943 mentionne que des ouvriers soviétiques sont encore présents dans le camp de Lallange.⁷⁰

Un autre camp hébergeant des ouvriers de l'Est est implanté à Dudelange. Connu par les Allemands sous le nom de *Gemeinschaftslager DAF Düdelingen*,⁷¹ il est situé dans la rue de Bettembourg. À partir du 1^{er} octobre 1943 il abrite 15 ouvriers soviétiques, tous employés à l'usine d'Arbed-Dudelange. Plus tard, au cours du mois de juillet principalement, vingt-sept ouvriers seront transférés des camps d'Esch-sur-Alzette vers celui de Dudelange.

64 Camp des Mines.

65 ARBED, AC.7347, Lambert à l'Office de l'Inspection du travail, 14.07.1943.

66 ARBED, AC.35/14f, «Arbeitseinsatz. Sowjetische Kriegsgefangene, *Ostarbeiter* und *Ostarbeiterinnen*», Jules Pauly à Kurt Röding, 21.04.1944.

67 Ibid., Léon Schuler à Martin Schmitz, 24.04.1944.

68 ARBED, AC.7347, Kurt Röding à Kanis, 14.04.1943.

69 BASTIAN M., op.cit., pp.66-67.

70 ACDRR, dossier *Ostarbeiter*, n°141.

71 Camp collectif de la DAF de Dudelange.

Jusqu'ici seuls les camps d'ouvriers soviétiques travaillant pour l'Arbed ont été mentionnés. Mais d'autres entreprises ont recours à leur tour à cette main-d'œuvre, notamment les *Differdinger Stahlwerke AG* (ancienne Hadir).⁷² Les *Ostarbeiter* y embauchés sont logés dans un camp localisé au 60 rue Max Meier, sur le site appelé «*Op der Schlakemillen*».⁷³ Ce camp, qui est souvent nommé camp «russe» de Differdange, abrite 364 personnes⁷⁴ qui sont arrivées à partir de la fin de l'année 1942.⁷⁵



Le camp «russe» de Differdange⁷⁶ - Photo: Archives privées Mathias Thoma

La ville de Pétange compte aussi deux camps où sont logés des ouvriers soviétiques qui sont employés auprès des chemins de fer de la *Reichsbahn*. Certains besogent peut-être aussi dans les usines métallurgiques de Rodange. Dans ces deux camps se trouvent 115 ouvriers de l'Est;⁷⁷ 92 dans le camp installé au café *Kaiser* (7, Grand-Rue) et 23 dans le camp aménagé au café *Cuba* (116, rue de Luxembourg appelée rue Adolf Hitler à l'époque). Les dates d'arrivée dans le camp du café *Kaiser* sont:

- pour l'année 1943: le 6 octobre (22 personnes), le 22 octobre (18 personnes), le 7 novembre (17 personnes) et le 23 décembre (14 personnes);
- pour l'année 1944: le 28 janvier (1 personne), le 9 février (1 personne), le 18 février (1 personne) et le 4 mars (9 personnes).

Les 23 ouvriers du camp du café *Cuba* sont tous arrivés le 8 juin 1944. Ils ont déjà travaillé dans des entreprises allemandes et ont vécu dans des camps de travail en Allemagne tout comme les ouvriers du café *Kaiser*, à l'exception des neuf ouvriers arrivés le 4 mars 1944.

Le camp «russe» de Luxembourg est le dernier camp d'*Ostarbeiter* mentionné dans les documents actuellement connus.⁷⁸ Il y a très peu de données à son sujet. On sait ainsi qu'il se situait dans les faubourgs de la ville de Luxembourg, au lieu dit «*Op der Schleifmillen*».⁷⁹

72 Aciéries de Differdange SA.

73 Au moulin à scories.

74 ANLux, CdZ, G-2 : 039a, 041, 049, 052 et 053, Déclarations de séjour pour étrangers.

75 RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (3), in: *Rappel*, 2(2002), p.177.

76 Photographie publiée in: *Rappel*, 2(2002), p.178.

77 Déclarations de séjour pour étrangers, op.cit.

78 Ibid.

79 Au moulin d'affilage. Ce moulin se situe entre les quartiers de Hamm et de Bonnevoie le long de la rue Godchaux qui porte le nom des propriétaires de la draperie.

Mais d'où venaient ses occupants? Combien étaient-ils? Selon nos recherches, seules trois personnes qui prétendent avoir travaillé dans la capitale du Grand-Duché ou dans les alentours se sont adressées au Conseil National de la Résistance (CNR)⁸⁰. Ces personnes ont certes fourni des témoignages crédibles, mais les renseignements qu'elles nous ont légués sont hélas incomplets.⁸¹

Grâce à des recoupements nous savons que les déclarations de séjour des neuf individus transférés le 4 mars 1944 vers le camp du café *Kaiser* à Pétange ont transité par le camp «russe» de Luxembourg. Étant donné que ces neuf ouvriers ne sont arrivés à Luxembourg que deux semaines auparavant, le 14 février 1944, on serait tenté d'admettre qu'il s'agit là d'un camp d'accueil et de formation rapide servant à sélectionner la main-d'œuvre en fonction de ses qualifications et de ses aptitudes professionnelles. Cependant, l'ouvrage commémoratif édité à l'occasion du centenaire de la paroisse de Bonnevoie, «100 Joer Por Bouneweg 1897-1997» de Michel Behm, est illustré d'une photographie datant de la Seconde Guerre mondiale.⁸² On y reconnaît une colonne d'ouvriers soviétiques qui défilent devant l'église de Bonnevoie. D'après l'auteur de l'ouvrage, il s'agirait de soldats de l'Armée rouge faits prisonniers de guerre et qui auraient été internés au camp «Op der Schleifmillen». Le fait qu'on ne reconnaît que des hommes sur la photographie semble corroborer cette affirmation. Si elle devrait effectivement s'avérer exacte, alors les neuf ouvriers transférés vers le camp *Kaiser* à Pétange seraient peut-être des ouvriers civils qui, dans un premier temps, ont été placés par erreur avec des prisonniers de guerre. Toujours est-il que sur les trois personnes qui se sont adressées au Conseil National de la Résistance et qui prétendent avoir été employées dans la ville de Luxembourg, il y a deux femmes! Si leurs déclarations s'avéraient justes, la possibilité qu'il y ait eu en plus à Luxembourg-ville un camp pour des ouvriers de l'Est, employés dans les usines implantées aux abords de la ville, ne peut être exclue.

À côté des ouvriers soviétiques qui travaillent dans les usines, il y en a aussi qui travaillent chez des particuliers, principalement chez des agriculteurs. Pour le cas du Luxembourg, les sources écrites à ce sujet sont très rares. Nous savons néanmoins qu'entre le 1^{er} avril et le 30 juillet de l'année 1944, trente et un ouvriers des deux camps principaux d'Esch-sur-Alzette ont été engagés par des agriculteurs luxembourgeois.

80 L'institution s'appelle actuellement «Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance». Elle a ses locaux dans la Villa Pauly (57, boulevard de la Pétrusse, Luxembourg-ville), qui jadis servait de siège à la Gestapo.

81 RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (7), in: *Rappel*, 3(2003), p.430.

82 BEHM M., *100 Joer Por Bouneweg 1897-1997*, Kirchenfabrik Bonneweg, Luxembourg, 1997, p.68.

La structure démographique et le statut social des *Ostarbeiter*

Les ouvriers de l'Est déportés au Luxembourg forment un groupe hétérogène qui se distingue néanmoins par certains traits communs. Afin de cerner de près qui sont ces personnes et quelle est la portée du phénomène de la déportation au Grand-Duché, une analyse de la structure démographique et du statut social des *Ostarbeiter* s'impose. Cette analyse a pour objectif de répondre, dans la mesure du possible, à une série de questions. Combien d'*Ostarbeiter* ont été déportés par les nazis vers le Luxembourg? D'où sont-ils originaires et quelle est leur nationalité? Quel âge ont-ils? Quelles professions exerçaient-ils et quelles sont leurs croyances religieuses? Quelle place ont-ils occupé dans la société hiérarchisée de la doctrine raciale nazie?

L'évaluation du nombre des *Ostarbeiter* déportés vers le Luxembourg

Il n'est hélas pas possible de connaître avec certitude le nombre exact des ouvriers soviétiques qui ont été employés dans l'industrie lourde luxembourgeoise pendant la Seconde Guerre mondiale. Les différentes sources ne sont pas complètes. Il est toutefois possible d'effectuer certaines estimations. Les informations sur les ouvriers travaillant auprès de l'Arbed et internés dans les camps près des usines dudit groupe sidérurgique sont relativement abondantes. Au 10 mars 1944, l'effectif global s'élève par exemple à 1.022 ouvriers.⁸³ Ils se répartissent de la façon suivante entre les différentes nationalités:⁸⁴

- 275 Belges, soit 26,91%;
- 7 Français, soit 0,68%;
- 10 Italiens, soit 0,98%;
- 156 Luxembourgeois, soit 15,26%;
- **569 *Ostarbeiter***, soit 55,68%;
- 5 Polonais, soit 0,49%.

Avec un total de 569 personnes – dont 147 hommes, 371 femmes et 51 enfants – les ouvriers de l'Est représentent donc, et de loin, le groupe le plus important de la main-d'œuvre civile internée dans les camps des usines de l'Arbed. Ce chiffre de 569 unités doit toutefois sans doute être corrigé vers le haut, car d'autres ouvriers soviétiques arrivent après le 10 mars 1944. Les numéros d'ordre attribués aux *Ostarbeiter* des camps Belval et «Château» permettent de déduire qu'au moins 599 personnes ont été enregistrées dans ces deux camps jusqu'au 16 juillet 1944. Il faut par ailleurs y ajouter les 15 ouvriers soviétiques du camp de Dudelange, ce qui donne ainsi pour l'Arbed un total de 614 ouvriers soviétiques.

Dans les deux camps de Pétange, 115 ouvriers de l'Est ont été recensés. Il n'existe pas de source mentionnant le nombre total des personnes logées dans ces deux camps. De même, on n'a pas attribué de numéros d'ordre à ces ouvriers, ce qui aurait permis de vérifier si les

83 ACDRR, dossier *Ostarbeiter*, n°55.

84 Ibid.

déclarations de séjour sont exhaustives ou non pour les *Ostarbeiter* de Pétange. Par contre, il n'y a pas de déclaration de séjour pour au moins deux ouvriers ukrainiens du camp «Café Cuba», Wassily Zilenko et Jakob Stolbirow, décédés à Pétange le 9 respectivement le 13 août 1944.⁸⁵ En octobre 1989, un monument en leur souvenir a été inauguré au cimetière de Pétange.

Dans le camp de Differdange, 395 ouvriers soviétiques ont pu être dénombrés à partir des déclarations de séjour pour étrangers et des cartes de rapatriement établies par les autorités américaines en octobre 1944. 361 ouvriers sont mentionnés par la première de ces deux sources, contre 146 seulement par la deuxième. Mais les déclarations de séjour sont aussi incomplètes. Parmi les 146 *displaced persons*⁸⁶ évoquées par les cartes de rapatriement américaines, il y en a 31 qui ne figurent pas sur les cartes de séjour pour étrangers. Or, celles-ci ont été envoyées en annexe à la lettre du bourgmestre de la ville de Differdange au *Landrat*⁸⁷ à Esch-sur-Alzette en date du 22 décembre 1943.⁸⁸ Il se peut donc que des ouvriers soviétiques soient aussi arrivés après cette date, comme cela a été le cas pour les autres camps au Luxembourg. Par ailleurs, les ouvriers du camp de Differdange ont aussi reçu un numéro d'ordre. À de rares exceptions près, ces numéros ne se répètent pas et le dernier numéro attribué est le 856. Mais voilà qui pose problème, car il y a des lacunes importantes, notamment l'absence des 300 premiers numéros. Il s'ensuit deux possibilités. Si, pour une raison inconnue, on a effectivement attribué aux ouvriers de l'Est du camp de Differdange des numéros d'ordre à partir du 301, on doit en déduire qu'ils étaient 556. Si par contre on a attribué des numéros à partir du 1, et que pour diverses raisons, les autorités responsables n'ont pas établi des déclarations de séjour pour une grande partie de ces ouvriers soviétiques, ou que ces déclarations n'ont simplement pas été conservées, alors le nombre des *Ostarbeiter* occupant le camp de Differdange devrait être revu à la hausse. Il pourrait bel et bien atteindre 856 personnes. Signalons au passage qu'il s'agit très vraisemblablement du campement abritant le plus grand nombre d'ouvriers de l'Est au Luxembourg.

En faisant le compte, le nombre des ouvriers de l'Est employés dans la sidérurgie lourde luxembourgeoise pendant l'occupation allemande s'élève donc au minimum à 977 personnes, dont les noms sont cités par les sources. Mais beaucoup d'indices nous incitent à penser que leur nombre réel est bien supérieur. Compte tenu des déductions faites à partir des numéros d'ordre attribués aux ouvriers de l'Est des deux camps d'Esch-sur-Alzette et du camp de Differdange, on obtient un total estimé à 1.585 personnes. Ce dernier chiffre ne comprend cependant pas les 93 individus logés au camp «Heinzenberg» dont on ignore combien exactement ont travaillé au service des usines. De surcroît, il y a dans certains témoignages souvent confusion entre *Ostarbeiter* et prisonniers de guerre soviétiques. D'où la difficulté de dire avec certitude si le camp «russe» de Luxembourg (*Schleifmühl*), duquel neuf ouvriers ont été transférés vers le camp *Kaiser* à Pétange, a finalement abrité des prisonniers de guerre soviétiques ou des ouvriers civils de l'Est. D'un autre côté, sur la liste des ouvriers soviétiques décédés au Luxembourg, et en souvenir desquels un monument a été inauguré au cimetière de Lallange (Esch-sur-Alzette), seuls deux noms sont mentionnés par d'autres sources. Il se peut qu'il s'agisse ici de personnes décédées avant que leurs déclarations de séjour ou leurs cartes personnelles n'aient été établies ou que celles-ci aient été détruites après le décès des personnes en question. Finalement l'évaluation précise du nombre d'ouvriers soviétiques

85 RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (5), in: *Rappel*, 4(2002), pp.507-509.

86 Personnes déportées.

87 Sous-préfet.

88 ANLux, CdZ, G-2 : 049, Bourgmestre de la ville de Differdange au Landrat à Esch-sur-Alzette, 22.12.1943.

Gemeinschaftslager Schloss

Esch)Alzig den 13.8.
44.

An

✓
Betriebsführer Herrn Dr. Köhler, Werk Schifflingen.
Sicherheitspolizei, Esch)Alzig.
Einsatzleiter ,Herrn Glück.
Oberlagerführer, Herrn Kanis, Luxemburg.

Betr. : Ostarbeiter Nr,31 Jermolenko Viktor.

Der vom 6.8.-12.8.44 nach Frisingen b / Mondorf
beurlaubte Ostarbeiter Nr31 Jermolenko Viktor
hat sich ordnungsgemässig vom Urlaub zurückge-
meldet und nimmt ab heute seinen Arbeitsplatz
wieder ein.

H e i l H i t l e r !

Lagerführer.

Spindler

enrôlés dans l'industrie lourde luxembourgeoise est faussée par les nombreux échanges ou transferts vers des usines allemandes ou les départs vers d'autres secteurs d'activité au Grand-Duché. Ces déplacements se sont du reste multipliés vers la fin de l'occupation.

La nationalité et l'origine des ouvriers de l'Est

Les ouvriers de l'Est déportés au Luxembourg sont de nationalités diverses. La grande majorité sont des Ukrainiens, des Russes ou des Biélorusses, soit des citoyens soviétiques. Mais il y a aussi une importante minorité de Polonais qui ont été classés parmi les *Ostarbeiter*, ce qui n'est pas très correct puisque la dénomination d'*Ostarbeiter* était en principe réservée aux seuls ouvriers civils soviétiques. Au Luxembourg, les responsables ont cependant simplifié les choses et on n'a, la plupart du temps, pas fait la différence entre citoyens polonais et citoyens soviétiques, tous classés sans distinction sous la même rubrique des *Ostarbeiter*. En revanche, les *Ostarbeiter*, qu'ils soient polonais ou soviétiques, ne sont pas logés dans les mêmes camps de travail avec les autres ouvriers étrangers.

Le tableau ci-dessous reprend la répartition des *Ostarbeiter* dans les camps en fonction de leur nationalité:

Répartition des <i>Ostarbeiter</i> dans les camps au Luxembourg: classement en fonction de la nationalité (1942-1944) ⁸⁹						
Camp	Nationalité					Total
	Biélorusse	Polonaise	Russe	Ukrainienne	Autre	
«Château»	29	10	61	49	0	149
Belval	37	3	30	101	1 ⁹⁰	172
Dudelange	1	0	13	1	0	15
Differdange	53	2	89	250	1 ⁹¹	395
«Kaiser»	1	30	4	49	0	84
«Cuba»	0	0	0	23	0	23
Inclassables	0	0	1	0	1 ⁹²	2
Total	121	45	198	473	3	840
%	14,40	5,36	23,57	56,31	0,36	100

La majorité des *Ostarbeiter* déportés au Luxembourg est d'origine ukrainienne. Ils vivaient principalement dans la région du bassin du Donbass à l'Est de l'Ukraine avant d'être déportés vers le Luxembourg. Les villes d'origine les plus souvent mentionnées par les sources sont: Zaporojie, Kirovograd, Vinnitsa, Chterovka, Poltava, Soumy, Kiev et Lougansk. Concernant Lougansk: dans certains documents conservés on trouve le nom de Lougansk, mais le plus

⁸⁹ Déclarations de séjour pour étrangers, op.cit.; ANLux, CdZ, AES-U1-541, Cartes de travail délivrées par l'Office du Travail de Luxembourg; Ibid., Cartes personnelles établies par le département des logements collectifs de l'Arbed; Archives de la LPPD, section de Differdange, Cartes de rapatriement établies par les autorités américaines (A.E.F. D.P. Registration records).

⁹⁰ Roumaine.

⁹¹ Estonienne.

⁹² Lettonne.

souvent Vorochilovgrad (*Woroschilowgrad* en allemand), c'est-à-dire le nom attribué à la ville de Lougansk à partir de 1935 (et jusqu'en 1990) en l'honneur du maréchal soviétique Kliment Vorochilov qui était d'origine ukrainienne. Le fait que certaines personnes ne déclarent pas venir de Vorochilovgrad mais de Lougansk dépend peut-être de leur orientation politique, qui est soit pro-soviétique, soit anti-soviétique.

Parmi les ouvriers soviétiques, les ouvriers russes sont le deuxième groupe ethnique en nombre. Ceux-ci sont originaires des villes occidentales de la Russie, qui s'étendent de Tver (à l'époque Kalinine) au Nord jusqu'à Rostov au Sud, en passant par Smolensk, Orel et Voronej, pour ne citer que les villes les plus fréquemment citées par les sources. La situation géographique de ces villes correspond à l'avancée des troupes de la *Wehrmacht* en Russie. Les ouvriers biélorusses viennent principalement du Sud du pays, de la région de la Polésie, mais aussi des autres régions du pays. À côté de la région de la Polésie, les origines les plus évoquées sont Minsk, la capitale de la Biélorussie, les villes de Brest au Sud-Ouest, Baranovitchi à l'Ouest, Vitebsk au Nord-Est, Moguilev à l'Est ou encore Pinsk au Sud. Quant aux ouvriers polonais, ils sont pour la plupart originaires du Sud et de l'Ouest du pays, des villes d'Ivrie, de Cracovie et de Lublin.

L'âge, le sexe, la profession et la religion

En plus de la nationalité et du lieu de résidence avant la déportation, les déclarations de séjour ainsi que les cartes personnelles mentionnent pour les *Ostarbeiter* d'autres indications comme la date de naissance, l'appartenance à une communauté religieuse, la date d'arrivée au Grand-Duché ou encore la profession. Ces indications sont évidemment des plus utiles pour caractériser plus spécifiquement le groupe de ceux que les autorités allemandes avaient sélectionnés pour travailler dans l'industrie de notre pays. Les cartes de travail, les cartes personnelles et les relevés des salaires ont ainsi permis de retracer l'âge de 464 ouvriers soviétiques employés auprès de l'Arbed. Grâce aux cartes personnelles, nous savons que la fourchette des classes d'âge s'étend de 0 à 58 ans. À noter que trois enfants sont nés au Luxembourg et deux ont été déportés avec leurs mamans alors qu'ils avaient à peine un an. Quoique toutes les classes d'âge de 0 à 58 ans fussent représentées, la répartition des individus se fait de façon très disproportionnée. Le groupe des personnes âgées entre 15 et 19 domine largement. Il représente à lui seul un peu plus de la moitié (51,29%) de l'ensemble. Les enfants et les adolescents (0 à 19 ans) représentent 62,72%. De l'autre côté, les personnes âgées de plus de 40 ans sont relativement rares (5,17%). L'âge moyen se situe aux alentours de 22 ans.

Quant aux métiers exercés par les *Ostarbeiter* avant leur arrivée au pays, on peut retenir que la majorité de ceux qui travaillent dans les usines de l'Arbed sont en fait d'ordinaires ouvriers ou ouvrières. Ils représentent environ 60% de l'effectif total. La plupart avaient été actifs dans l'agriculture avant d'être déportés et contraints à travailler dans l'industrie lourde; les autres n'ont soit aucune formation (enfants et adolescents), soit exercent des métiers très divers. Très rares sont ceux qui étaient actifs dans l'industrie avant la déportation. Ce phénomène s'explique sans doute par la délocalisation de nombreuses usines vers l'Oural ou la Sibérie afin de les mettre à l'abri devant l'envahisseur allemand. Or, comme les autorités soviétiques déplacent en même temps les ouvriers, les territoires occupés par la *Wehrmacht* et donc, les aires de recrutement des *Ostarbeiter*, sont plutôt vidées de la main-d'œuvre industrielle.

Il en va de même pour les *Ostarbeiter* travaillant auprès des *Differdinger Stahlwerke AG*. (ancienne Hadir). Ils sont presque tous originaires d'un milieu rural et n'ont aucune expérience du travail dans l'industrie lourde. À partir des déclarations de séjour pour étrangers⁹³ et des cartes de rapatriement établies plus tard par les autorités américaines,⁹⁴ nous avons pu saisir l'âge des 395 ouvriers soviétiques dénombrés au moment de leur arrivée au camp de Differdange. Les adolescents y sont encore plus nombreux que dans le cas des camps de l'Arbed: la classe d'âge de 15 à 19 ans est largement dominante; elle représente à elle seule plus de 80% de l'ensemble. Les personnes déportées dans le camp de Differdange sont surtout des jeunes: 86,33% ont moins de 20 ans et 94,43% ont moins de 25 ans. On ne trouve par contre pas d'enfants de moins de 12 ans dans ce camp. Par ailleurs, les personnes ayant dépassé la quarantaine ne représentent que 1,77%. En tout et pour tout la fourchette des classes d'âges se situe, au moment de l'arrivée dans le camp, entre 12 ans et 53 ans pour l'ouvrier le plus âgé. L'âge moyen se situe entre 17 et 18 ans. La part des femmes chez les *Ostarbeiter* des *Differdinger Stahlwerke* est encore plus importante qu'elle ne l'est pour ceux de l'Arbed. Parmi ces 395 ouvriers il y a 262 femmes, soit deux tiers (66,33%).

Pour les *Ostarbeiter* des deux camps de Pétange, c'est l'inverse: sur les 117 ouvriers identifiés il n'y a que deux femmes. Comme ces ouvriers ont déjà travaillé dans des usines en Allemagne avant d'être transférés au Luxembourg, ils ont acquis une certaine qualification professionnelle qui les distingue nettement de la plupart des *Ostarbeiter* des autres camps. À noter aussi que sur les 45 ouvriers polonais classés parmi les *Ostarbeiter*, il y en a 30 qui résident à Pétange dans le camp dit «Café Kaiser». Les ouvriers soviétiques des camps de Pétange diffèrent aussi par leur âge. Il y a moins de jeunes que dans les autres camps. Même si la classe d'âge de 15 à 19 ans est également ici la plus importante, il n'en demeure pas moins que les personnes âgées de moins de 20 ans ne représentent plus la majorité. Les ouvriers âgés entre 20 et 40 ans sont plus nombreux (44,96% de l'ensemble). Les personnes âgées de 40 ans et plus sont à leur tour plus nombreuses que dans les autres camps. L'âge moyen se situe à Pétange aux alentours de 27 ans.

Le statut social des *Ostarbeiter*

L'intégralité de la main-d'œuvre étrangère employée dans les usines sidérurgiques du Luxembourg n'est pas uniformément soumise à un même statut. Celui-ci diffère en fonction de la nationalité, ou mieux, de l'appartenance ethnique,⁹⁵ et ce conformément aux conceptions idéologiques imposées par l'administration de l'occupant. La différenciation se traduit notamment au niveau du salaire, du logement, de l'emploi et même du régime de l'alimentation. Or, la *Volkstumszugehörigkeit* des *Ostarbeiter* n'est pas toujours évidente ni facile à établir. Des directives allemandes fondées sur des critères géographiques et ethniques excluent ainsi en théorie⁹⁶ du groupe des *Ostarbeiter*:

- les ouvriers d'ethnie polonaise, sans distinction entre les Polonais des territoires annexés à l'Allemagne et les Polonais des autres territoires;
- la main-d'œuvre des pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie);
- les émigrants russes actifs sur le territoire du *Reich* avant le 22 juin 1941.

93 Cf. ANLux, CdZ, G-2: 039a, 041, 049, 052 et 053.

94 Archives de la LPPD, section de Differdange. Cf. *Rappel*, 2(2002), pp.180-185.

95 En langue allemande: *Rassenzugehörigkeit, Volkstum*.

96 Cf. supra, p.19.

C'est aux Offices du Travail qu'incombe la compétence de procéder à la classification des personnes que les entreprises doivent traiter comme *Ostarbeiter*.⁹⁷ Pour ce faire, ils doivent respecter les directives décrétées le 23 novembre 1942 par le GBA. Par ces instructions, le *Generalbevollmächtigter* demande aux Offices du Travail de noter sur les cartes d'identité des travailleurs qui viennent des pays de l'Est annexés ou occupés le pays d'origine et la nationalité de la façon suivante:

- pour les ouvriers issus des territoires soviétiques occupés:
pays d'origine: ancien territoire soviétique
nationalité: soviétique;
- pour les ouvriers issus des anciens États d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie:
pays d'origine: respectivement Estonie, Lettonie ou Lituanie
nationalité: estonienne, lettonne, lituanienne;
- pour les ouvriers d'ethnie (*Volkstum*) polonaise issus du Generalgouvernement, y compris du district de Lemberg:
pays d'origine: *Generalgouvernement*
nationalité: ancien polonais;
- pour les ouvriers d'ethnie polonaise issus des territoires de l'Est annexés, y compris du district de Bialystok:
pays d'origine: territoires de l'Est annexés
nationalité: ressortissant (*Schutzangehöriger*) polonais;
- pour les ouvriers d'ethnie non polonaise issus du Generalgouvernement, y compris du district de Lemberg:
pays d'origine: *Generalgouvernement*
nationalité: non éclairée (ukrainienne, biélorusse, etc.);
- pour les ouvriers d'ethnie non polonaise issus des territoires de l'Est annexés, y compris du district de Bialystok:
pays d'origine: territoires de l'Est annexés
nationalité: ressortissant ukrainien, ressortissant biélorusse, etc.⁹⁸

Mais ces directives ne sont pas toujours respectées dans la pratique courante. C'est le cas notamment au Luxembourg, où, nous le savons déjà, une minorité d'ouvriers polonais réside dans les camps de travail pour *Ostarbeiter*.⁹⁹ Ces ouvriers polonais sont soumis aux mêmes conditions de vie et de travail que les ouvriers soviétiques, et sur leur carte de séjour, on trouve parfois sous la rubrique de profession le terme d'*Ostarbeiter*.

Les *Ostarbeiter* occupent le dernier échelon de la hiérarchie des ouvriers civils étrangers. En se fondant sur des recherches sociologiques sur les hiérarchies dans les entreprises, dans les organisations et dans les États, l'historien Mark Spoerer a établi un modèle qui classe la main-d'œuvre étrangère employée au Troisième Reich à partir de deux critères.¹⁰⁰ Le premier est la possibilité ou non pour l'ouvrier de quitter l'Allemagne après l'expiration du contrat de travail; le deuxième repose sur la possibilité d'émettre des critiques sur les conditions de travail, critiques qui sont enregistrées et qui peuvent mener à des changements. À partir de ces deux critères, Spoerer distingue – premièrement – les ouvriers privilégiés, qui disposent de

97 ARBED, AC.7347, Directives pour l'emploi des ouvriers de l'Est dans les entreprises transmises à l'administration centrale de l'Arbed le 30 octobre 1942.

98 Ibid., Bezirksgruppe Luxemburg à l'administration centrale de l'Arbed, 24.02.1943.

99 Cf. supra p.19.

100 SPOERER M., *Zwangsarbeit unter dem Hakenkreuz. Ausländische Zivilarbeiter, Kriegsgefangene und Häftlinge im Dritten Reich und im besetzten Europa*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart/Munich, 2001.

ces deux possibilités, – deuxièmement – les *Zwangsarbeiter* qui ont la possibilité d'émettre des critiques, mais qui ne peuvent pas quitter l'Allemagne à la fin du contrat, et – troisièmement – les ouvriers qui n'ont aucune de ces deux possibilités. Spoerer définit ces derniers comme «ouvriers-esclaves». Aux critères précités s'ajoute la différenciation imposée par la théorie raciale nazie. Elle place les ouvriers slaves dans une position nettement inférieure à celle des ouvriers occidentaux.¹⁰¹ Cette stigmatisation ethnique joue un rôle important notamment quand il s'agit d'administrer des punitions ou de fixer les rations alimentaires. Spoerer place les ouvriers soviétiques ou polonais dans la catégorie des «ouvriers-esclaves» qui sont en même temps ethniquement stigmatisés.

En pratique, ceci se traduit dans les *Ostarbeitererlasse*¹⁰² du 2 février 1942. Décrétées par le *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA),¹⁰³ ces prescriptions correspondent en principe à celles qui sont appliquées depuis le 8 mars 1940 aux ouvriers polonais engagés principalement dans l'agriculture. Sur certains points, les *Ostarbeitererlasse* vont pourtant plus loin en ce qui concerne les restrictions imposées aux individus classés sous cette rubrique. Ils doivent par exemple être logés dans des camps d'habitation entourés d'une clôture. Les hommes et les femmes sont à loger séparément. La libre circulation leur est interdite. Ils ne peuvent quitter le camp que pour se rendre au travail. Leur «temps libre» est encadré par la DAF. Des excursions sous surveillance allemande peuvent être organisées à titre de récompense. Ils doivent travailler le plus possible dans des équipes tenues à l'écart des ouvriers allemands. Toute forme de solidarité entre Allemands et Soviétiques doit être empêchée. Tout encadrement psychologique leur est interdit. Les *Ostarbeiter* sont à placer sous surveillance à la fois au travail comme au camp. Chaque camp est sous la direction d'un chef de camp nommé par les délégués politiques de la défense de l'usine. En cas de désobéissance, il faut traiter les *Ostarbeiter* sans ménagement. Ces personnes doivent impérativement porter un signe distinctif (*Ostarbeiter-Abzeichen*).¹⁰⁴

Cette dernière mesure discriminatoire est officialisée au Luxembourg par le décret du CdZ du 8 juillet 1943. En vertu dudit arrêté les *Ostarbeiter*, hommes et femmes, doivent porter ostensiblement sur leur vêtement un rectangle en position verticale d'une dimension de 7 sur 7,7 centimètres affichant les trois lettres «OST» d'une taille de 3,7 centimètres. Ce signe distinctif doit d'ordinaire être porté sur le côté droit de la poitrine ; il peut néanmoins être porté du côté gauche si l'ouvrier ou l'ouvrière en question se sont bien conduits. Dans ce cas, ils doivent cependant être munis d'un certificat émanant du chef d'entreprise et attestant leur «bon comportement».¹⁰⁵

D'après ce même décret, les chefs d'entreprise et les chefs de camp sont priés de veiller à ce que les ouvriers civils soviétiques placés sous leur houlette portent le signe distinctif conformément aux prescriptions précitées. Le non-respect de cette exigence peut entraîner, pour le patron ou le responsable du camp, une amende de 150 *Reichsmark*, pour l'*Ostarbeiter*, une amende également fixée à 150 *Reichsmark* ou une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six semaines.

101 RATHKOLB O., *NS-Zwangsarbeit in der Industrie im Vergleich. Am Beispiel der Betriebe der Reichswerke Hermann Göring in Linz*, in: HAUCH G. (Hrsg.), op.cit., pp.73-75.

102 Décrets concernant les ouvriers de l'Est.

103 Le RSHA est l'office central subordonné à la SS, à partir duquel sont dirigés tous les organismes, officiels ou secrets, de sécurité et de police du Troisième Reich. Cet office fut créé le 27 septembre 1939 par un décret du chef de la police allemande, Heinrich Himmler.

104 HERBERT U., *Geschichte der Ausländerpolitik ...*, op.cit., pp.138-139.

105 ARBED, AC.7347, Décret du CdZ, 08.07.1943.

L'attribution des signes de distinction relève de la compétence de l'Office du Travail, même si à certaines occasions la *Staatspolizei*, la police d'État allemande, s'est aussi immiscée dans le règlement de ce genre d'affaires. C'est le cas durant la première moitié du mois de juin de 1944, quand un officier de la *Staatspolizei* décide de retirer le signe distinctif à onze *Ostarbeiter* des usines de l'Arbed à Esch-sur-Alzette.¹⁰⁶ Il s'agit de six ouvriers de nationalité ukrainienne, mais originaires du *Generalgouvernement*, d'un ouvrier de Bessarabie qui a la nationalité roumaine, et de quatre autres ouvriers de nationalité polonaise. À ces derniers l'officier de police impose le port du signe distinctif «P» pour «Polonais». Suite à cette intervention, le département du personnel de l'Arbed s'adresse à l'Office du Travail avec la prière de le renseigner sur le traitement correct à appliquer aux travailleurs nouvellement classés. Faut-il continuer à les traiter comme des *Ostarbeiter*? Faut-il en particulier les reloger dans un autre camp?¹⁰⁷ Sur ce, l'Office du Travail décide sans autre forme de procès d'annuler simplement la décision de la *Staatspolizei*! Les onze ouvriers en question gardent donc leur statut d'*Ostarbeiter*.¹⁰⁸

Notons au passage qu'à la fin de l'été 1944, le ministère de l'Information et de la Propagande du *Reich* décide d'attribuer aux ouvriers soviétiques de nouveaux signes distinctifs qui tiennent compte de leur nationalité.¹⁰⁹ L'ancien signe distinctif – il n'y en avait qu'un seul – est désormais remplacé par trois signes qui portent les couleurs nationales de la Russie, de l'Ukraine ou de la Biélorussie. À cette occasion, une cérémonie est d'ailleurs organisée à Berlin (27 août 1944). Trois personnalités politiques originaires des pays dans lesquels sont recrutés les *Ostarbeiter* – en fait il s'agit de collaborateurs du régime nazi – y prennent la parole. Afin que tous les travailleurs puissent les écouter, leurs discours sont diffusés à la radio partout dans le *Reich*. En plus, le ministère de la Propagande voudrait que des cérémonies célébrant les nouveaux signes distinctifs soient organisées dans tous les camps des *Ostarbeiter*. Au Luxembourg ces manifestations n'ont jamais lieu, car, dès les premiers jours du mois de septembre 1944, l'occupant commence à plier bagages à l'approche des troupes américaines.

106 ARBED, AC.35/14f, Département du personnel de l'Arbed à l'Office du Travail de Luxembourg, 12.01.1944.

107 Ibid., Léon Schuler à l'Office du Travail de Luxembourg, 24.02.1944.

108 Ibid., Office du Travail de Luxembourg à l'administration de l'Arbed, 08.03.1944.

109 ANLux, CdZ, A-5-5 : 001, Télégramme du ministère de l'Information et de la Propagande dans le Reich à tous les offices de propagande du Reich, 11.08.1944.

Les conditions de travail

La manière dont les ouvriers soviétiques sont traités en Allemagne permet de distinguer deux périodes séparées par la bataille de Stalingrad. Son issue défavorable pour le Troisième Reich a modifié les conditions de vie des ouvriers soviétiques. Pendant la période qui précède la bataille décisive, les ouvriers civils soviétiques sont traités en fonction des préceptes de la doctrine raciale nazie: leurs camps ne se distinguent guère des prisons et leur condition est quasi identique à celle des prisonniers de guerre soviétiques. Bref, leur condition est celle d'esclaves. Après la défaite de Stalingrad, la situation change. Les intérêts économiques commencent à être plus importants que l'idéologie. Les conditions de vie des *Ostarbeiter* s'en ressentent. Quoiqu'elles restent fort médiocres, elles s'améliorent tout de même sensiblement.

Qu'en est-il des ouvriers de l'Est déportés au Grand-Duché occupé? Leur sort connaît-il une évolution analogue à celui de leurs confrères travaillant au *Reich*? Pour répondre à ces questions il faut analyser dans la mesure du possible les différents aspects de la vie quotidienne des *Ostarbeiter* et leurs destinées après la Libération.

Les conditions générales de travail

En pratique, les ouvriers soviétiques sont généralement employés en équipes. L'emploi individuel est possible, mais à condition que la surveillance nécessaire puisse être assurée. La communication entre les *Ostarbeiter* et les ouvriers autochtones, en l'occurrence luxembourgeois, est indésirable. Les ordres de travail leur sont communiqués par l'intermédiaire d'interprètes. Les personnes qui s'avèrent incapables de travailler, doivent être dénoncées à la direction de l'usine qui résilie alors leur contrat et organise leur rapatriement. C'est le sort que connaît en avril 1944 l'ouvrière Pelagie Kuznezoff de l'usine de Schifflange. Âgée de 56 ans, elle est atteinte d'une faiblesse généralisée. Son état de santé ne lui permet plus de travailler.¹¹⁰ Partant, son contrat est annulé avec effet immédiat. Jean Reuter, le chef du camp «Château», en informe les responsables de l'usine. Dès lors les traces de cette ouvrière se perdent dans le vide documentaire. Comment son «rapatriement» s'est-il déroulé? Nous n'en avons aucune idée.

Du point de vue juridique, le contrat des *Ostarbeiter* se limite à une formule simple: l'*Ostarbeiter* s'engage à faire son travail tandis que l'entreprise s'engage à le rémunérer dans le cadre du règlement en vigueur. N'étant pas incorporés dans l'usine, les *Ostarbeiter* ne bénéficient pas de la protection liée au devoir de prévoyance et d'assistance de l'employeur. De même, les prescriptions concernant la sécurité au travail, les horaires ou encore la protection des mineurs ne sont pas valables pour eux. Pour des raisons de sécurité policière, il est conseillé d'harmoniser les horaires des ouvriers soviétiques avec ceux des ouvriers soumis au droit allemand. Les heures de début et de fin de tâche doivent être de préférence les mêmes dans toutes les usines afin de simplifier la surveillance. En ce qui concerne les mesures de santé, l'Office de l'Inspection du travail recommande de soumettre les *Ostarbeiter* aux mêmes mesures de contrôle que les ouvriers ordinaires, même si cela n'est pas obligatoire juridiquement.

¹¹⁰ ARBED, AC.35/14f, Reuter à Glück, chef de groupe à l'usine de Schifflange, s.d.

En matière de sécurité sociale, les ouvriers de l'Est subissent aussi une discrimination. Ils ne bénéficient ni de l'assurance d'invalidité ni de l'assurance contre les accidents au travail. En revanche, ils ont droit à l'assistance maladie, aux soins infirmiers et hospitaliers. Les frais qui en découlent sont couverts par la caisse de maladie de l'usine. Les ouvriers soviétiques ont également droit à une indemnité journalière de 1,5 *Reichsmark* à partir du quatrième jour de maladie. Cette indemnité est directement transmise à l'entreprise pour couvrir les frais de logement et d'alimentation de l'ouvrier en congé de maladie. Les heures de travail perdues pour cause d'alerte aérienne ne leur sont par contre pas payées. Il en va de même des jours fériés où on ne les paye que pour les prestations effectivement fournies. Cette dernière règle est d'ailleurs générale: on ne paye aux *Ostarbeiter* ni suppléments ni primes pour les heures supplémentaires, le travail du dimanche, le travail des jours fériés ou le travail de nuit. Ils ne touchent pas d'allocations familiales, ni de primes de naissance ou d'allocations pour décès. Il en va de même pour les aides au logement, les suppléments de retraite, les primes de Noël ou d'autres gratifications dont ils sont exclus.

La durée de travail et les postes occupés

La documentation sur la durée de travail et les postes occupés par les *Ostarbeiter* de la division Arbed-Belval est relativement éloquent.¹¹¹ Elle nous renseigne sur la durée de travail ainsi que sur le poste de travail occupé par les 308 ouvriers soviétiques employés le 22 mai 1944 auprès de l'usine de Belval-Terre Rouge. Bien que répartis entre les différents postes de l'usine, lesdits travailleurs sont essentiellement employés dans quatre secteurs, à savoir le laminoir, le département de construction, les machines de l'aciérie et le moulin à scories. Ces quatre secteurs regroupent 247 des 308 *Ostarbeiter* de l'usine (soit 80,2%) en mai 1944. Ce sont donc les tâches considérées comme indignes pour les ouvriers germaniques, comme les travaux au moulin à scories, qui sont réservées aux *Ostarbeiter*.

La situation est semblable à l'usine d'Esch-Schiffange. D'après un rapport transmis le 2 juillet 1943 à l'administration centrale,¹¹² l'usine emploie en cet été 140 ouvriers soviétiques dont environ 75% travaillent à l'aciérie, au département de construction et au moulin à scories. Tout comme à l'usine de Belval, le travail au moulin à scories est réservé aux ouvriers soviétiques.

En ce qui concerne la durée de travail, le rapport ne fournit pas d'indications. Pour l'usine de Belval, la documentation est plus précise.¹¹³ En mai 1944, les 308 *Ostarbeiter* de la division Arbed-Belval travaillent en moyenne 51 heures par semaine. 86 d'entre eux travaillent huit heures chaque deuxième dimanche, et 186 peuvent aussi être appelés à travailler le dimanche suivant les besoins du moment. De même, 99 ouvrières sont régulièrement astreintes à travailler la nuit, y compris deux ouvrières soviétiques de moins de 16 ans. Il y a aussi des emplois du temps qui sortent de la norme. Ainsi, 52 ouvrières de plus de seize ans, deux ouvrières de moins de 16 ans et deux ouvriers de moins de 16 ans travaillent 58 heures par semaine, alors que le maximum prévu dans ces cas est normalement de 56 heures par semaine. Quatre ouvrières soviétiques ont même un horaire de 72 heures par semaine. Il s'agit d'une interprète, d'une infirmière et de

111 Ibid., Tableaux en annexe de la lettre de Nino Broglio, directeur de la division Belval, à l'administration centrale de l'Arbed, 25.05.1944.

112 ARBED, AC.7347, Rapport de l'usine de Schiffange à l'administration centrale de l'Arbed, 02.07.1943.

113 ARBED, AC.35/14f, Tableaux en annexe ..., 25.05.1944, op.cit.

deux gardiennes de baraque. En juillet 1944, l'administration centrale de l'Arbed demande à l'inspection du travail de régulariser cette situation.¹¹⁴ L'Office de l'Inspection du travail donne son aval.¹¹⁵ Le même jour les responsables de l'usine de Belval sont informés qu'ils peuvent continuer à appliquer les horaires des ouvriers soviétiques comme par le passé.

Vers la fin de l'occupation, la durée de travail des *Ostarbeiter* s'accroît encore. Dans une lettre de l'Arbed à Karl Köhler, l'ingénieur pour l'emploi du district de Luxembourg, Léon Schuler indique que la durée de travail moyenne pour les *Ostarbeiter* de l'Arbed pour le mois de juillet 1944 est de 62 heures par semaine pour les hommes et de 47 pour les femmes.¹¹⁶ Il y explique aussi que la moyenne hebdomadaire notée chez des femmes a été très négativement influencée par les taux de maladie et la fréquence des absences. Sans ces carences, la durée moyenne se serait située aux alentours des 60 heures par semaine, hommes et femmes confondus. Pour bien comprendre la portée de cette exploitation, il faut garder en tête qu'il s'agit dans la plupart des cas d'adolescents lorsqu'on parle d'ouvriers soviétiques.

Les salaires, les primes et les impôts

Le 24 octobre 1942, Nino Broglio, le directeur de la division Arbed-Belval, transmet à l'administration centrale une série de documents qui lui ont probablement été confiés par la DAF.¹¹⁷ Ces documents contiennent les directives pour l'emploi des *Ostarbeiter* dans des entreprises commerciales, à la fois en ce qui concerne les rations alimentaires à leur attribuer et les salaires journaliers, hebdomadaires ou mensuels à leur verser. Des tableaux-modèles de rémunération y annexés nous renseignent sur le fait que le salaire brut d'un *Ostarbeiter* est le même que celui accordé à un ouvrier allemand. Ce principe – également appliqué dans les pays annexés au III^e Reich – est introduit afin que les chefs d'entreprise ne procèdent pas au remplacement massif de la main-d'œuvre allemande par des *Ostarbeiter*, ce qui entraînerait une hausse du chômage parmi les ouvriers allemands et par-là, le mécontentement de la population. Or, le régime nazi sait que pour mener à terme ses projets belliqueux, il faut à tout prix éviter le déclenchement de conflits sociaux.

Le fait que le coût pour l'entreprise soit à peu près identique ne signifie pas pour autant que les *Ostarbeiter* bénéficient de la même rémunération que leurs homologues allemands. En effet, le chef d'entreprise prélève du salaire brut

- une taxe spéciale – la *Ostarbeiterabgabe* – qui varie en fonction du salaire brut et que le patron doit verser au fisc allemand (*Reichsstock*);¹¹⁸
- une retenue de 45 RM par mois pour couvrir les frais d'alimentation et de logement à charge de l'entreprise. Ce tarif de 45 RM est fixe, il ne dépend pas du montant du salaire brut.

Les ouvriers soviétiques qui touchent moins de 54 RM par mois sont exempts d'impôts, mais ils doivent quand même payer les 45 RM par mois pour l'alimentation et le logement. Plus le salaire

114 Ibid., Léon Schuler à l'Office de l'Inspection du travail, 03.07.1944.

115 Ibid., Léon Schuler à l'usine de Belval, 20.07.1944.

116 Ibid., Léon Schuler à Karl Köhler, 29.08.1944.

117 ARBED, AC.7347, Nino Broglio, directeur de la division Arbed-Belval, à l'Administration centrale de l'Arbed du 24 octobre 1942.

118 ANLux, AE 6458, Félix Chomé au ministre des Affaires étrangères, 14.06.1945.

brut augmente, plus le taux de la *Ostarbeiterabgabe* est élevé. Il dépasse ainsi les 50% pour les salaires de plus de 200 RM/mois. À partir de 225 RM par mois, la *Ostarbeiterabgabe* augmente de 6 RM pour chaque tranche de 7,5 RM gagnés en plus. En d'autres termes, tandis qu'un ouvrier allemand comparable dispose effectivement de 7,5 RM en plus, l'ouvrier de l'Est ne bénéficie que de 1,5 RM. Cette taxe n'est donc rien d'autre que la transposition de la discrimination raciale au niveau des salaires, car, déduction faite du prélèvement, des impôts et des frais d'entretien, le salaire réel d'un ouvrier soviétique n'atteint dans la plupart des cas que 20% à 25% du salaire brut d'un ouvrier allemand qui exerce une fonction comparable. Les autorités allemandes expliquent aux ouvriers soviétiques que la différence entre leur salaire et celui des autres ouvriers est due au fait qu'ils sont nourris et logés et que leur famille restée au pays bénéficierait d'une assistance de la part de l'État allemand.¹¹⁹ Ce qui n'est évidemment pas vrai.

Les prescriptions réglementaires pour le calcul des salaires des ouvriers de l'Est posent parfois problème. Comme leur rémunération est calculée à partir du salaire brut d'un ouvrier allemand qui occupe un poste comparable et qui se trouve dans la même classe d'âge, on ne trouve parfois pas de référence puisqu'il arrive souvent qu'on impose aux ouvriers soviétiques, en particulier aux femmes et aux mineurs, des travaux qui sont interdits aux femmes et aux mineurs allemands.¹²⁰

Le décret du 5 avril 1943 sur les conditions d'emploi des *Ostarbeiter* améliore la condition salariale des ouvriers soviétiques.¹²¹ Il entraîne une hausse de leurs salaires par le biais d'une diminution des contributions, en particulier de la *Ostarbeiterabgabe*. La mesure – signalons au passage qu'elle ne résulte pas d'un souci humanitaire, mais du dessein d'augmenter le rendement de la main-d'œuvre soviétique – se traduit par les chiffres suivants: jusqu'en avril 1943, un ouvrier de l'Est qui gagnait un salaire brut de 167 RM par mois ne touchait que 42 RM net, 25,15% du salaire brut [167 RM brut – (45 RM pour l'alimentation et le logement + 80 RM pour la *Ostarbeiterabgabe*) = 42 RM net]; à partir du 1^{er} mai 1943, ce même ouvrier touche dorénavant 60 RM nets par mois. La *Ostarbeiterabgabe* passe dans ce cas de 80 à 62 RM. Par ailleurs, le GBA autorise désormais le chef de l'usine à accorder aux ouvriers soviétiques qui perçoivent moins de 12 RM par mois une réduction des frais de logement et d'alimentation de sorte à ce que leur rémunération s'élève à au moins 12 RM par mois. Cette prime ne doit cependant revenir qu'aux ouvriers qui se sont distingués par une bonne performance et un comportement irréprochable.¹²²

D'après le §2 du décret précité sur la mise en application et d'amendement du décret sur les conditions d'emploi des *Ostarbeiter* du 5 avril 1943, les chefs d'entreprise doivent délivrer des décomptes salariaux aux *Ostarbeiter*. Un peu plus tard, le 3 juin 1943, une nouvelle missive du GBA précise les données qui sont à indiquer sur le décompte salarial et celles qui ne doivent pas y figurer:¹²³

- il faut indiquer à l'*Ostarbeiter* quelle est la base de calcul de son salaire, c'est-à-dire le salaire de comparaison;

119 ARBED, AC.7347, Notice n°1 du GBA aux *Ostarbeiter*, s.d.

120 Ibid., Département du personnel de l'Arbed au CdZ en tant que fidéicommissaire du Reich pour le travail au Luxembourg, 06.11.1942.

121 Ibid., Bezirksgruppe Luxemburg à l'Arbed, aux Aciéries de Differdange SA. et aux Usines métallurgiques Rodange, 29.04.1943.

122 Ibid., Bezirksgruppe Luxemburg à l'Arbed, 14.05.1943.

123 Ibid., Copie d'un courrier du département du personnel de l'Arbed aux divisions de Belval et de Schifflange, s.d.

- dans chaque décompte doit figurer le salaire total après prélèvement des impôts, tel qu'il est fixé au tableau salarial;
- le décompte doit aussi indiquer toutes les déductions qui ont été opérées pour des prestations en nature (alimentation, logement, vêtement, savon, ...);
- la *Ostarbeiterabgabe* ne doit par contre pas y figurer. Elle ne peut y être inscrite que dans les cas inévitables pour des raisons techniques liées à la comptabilité.

Vers la fin de l'année 1943, les *Ostarbeiter* peuvent aussi bénéficier de primes versées en récompense d'un bon travail et d'un bon comportement.¹²⁴ Le GBA règle la question par le décret de mise en application du 31 octobre 1943,¹²⁵ qui dit que ces primes ne peuvent être accordées qu'à des ouvriers soviétiques travaillant depuis au moins un an dans le *Reich* et cela, à partir du 1^{er} août 1942 au plus tôt. Matériellement la nouvelle mesure se traduit par une hausse de 20% du salaire net pendant la 2^e année d'engagement, de 30% pendant la 3^e année et de 50% après l'accomplissement de la 3^e année de service. Au moment du calcul, les chefs d'entreprise doivent toutefois prendre en compte que le salaire de l'ouvrier soviétique, par le biais de la prime, ne dépasse point le salaire d'un ouvrier allemand comparable. Entre les deux doit subsister un écart rigoureusement déterminé:

- si le salaire brut dépasse les 156 RM par mois, il faut qu'il y ait dans le salaire net une marge de 20% en faveur de l'ouvrier allemand;
- pour un salaire inférieur à 156 RM, cette différence s'élève à 15%;
- lorsque le salaire est inférieur à 129 RM par mois, l'avantage de l'ouvrier allemand est de 10%;
- au cas où le salaire reste inférieur à 114 RM par mois, la marge est nulle.

Les primes pour un bon travail et un bon comportement – elles consistent en une diminution de la *Ostarbeiterabgabe* – ne peuvent en aucun cas être supérieures à cette taxe. Pour cette raison les *Ostarbeiter* qui sont exempts de l'impôt spécial à cause de leur faible revenu (moins de 54 RM par mois) ne peuvent pas bénéficier de cette prime.

D'autres améliorations sont introduites par le décret du 25 mars 1944. À souligner le remplacement de la *Ostarbeiterabgabe* par une taxe de compensation sociale qui s'élève «seulement» à 15% du salaire d'une part, et d'autre part les primes pour le travail pendant le jour de la fête nationale allemande, les gratifications pour Noël et les suppléments pour le travail de dimanche dont les ouvriers de l'Est peuvent désormais bénéficier.¹²⁶ Les décomptes du salaire de deux ouvrières de l'usine de Schifflange qui figurent dans les archives de l'Arcelor confirment la mise en application de ces nouvelles mesures également au Grand-Duché occupé.

Malgré ces améliorations, les salaires des *Ostarbeiter* restent très bas, en particulier pour les ouvrières qui ont à leur charge des enfants non actifs. Le règlement prévoit que le chef d'entreprise peut déduire les frais de logement et d'alimentation des enfants non actifs du salaire des parents. Ceci pose des problèmes pour la division de Schifflange qui emploie 17 ouvrières qui ont un enfant et 8 femmes qui en ont deux. En appliquant le règlement, certaines d'entre elles ne toucheraient plus grand-chose, à l'instar de cette ouvrière avec 2 enfants de moins de 14 ans, dont les cotisations dépasseraient même son revenu de 6,65 RM

124 ARBED, AC.7347, Circulaire de la *Bezirksgruppe Luxemburg* à l'Arbed, aux Aciéries de Differdange et aux Usines métallurgiques Rodange, 29.04.1943.

125 Ibid., Lambert et Léon Schuler aux divisions de Belval, Dudelange et Schifflange, 16.12.1943.

126 ARBED, AC.35/14f, Lambert et Léon Schuler aux divisions de Belval, Schifflange et Dudelange, 26.04.1944.

et ce, sans facturer ses frais de vêtement et le prix du savon consommé!¹²⁷ Pour donner une solution à cette situation, Lambert, le représentant de Kurt Röding au département social de l'administration centrale de l'Arbed, propose aux responsables à Schiffflange de répartir les frais occasionnés par les enfants sur l'ensemble des *Ostarbeiter*.¹²⁸ La division de Schiffflange partage cet avis.¹²⁹ Pour la section de Belval la situation est différente. Sur les 280 ouvrières soviétiques qui y sont embauchées, il n'y a que deux enfants âgés respectivement de neuf et de onze ans, mais qui fournissent des prestations dans le camp. Leur alimentation et leur logement sont donc «couverts» par une contrepartie.¹³⁰

Le rendement au travail

Après la capitulation de sa VI^e armée devant Stalingrad (2 février 1943), l'état-major allemand comprend non seulement qu'il ne faut plus s'attendre à une victoire rapide sur le front de l'Est, mais que l'économie allemande devra par ailleurs continuer à fournir un effort de guerre croissant. Afin d'augmenter le rendement dans les usines, les responsables pour l'emploi des *Ostarbeiter*, Hermann Göring et Fritz Sauckel, décident de leur accorder des conditions de travail moins misérables. La secrétaire de la direction de l'Arbed confirme que l'amélioration du traitement des ouvriers soviétiques est étroitement liée à la situation militaire du Reich. Dans son livre elle écrit: *«Au début, c'est-à-dire, tant que les victoires des Allemands se suivaient dans un rythme régulier, la consigne pour le traitement et le ravitaillement des «Ostarbeiter» était des plus sévères et des plus intransigeantes. Quiconque osait soulager leur sort par des dons risquait les pires sanctions, voire le K.Z. [...] En général, le traitement des Russes dépendait de la situation sur les champs de bataille. Les victoires allemandes avaient déterminé un traitement sévère et brutal, mais, après Stalingrad, on émit le mot d'ordre que les Russes étaient des hommes comme les autres, méritant un traitement humain dans l'intérêt d'un bon rendement de travail»*.¹³¹

A côté des diminutions progressives de l'impôt spécial, une autre méthode introduite pour augmenter le rendement de la main-d'œuvre soviétique est de diviser les *Ostarbeiter* en catégories suivant le caractère plus ou moins pénible du travail effectué. Le plus souvent on distingue trois types de travailleurs:

- les ouvriers à travail normal (*Normalarbeiter*);
- les ouvriers à travail dur (*Schwerarbeiter*);
- les ouvriers à travail très dur (*Schwerstarbeiter*).

Parfois on retrouve une subdivision supplémentaire, celle des ouvriers à travail de longue durée (*Langarbeiter*). La ration alimentaire accordée varie en fonction de l'appartenance à une de ces catégories. Les ouvriers soviétiques des catégories de travail supérieures sont nettement privilégiés. Ils obtiennent plus facilement des permis de sortie et ils sont prioritaires lors de la distribution de vêtements et de chaussures. Ces ouvriers peuvent aussi être formés à des postes hiérarchiquement supérieurs, comme celui de surveillant à l'intérieur des camps. Ils sont également installés dans les meilleures chambres du camp.

127 ARBED, AC.35/14f, Bureau des salaires de la division de Schiffflange à Kurt Röding, 29.04.1944.

128 Ibid., Lambert aux divisions de Belval et de Schiffflange, 06.05.1944.

129 Ibid., Division de Schiffflange à l'administration centrale de l'Arbed, 19.05.1944.

130 Ibid., Division de Belval à l'administration centrale de l'Arbed, 17.05.1944.

131 BASTIAN M., op.cit., pp.63-66.

Derrière toutes les réformes qui améliorent la condition des *Ostarbeiter* se cache toujours le même motif, celui de la hausse du rendement en suscitant un esprit de compétition parmi les ouvriers soviétiques incités par cette voie détournée à augmenter le rendement au travail. Le but visé par le GBA ne fait pas de doute: il aspire à atteindre un degré de productivité identique à celui des ouvriers allemands. Or, d'après Sauckel, il subsiste toujours une nette différence en la matière. En avril 1943 par exemple, le rendement des *Ostarbeiter* atteint seulement 80% de celui des ouvriers du *Reich*. Le haut responsable allemand exige donc que toutes les entreprises fassent tout leur possible pour atteindre les 100%.¹³² En collaboration avec le ministère de l'Armement et de la Production de guerre, il les charge d'établir des rapports sur leur expérience avec la main-d'œuvre soviétique afin de formuler de nouvelles directives destinées à atteindre le but déclaré.¹³³ D'après les rapports établis à ce sujet, le rendement pour les ouvriers et ouvrières soviétiques de Belval représente environ 70% de celui des ouvriers allemands (luxembourgeois), tandis que l'usine de Schifflange affiche une performance de 70% pour les hommes et de 100% pour les femmes soviétiques. Ces taux réduits s'expliquent aisément. La main-d'œuvre soviétique est composée en majorité d'adolescents déportés de force. Ils sont de surcroît pour la plupart non qualifiés. En outre, les conditions dans lesquelles vivent et travaillent ces gens sont loin d'égaliser celles des ouvriers allemands. Pourtant leur taux d'absence pour maladie se situe en mars 1943 à 5,22% contre 8,44% pour les ouvriers allemands (luxembourgeois).¹³⁴ Il va cependant croissant durant les mois qui suivent. Conformément aux instructions du GBA, qui avait insisté pour réduire le plus possible les congés de maladie,¹³⁵ le chef de l'usine de Belval décide alors de confier l'examen médical des ouvriers soviétiques de l'usine à un médecin de la *Wehrmacht*. Ce dernier jouissait de la réputation d'établir les certificats de maladie beaucoup moins vite que son prédécesseur.¹³⁶

L'évolution des conditions de travail des *Ostarbeiter* est ainsi marquée par le conflit permanent entre les principes de l'idéologie raciale nazie d'un côté, et les intérêts purement économiques de l'autre. Les défenseurs de l'idéologie nazie (membres du NSDAP, de la DAF, de la Sipo, etc.) estiment qu'il ne faut pas améliorer le sort des *Ostarbeiter*, tandis que le lobby économique (le *Wirtschaftsgruppe Eisenschaffende Industrie*, le RVE, l'administration du *Arbeitseinsatz*) sollicite une amélioration de leur traitement pour des raisons de productivité. Les milieux économiques sortent vainqueurs de la lutte. Au fur et à mesure que la situation sur les champs de bataille se dégrade, leurs intérêts finissent par s'imposer. Les améliorations décrites ci-dessus en témoignent. Mais les nazis notoires ne s'avouent pas si facilement vaincus. En avril 1944, Josef Grohé, le président de la DAF pour l'arrondissement d'Esch-sur-Alzette, informe le directeur de la forge de Belval que les *Ostarbeiter* de son usine consacrent une partie importante de leur temps libre à acheter, respectivement mendier toutes sortes d'objets de consommation. Il s'y ajoute le fait qu'ils fréquentent des restaurants, des cinémas et des églises de façon illégale. D'après lui, la cause de ces «maux» est que ces personnes disposent de trop de temps libre. Par conséquent il suggère d'augmenter la durée de travail de tous les ouvriers internés dans des camps à au moins 10 heures par jour.¹³⁷

132 ARBED, AC.7347, Fritz Sauckel aux présidents des offices de travail des Länder, 01.04.1943.

133 Ibid., Haas, délégué du ministre de l'Armement à la direction de l'Arbed, 21.06.1943.

134 Ibid., Rapport de la division de Belval à l'administration centrale de l'Arbed, 22.05.1943.

135 Ibid., Fritz Sauckel aux présidents des offices de travail des Länder, 01.04.1943.

136 ARBED, AC.35/14f, Lambert à l'administration de la DAF de l'arrondissement d'Esch-sur-Alzette, 05.04.1944.

137 ARBED, AC.35/14f, Josef Grohé à Nino Broglio, 25.04.1944.

La vie en-dehors du travail

A l'instar des conditions de travail, les conditions de vie imposées aux ouvriers soviétiques en-dehors de l'usine sont très réglementées, chargées de contraintes et de discriminations. Cette constatation est valable notamment pour les conditions dans lesquelles ces personnes déportées au Luxembourg sont logées et nourries, les mesures de surveillance et de répression qu'elles subissent et le mode de vie auquel elles sont condamnées.

Le camp des *Ostarbeiter*

Les camps habités par les ouvriers soviétiques sont situés dans les quartiers périphériques des villes à proximité du lieu de travail. Le but est de les isoler le plus possible afin d'éviter tout contact avec la population locale. Les *Ostarbeiter* sont aussi séparés des autres ouvriers étrangers, à l'exception du camp de Lallange. Le principe du logement collectif s'impose, car cela facilite la surveillance et revient moins cher. En général, les camps sont entourés d'une clôture et les ouvriers ne peuvent les quitter que pour aller au travail ou lorsqu'on leur accorde le droit de sortir (promenade du dimanche).¹³⁸ La plupart des camps sont du reste composés de baraquements en bois, préfabriqués et importés de Francfort. Le camp *Schloss* à Esch et les deux camps de Pétange font exception. Ils sont aménagés dans un ancien château respectivement dans des bistros. Les hommes ne logent pas dans les mêmes baraques que les femmes. Le confort et l'équipement des camps sont très modestes. Les baraques contiennent des chambres où s'entassent plusieurs personnes. D'après le décret allemand du 24 octobre 1938 sur les conditions de logement des ouvriers étrangers, une chambre peut accueillir jusqu'à douze femmes et la surface d'habitation minimale peut aller jusqu'à un mètre carré par personne.¹³⁹ Le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance à Luxembourg est en possession d'une photo qui montre que les conditions des ouvrières soviétiques du camp de Belval ne sont pas loin des extrêmes admis par ledit décret (neuf femmes dans une chambre). Dans ces chambres on trouve des lits superposés, une ou plusieurs armoires, une chaise par personne et une table. Dans chaque camp il y a aussi une salle de séjour, une cellule d'arrestation, une infirmerie et un cabinet de toilette. Le règlement prévoit au maximum quinze femmes ou vingt hommes par lavabo. Pour l'hygiène du corps et des vêtements, les ouvriers de l'Est disposent de la moitié de la quantité des produits de nettoyage accordés aux ouvriers de nationalité allemande. L'usine peut aussi distribuer des suppléments de savon et de produits de nettoyage qu'elle déduit du salaire des ouvriers.

138 ARBED, AC.7347, Broglio à l'administration centrale de l'Arbed, 24.10.1942.

139 ANLux, AES-U1-541, cf. *Lagerhygiene*, pp.58-59.



Une chambre au camp Belval¹⁴⁰ - Photo: Archives du Centre de Documentation et de la Recherche sur la Résistance

L'Arbed met aussi à la disposition de chaque ouvrier soviétique deux couvertures, un bol, une tasse, un couteau, une fourchette et une cuillère.¹⁴¹ L'usine doit aussi procurer des vêtements et des chaussures à ses ouvriers. Pour ce faire, elle puise en grande partie dans les stocks de collectes de vieux vêtements organisées dans tout le *Reich* et distribués par l'intermédiaire des Offices de Travail. Au Luxembourg, ce sont les services communaux qui s'occupent de l'organisation de ces collectes. Par après les habits sont distribués aux ouvriers soviétiques et facturés sur leur fiche de salaire. Les uniformes, les bottes ou les gants de travail ne leur sont pas vendus, mais uniquement prêtés pendant la durée du contrat contre paiement d'une redevance mensuelle.¹⁴² Il semble que les vêtements portés par les *Ostarbeiter* au Luxembourg aient été d'une meilleure qualité que ceux distribués aux *Ostarbeiter* en Allemagne. Preuve à l'appui: l'irritation de certains fonctionnaires nazis installés au Grand-Duché, en l'occurrence du *Kreisleiter* Wilhelm Diehl de l'arrondissement d'Esch-sur-Alzette qui se plaint précisément à ce sujet auprès de l'administration centrale de l'Arbed. Sur ce, le département social de l'entreprise lui répond que les vêtements proviennent d'actions menées par des services communaux sur lesquels la forge n'a pas d'influence.¹⁴³

La majorité des *Ostarbeiter* des camps de la sidérurgie vivent dans des conditions plus ou moins semblables. Seuls les ouvriers du camp *Schloss* bénéficient d'une situation supérieure à la norme. L'ancien château dispose en effet d'une meilleure infrastructure, notamment d'un chauffage central alimenté par la vapeur de l'usine¹⁴⁴ et d'installations sanitaires convenables. À l'autre extrême nous retrouvons les ouvriers soviétiques qui travaillent pour le compte de la société

140 ACDRR, n° 5896, photographie publiée dans : *Rappel*, n° 1 de 2003, p.86.

141 ANLux, AES-U1-541, enveloppe «Varia», Fiche des objets mis à la disposition d'un ouvrier soviétique et établie par le département des logements collectifs de l'Arbed.

142 Broglio à l'administration centrale de l'Arbed, 24.10.1942, op.cit.

143 ARBED, AC.35/14f, Lambert à Diehl, 18.04.1944.

144 ARBED, AC.7347, Rapport de l'usine de Schifflange à l'administration centrale de l'Arbed, 02.07.1943.

Differdinger Stahlwerke AG, qui logent dans le camp de Differdange. Leur sort est visiblement pire que celui de leurs camarades car, quoique le délégué de la NSDAP pour l'arrondissement d'Esch-sur-Alzette prétend dans un entretien avec les chefs de camp que les baraquements de Differdange seraient exemplaires, l'inspecteur des camps de Differdange – il est lui aussi membre du parti nazi – remarque que ce campement ressemble en grande partie à une porcherie!¹⁴⁵

Tandis que les usines qui emploient les ouvriers soviétiques sont tenues de s'occuper de la construction proprement dite des camps et de leur équipement avec tout le matériel indispensable, la DAF prend en main l'encadrement et la gestion dès l'achèvement des travaux du premier établissement. Un protocole de prise en charge passé entre le groupe sidérurgique et la DAF est dressé à cette occasion.¹⁴⁶ Les camps d'ouvriers étrangers employés par l'Arbed s'écartent légèrement de ce schéma car ils sont administrés par le département des logements collectifs de l'Arbed. Ce département logé au château d'Esch-Schiffange est subordonné au département du personnel de l'Arbed qui est dirigé par Kurt Röding. À la tête de chaque camp se trouve un *Lagerführer*.¹⁴⁷ Il a pour mission de faire respecter le règlement interne établi par la DAF. Ce règlement devait d'ailleurs en principe être affiché en langue à la fois allemande et russe dans chaque baraque voire à chaque étage du camp *Schloss*. Lors d'une inspection des camps en novembre 1943, Röding constate cependant que le règlement n'est affiché nulle part! Il demande au directeur du département des logements collectifs (Martin Schmitz) de remédier à cette entorse aux prescriptions.¹⁴⁸ Du point de vue politique, c'est la DAF qui a le dernier mot à dire. C'est elle qui organise l'encadrement politique des camps. Le personnel du camp et, en particulier, le chef de camp ne peuvent être nommés sans l'accord de la DAF. Cette organisation est aussi responsable de la formation continue du personnel des camps. Soulignons au passage que la désignation du personnel de surveillance et d'encadrement des camps d'ouvriers de l'Est est soumise à un règlement spécial basé sur un accord entre Heinrich Himmler, le dirigeant de la SS, et Robert Ley, le chef suprême de la DAF.¹⁴⁹

La vie des *Ostarbeiter* au quotidien

Le quotidien des ouvriers soviétiques se déroule presque toujours selon le même schéma monotone: le matin, ils prennent le café au camp avant de partir pour l'usine. Ceux parmi eux qui restent au travail pendant l'heure de midi emportent leur casse-croûte; les autres prennent leur déjeuner au camp. Le soir, le dîner est servi pour tous au camp. Leur vie se déroule ainsi presque exclusivement entre le campement et le lieu de travail. Sur les *Arbeitskarten*¹⁵⁰ délivrées par l'Office du Travail de Luxembourg il est d'ailleurs inscrit (en langue allemande et en langue russe) que le détenteur de la carte est *uniquement* autorisé à quitter le camp pour accomplir son travail, le «*uniquement*» (nur en allemand et единственно en russe) étant souligné.¹⁵¹

145 ACDRR, dossier Ostarbeiter, n° 137, Notice à l'intention de Franz Schmidt, directeur général (adjoint) de l'Arbed, 03.02.1944.

146 ARBED, AC.7347, Compte rendu succinct de l'entretien qui eut lieu le 5 octobre 1942 entre les responsables pour les ouvriers de l'Est de l'Arbed, ceux de la Bezirksgruppe Luxembourg et le directeur de DAF pour l'arrondissement d'Esch-sur-Alzette, 07.10.1942.

147 Chef de camp en allemand.

148 ARBED, AC.7347, Kurt Röding à Martin Schmitz, 10.11.1943.

149 Ibid., Copie de l'ordonnance du GBA du 7 mai 1942 sur l'emploi des ouvriers étrangers transmise par la Bezirksgruppe Luxembourg à l'Arbed, aux Aciéries de Differdange et aux Usines métallurgiques de Rodange, 08.10.1942.

150 Cartes de travail.

151 ANLux, AES-U1-541, Cartes de travail délivrées par l'Office du Travail de Luxembourg.



Exemple d'une carte de travail¹⁵²

Les permissions de sortie sont rarement accordées jusqu'à la fin de l'année 1942. À partir de cette date, on note toutefois un certain relâchement motivé par les mêmes raisons que celles qui avaient poussé les Allemands à améliorer les conditions de travail, à savoir: la nécessité d'accroître le rendement de la main-d'œuvre soviétique. En novembre 1942, Himmler avise les postes de police du *Reich* des nouvelles prescriptions entrées en vigueur pour réglementer les sorties des *Ostarbeiter*.¹⁵³

- ils ont droit à au moins une sortie par semaine;
- ils doivent sortir en groupes de plus de dix hommes ou de plus de cinq femmes. Les sorties individuelles sont interdites;
- la surveillance du groupe est assurée en principe par un *Ostarbeiter* de confiance.

Mais la vie des ouvriers soviétiques au quotidien dépend en dernier examen moins du règlement officiel que du bon vouloir du chef de camp. Ainsi le premier *Lagerführer* du camp *Schloss*, Joseph Larscheid, accorde à «ses» *Ostarbeiter* la liberté de sortir en ville (Esch-sur-Alzette) en dehors des heures de travail et ce même de façon individuelle.¹⁵⁴ Aussi la secrétaire de la direction de l'Arbed le décrit-elle comme ayant «encore gardé un fond de bonhomie naturelle, quelque chose du «deutscher Michel», qui prévalait généralement dans le traitement et la surveillance des *Ostarbeiter*». D'après Marie Bastian, Larscheid est en tout cas plus humain envers les ouvriers soviétiques que son successeur, Jean Reuter, un nazi luxembourgeois.¹⁵⁵

Dans la logique du relâchement des contraintes imposées aux ouvriers de l'Est, le GBA s'efforce également de promouvoir l'organisation de fêtes conformes aux traditions orthodoxes. Ces festivités dont l'organisation incombe au personnel du camp, c'est-à-dire au *Lagerführer* et à ses assistants, doivent se dérouler à l'intérieur du campement. Le regroupement

152 Photographie publiée dans: *Rappel*, 3(2003), p.428.

153 ANLux, AES-U1-541, Bezirksgruppe Luxemburg à l'administration centrale de l'Arbed, 08.01.1943.

154 ARBED, AC.35/14f, Kurt Röding à Wessel, 17.01.1944.

155 BASTIAN M., op.cit., p.64.

des occupants de plusieurs camps est interdit pour des raisons de sécurité et de contrôle. Pour la fête du nouvel an orthodoxe, le 14 janvier 1943 suivant le calendrier grégorien, les responsables allemands recommandent d'accorder aux *Ostarbeiter* une après-midi de libre ou au moins un départ anticipé du poste de travail pour fêter l'événement. Ils conseillent en même temps aux entreprises d'accorder ce jour-là à leurs travailleurs russes une ration alimentaire particulière. Afin d'éviter toutefois une chute de la production, le temps libre supplémentaire doit être récupéré sous forme d'heures supplémentaires prestées au cours des jours qui précèdent ou qui suivent la grande fête orthodoxe. Le GBA invite finalement les chefs de camp de prendre des photos. Elles peuvent être utilisées à des fins de propagande et doivent donc être transmises sans retard à l'administration de la DAF du district.¹⁵⁶

Des consignes analogues sont aussi introduites pour les Pâques orthodoxes qui tombent en 1943 le 25 avril, le même jour que les Pâques catholiques. Comme ce jour est d'une importance absolument capitale pour tous les orthodoxes, le GBA ordonne l'organisation d'une fête dans tous les camps. Elle doit avoir lieu pendant le temps libre régulier afin de ne pas provoquer la moindre perte de temps de travail. Quant au repas plus copieux que d'habitude, la supercherie des Allemands ne fait pas de doute: puisqu'il n'est pas question d'augmenter la ration par des attributions supplémentaires, le GBA recommande de faire des économies alimentaires pendant les semaines qui précèdent la fête de Pâques dans le but de les utiliser à cette occasion! Idem pour la distribution de vêtements. Les entreprises sont priées de retenir les stocks qu'elles ont en réserve pour les distribuer en guise de cadeaux de Pâques. En surprime les ouvriers de l'Est ont droit – si les conditions locales le permettent – à des représentations de cinéma spéciales organisées dans le camp même ou dans les cinémas publics. En outre, chaque *Ostarbeiter* reçoit pour l'occasion deux cartes postales illustrées pour les envoyer à sa famille qui est restée dans les territoires occupés de l'Est.¹⁵⁷

Le GBA prend ces initiatives pour rompre avec la monotonie du quotidien des ouvriers soviétiques. Il serait toutefois erroné de penser que Fritz Sauckel se soucie du moral des personnes concernées. L'amélioration de leur état psychique vise à tirer profit des retombées bénéfiques qu'elle a sur le rendement au travail. Ces fêtes fournissent de surcroît un excellent matériel de propagande pour le recrutement d'autres *Ostarbeiter*.

Malgré ces améliorations concédées par les Allemands non sans arrière-pensées, les ouvriers soviétiques sont bien conscients du statut d'hommes de seconde classe qui leur est réservé. Les événements de tous les jours le leur rappellent sans cesse, comme les attaques aériennes par exemple, lors desquelles ils n'ont pas le droit à chercher refuge dans les bunkers. Aussi ne faut-il guère s'étonner si parmi les cinquante-neuf victimes du premier bombardement de la gare de Luxembourg par l'aviation alliée, le 9 mai 1944, il y a douze *Ostarbeiter*.¹⁵⁸ Le 9 août 1944 vers neuf heures et demie du matin, la nœud central du réseau ferré subit une troisième vague de bombardements. L'ouvrier ukrainien Wassily Zilenko, qui loge au camp «Cuba» à Pétange et qui travaille comme poseur de voies à Luxembourg, survit aux bombardements. Mais psychologiquement il ne supporte plus d'être maltraité en tant que *Ostarbeiter*. Le soir même vers vingt heures il met fin à ses jours en se jetant devant un tramway.¹⁵⁹

156 ARBED, AC.7347, Office du Travail de Luxembourg à l'administration centrale de l'Arbed, 09.01.1943.

157 Ibid., Office de l'Inspection du travail à Schuler, 20.04.1943.

158 RATHS L., *150 Joër Onofhängegkeet (1839-1989) am Context vun der dausendjaereger Geschicht vum Lëtzebuurger Land*, in: *Neies aus der Gemeng Useldéng*, 2(mai 1989), pp.4-17.

159 RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (5), in: *Rappel*, 4(2002), pp.507-508.

La surveillance et la répression

Les ouvriers soviétiques sont surveillés en permanence, que se soit sur le lieu de travail ou dans le camp où ils habitent. À l'usine, ils sont contrôlés par un contremaître spécialement détaché à cette fonction par le chef d'entreprise.¹⁶⁰ Sur le chemin qui sépare l'usine du camp ainsi que dans le camp même, les travailleurs de l'Est subissent le gardiennage des assistants du chef de camp. Même lors de la promenade du dimanche ou pendant d'autres sorties, ils sont soit placés sous la vigilance de membres du personnel du camp ou bien sous la vigilance d'un ouvrier soviétique qui jouit de la confiance des responsables allemands. Pour faciliter la surveillance, les *Ostarbeiter* doivent porter à tout moment et de façon bien visible un signe distinctif.¹⁶¹ Afin de mieux identifier les ouvriers soviétiques qui se sont rendus coupables d'une infraction, le directeur du département social de l'Arbed demande à l'administration centrale de délivrer des cartes personnelles aux ouvriers soviétiques qui leur serviront d'ersatz aux pièces d'identité.¹⁶² Le département des logements collectifs s'en charge finalement. Il émet lesdites cartes vers la fin du mois de novembre 1943.

La surveillance repose aussi sur le devoir de chaque citoyen du *Reich* de dénoncer à des fins de sécurité aux autorités compétentes tout comportement suspect ou toute infraction constatée. Plusieurs exemples témoignent que ce ne furent point que des fonctionnaires nazis qui ont collaboré aux mécanismes de surveillance et de dénonciation. Ainsi, le 4 février 1944, Karl Krantz, le chef du camp de Belval, reçoit une lettre anonyme dans laquelle deux ouvrières soviétiques, Natascha Senina et Maria Duschenko, sont inculpées à la fois de fréquenter des prisonniers de guerre russes dans l'usine et de défendre des idées résolument communistes.¹⁶³ Les fonctionnaires allemands n'échappent pas non plus à cette surveillance. S'il s'avère que leur comportement à l'égard des *Ostarbeiter* n'est pas conforme à la ligne officielle, ils risquent d'être dénoncés. Larscheid en fait l'expérience. Le premier chef du camp «Château», est signalé au *Kreisleiter* Diehl. Apparemment il aurait été trop humain avec «ses» Russes. La sanction ne se fait pas attendre. Larscheid est déplacé en Allemagne.¹⁶⁴

Pour assurer une surveillance complète, les responsables nazis infiltrèrent dans les camps des hommes de confiance, c'est-à-dire des citoyens soviétiques gagnés à la cause nazie. Ce sont en général les interprètes qui sont chargés d'épier leurs compatriotes. Comme les traducteurs assument cette tâche importante, ils ne peuvent point être désignés sans l'accord préalable d'un responsable de la *Wehrmacht* pour le service de contre-espionnage. Ainsi, le 21 janvier 1943, le commandant du *Stammlager* XIID, le camp de base de la *Wehrmacht* à Trèves, informe l'Arbed que Boris Sosnowski est à engager en tant qu'interprète au camp de Belval.¹⁶⁵ Dans cette lettre, le commandant de la *Wehrmacht* précise en outre que la tâche du traducteur en question est définie en première ligne par le groupe de défense à Trèves (service de contre-espionnage). Là-dessus viennent se greffer les autres missions qui lui sont attribuées par le délégué de la défense à l'Arbed, à savoir le directeur général (adjoint) Carlheinz Hoffmann. Elles consistent à établir chaque semaine des rapports sur l'ambiance dans le camp, sur les courants politiques, sur l'état de santé, la motivation au travail, l'alimentation, l'habillement, les intentions éventuelles de sabotage ou de fuite ainsi que sur toute autre chose digne de

160 ARBED, AC.7347, Rapport de l'usine de Schifflange à l'administration centrale de l'Arbed, 26.06.1943.

161 Ibid., Décret du CdZ, 08.07.1943.

162 Ibid., Kurt Röding à Hoffmann, 24.11.1943.

163 ACDRR, dossier *Ostarbeiter*, n°42, Lettre anonyme adressée à Karl Krantz, 04.02.1944.

164 BASTIAN M., op.cit., p.64.

165 ARBED, AC.7347, Commandant du *Stammlager* XIID à l'Arbed, 15.01.1943.

retenir l'attention. Sosnowski doit en particulier maintenir un contact étroit avec tous les cercles anti-bolcheviques afin de recueillir un maximum d'informations. Ses rapports sont à remettre au groupe de défense à Trèves et au directeur général (adjoint) de l'Arbed.

Notons que – malgré les mesures de surveillance rigoureuse – certains ouvriers soviétiques réussissent à s'évader. Au moins trois *Ostarbeiter* des camps de l'Arbed figurent sur les listes des personnes traquées par la Gestapo: Michael Kowalenko, en fuite depuis le 10 mars 1944; Iwan Seyger, recherché depuis le 20 mai 1944; Nikolaus Lubentschenko, l'*Ostarbeiter* numéro 59, est en cavale depuis le 21 mai 1944.¹⁶⁶

Schifflingen

Herrn Oberlagerführer Rücken,
Lager Schloss, Werk Schifffl.

Direktion.

E

Esch/Alz., den 3. Juni 1944.

Am 21.5.44 ist der Ostarbeiter Nr.59 flüchtig geworden. Dem Werk Schifflingen, in dem er beschäftigt war, ist erst am 2.6., auf Rückfrage des Arbeitseinsatzingenieurs, ob dieser Ostarbeiter krank wäre, weil er seit Tagen nicht zur Arbeit erscheint, von der Flucht Mitteilung gemacht worden.

Ich bitte um Aufklärung, weshalb nicht sofort Meldung erfolgt ist.

Au grand dam des Allemands, la fuite du Ostarbeiter Nr.59, Nikolaus Lubentschenko, a seulement été signalée avec beaucoup de retard.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Fonds ANLux, Arbed - 04, op.cit.

Les mesures de répression prévues pour châtier les *Ostarbeiter* fautifs se présentent sous des formes diverses. Pour des petites infractions, la punition consiste en des corvées. La personne punie doit par exemple nettoyer les locaux d'habitation ou creuser des abris anti-aériens. Une autre forme de répression, plus sévère, est la déchéance de «privilèges» comme le refus d'accorder les primes de salaire ou l'interdiction de participer à la promenade du dimanche qui constitue la seule occasion pour les travailleurs de l'Est de quitter le camp. Le châtement corporel n'est pas non plus exclu.¹⁶⁷ En cas d'infraction grave, la punition peut aller jusqu'à trois jours d'arrestation dans une cellule qui doit être aussi isolée que possible du reste du camp. L'arrestation peut du reste être accompagnée d'un retrait de la nourriture et du lit pour dormir.¹⁶⁸ Ce n'est donc pas sans raison que la DAF exigeait la création de locaux d'arrestation dans tous les camps.¹⁶⁹

¹⁶⁶ RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (6), in: *Rappel*, 1(2003), pp.89-90.

¹⁶⁷ ARBED, AC.7347, Usine de Schifflange à l'administration centrale de l'Arbed, 02.07.1943.

¹⁶⁸ Archives du Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, dossier Ostarbeiter, n° 137, notice pour le directeur général (adjoint) Schmidt du 3 février 1944.

¹⁶⁹ ARBED, AC.35/14f, Notice de Kurt Röding à Kanis, Martin Schmitz et Thebes, 08.02.1944.

La répression de délits plus graves comme le vol, le refus obstiné de travailler ou une agression envers un citoyen allemand, ne relève plus de la compétence du chef de camp ou du chef de l'usine. Dans ces cas on fait appel à la *Sicherheitspolizei* (Sipo), à la Gestapo donc, qui procède à l'arrestation des personnes incriminées et à leur extradition à destination de l'Allemagne. Lorsqu'un *Ostarbeiter* est arrêté, le chef de camp note sur la carte personnelle de celui-ci le mot «*verhaftet*» ou «*Verhaftung*»¹⁷⁰ et la date d'arrestation. Grâce à ces remarques inscrites sous une rubrique réservée à cet effet, nous avons pu retracer que treize ouvriers soviétiques des camps de l'Arbed sont arrêtés par la Gestapo entre le 11 décembre 1943 et le 10 septembre 1944. Le traitement qu'ils subissent n'est malheureusement pas précisé. Étaient-ils transférés dans un camp de concentration? Nous n'en savons rien.

La population luxembourgeoise est d'ailleurs également sujette à des sanctions si elle ne respecte pas l'interdiction d'avoir des rapports avec les *Ostarbeiter*. Fernand Schwachtgen, le chef du service de renseignement de la *Letzebuurger Volléks-Legioun*¹⁷¹ écrit à ce sujet: «*Les Luxembourgeois qui les approchent pour les ravitailler sont punis de fortes amendes et de prison (7 mois de correctionnelle pour une tartine beurrée, 1500 francs d'amende pour une cigarette)*».¹⁷² Les fonctionnaires allemands sont d'ailleurs à leur tour réprimandés s'ils entretiennent avec les *Ostarbeiter* dont ils ont la garde des rapports ne se résument pas à des relations purement professionnelles. La remarque vaut en particulier pour le contact avec les femmes ouvrières. Il suffit d'accusations fondées sur de banales rumeurs pour entraîner le licenciement et la perte de privilèges liés à l'appartenance à la communauté ethnique allemande.¹⁷³ Ceci semble être une des raisons pour lesquelles le chef du camp «Château», Jean Reuter, est démis de ses fonctions en 1944. D'après les bruits qui circulaient, il se serait un peu trop bien entendu avec les filles russes!¹⁷⁴

L'alimentation

Pendant les dernières années de guerre, l'alimentation est rationnée pour tout le monde. La population luxembourgeoise se voit octroyer les mêmes rations que les autres citoyens du *Reich*. Voilà qui ne l'épargne pas de la faim. La situation des civils soviétiques déportés au Grand-Duché par l'administration du *Arbeitseinsatz* est néanmoins sensiblement pire. Exposés à des conditions inhumaines, ils se trouvent dans un état constant de mal-nutrition. En s'adressant aux *Ostarbeiter*, le GBA prétend certes que leur ravitaillement est basé sur l'alimentation normale de la population civile allemande.¹⁷⁵ En réalité toutefois, la nourriture qui leur est administrée est loin d'égaliser les quantités accordées aux Allemands et aux Luxembourgeois, ou encore celles réservées aux autres ouvriers étrangers belges, italiens et français. Au fond, les rations alimentaires des *Ostarbeiter* correspondent à celles données aux prisonniers de guerre soviétiques.¹⁷⁶ Par un décret daté du 17 avril 1942, le ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture du *Reich* définit à la fois les produits et les quantités alimentaires à accorder aux *Ostarbeiter*:

170 Arrêté(e) respectivement arrestation.

171 La «Légion Populaire Luxembourgeoise» est une des principales organisations de résistance du Grand-Duché.

172 ACDRR, dossier Schwachtgen, Fernand Schwachtgen à Joseph Bech, s.d.

173 Nino Broglio à l'administration centrale de l'Arbed, 24.10.1942, op.cit.

174 ACDRR, dossier Ostarbeiter, n°78, Anonyme à Jean Reuter, 22.05.1944.

175 ARBED, AC.7347, Notice n°1 du GBA aux *Ostarbeiter*, s.d.

176 Ibid., Adjudant du camp de prisonniers russes de Belval à Carlheinz Hoffmann, 18.02.1943.

Rations alimentaires hebdomadaires pour les <i>Ostarbeiter</i> en fonction de la catégorie de travail (avril 1942)¹⁷⁷ en grammes				
Aliment	Travail normal	Travail long	Travail dur	Travail très dur
Pommes de terre	7.000 gr.	7 000 gr.	7 000 gr.	7 000 gr.
Pain (de seigle)	2.600 gr.	2 600 gr.	3 400 gr.	3 400 gr.
Viande	250 gr.	300 gr.	400 gr.	500 gr.
Produit alimentaire	150 gr.	150 gr.	150 gr.	150 gr.
Margarine	130 gr.	150 gr.	200 gr.	260 gr.
Sucre	110 gr.	110 gr.	110 gr.	110 gr.
Ersatz pour café	14 gr.	14 gr.	14 gr.	14 gr.
Frais d'alimentation en Reichsmark	7,00 RM	7,70 RM	7,70 RM	8,75 RM

On l'aura remarqué: l'alimentation prescrite par les autorités nazies est composée à plus de 90% de pommes de terre et de pain. Ce régime est extrêmement pauvre en protéines et en graisses. Par ailleurs 1 kilo de pommes de terre, 370 grammes de pain, 36 grammes de viande et 19 grammes de matières grasses par jour et par ouvrier «normal» sont largement insuffisants, même pour une personne qui ne travaille que huit heures par jour à l'usine. Encore faut-il préciser que ce peu de nourriture coûte aux ouvriers de l'Est une part non négligeable de leur salaire duquel on défalque d'office les frais d'alimentation. Ces déductions sont du reste plus élevées encore pour les suppléments de subsistances octroyés aux ouvriers dont la nature du travail est classifiée sous les rubriques «long», «dur» ou «très dur».¹⁷⁸

En juillet 1942, le ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture du *Reich*, fournit des explications complémentaires sur certains points qui n'avaient pas été abordés par le décret du 17 avril 1942.¹⁷⁹ Ainsi les enfants des *Ostarbeiter* n'ont droit qu'à 1.500 grammes de pain par semaine et, pour les autres produits, à des rations qui équivalent à la moitié des rations auxquelles on droit les personnes adultes. Jusqu'à l'âge de trois ans les nourrissons peuvent recevoir un demi-litre de lait entier par semaine. Pour les enfants âgés entre trois et quatorze ans la dose de lait est réduite à un quart de litre par semaine. Les femmes enceintes ou qui allaitent des nourrissons n'ont en revanche pas droit à des rations supplémentaires.

Les agents de la DAF et de la NSDAP veillent à ce que ce règlement soit appliqué. Les Luxembourgeois qui viennent en aide aux ouvriers soviétiques en leur donnant de la nourriture risquent de se voir infliger des amendes. En mai 1943, Kurt Röding rappelle aux chefs des usines de Belval et Schiffflange qu'il est interdit de donner des vivres quelconques, rationnés ou non, aux ouvriers étrangers. Les travailleurs luxembourgeois n'ont pas non plus le droit de leur donner ou de leur vendre des coupons de leur carte alimentaire. Röding demande aux chefs d'entreprise d'empêcher leurs ouvriers étrangers d'acheter de vivres. Simultanément il les exhorte à faire comprendre aux ouvriers luxembourgeois que cela ne se fait pas d'aider, sous quelle forme que ce fût, les ouvriers étrangers à se procurer des vivres.¹⁸⁰ Ces mises en garde n'empêchent cependant pas certaines personnes de continuer à secourir les

177 Lettre (et annexes) de Nino Broglio à l'administration centrale de l'Arbed, 24.10.1942, op.cit.; ARBED 35/14f, Bureau des salaires de l'administration centrale de l'Arbed au bureau des salaires de l'usine de Schiffflange, 26.04.1944.

178 Bureau des salaires de l'administration centrale de l'Arbed au bureau des salaires de l'usine de Schiffflange, 26.04.1944, op.cit.

179 ARBED, AC.7347, Extraits de la lettre du ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture du Reich à la *Wirtschaftsgruppe Eisenschaffende Industrie*, 24.07.1942 (courrier transmis par la Bezirksgruppe Luxemburg à l'Arbed, aux Differdinger Stahlwerke AG. et aux Eisenhüttenwerke Rodingen, le 8 octobre 1942).

180 Ibid., Röding aux divisions de Belval, Schiffflange, Dudelange, Dommeldange et à la division des Mines, 17.05.1943.

Ostarbeiter. Un rapport du *Sicherheitsdienst*¹⁸¹ (SD) daté du 10 décembre 1943 relate notamment qu'au cours de ces derniers temps, les plaintes émises par des Luxembourgeois «*conscients de leur appartenance à la nation allemande*» se multiplient au sujet d'ouvriers et ouvrières soviétiques qui font la queue devant des boutiques à Belval. Ils y achètent des fruits, des légumes, du savon ou du savon en poudre, voire même du pain et du fromage. Ils ont obtenu les indispensables tickets alimentaires dont ils ont besoin pour effectuer leurs emplettes, en mendiant auprès de la population. Il arrive même que des citoyens luxembourgeois remettent les tickets d'alimentation qu'ils ont en trop aux commerçants afin que ceux-ci puissent s'en servir ensuite pour couvrir les denrées vendues aux ouvriers de l'Est.¹⁸²

Il convient ainsi de relativiser l'approvisionnement des *Ostarbeiter* occupés au Grand-Duché, et ce d'autant plus que le ravitaillement en vivres des usines de l'Arbed n'est pas des plus mauvais tout au long de la guerre. C'est le cas notamment de la division d'Esch-Schiffange dont dépend le ravitaillement du camp «Château». Auguste Heirend, un fonctionnaire luxembourgeois de l'Arbed, s'y occupe du rationnement. Comme il s'efforce toujours de donner un maximum, le «Château» jouit de la réputation d'être effectivement non seulement le campement le mieux entretenu, mais encore le mieux ravitaillé. Dans son livre consacré au personnel de l'Arbed sous l'occupation, Marie Bastian relate que «*vers la fin de 1943, à la suite d'une inspection, la commission de la centrale de Coblenze criait au scandale, parce que ces «Ostarbeiter», esclaves méprisables à ses yeux, étaient mieux entretenus et ravitaillés que les ouvriers allemands; on projetait même de transporter en Allemagne une partie des provisions stockées en grandes quantités au camp du château*».¹⁸³ Dans la même lignée s'inscrivent les réclamations réitérées du chef de la DAF pour l'arrondissement d'Esch-sur-Alzette qui ne cesse de reprocher à l'administration centrale de l'Arbed d'accorder à ses *Ostarbeiter* des rations qui dépassent largement ce qui est prescrit par la loi.¹⁸⁴

Les plaintes adressées par les Allemands aux dirigeants de la forge luxembourgeoise n'empêchent pourtant pas les ouvriers soviétiques du «Château» de se plaindre bien souvent de leur nourriture. Serait-ce à tort? Certainement pas, car – nous explique Marie Bastian – «*personne n'apprenait jamais exactement, ce que les agents nazis, parmi lesquels le Directeur Dr Köhler lui-même, enlevaient pour leurs propres besoins aux provisions destinées à ces Russes. Il est certain que, p.ex. la viande des porcs, dont nous élevions couramment huit pièces avec les déchets du camp, ne revenait jamais entièrement à qui de droit*».¹⁸⁵ Aussi, suite aux critiques du chef de la DAF quant au recours insuffisant de l'Arbed au rutabaga comme ersatz pour les pommes de terre, le directeur du département social de l'Arbed, Kurt Rödning, s'exécute-t-il immédiatement: pour le mois d'avril 1944, deux tonnes et demie de rutabaga sont utilisées pour nourrir les *Ostarbeiter* employés par le groupe sidérurgique.¹⁸⁶

181 Service de Sécurité. Ce service est institué en 1931 en tant que service d'espionnage de la NSDAP. À partir de 1936, il est dirigé par Reinhard Heydrich. En 1939, lors de la création du RSHA, le SD fusionne avec la Sicherheitspolizei en une puissante administration dont Heydrich garde la direction.

182 RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (7), in: *Rappel*, 3(2003), p.425.

183 BASTIAN M., op.cit., pp.63-64.

184 ARBED, AC.35/14f, Lambert à Diehl, 06.05.1944.

185 BASTIAN M., op.cit., p.65.

186 ARBED, AC.35/14f, Kurt Rödning à Grohé, 16.05.1944.

Après la Libération

Le 25 août 1944, la Deuxième division blindée commandée par le général Philippe Leclerc fait son entrée à Paris. Le lendemain, le général Dietrich von Choltitz, le commandant de la garnison allemande, signe la capitulation. Cette nouvelle signifie pour les Luxembourgeois que l'arrivée des troupes alliées ne va plus tarder. Tandis qu'ils attendent impatiemment l'arrivée des Alliés, les Allemands se dépêchent de plier bagage. Il en naît au cours des premiers jours du mois de septembre une ambiance toute particulière marquée par la joie de la Libération imminente et la crainte devant des représailles notamment de la Gestapo. Cette tension se maintient jusqu'au 9 septembre 1944, date à laquelle les premiers soldats américains franchissent la frontière à Rodange avant d'atteindre la capitale le lendemain. Quatre années et quatre mois d'occupation nazie s'achèvent enfin.

Le sort des *Ostarbeiter* lors du retrait de l'occupant

Au moment de leur retraite, les Allemands ne parviennent heureusement pas à redéployer la majorité des ouvriers civils soviétiques vers les territoires non encore libérés du Reich. Il est vrai que certains d'entre eux n'échappent pas au triste sort de la plupart des prisonniers de guerre russes évacués en priorité. C'est le cas notamment des travailleurs des camps de Pétange qui, peu avant l'arrivée des troupes américaines, sont déportés en Allemagne, où, plus tard, ils trouvent tous la mort.¹⁸⁷ Certains de leurs camarades menacés ont plus de chance. Ils s'évadent des camps et se cachent pour se soustraire aux ordres des nazis. Souvent ils bénéficient du soutien de la population autochtone, en particulier de celui de membres des mouvements de résistance. Au cours de la nuit du 1^{er} septembre 1944 par exemple, deux résistants luxembourgeois, Nicolas Kremer et Alfred Agostini, aident des dizaines d'ouvriers de l'Est à s'évader du camp de Differdange et à se cacher dans les foyers de la région. Nicolas Kremer décrit cet événement dans son livre sur la Seconde Guerre mondiale: *«des gens dans la rue m'ont dit qu'une vingtaine de prisonniers russes se seraient évadés du camp «op der Schlackemille» et se seraient cachés dans le bois de Woivver (le bois avoisinant). Les Boches attendraient des camions pour transporter les ouvriers soviétiques restants»*.¹⁸⁸ En apprenant la nouvelle, Nicolas Kremer décide de se mettre aussitôt en route afin de venir en aide aux personnes qui restent dans le camp. Sur le chemin, il rencontre Alfred Agostini qui a eu la même idée. Sur place il n'y a plus que deux militaires allemands. Ils sont sur le point de partir et ne prêtent guère attention aux deux hommes lorsqu'ils emmènent tout un groupe d'ouvriers soviétiques avec eux. Ensuite il s'agit de répartir les fugitifs sur plusieurs ménages de la ville. Nicolas Kremer soulève que ce faisant, et malgré le fait que l'occupation allemande touchait à sa fin, il rencontre beaucoup de familles qui hésitent à accueillir chez elles des prisonniers ou des déportés soviétiques par crainte des mesures de rétorsion au cas où les Allemands reviendraient. Il n'en demeure pas moins que grâce à Kremer, à Agostini et à l'aide de la population, 68 prisonniers et déportés soviétiques purent trouver refuge.

Après la guerre, Nicolas Kremer entame des recherches sur des faits analogues. Dans un rapport transmis à l'ambassade de l'URSS à Bruxelles, il recense en tout des actions d'aide en faveur de 450 déportés civils et de 150 prisonniers de guerre. Le 22 octobre 1971, en guise de

187 RATHS A., *Ostarbeiter in Luxemburg* (5), in: *Rappel*, 4(2002), p.509.

188 KREMER N., *De Krich am Ënnergrond*, N. Kremer, Differdange, 1985, pp.141-142.

remerciement pour son attitude courageuse, il est décoré de la Médaille de la Reconnaissance Soviétique par l'ambassadeur russe à Luxembourg. Au total, cette médaille est décernée à 19 résistants luxembourgeois qui ont tous aidé des ouvriers civils ou des prisonniers de guerre soviétiques.¹⁸⁹

Le rapatriement

Après la Libération du pays, il faut résoudre la question des travailleurs de l'Est déportés au Luxembourg pendant l'occupation allemande. Les autorités soviétiques exigent le rapatriement de tous leurs citoyens. Afin de se conformer aux décisions de la conférence de Yalta ainsi qu'à celles qui ont été prises antérieurement à Londres, le gouvernement grand-ducal donne son accord pour rapatrier et faciliter le rapatriement de tous les citoyens soviétiques qui se sont installés à Luxembourg à partir du 10 mai 1940. L'ensemble des autorités communales du pays, la police des étrangers et la gendarmerie reçoivent des instructions précises. Elles doivent périodiquement procéder au recensement des ressortissants soviétiques et relever leurs adresses, voire leur déplacement au camp de rassemblement à Hollenfels.¹⁹⁰ Dans le but de mieux coordonner ces préparatifs, le gouvernement luxembourgeois nomme le professeur Fritz Schneider au poste de délégué pour les camps. Il met également en place le «Commissariat au rapatriement», un service chargé des questions liées au retour des personnes déplacées. Localisé au 28, rue Philippe à Luxembourg-ville, ce commissariat est dirigé par l'avocat général Jean Kauffman.

A.E.F. D.P. REGISTRATION RECORD

Original Duplicate For coding purposes: A B C D E F G H I J

M. Single Married
 F. Widowed Divorced

(1) Family Name: *Gorbatschew* (2) Sex: *M* (3) Marital Status: *Married* (4) Claimed Nationality: *Ukrainian*

(5) Other Given Names: *Wladimir* (6) Birthplace: *Tscheluskino, Kirovograd, Russia* (7) Religion (optional): *Orthodox* (8) Number of Accompanying Family Members: *0*

(9) Number of Dependents: *0* (10) Full Name of Father: *Yakov* (11) Full Maiden Name of Mother: *Anna*

(12) DESIRED DESTINATION: *USA* (13) LAST PERMANENT RESIDENCE OR RESIDENCE JANUARY 1, 1938: *Ukraine, Kirovograd, Russia*

(14) Usual Trade, Occupation or Profession: *Iron worker* (15) Performed in What Kind of Establishment: *Iron factory* (16) Other Trades or Occupations: *None*

(17) Languages Spoken in Order of Fluency: *Russian, Ukrainian* (18) Do You Claim to be a Prisoner of War? Yes No (19) Amount and Kind of Currency in your Possession: *None*

(20) Signature of Registrant: *Wladimir Gorbatschew* (21) Signature of Registrar: *[Signature]* Date: *10/10/44* Assembly Center No. *116*

(22) Destination or Reception Center: *USA - Camp - [illegible]*

(23) Code for Issue: *1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28*

(24) Remarks: *[illegible]*

Carte de rapatriement établie par les autorités américaines en octobre 1944¹⁹¹
 Photo: Archives de la LPPD, section Differdange

¹⁸⁹ Ibid., p.240.

¹⁹⁰ ANLux, AE 7028, Jean Kauffman à René Blum, ministre plénipotentiaire [ambassadeur] du Grand-Duché de Luxembourg à Moscou, 09.10.1945.

¹⁹¹ Photographie publiée in: Rappel, 2(2002), p.180.

De son côté, l'URSS envoie des délégués dans les pays de l'Europe occidentale afin d'organiser et de surveiller le déroulement du rapatriement. Une légation soviétique débarque aussi au Luxembourg. À sa tête on trouve un officier soviétique, le major prénommé Lwov. Il est assisté du lieutenant Georg Potapov, le délégué officiel du Représentant plénipotentiaire du gouvernement de l'URSS pour les affaires de rapatriement à Paris. Il occupe le poste de Commissaire pour le rapatriement des ressortissants soviétiques sur le territoire du Luxembourg.

En pratique, les ressortissants soviétiques au Luxembourg, tout comme dans les autres pays, sont regroupés dans des camps de rassemblement avant d'être rapatriés. Dans un premier temps, le rapatriement se fait par la voie maritime: les personnes concernées sont acheminées vers le port de Marseille où elles sont embarquées en direction de la Mer Noire. Du mois de novembre 1944 au mois de mai 1945, seuls quelque 1.800 déportés sont rapatriés de cette manière. Conditionné par la pénurie de bateaux disponibles, ce résultat est insatisfaisant. Il l'est d'autant plus qu'en France environ 50.000 à 70.000 personnes attendent leur retour en Union Soviétique. À partir du 23 mai 1945 la situation s'améliore grâce à l'accord passé à Leipzig entre les autorités anglo-saxonnes et les autorités soviétiques. Cet accord permet de rapatrier les citoyens soviétiques par voie terrestre à travers l'Allemagne occupée. Les *Ostarbeiter* sont donc remis aux autorités soviétiques des territoires occupés par l'Armée rouge. Celle-ci prend en charge le restant du trajet de retour. La nouvelle méthode donne immédiatement de meilleurs résultats: environ 5.000 personnes sont rapatriées dans les huit jours qui suivent l'entrée en vigueur de l'accord de Leipzig.¹⁹²

D'après le lieutenant Potapov,¹⁹³ 570 ressortissants soviétiques du territoire de Luxembourg ont été rapatriés entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 1945. Il n'en reste plus qu'environ 175 qui sont hébergés au camp de rassemblement aménagé dans le château de Hollenfels et qui proviennent en partie du territoire luxembourgeois, en partie de l'Allemagne d'où ils avaient été évacués pendant l'offensive de *Rundstedt*.¹⁹⁴ Selon le lieutenant Potapov, tous les citoyens soviétiques stationnés au Grand-Duché auraient été acheminés à l'occasion vers le Sud du pays et vers la France et qu'aucun ne serait devenu victime de cette contre-offensive allemande ou n'aurait été emmené en Allemagne. Il estime qu'avec l'aide du Commissariat au rapatriement et du professeur Fritz Schneider le rapatriement pourra se faire dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions possibles.

En vérité toutefois, l'opération ne se déroule pas tout à fait sans frictions comme le rapport du lieutenant Potapov pourrait le laisser entendre. Conformément aux conventions internationales en vigueur, seuls les citoyens soviétiques qui se sont établis au Luxembourg après le 10 mai 1940 sont à considérer comme *displaced persons*¹⁹⁵ et de ce fait peuvent faire l'objet d'une mesure de rapatriement. En outre, comme le rapatriement fait partie d'une œuvre humanitaire, il ne peut être forcé, à moins que les concernés ne soient des individus auxquels

192 Ibid., Légation de Luxembourg à Paris à Pierre Dupong, 04.06.1945.

193 ANLux, AE 6458, Rapport du Lt. Potapov, Commandant du camp de rassemblement des ressortissants soviétiques sur le territoire du Luxembourg, 01.08.1945.

194 Cette opération militaire qui porte le nom du commandant supérieur de la *Wehrmacht* sur le front de l'Ouest de 1942 à 1945, Gerd von Rundstedt, consiste en une contre-attaque allemande dans les Ardennes. Elle eut lieu entre le 16 décembre 1944 et le 4 février 1945 et avait pour but le port d'Anvers où les Alliés débarquaient chaque jour 80.000 tonnes de ravitaillement de toute espèce. La résistance des troupes américaines à Bastogne, à St-Vith et au Luxembourg, ainsi que le déclenchement sur grande offensive menée par l'Armée Rouge sur le front de l'Est, mirent fin à la manœuvre allemande.

195 Personnes déportées.

on reproche un crime de guerre ou qui seraient considérés par les autorités luxembourgeoises comme des personnes indésirables.¹⁹⁶ Or, il se trouve alors que les autorités soviétiques accusent les Occidentaux de se servir des *Ostarbeiter* à des fins de propagande anti-soviétique en créant délibérément des difficultés pour retarder leur rapatriement. Un rapport transmis par l'ambassadeur luxembourgeois à Moscou, René Blum, au Commissariat au rapatriement à Luxembourg le 9 septembre 1945 en témoigne. Par retour du courrier Kauffman conteste cependant l'exactitude des accusations: à aucun moment son bureau n'aurait eu connaissance d'agents fascistes ou d'autres personnes privées ou d'administrations publiques qui eussent essayé de faire de la propagande anti-soviétique auprès des nationaux soviétiques ou de créer des difficultés susceptibles d'entraver leur retour. Il rappelle aussi que les délégations de la Mission militaire soviétique de Paris sont venues sur place à plusieurs reprises pour effectuer des contrôles de la situation. Elles n'auraient fait aucune remarque sur l'existence d'actes de sabotage de cette nature. Par conséquent, il demande à l'ambassadeur luxembourgeois à Moscou de bien vouloir rassurer le Kremlin. Comme en octobre 1945 il ne reste plus qu'environ 50 à 60 personnes à rapatrier – elles travaillent toutes chez des paysans ou dans des entreprises – Kauffman estime que le rapatriement pourra être clôturé avant quatre à six semaines.¹⁹⁷

Tout compte fait, l'organisation du retour aura donc duré plus d'un an! Les sources ne permettent pas de connaître la date exacte de la clôture effective des opérations. Est-ce que les prévisions du commissaire Kauffman se sont avérées exactes? Le rapatriement est-il vraiment clos à la fin du mois de novembre 1945? Il n'existe aucun document qui confirmerait ou infirmerait les pronostics du responsable luxembourgeois.

Nous savons en revanche avec certitude que quelques femmes soviétiques décident de rester au Luxembourg. Elles ont fait la connaissance d'ouvriers luxembourgeois au poste de travail et ce, malgré la stricte interdiction d'établir des relations quelconques avec des ressortissants «germaniques». Après la guerre elles se sont mariées. C'est le cas de cinq anciennes ouvrières de l'Est:

- Osadtscha Alexandra, née le 22 mai 1925 à Boldorenka et vivant à Rostov en Russie avant d'être déportée;
- Schewtschenko Alexandra, née le 16 septembre 1925 à Vorochilovgrad (actuellement Lougansk) en Ukraine. Après la guerre, elle a vécu à Schiffflange sous le nom de Charpentier-Schewtchenko Alexandra;
- Tichonowa Sonja, née le 22 novembre 1927 à Borki et vivant à Vorochilovgrad (actuellement Lougansk) en Ukraine;
- Boschko Tina, née le 2 août 1920 à Petrivka en Ukraine, a épousé Mathias Hoor de Schiffflange. Les deux sont décédés entre-temps;
- Vorovieva Efrosinia, née le 30 mai 1905 à Borodino en Russie, a épousé Jules Junker de Schiffflange.

Avant d'être transférés au camp principal aménagé au château de Hollenfels placé sous la direction du lieutenant Potapov et à partir duquel les départs sont organisés, les travailleurs de l'Est passent les mois qui s'écoulent entre la Libération et le rapatriement dans cinq camps de rassemblement provisoires:

¹⁹⁶ ANLux, AE 7028, Victor Bodson au Major Lwoff, 09.01.1945.

¹⁹⁷ ANLux, AE 7028, Jean Kauffman à René Blum, ministre plénipotentiaire du Grand-Duché de Luxembourg à Moscou du 9 octobre 1945.

- le camp «Château» à Esch-sur-Alzette administré par l'Arbed (ancien *Lager Schloss*);
- le camp de Lallange géré par l'administration municipale de la ville d'Esch-sur-Alzette. Ce camp est aménagé dans des installations mises gratuitement à la disposition de la municipalité par l'Arbed (ancien *Lager Lallingen*);
- le camp de *Schleifmühl* («op der Schleifmille») administré par la ville de Luxembourg ;
- le camp de Ste. Sophie également géré par la municipalité de la capitale. Ce camp est aménagé dans une ancienne école privée située au centre de la ville, et qui avait été fermée pendant l'occupation;
- le camp d'Ansembourg situé au Nord-Ouest de la capitale. Ce camp est aménagé dans un ancien château.

À noter ici que trois de ces camps de rapatriement (les camps «Château» et Lallange à Esch-sur-Alzette et le camp *Schleifmühl* à Luxembourg) ont déjà abrité des déportés soviétiques pendant l'occupation nazie. De même, une grande partie de ces personnes continue à travailler dans les entreprises sidérurgiques pendant les mois qui suivent la Libération jusqu'à leur départ. Pourtant la situation des ouvriers soviétiques a bel et bien changé, en particulier en ce qui concerne leur traitement et leur comportement.

Le traitement et le comportement des *Ostarbeiter* après la Libération

La délégation soviétique à Luxembourg visite à plusieurs reprises les camps où logent des concitoyens qui attendent de pouvoir retourner chez eux. Suite à ces visites, les délégués soviétiques communiquent au Commissariat au rapatriement les plaintes des occupants des camps. À son tour, le commissariat transmet à l'Arbed les plaintes émanant du camp qu'elle gère, le camp «Château» à Esch-sur-Alzette. Cette correspondance entre l'Arbed et les autorités responsables pour le rapatriement révèle diverses plaintes ou revendications de la part des habitants du camp «Château» relatives à leur traitement. Tout d'abord, ils se plaignent que les rations de viande et de beurre sont insuffisantes et qu'ils doivent travailler alors que ceux des camps de Luxembourg n'y sont pas astreints. À cela le responsable de l'Arbed réplique que les citoyens soviétiques reçoivent exactement les mêmes rations que les Luxembourgeois et qu'ils sont libres de travailler ou de ne pas travailler; toutefois l'Arbed est obligée de leur facturer les frais de logement et de ravitaillement qu'elle leur procure.¹⁹⁸ Ceci suscite aussi le mécontentement des déportés qui souhaitent que quelqu'un prenne en charge ces frais. Personne ne se sentant responsable, l'Arbed ne voit pas d'autre solution que de pérenniser son procédé des retenues sur salaires qui demeurent après tout très modestes¹⁹⁹ d'autant plus que les ouvrières n'ont plus à leur charge que le ravitaillement et le logement d'un enfant au maximum, étant entendu que les frais occasionnés par leurs autres enfants sont soit répartis sur la communauté des *Ostarbeiter* soit assumés par l'Arbed. La forge accuse de ce fait un déficit mensuel de plus de 200.000 francs luxembourgeois provenant de la seule gestion des camps.²⁰⁰

Les ouvriers soviétiques demandent aussi que les enfants logés au camp puissent jouir d'une nourriture plus appropriée à leur âge, c'est-à-dire qu'on leur donne davantage de lait et de

¹⁹⁸ ARBED, AC.35/14f, Jules Pauly à l'administration centrale de l'Arbed, 15.11.1944.

¹⁹⁹ Ibid., Administration centrale de l'Arbed au Commissariat de Rapatriement du 14 décembre 1944.

²⁰⁰ Ibid., Note de Jules Pauly du 5 décembre 1944 écrite à la main sur la lettre de l'usine d'Esch-sur-Alzette à l'Administration centrale du 1^{er} décembre 1944.

beurre.²⁰¹ Les responsables de l'Arbed promettent de faire des efforts, dans la mesure du possible. Mais puisqu'ils ne parviennent pas à se procurer des rations supplémentaires, ils conseillent aux délégués soviétiques de s'adresser aux autorités américaines pour obtenir du lait condensé et du beurre.²⁰² Le Commissariat au rapatriement s'occupe finalement du problème. Il propose de déplacer les enfants de moins de 14 ans avec leurs parents dans les camps de *Schleifmühl* et de Ste. Sophie qui sont administrés par la ville de Luxembourg.²⁰³ L'Arbed, qui n'est au fond pas équipée pour loger et ravitailler des enfants, accepte l'offre. Elle concerne 89 personnes, 51 enfants et 38 adultes.²⁰⁴

Les ouvriers soviétiques se plaignent aussi que les douches ne fonctionnent pas et demandent à ce que tous leurs compatriotes qui sont partis du camp à partir du 1^{er} septembre 1944 y soient réadmis lorsqu'ils s'y présentent. Les responsables de l'Arbed sont d'accord pour réadmettre au camp tous ceux dont les parents (père, mère, frère, sœur) sont encore à ses services. Tous les autres doivent cependant rester au camp de Lallange qui est à la charge de la municipalité de la ville d'Esch-sur-Alzette. Quant aux douches, ils assurent qu'elles seront réparées dans les plus brefs délais. Cet inconvénient résulte de l'arrêt complet de l'usine d'Esch-sur-Alzette, et par conséquent aussi des chaudières chauffées au gaz des hauts-fourneaux qui alimentent le chauffage central.²⁰⁵

Le fait que les doléances des *Ostarbeiter* se multiplient au lendemain de la Libération ne doit pas nous induire en erreur: l'absence de plaintes pendant la période du régime nazi signifie simplement qu'en ces temps-là ils n'avaient pas voix au chapitre. La fin de l'occupation leur rend la liberté de s'exprimer. Et ils le font, malgré une amélioration objective de leur situation.

Ainsi par exemple les travailleurs qui restent actifs dans les usines métallurgiques du pays touchent de meilleurs salaires après la Libération. Ils ne sont plus soumis à la fiscalité discriminatoire imposée par le Troisième Reich; la contribution spéciale de la *Ostarbeiterabgabe* est venue à disparaître; leur salaire net, autrefois visiblement inférieur à celui des ouvriers germaniques et même inférieur à celui des autres ouvriers étrangers, est dorénavant élevé au niveau de la rémunération touchée par les ouvriers luxembourgeois. La mesure ne va pas sans poser problèmes, car, lorsqu'en janvier 1945 l'Arbed décide d'augmenter les salaires avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1944 et d'attribuer à tous les ouvriers inscrits après le 15 décembre 1944 une indemnité spéciale brute de 170 francs luxembourgeois pour la période du 17 au 30 septembre 1944, la plupart des travailleurs de l'Est ont déjà quitté le pays. La forge verse ces rappels à ceux qu'elle parvient encore à joindre dans les camp de rapatriement; quant aux autres, elle ignore tout au sujet de leur sort. L'entreprise s'adresse par conséquent le 14 juin 1945 à la légation de l'URSS au Luxembourg en lui remettant des relevés avec les noms, prénoms et dates de naissance des ouvriers concernés ainsi que le montant net des soldes que l'Arbed leur est redevable. Sont concernés en tout 346 ouvriers civils et prisonniers de guerre auxquels on doit en tout 129.520,13 francs.

201 Ibid., Rapport de l'Usine d'Esch-sur-Alzette daté du 30 novembre 1944 sur l'entrevue du 23 novembre 1944 avec le major Ydanoff, délégué du Gouvernement russe, l'attaché Pétroff de l'Ambassade russe de Paris et un délégué du comité choisi par les habitants du camp.

202 Administration centrale de l'Arbed au Commissariat de Rapatriement du 14 décembre 1944, op.cit.

203 Jean Kauffman à l'Administration centrale de l'Arbed du 29 novembre 1944.

204 Administration centrale de l'Arbed au Commissariat de Rapatriement du 14 décembre 1944, op.cit.

205 Rapport de l'Usine d'Esch-sur-Alzette daté du 30 novembre 1944 ..., op.cit.

Dans cette lettre susmentionnée du 14 juin 1945, l'Arbed demande à la légation de l'URSS de bien vouloir remettre ces soldes à leurs propriétaires. À cet effet la forge veut mettre ledit montant à la disposition de la légation soviétique. Deux jours plus tard, le lieutenant Potapov intervient. Il se rend à l'administration centrale de l'Arbed pour faire opposition à la liquidation des rappels de salaires entre les mains des intéressés; il exige par contre la liquidation des arriérés sur un compte du Représentant plénipotentiaire du gouvernement de l'URSS pour les affaires de rapatriement à Paris.²⁰⁶ L'Arbed agit en conséquence. Le 23 juin 1945, elle remet un chèque de la valeur de ses créances au chef du service d'intendance de la Représentation plénipotentiaire soviétique, le lieutenant Serge Kraev. Celui-ci s'était présenté dans les bureaux de l'Arbed muni d'une procuration l'habilitant à percevoir les créances dues à des citoyens soviétiques.²⁰⁷ L'entreprise de l'Hadir a aussi payé des rappels de salaires à ses ouvriers soviétiques par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères. Leur montant total s'élève à 12.382,95 francs luxembourgeois.²⁰⁸ Il n'est cependant pas possible de savoir si ces arriérés sont réellement arrivés à leurs destinataires. Cette affaire montre clairement le souci des entreprises de traiter de façon équitable les ouvriers soviétiques qui ont été déportés au Luxembourg.

En réaction aux conditions inhumaines qui leur furent imposées par les nazis, les ouvriers soviétiques adoptent souvent après la Libération un comportement très indiscipliné. Ceci est particulièrement vrai pour les occupants du camp de transition d'Ansembourg. Dans un rapport transmis le 2 juin 1945 au procureur général d'État, le brigadier Josef Krack de la station de Mersch décrit la situation: *«Dans ce camp se trouvent en ce moment 330 Russes, dont environ 100 femmes. Au début les hommes étaient séparés des femmes, mais les hommes n'étant plus satisfaits de cela se sont mélangés avec les femmes contre le gré de celles-ci. Les femmes doivent se donner sexuellement aux hommes, surtout quand ces derniers sont ivres. Il arrive souvent la nuit que les hommes se rendent dans la chambre des femmes et consomment l'acte sexuel avec différentes femmes sans tenir compte du fait que les femmes dorment à plusieurs dans une chambre. Même une mère qui dort ensemble avec sa fille a dû à plusieurs reprises assister au viol de sa fille. Les femmes doivent se donner car les hommes les menacent avec le couteau quand elles essayent de résister. Aussi, il a déjà été observé plusieurs fois pendant la journée que les Russes traînent les femmes dans la forêt pour avoir des rapports sexuels. Ils ne le font pas directement en public. Mais comme les gardiens du camp – trois gendarmes assistants – me l'ont communiqué, les Russes pratiquent l'acte sexuel avec les femmes nuit et jour dans les couloirs ou sur les escaliers du château sans se préoccuper si on les voit ou pas. Il est arrivé à plusieurs reprises pendant la nuit que la garde soit appelée à l'aide par les filles russes, certaines devant s'adonner à cinq ou six hommes en une nuit, mais la garde pour des raisons de sécurité propre ne put intervenir».*

D'autres faits se rapportent aux dons de la Croix Rouge américaine qui fournit souvent du linge et des couvertures aux Russes. Ces derniers vendent alors les dons dans les villages avoisinants pour acheter de l'eau-de-vie. Il arrive souvent qu'ils retournent ivres au camp et commencent à se bagarrer entre eux. Une partie du mobilier du camp a déjà été détruite suite à ces bagarres et ce, malgré les exhortations au calme lancées par les hommes de confiance que les Russes ont choisis parmi les leurs. À trois reprises ces porte-parole doivent faire appel à la police militaire américaine stationnée à Luxembourg-ville. Lorsque celle-ci arrive pour

206 ARBED, AC.35/14f, Note manuscrite de Jules Pauly, contresignée par le lieutenant Georg Potapov et le professeur Fritz Schneider, 16.06.1945.

207 *Ibid.*, cf. lettre de l'Administration centrale de l'Arbed à la Représentation Plénipotentiaire du Gouvernement de l'URSS pour les affaires de rapatriement du 25 juin 1945.

208 ANLux, AE 6458, cf. lettre de l'Hadir à la Légation de l'URSS auprès du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg du 28 juin 1945.

A R B E D
Usine d'Esch

Inventaire au 1.3.1945
du compte: Vivres du camp Château
Esch/Alzette.

Ata	15 p.	72,00 fr.
Pois	15 kg.	90,00 "
Lard	16,900 kg.	591,80 "
Sel assaisonnant (gek.Br.)	7,000 "	290,50 "
Clous de girofle	98 p.	156,80 "
Poivre	18 p.	28,80 "
Flocons d'avoine	65,5 kg.	412,15 "
Imi	79 p.	434,50 "
Conserves	43 b.	331,10 "
Poudre d'assaisonn.	16 p.	512,00 "
Mondamin	11 p.	29,15 "
Potage spécial	21 kg.	472,50 "
Café	95 kg.	665,00 "
Savon à laver	16 p.	36,80 "
Potages à oignons	66 kg.	1485,00 "
Thé tilleul	50 p.	32,50 "
Potages à poireaux	6 kg.	135,00 "
Confitures	31 kg.	93,00 "
Margarine	10 kg.	185,00 "
Maggi	27 kg.	810,00 "
Paprika	300 p.	180,00 "
"	1 kg.	50,00 "
Thé menthe	61 p.	39,65 "
Savon de toilette Rif	345 p.	289,80 "
Sel	150 kg.	345,00 "
Soude	41 kg.	61,50 "
Poudre à sauce	2 kg.	41,00 "
Savon mou	30 kg.	309,00 "
Potage à pâte	21 kg.	472,50 "
Pâtes alimentaires	10 "	72,00 "
Poudre à lessive	121 p.	193,60 "
Sucre	134 kg.	1 065,30 "
Pudding	4 p.	4,00 "
Maizena	19 p.	66,50 "
Tisane	1,5 kg.	22,50 "
Seebär	49 b.	539,00 "
Saindoux	14 kg.	308,00 "
Carottes	2 597 kg.	3 116,40 "
Choux blancs	320 kg.	480,00 "

14 519,35 fr.

Usine d'Esch, le 11 avril 1945.

rétablir l'ordre, les choses ne se passent hélas pas toujours comme prévu. Un jour, après que tous les Russes ont été rassemblés dans la cour, la police militaire veut procéder à l'arrestation des trois principaux responsables d'une bagarre. Mais les fauteurs de troubles prennent la parole et réussissent à monter leurs camarades contre les Américains. Sérieusement menacés, ces derniers préfèrent alors prendre la clé des champs. Un autre jour, quand un gendarme assistant luxembourgeois veut réprimander un Russe fautif, tous les autres adoptent aussitôt un comportement des plus agressifs. Le gardien de la paix se trouve finalement confronté à une quinzaine voire une vingtaine d'hommes qui lui reprochent d'être un SS et qui lui font savoir que les vrais maîtres du camp sont les Russes!

Chaque jour les Russes traînent dans le coin pour acheter du tabac, du sucre, du pain et de l'eau-de-vie. Si les habitants des villages refusent de se plier à leurs exigences, ils deviennent méchants. La population apeurée n'ose dès lors plus résister. Des distillateurs auraient de la sorte vendu l'eau-de-vie par litres entiers. Les gardes du camp observent également comment les Russes font la pêche illégale dans le ruisseau de l'Eisch en se servant d'explosifs (des anciennes mines et des grenades retrouvées) ou en faisant la «chasse aux poissons» moyennant un carabine! En effet, les habitants du camp possèdent des armes à feu, quoique les autorités militaires américaines les aient déjà plusieurs fois sommés de les remettre. Les Russes font la sourde oreille. Ils se moquent des ordres qu'on leur donne.

«La semaine passée» – nous raconte le brigadier Krack – «une douzaine de Russes sont entrés dans un café à Keispelt et ont demandé du tabac. Lorsqu'on la leur a refusé sous prétexte qu'il n'y en a plus en réserve, les Russes ont menacé de détruire tout le village et on a fini par leur donner le tabac. Comme des témoins le rapportent, un Russe voulait récemment voler le vélo d'un enfant, mais l'intervention des villageois a pu le dissuader. Dans les villages environnants, les vols se multiplient. Ils sont pour la plupart à mettre sur le compte des Russes. La gendarmerie de Mersch s'est déjà rendue plusieurs fois dans le camp à Ansembourg pour les réprimander, mais sans succès. Comme les gardiens du camp me l'ont communiqué, la plupart de ces Russes ne veulent pas retourner en Russie, mais veulent plutôt se rendre en Amérique, ce qui montre qu'ils ne sont pas très attachés à leur patrie.

Le seul remède possible serait l'évacuation des Russes. Les gens des villages voisins salueraient cette mesure, car ils ont peur pour leur vie et leurs propriétés. Tous les jours de nouveaux Russes arrivent dans le camp d'Ansembourg, car, comme ils le reconnaissent, ils ne se sentent aussi à l'aise dans aucun autre camp.

*Le fait que les Russes dans ce camp n'ont peur de personne est démontré par la dernière intervention de la police militaire américaine qui n'a rien pu entreprendre. Les gardes du camp vivent en danger de vie permanent car à plusieurs reprises on leur a fait des menaces dans ce sens».*²⁰⁹

Le rapport de Krack illustre à merveille combien l'insubordination des hommes du camp d'Ansembourg est un véritable fléau et une atteinte à la sécurité publique dans la région. Les principales victimes de ce comportement sont toutefois les femmes soviétiques qui se trouvent abandonnées jour et nuit à la tyrannie de leurs colocataires masculins sans pouvoir compter sur l'aide de personne. Les autorités locales sont incapables de résoudre le problème. Aussi le 4 juin 1945, Krack informe-t-il le procureur général avec un grand soulagement que les «Russes» ont enfin été évacués par les autorités américaines. Ils auraient été embarqués dans le

209 ANLux, AE 7028, Brigadier Josef Krack pour le procureur général d'État, 02.06.1945.

chemin de fer à la gare d'Hollerich, avec une destination inconnue.²¹⁰ Dans les autres camps de rassemblement du Grand-Duché la discipline des occupants laisse également souvent à désirer, mais rien n'indique que la situation y ait été comparable à celle du camp d'Ansembourg.

Le comportement indiscipliné des Russes est caractérisé par une sensation excessive de rejet à l'égard de toute forme d'organisation ou de réglementation venant d'en haut, à toute forme d'autorité donc, derrière laquelle les ouvriers soviétiques repèrent tout de suite la détestable contrainte qu'ils ont subie sous le régime nazi. Or, tout ce qui a été prévu pour aider ces personnes – de l'assurance matérielle de leur existence jusqu'à leur rapatriement – nécessite une certaine organisation, réglementation et discipline. Ceci entraîne que les conflits entre les Soviétiques et les responsables de leur prise en charge et de leur rapatriement sont pour ainsi dire programmés d'avance. Le phénomène ne se limite d'ailleurs pas au Luxembourg. Partout en Europe, on note un taux de criminalité élevé parmi les groupes de personnes déportées. Les délits mentionnés dans le rapport du brigadier de Mersch correspondent parfaitement à ceux commis par exemple par les *displaced persons* en Allemagne où la criminalité est de toute façon en nette progression à cause de l'affaiblissement de l'État. Or, là-bas, les délits le plus souvent commis par les personnes déportées sont également des vols de tout genre, l'excès d'alcool, le chantage et les actes de violence de toute espèce. À noter: l'objet le plus volé par les personnes déportées semble être la bicyclette; environ 74% des objets volés dans la région de Brême entre le 1^{er} mai et le 15 novembre 1945 sont des vélos!²¹¹

Après la Libération, les *Ostarbeiter* se trouvent ainsi dans une situation très instable et précaire. Leur avenir est des plus incertains. Beaucoup de familles ont été dispersées et ne se retrouvent plus. Beaucoup d'ouvriers de l'Est n'ont plus envie de rentrer au pays. Les motifs ne manquent pas. Certains n'ont plus de proches en URSS, et leurs foyers ont été détruits pendant la guerre; d'autres ne veulent pas rentrer à cause des changements territoriaux intervenus depuis la fin des hostilités et qui les contraignent à changer de nationalité s'ils veulent retourner vivre chez eux. En outre, les personnes rapatriées en URSS sont souvent accueillies avec méfiance par ceux qui sont restés. Elles sont fréquemment soupçonnées ou même accusées à tort d'avoir collaboré avec les fascistes. Les autorités communistes se méfient par ailleurs d'elles parce qu'elles ont été en contact avec les sociétés occidentales.

210 Ibid., Procès-verbal du brigadier Josef Krack au procureur général d'État, 04.06.1945.

211 JACOBMEYER W., *Vom Zwangsarbeiter zum Heimatlosen Ausländer: Die Displaced Persons in Westdeutschland 1945-1951*, in: *Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft*, t.65, Vandenhoeck&Ruprecht, Göttingen, 1985, pp.46-50.

Conclusion

Que retenir de nos analyses? Le fait saillant consiste sans nul doute en le sort en général meilleur des *Ostarbeiter* déportés au Grand-Duché par rapport à celui réservé à leurs camarades astreints à travailler en Allemagne. Ce constat vaut particulièrement pour les ouvriers du camp «Château» à Esch-Schifflange administré par l'Arbed. Par contre, rien n'indique que cela fut également le cas, dans la même mesure, pour les camps qui sont gérés de manière plus directe par la DAF respectivement pour les ouvriers embauchés par les sociétés métallurgiques allemandes du pays, en l'occurrence les Differdinger Stahlwerke AG. Quoi qu'il en soit – indépendamment du principal gestionnaire des camps ou de l'employeur –, les ouvriers de l'Est bénéficient souvent du soutien de la population luxembourgeoise qui les aide notamment à se procurer de la nourriture. Ce soutien se manifeste d'une manière particulièrement saisissante pendant les dernières heures de l'occupation allemande. Les ouvriers soviétiques sont alors identifiés comme des ressortissants d'un État qui, depuis la bataille de Stalingrad, a largement contribué à vaincre l'Allemagne hitlérienne. Voilà pourquoi ils sont protégés par les Luxembourgeois. Une étude comparée entre les conditions de vie réservées aux *Ostarbeiter* employés dans les forges du pays et celles que connurent leurs semblables occupés dans les usines de l'Alsace-Lorraine pourrait d'ailleurs s'avérer fort intéressante. Les travailleurs de l'Est bénéficient-ils partout du même «bonus» de se retrouver sur une terre occupée par les Allemands, où la population, voire les employeurs locaux cultivent à leur égard des sentiments moins négatifs qu'au cœur même du Reich où l'idéologie nazie a bien sûr une toute autre résonance?

Le fait que les *Ostarbeiter* se portent en général mieux chez nous ne doit cependant pas nous faire oublier la dure réalité que les concernés vécurent au jour le jour. Arrachés de force à leur terre natale, contraints à travailler pour l'industrie de guerre allemande, soumis à une discrimination raciale qui se manifeste dans tous les domaines, privés en grande partie des libertés élémentaires, ces «travailleurs» après tout «civils» selon la terminologie officielle sont en réalité soumis à une forme d'exploitation très poussée et subissent au Luxembourg un sort identique à celui d'un travailleur forcé (*Zwangsarbeiter*). Leur statut fait en effet d'eux une espèce d'esclave moderne astreint à des travaux pénibles et à toutes sortes d'autres corvées parce qu'ils sont assimilés à un groupe ethnique jugé «inférieur». Il n'est donc assurément pas faux de voir le travail forcé pratiqué par le Troisième Reich – et sans lequel les nazis ne seraient jamais parvenus à subvenir à leur effort de guerre, surtout après 1941 – comme le plus grand phénomène d'esclavage que le monde occidental ait connu depuis l'abolition de la traite humaine à l'aube de l'époque contemporaine.

L'image de la sidérurgie dans
les romans des Luxembourgeois
francophones Joseph Leydenbach,
Willy Gilson et Nicolas Ries.
Des années fastes à la crise des
années 1970

Jeanne E. GLESENER et Frank WILHELM

À l'instar des grandes découvertes et conquêtes humaines, les développements scientifiques et le progrès technologique survenus avec la révolution industrielle ont marqué de leur empreinte la littérature et les arts. En particulier, la littérature de la deuxième moitié du XIX^e siècle, celle qui chante les exploits de l'industrialisation, montre l'impact que les nouvelles puissances ont eu sur le sens de l'observation et l'imaginaire des écrivains, des poètes d'abord.

La poésie et la magie de l'industrie lourde

Les poèmes épiques *Le haut fourneau* (1844) de Théodore Weustenraad ou *La vapeur* (*Les Chants modernes*, 1855) de Maxime Du Camp sont de beaux exemples célébrant la nouvelle alliance,¹ jusque-là inouïe dans les Belles Lettres, entre poésie et technique.² La poésie devient le lieu où la fascination pour ces nouvelles conquêtes humaines, soutenue par une foi inébranlable dans l'avenir et dans l'avancement de l'Homme, trouve son expression. Les poètes, chantres de l'actualité, du progrès, de la technique, proclament de véritables professions de foi. «Trois grands mouvements», écrit Du Camp dans sa préface aux *Chants modernes*, «le mouvement humanitaire, le mouvement scientifique et le mouvement industriel, se complétant et s'entraïdant l'un l'autre, emportent, comme un triple courant, notre époque vers une rénovation certaine».³ Et cette foi en une rénovation certaine ne découlait pas uniquement de l'essor de l'industrie lourde, interprétée comme signe du progrès et de la perfectibilité de l'Homme, mais aussi de la conviction certaine qu'un jour l'industrie pourrait évincer la guerre, voire se substituer à elle,⁴ comme en témoigne encore ce vers de Du Camp: «Si la GUERRE, en un mot, devenait l'INDUSTRIE [...]».⁵

Lors de son séjour comme réfugié politique au Grand-Duché, en 1871, Victor Hugo fut témoin de l'activité sidérurgique luxembourgeoise, qu'il décrit en termes à la fois mythologiques, féériques, politiques et éthiques: «6 juin [1871] Après le déjeuner, [...] nous nous sommes promenés dans la vallée de Dommeldange qui continue le plateau de Luxembourg. [...] Nous avons vu une très belle chose, la coulée de la fonte dans le haut fourneau de la vallée des sept fontaines. Un torrent de feu liquide sort du trou fait en bas du fourneau avec des tourbillons d'étincelles qui semblent vivantes et qui se tordent comme des pieuvres de flamme. C'est en petit la coulée d'un cratère. Cette lave se répand dans le gaufrier de sable préparé pour la recevoir, et s'y refroidit, et c'est la fonte. On l'envoie en Prusse, de fonte elle devient acier, et on en fait les canons Krupp. Voilà comment l'homme abuse de l'honnête terre qui lui donne le fer».

1 On ne saurait passer sous silence la contribution à cette nouvelle alliance du poète belge Émile Verhaeren (1855-1916) qui, selon Franz Hellens, «le premier, a su discerner la beauté neuve de la mécanique; il fut le premier à proclamer qu'une cheminée d'usine parmi les arbres n'est aucunement profanatrice». Cf. HELLENS F., *Émile Verhaeren*, collection «Poètes d'aujourd'hui» n°34, Seghers, Paris, 1952, p.90.

2 BERTRAND J.-P., *La poésie à vapeur: Les Chants modernes de Maxime Du Camp*, <http://www.fabula.org/colloques/documents/394.php>, consulté le 23.9.2008, p.1. – Il faut toutefois considérer que, dès l'Antiquité, la poésie didactique avait vocation à parler de différentes techniques, il est vrai essentiellement agricoles, pastorales ou artisanales.

3 DU CAMP M., *Les Chants Modernes*, Bourdilliat et Cie, Paris, 1860, p.53.

4 À ce même sujet, on peut aussi citer le discours de Victor Hugo, prononcé le 21 août 1849 lors du Congrès de la Paix et où il prédisait que: «Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées» (voir WILHELM F., *Victor Hugo et l'idée des États-Unis d'Europe*, AMVHV, Luxembourg, 2000, p.47). Et la substitution-remède de l'industrie à la guerre se trouve aussi déjà dans le poème «Le haut fourneau» de Théodore Weustenraad qui, dans une veine foncièrement panégyrique, proclamait: «L'industrie, à son tour, est la reine du globe, / Et son trône s'élève à côté de la Croix; / Car elle accomplira, par ses travaux austères / tout ce que la conquête a vainement tenté; / car elle régnera sur les deux hémisphères, / Par la Paix et la Liberté [...]». Cf. WEUSTENRAAD Th., *Poésies lyriques*, Auguste Decq, Bruxelles, 1848, p.115.

5 DU CAMP M., *La Vapeur*, in: DU CAMP M., *Les Chants modernes*, op.cit., p.178.

Le poète républicain et socialisant a visité en l'occurrence l'usine d'Eich, construite par les frères Metz à partir de 1846 dans la vallée qui descend de Septfontaines. Membre de l'Union douanière *Zollverein* depuis 1842, le Grand-Duché exportait une grande partie de sa fonte en Allemagne, où elle était transformée en acier. La déphosphorisation du minerai luxembourgeois fut rendue possible par le procédé inventé par l'Anglais Sidney Gilchrist Thomas en 1878. La première charge d'acier luxembourgeois fut coulée à Dudelange le 15 avril 1886.⁶

À la fin du siècle, dans son recueil *Les Villes tentaculaires* (1895), le Belge Émile Verhaeren dit sa fascination pour l'industrialisation galopante et ses dangers latents. Une génération plus tard, un poète communiste de la première heure, Louis Aragon, célèbre les noces du monde politique, social et industriel, dans *Hourra l'Oural* (1934), où l'on notera la pièce maîtresse «*Magnitogorsk*». Dans le contexte de la poésie de langue française du Grand-Duché de Luxembourg, c'est Paul Palgen,⁷ ingénieur de formation, employé de l'Arbed et de la Columeta SA. entre autres, qui convoque l'univers technologique de l'industrie du fer pendant les années fastes. Son recueil d'inspiration expressionniste *La Pourpre sur les crassiers* (Mézières, 1931) est comme le parangon francophone de notre poésie en phase avec l'aire industrielle.

L'univers romanesque

Toutefois, c'est à travers le roman que le lecteur pourra découvrir un traitement plus ambitieux et parfois plus différencié du sujet. L'espace romanesque, plus ample, plus totalisant, permet de juxtaposer les acquis prestigieux de l'industrie et les aspects moins glorieux qui en font partie également, notamment les conditions de travail, la démultiplication et le sort du prolétariat, l'asservissement de l'homme à la machine, etc. On en trouve des illustrations particulièrement poignantes dans les romans *Hard Times* (1854) de Charles Dickens et *Germinal* (1885) d'Émile Zola, qui ont tous les deux en ligne de mire l'industrie charbonnière, autre volet de l'industrie lourde. D'autre part, l'écriture romanesque a recours par définition à la prose – *prosa oratio*, discours qui va en droite ligne⁸ –, registre de la vie pratique, quotidienne, qui convient particulièrement bien à la représentation pragmatique d'une réalité envahissante comme l'industrialisation.

Les romans luxembourgeois de langue française du *corpus* de notre étude portent sur l'industrie du fer. Ils se distinguent par leur traitement du sujet où – bien que l'image de la sidérurgie s'articule aussi entre fascination pour le phénomène et approche critique des circonstances et des conséquences – se laissent déceler nombre de particularités de l'espace luxembourgeois que nous esquisserons sommairement avant de nous consacrer plus en détail au cœur de notre sujet.

6 Voir BOURG T., WILHELM F., *Le Grand-Duché de Luxembourg dans les carnets de Victor Hugo*, RTL éd., Luxembourg, [1985], pp.102-103.

7 Pour de plus amples informations sur les écrivains luxembourgeois et leur œuvre, voir WILHELM F., *Dictionnaire de la francophonie luxembourgeoise*, in: *La Francophonie du Grand-Duché de Luxembourg, numéro hors série des Cahiers francophones d'Europe centre-orientale*, Universités de Pécs (H) et de Vienne (A), 1999; GOETZINGER G. et alii, *Luxemburger Autorenlexikon*, Centre national de littérature, Mersch, 2007 (une version française de ce dictionnaire est en cours de préparation). Concernant le thème de la présente étude, voir WILHELM F., *Le Bassin minier luxembourgeois vu par des écrivains francophones*, in: *Galerie. Revue culturelle et pédagogique*, 1(1999), Differdange, pp.89-158.

8 *Le Nouveau Petit Robert de la langue française*, édition 2008, p.2050.

Pour des raisons que l'on connaît, l'essor de l'industrie du fer a été particulièrement significatif pour l'espace luxembourgeois dans toutes ses déclinaisons. La sidérurgie luxembourgeoise est bien antérieure à la révolution industrielle,⁹ mais ce n'est que vers la moitié du XIX^e siècle que se produisent les concours de circonstances heureuses à l'origine de son formidable envol et «[...] parmi lesquelles il y a lieu de relever la généralisation de l'emploi de la machine à vapeur, la redécouverte de la 'minette', la construction des chemins de fer, l'accession du Grand-Duché au 'Zollverein' allemand, et l'invention de Thomas-Gilchrist».¹⁰ Le procédé de Thomas pour la déphosphoration de la fonte aura même des incidences notables sur l'agriculture dans le Nord du pays.

Ces changements vont à leur tour déterminer en grande partie le devenir économique et social du Grand-Duché. En quelques décennies, l'essor industriel va transformer le pays agricole pauvre, aux structures arriérées, en un producteur sidérurgique à l'échelle mondiale.¹¹ Le recrutement massif d'une main-d'œuvre locale et surtout étrangère ainsi que l'esprit pionnier de quelques maîtres de forges donneront le coup d'envoi à d'importantes restructurations sociales. Ainsi, à l'émergence de la classe ouvrière pauvre correspond point par point la montée d'une bourgeoisie d'affaires d'un type qui serait, selon Gilbert Trausch, distinctif de la société luxembourgeoise: «L'extraordinaire essor sidérurgique donne naissance à un type particulier de bourgeoisie, celui des ingénieurs qui prend au Luxembourg une importance singulière. Ingénieurs et industriels s'alliant au monde du droit (avocats et notaires) forment des dynasties qui dirigent le Luxembourg d'avant le suffrage universel».¹²



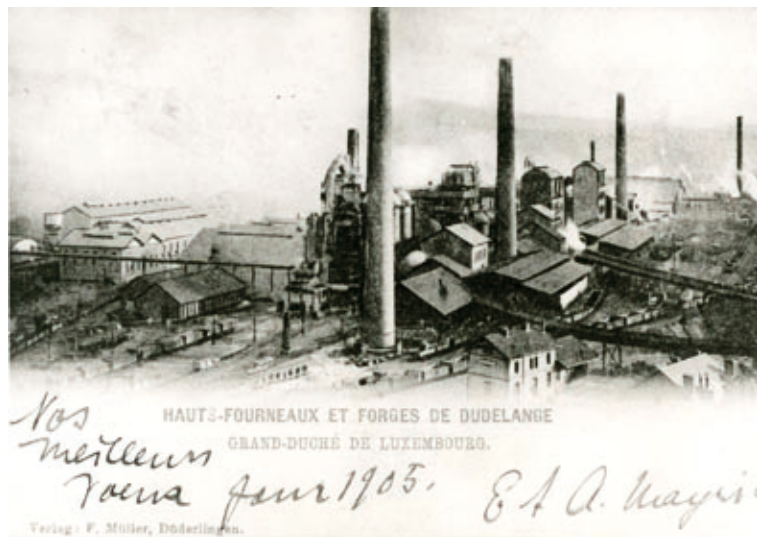
Portrait du maître de forges Émile Mayrisch dans la nouvelle aciérie des Arbed à Esch-sur-Alzette.
Photo: Camille Aschman. Photothèque de la Ville de Luxembourg

9 Dans son ouvrage *Un demi-siècle d'histoire industrielle 1911-1964*, Félix Chomé, dans un premier chapitre intitulé «Vocation sidérurgique du Grand-Duché de Luxembourg», fournit un bref aperçu historique de la fabrication du fer au Luxembourg. Commençant avec l'industrie primitive des Celtes et des Romains, enchaînant avec celle du Moyen Âge, l'auteur passe en revue le développement de nouvelles méthodes de fabrication aux XIV^e et XV^e siècles et l'apparition des premiers hauts fourneaux au XVII^e siècle. Voir CHOMÉ F. (dir.), *Un demi-siècle d'histoire industrielle 1911-1964*, ARBED – Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange, Luxembourg, 1964, pp.9-10; Voir aussi TRAUSCH G., *L'Arbed dans la société luxembourgeoise*, Arbed S.A. – Corporate Communications, Luxembourg, 2000.

10 CHOMÉ F. (dir.), op.cit., pp.12-13.

11 KIEFFER M., *La sidérurgie, pilier de la révolution industrielle*, in: ADMINISTRATION COMMUNALE D'ESCH-SUR-ALZETTE (éd.), *Esch-sur-Alzette, du village à la ville industrielle: art et révolution industrielle au Pays des Terres Rouges*, Imp. Kremer-Muller, Foetz, 1989, pp.9-16, ici: pp.9-10.

12 Gilbert Trausch est cité par KIEFFER M., MAAS J., SCUTO D., *La montée de la bourgeoisie d'affaires*, in: ADMINISTRATION COMMUNALE D'ESCH-SUR-ALZETTE (éd.), *Esch-sur-Alzette, du village à la ville industrielle ...*, op.cit., pp.19-21, ici: p.19.



Carte de vœux envoyée par Aline et Émile Mayrisch en 1905, ayant pour motif les hauts fourneaux et les forges de l'usine de Dudelange.
Photo: Marcel Schroeder. Photothèque de la Ville de Luxembourg

Une des figures les plus emblématiques en aura été Émile Mayrisch (1862-1928),¹³ dont la *vita* réunit les traits caractéristiques de certaines biographies (luxem)bourgeoises de l'époque. Mayrisch connut une carrière fulgurante: ses origines familiales – sa mère était née Metz –, son savoir-faire professionnel, son flair économique et ses capacités visionnaires lui permirent, les bonnes relations dans le milieu aidant, de gravir successivement et rapidement tous les grades de la hiérarchie industrielle, faisant de l'ingénieur-chimiste, puis du chef de la fabrication aux hauts fourneaux le directeur général technique de l'Arbed en deux décennies à peine. Inutile de rappeler que son énergie remarquable ne se limitait pas au seul domaine de l'industrie sidérurgique. Elle se déployait également dans l'initiative d'œuvres philanthropiques, intellectuelles¹⁴ et politiques qui ne découlaient pas rarement de ses contacts internationaux et dont la création du Comité franco-allemand d'Information et de Documentation issu de l'Entente Internationale de l'Acier est peut-être la plus belle illustration. Une vie pareille se prête bien comme matériel de roman et, effectivement, l'on retrouve des traits de ce maître de forges représentatif sous forme de portrait romancé dans certaines figures d'ingénieur.

Certes on peut s'étonner que la littérature luxembourgeoise de langue française ne comprenne pas de roman à thématique essentiellement industrielle, mais la sidérurgie en fournit néanmoins un sujet récurrent. Son traitement dans les romans de notre *corpus*, c'est-à-dire *Le Chevalier aux fleurs* de Willy Gilson (1929), *Sens unique* de Nicolas Ries (1940), *Les Désirs de Jean Bachelin* (1948) et *Piccolo* (1970) de Joseph Leydenbach, met en exergue, d'une façon plus ou moins explicite, la réception du phénomène par la société luxembourgeoise et ce à plusieurs égards. Tantôt le roman n'en traitera que la fonction symbolique, lorsqu'il s'agit d'exposer le devenir du pays par exemple; tantôt il retracera, en partie du moins, le développement de la sidérurgie locale et la façon dont elle a agi sur les restructurations de l'espace luxembourgeois tout en y étant mêlée.

S'il y a lieu de dire que la sidérurgie participe du mythe de la jeune nation luxembourgeoise, sa représentation en littérature se fait en grande partie en termes symboliques, économiques et esthétiques. Dès à présent on peut noter que ce sont ces aspects, en effet, qui l'emportent le plus souvent sur l'analyse circonstanciée de la vie et du travail des mineurs et des ouvriers sidérurgistes avec les contraintes, les misères, mais aussi les liesses et les compensations.

Il y a plusieurs raisons à cela. Une partie de l'explication se trouve dans les trames romanesques même des récits: la sidérurgie n'y est qu'un sujet parmi d'autres, avec lesquels elle se partage le devant de la scène selon les besoins de l'intrigue. L'autre partie de l'explication se trouve dans les biographies des auteurs: issus de la classe bourgeoise, ils n'étaient guère prédestinés à mettre leur plume au service d'une narration évoquant l'univers industriel. Comme nous l'apprend du moins l'évolution du roman d'industrie dans d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, ce privilège semblait réservé aux auteurs nés dans le milieu ouvrier.¹⁵

13 Voir SCHLUMBERGER J., *Émile Mayrisch*, in: [SCHLUMBERGER J., MEYER R.], *Émile Mayrisch – Précurseur de la construction de l'Europe*, Centre des Recherches Européennes, Lausanne, 1967, pp.9-15; GOETZINGER G., MANNES G., WILHELM F., *Hôtes de Colpach. Colpacher Gäste*, Catalogue de l'Exposition concernant les Mayrisch et dix de leurs invités montée au Centre national de littérature du 12.11.1997 au 20.02.1998, Centre national de littérature, Mersch, 1997, pp.9-18.

14 Si le cadre de notre étude ne nous permet pas de nous consacrer plus en détail à Aline Mayrisch-de Saint-Hubert, on ne saurait passer sous silence l'impact et l'importance de sa personne sur les œuvres intellectuelles et philanthropiques fondées par son époux. Pour plus d'informations, voir BOCK H.M., *Der Colpacher Kreis als unsichtbares Netzwerk der Eliten zwischen Luxemburg und Deutschland in der Zwischenkriegszeit*, in: *Galerie. Revue culturelle et pédagogique*, 3(2007), pp.333-388; SONNABEND G., *Die Bedeutung Colpachs für die deutsch-französische Verständigung nach dem Ersten Weltkrieg*, *Ibid.*, pp.389-402.

15 Au sujet du développement du genre du roman d'industrie en Grande-Bretagne vers la moitié du XIX^e siècle, Ian Haywood signale un point intéressant lorsqu'il note que les conventions même du roman bourgeois se

La vision d'un financier romancier

Les Désirs de Jean Bachelin et *Piccolo* de Joseph Leydenbach (1903-1997), font de l'industrie sidérurgique un simple détail de l'arrière-fond romanesque. Mais même si l'univers industriel n'est convoqué que rarement, les fonctions qui lui reviennent dans chaque roman n'en sont pas moins intéressantes.

Dans *Les Désirs* de Jean Bachelin, la sidérurgie remplit une fonction essentiellement situative ou indicative. En effet, dans ce roman qui raconte les périples et aléas de fortune de Jean Bachelin, issu de la bourgeoisie luxembourgeoise, la référence à l'industrie du fer permet de situer socialement la famille Bachelin dans le contexte local, où elle fait partie de ces dynasties qui dirigent le Luxembourg, évoquées plus haut. Achille Bachelin, le père du héros, est ingénieur et c'est à travers sa carrière au sein de l'entreprise que se révèle et se reflète l'essor de la sidérurgie luxembourgeoise au début du XX^e siècle. Lorsque, en 1917, ce personnage est promu «*ingénieur en chef de la principale société métallurgique du pays*»,¹⁶ cette promotion renvoie implicitement à l'Arbed et à la réussite fulgurante de l'entreprise dès sa création en 1911. Plus tard, lorsque Jean Bachelin retournera au Grand-Duché après ses multiples échecs à l'étranger, il intégrera le «Comptoir Minier et Métallurgique», dénomination sous laquelle se cache le *Comptoir Métallurgique Luxembourgeois* (Columeta) fondé en 1919/20.¹⁷ Pour Jean Bachelin, héros contradictoire et velléitaire, son emploi au Comptoir Minier et Métallurgique symbolise l'échec ultime. Méprisant au fond la bourgeoisie et tout ce qu'elle représente, il voit en elle surtout sa médiocrité intellectuelle: il a horreur d'intégrer ce cercle de «ronds-de-cuir» de ceux qui «*song[ent] à un avenir assuré, à ce ' plus tard ' des réguliers, des rangés, des honnêtes gens*»¹⁸ et sur l'autel duquel il lui semble devoir sacrifier ses rêves de révolté et de marginal. En l'occurrence, l'image négative que le héros associe aux «ronds-de-cuir» du Comptoir Minier et Métallurgique traduit son dégoût pour l'embourgeoisement et les idéaux de la classe sociale de laquelle il est issu.

Dans *Piccolo*, la référence à la sidérurgie n'est pas moins sommaire, mais dans ce texte lui incombe une toute autre fonction. L'introduction permet à l'auteur, juriste et économiste qui fut président du Conseil d'administration de la Banque Internationale à Luxembourg et fort impliqué à ce titre dans la vie économique du pays, de résumer l'histoire du Luxembourg sous forme de conte. L'industrialisation du pays s'y inscrit dans une longue liste d'événements saillants: «*C'était un petit pays. On ignore quand exactement, à quelques millions de lustres près, commencèrent à bouger les glaises primaires, quand s'apprêtèrent à monter des eaux et à descendre des arbres les premiers préhominiens*».¹⁹ Ainsi s'ouvre le prologue, où l'on voit défiler les chassés du paradis, les Ligures, les légions de César et des peuplades franques avant la migration des peuples. Sigefroid et Mélusine inaugurent l'époque des dominations étrangères successives.

prétaient mal à l'exploration de la condition ouvrière: «*The conspicuous generic feature of the industrial novel is its aesthetic failure to identify with the cause of the working class. In order to contain the threat of Chartism, the social experience of the unpropertied British proletariat is forced to conform to the dominant conventions of the bourgeois novel: individualism, romance and the property plot*». (Voir HAYWOOD I., 'Graphic Narratives and Discoveries of Horror': the Feminization of Labour in 19th century Radical Fiction, in: KNIGHT S., KLAUS G.H. (éds.), *British Industrial Fictions*, University of Wales Press, Cardiff, 2000, pp.5-23, ici: pp.5-6.) Cet échec esthétique qui caractérise les premières «industrial fictions» britanniques se constate aussi dans le roman français d'époque, dont *Le Maître de forges* (1882), roman populaire du Français Georges Ohnet, est encore une bonne illustration.

16 LEYDENBACH J., *Les Désirs* de Jean Bachelin, Corrêa, Paris, 1948, p.96.

17 L'ingénieur et poète francophone luxembourgeois, Paul Palgen (1883-1966), cité plus haut, a travaillé pour Columeta au Brésil au début des années 1920.

18 LEYDENBACH J., *Les Désirs* ..., op.cit., p.407.

19 LEYDENBACH J., *Piccolo*, La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1970, p.7.

Avant que ne retentissent les cris de guerre du XX^e siècle, l'ère industrielle vient changer le destin du petit pays: «C'est l'époque de la prospérité naissante; celle aussi des premiers pionniers. Ils firent du pays-enclume un 'don de fer'». ²⁰ Ce conte introductif culmine dans l'attention particulière prêtée aux événements qui ont secoué et balisé le XX^e siècle. Ainsi se trouve mis en évidence le titre du roman, *Piccolo*, qui renvoie au rôle dévolu au «pays des roses» ²¹ dans le concert des grands.

Pas plus que dans *Les Désirs de Jean Bachelin*, la sidérurgie ne joue de rôle véritablement moteur dans l'intrigue de *Piccolo*. Comme dans le premier livre de Joseph Leydenbach, elle n'intervient que vers la fin du roman où, au cours d'une conversation avec une belle inconnue, le héros Max Allar essaie d'expliquer à celle-ci le caractère du peuple luxembourgeois: «Le pays a été rude et pauvre. Par surcroît, en dehors et en dedans, il fallait toujours se défendre contre quelqu'un. Pendant des siècles, nous avons vécu chichement. [...] Nous sommes devenus âpres au gain, notre sort a été la lutte de tous les jours. Contre l'étranger nous avons créé des barrières militaires. Ce qui ne nous a jamais empêchés d'être envahis. Tout cela a durci nos muscles, mais sans doute aussi paralysé notre vie spirituelle». ²²

L'histoire du peuple luxembourgeois est ici appréhendée comme la lutte continue d'un pays pauvre pour lequel la découverte des gisements de minette marque un véritable envol: «Très tard sont venus les pionniers, nos pionniers à nous. Nous avons aussi nos pionniers. Le terrain broussailleux a été dégagé. Nous avons découvert des trésors et nous voilà devenus un pays riche. Mais la prospérité n'est que relative. Pour la maintenir, il nous faut jour par jour entraîner notre résistance, inventer, parfois improviser, parfois même imaginer des tours de passe-passe. Et puis, il y a les voisins, toujours les voisins. Nous risquons toujours d'être dévorés par l'histoire. Nous sommes des résistants nés». ²³ Quoique la référence à l'industrie du fer ne soit ici qu'oblique, elle participe néanmoins de la légende d'un peuple, que Max Allar tresse tout au long de son discours.

Dans *Piccolo*, nous retrouvons aussi le motif du paysage exploité et défiguré par l'industrie jusqu'à se transformer en site lunaire. Paradoxalement et à l'instar d'autres textes cités ci-dessous et utilisant le même motif, ce n'est qu'à travers sa violation que le paysage autrefois aride et stérile atteint à la beauté: «Il y a, au sud, les hauts fourneaux qui font la richesse du pays. Chère amie, chez nous, même les hauts fourneaux sont beaux. Tout autour, s'étend la terre rouge – notre Estérel. ²⁴ Et les bois, et les sous-bois, et les paysages lunaires, là où gisent les minières abandonnées et où poussent les fleurs sauvages». ²⁵ C'est à travers le prisme de l'exploitation et de la réussite économique, de la «richesse» donc, que la terre se voit attribuer une «beauté» que, visiblement, elle ne possède plus, étant donné le viol qu'elle a subi. ²⁶ Comme

20 Ibid., p.10.

21 Ibid., p.11.

22 Ibid., p.178.

23 Ibid., p.179.

24 La comparaison des Terres Rouges par rapport à l'Estérel provençal peut étonner: en effet, l'auteur ne se réfère pas ici au paysage époustouffant de ce massif montagneux, mais à ses colorations rougeâtres dues aux roches volcaniques qui le caractérisent.

25 LEYDENBACH J., *Piccolo*, op.cit., p.177.

26 L'image du haut fourneau et le motif du paysage violé invitent à la comparaison avec le poème épique «Le haut fourneau» (1844) de Théodore Weustenraad. Chez cet auteur belge d'inspiration saint-simonienne, la tour du haut fourneau revêt une symbolique distinctive. En pérorant sur les changements de signification de la tour au cours des âges, Weustenraad juxtapose les images de la tour comme lieu d'incarcération verticale des châteaux seigneuriaux, sujets de terreur pour les vassaux, à celle de la tour du haut fourneau, devenue, à l'âge de l'industrialisation, un symbole de gloire et de puissance au pied duquel s'écoule le métal frémissant qui se «fond en nappes de lait doré». Elle n'est plus désormais un signe de domination d'un homme sur ses sujets, mais en sa fonction de «fournaise géante, où le fer et la houille se dévorent entre eux», elle est censée «servir l'homme étonné sous de plus nobles formes, / et le rendre plus fort!» Par ailleurs, la défiguration du paysage, présentée comme un mal nécessaire, est rendue par un champ lexical analogue à celui utilisé par Leydenbach: «Plus loin, sous des monts solitaires, / respandit, troué de cratères, / un large tertre sans gazon [...], / Les champs, les

Nicolas Ries le suggère implicitement dans sa description de la «beauté» des Terres Rouges dès 1928, cet attrait ne repose alors plus sur des critères esthétiques: «*Au pittoresque paisible et mélancolique des sites ailleurs admirés, le Bassin minier du canton d'Esch oppose l'âpre beauté que crée l'activité industrielle. [...] Cette beauté n'est ni rétrospective ni romantique à la façon de celles des ruines et des paradis perdus; elle est faite de progrès et de confiance en l'avenir*».²⁷

Chez Leydenbach, l'image de la sidérurgie se résume donc à celle d'un vecteur de prospérité économique. Elle est considérée par rapport à ce qu'elle a pu apporter au pays, en termes de formation du caractère national et de richesse matérielle, sans que soit fait référence aux sacrifices humains ou écologiques qui sont à la base de cette aisance et de cette réussite industrielle.

Une lecture plus sociale de l'industrie du fer

Contrairement aux romans de Joseph Leydenbach, ceux de Willy Gilson (1891-1974) et de Nicolas Ries (1876-1941) donnent à lire des aperçus plus précis et plus détaillés sur la sidérurgie. S'ils ne lui accordent pas un rôle principal, elle occupe le devant de la scène au moins épisodiquement. Dans *Le Chevalier aux fleurs* de Willy Gilson, c'est dans le chapitre relatant l'histoire du père du héros, ouvrier modèle et travailleur infatigable, qu'en sont montrées les différentes facettes. À travers l'évocation des circonstances sociales de la vie ouvrière, des discussions au sein du conseil d'administration, le portrait d'un maître de forges à la fois paternel et exploiteur, le travail de l'ingénieur et son aménagement de l'usine, l'auteur réussit à en brosser un tableau réaliste et convaincant. Dans *Sens unique*, les quelques pages du chapitre intitulé «Au pays des Crassiers» suffisent à l'auteur pour exposer la place centrale qu'occupe l'industrie du fer à Aixalise, petite ville au Sud du pays, et pour illustrer son influence sur la vie des ouvriers, des mineurs et de la population extra-usinière ainsi que sa mainmise sur le paysage alentour.²⁸ Dans les pages qui suivent, nous allons nous concentrer sur la représentation des thèmes communs suivants: l'exploitation des petits propriétaires *versus* l'esprit entrepreneur des maîtres de forges et de particuliers dans l'acquisition des terrains ferrugineux, le sort des ouvriers face au bien-être des bourgeois, l'opposition entre sidérurgie et agriculture.

Dans leurs aperçus généraux de l'industrie du fer, Gilson et Ries esquissent un historique des premières exploitations, relaté, dans les deux cas, de façon similaire. Maîtres de forges et entrepreneurs indépendants achetaient des terrains en friche à prix très bas aux petites gens de la région des futures Terres Rouges, en spéculant sur les éventuels gisements de minerai de fer. Généralement, les gains accumulés grâce à l'exploitation de ces terrains s'élevaient à l'exponentiel par rapport au prix payé pour l'acquisition foncière. Les romans de Gilson et de Ries évoquent les deux aspects de ce trafic, c'est-à-dire la duperie «légale» et habituellement pratiquée aussi bien que l'audace des investisseurs qui osent l'aventure.²⁹

roches, les collines, / Portent des housses purpurines, / au lieu de verdoyants tapis [...]. Voir WEUSTENRAAD Th., *Poésies lyriques*, op.cit., pp.118-120; MICHAUX M., *Théodore Weustenraad (1805-1849)*, in: BERG Chr., HALEN P., *Littératures belges de langue française. Histoire & Perspectives (1830-2000)*, Le Cri, Bruxelles, 2000, p.49.

27 RIES N., *Au Pays des Terres Rouges*, in: RIES N., *Le Beau Pays du Luxembourg*, Éd. Robert Hausemer, Luxembourg, (1928), 1932, pp.138-156, p.138.

28 Pour des résumés plus complets de ces deux romans, voir les notices s'y référant dans le *Dictionnaire de la francophonie luxembourgeoise* de Frank Wilhelm, 1999 (op.cit.).

29 Dans son roman *Nannten Sie es Glück, Herr Direktor?* (LVB – Der Freundeskreis Luxemburg, ISP, Luxembourg, 1957), Pier Gind, alias Jean Friedrich, décrit comment les dirigeants de l'entreprise acquièrent les terres



Mineurs à l'entrée d'une minière vers 1900-1904. Dans cette photo on peut voir, en partie, la tenue traditionnelle des mineurs, décrite par Batty Weber (1860-1940) dans sa nouvelle *Bella Ghitta* (1889-1890): «Alle trugen die samtne Pluderhose, die kurze Jacke, unter welcher die roten Gürtelfransen hervorsehen und die hohen blanken Kanonstiefel, das Ideal des jugendlichen Minnetarbeiters. Breitkrämpige, weiche Filzhüte, welche im Nacken sitzend die Stirnlocken freiliessen, vervollständigten diese den italienischen Kamaraden abgeguckte Toilette» (WEBER B., *Bella Ghitta*, in: *Galerie*, 1(1990), pp.69-98, ici: p.72).
Photo: J. M. Bellwald, coll. Marcel Schroeder. Photothèque de la Ville de Luxembourg

Les descriptions de ces entreprises pionnières chez Gilson et Ries se lisent comme des variations sur ce qui nous semble être le texte source, c'est-à-dire l'essai *Au Pays des Terres Rouges* (1928) de Nicolas Ries justement. On notera entre autres l'épisode racontant les débuts de l'histoire à succès de M. Nicolas Kayser-Bock et de M. Auguste Metz:³⁰ «*Cependant le premier gisement de roche fut découvert en 1818 entre Esch et Rumelange. M. Auguste Metz, qui était fermier du haut fourneau de Berbourg, abandonna une première concession qu'il avait acquise dans la commune de Kayl; on n'en tira que des pierres pour fours de boulangers. Un géomètre français, M. Renaudin, reconnut la vraie nature de la mine et, après qu'on se fut consciemment moqué de son*

des fermiers possédant des terrains jouxtant ceux de l'usine. Même s'ils sont bien payés, le rendement de l'industrie n'est pas en rapport avec le montant offert aux paysans. À travers le personnage de Peter Schlupp, licencié en droit et révolutionnaire raté qui n'a su résister à l'offre faite par la direction de l'usine, est illustré comment celle-ci procède pour arriver à ses fins. Schlupp est, par contre, représenté comme ayant vendu son âme, étant donné qu'il sait très bien que la direction profite de l'inexpérience des paysans en ce domaine.

30 Dans son premier roman, *Le Chevalier aux Fleurs* (Éditions des *Cahiers luxembourgeois*, Luxembourg, 1929), Willy GILSON fait fréquemment et explicitement référence à l'essai psychologique *Le Peuple luxembourgeois* (P. Schroell, Diekirch, 1911) de Nicolas RIES, mais ne mentionne guère sa collection d'essais *Au Beau Pays du Luxembourg* (op.cit.). Des indices récurrents nous amènent cependant à supposer que Gilson avait connaissance de cet ouvrage de Ries.

utopie, M. Kayser-Bock transporta un jour une charretée de ces pierres à four à Eich – on ne songeait pas encore à bâtir une usine à Esch – et vit la première expérience couronnée d'un tel succès que la Société Auguste Metz et Cie acheta tous les terrains disponibles sur le territoire du village d'Esch. Ce fut le réveil de la sidérurgie luxembourgeoise par la découverte des gisements de minette».³¹

Gilson, qui avait fait entre autres à la Sorbonne des études commerciales, mathématiques, industrielles et administratives et fut employé de l'Arbed, allait retravailler cette version des faits. Il en fit une variation romancée, en la truffant de termes appartenant au conte de fée – miracle, gigantesque mine d'or, coup de baguette magique – tout en ayant soin de signaler la duperie coutumière commise envers les propriétaires naïfs ainsi que l'organisation de l'affaire sidérurgique comme entreprise familiale: *«Eloi Détreit s'enrichit comme par miracle. Un vieux célibataire de ses fournisseurs, sur le lit de mort, lui confia ce qui fut le rêve de ce brave homme; il lui conseilla d'acquérir tout le terrain situé dans la partie sud du petit pays, ce terrain recelant une gigantesque mine d'or sous forme de gisement de fer. Le vieux Détreit fit discrètement contrôler le fait, invita ses proches parents à réunir leurs économies et petit à petit acheta lopin par lopin de cette mauvaise terre aux petites gens, les propriétaires, 'pour une pomme et un morceau de pain', c'est-à-dire pour très peu d'argent. Une fois qu'il eut toute la contrée dans le sac, l'astucieux quincailleur fit donner le coup de pioche, lequel, semblable à un coup de baguette magique, allait bientôt couvrir le pays de toute une floraison de cheminées».³²*

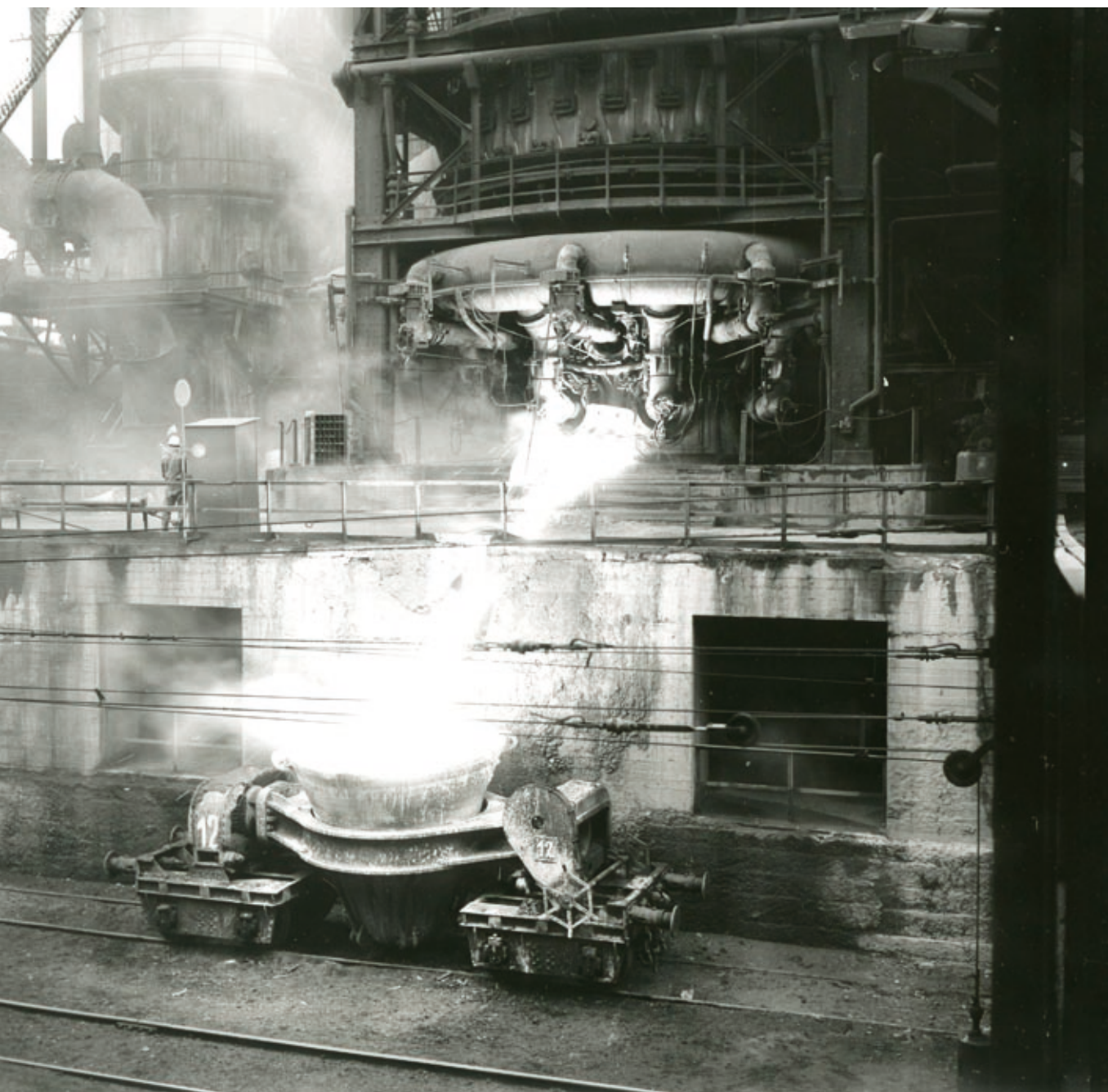
Dans *Sens unique* (1940), Nicolas Ries, fils d'agriculteur et professeur de français et de latin dans le civil, illustre le côté franchement opportuniste de l'entreprise pionnière par le truchement de l'histoire d'un personnage secondaire, Paul Vernot. Ce faisant, il va transformer l'historique de la découverte de la minette en récit d'enrichissement inouï. Vernot s'adresse à un géomètre pour prélever des échantillons de minerai sur un terrain d'une cinquantaine d'ares appartenant à ses parents. L'examen est positif et, faute du capital nécessaire, l'heureux héritier s'associe avec un vétérinaire, un marchand de farine, un agent d'assurances et un employé d'usine. L'exploitation s'avère être une vraie mine d'or, si bien que Vernot et ses associés y gagnent 750.000 francs – francs or français. Or, leur opportunisme rebute la morale et suscite la jalousie et la colère des braves gens et des travailleurs qui n'ont que la force de leurs bras comme capital: *«Ce fut une bénédiction et un scandale. [...] Les vieux ouvriers, qui travaillaient dans la mine depuis trente ans, s'en indignaient. Les jeunes ingénieurs, qui gagnaient moins d'argent en un mois que ces cinq dilettantes en un jour, étaient furieux. Les commerçants honnêtes se demandaient s'il n'y avait plus de justice en ce monde, disant qu'avec leurs calculs les plus méticuleux et leurs économies les plus strictes, ils n'arriveraient jamais à réaliser la centième partie de ces résultats. C'était la fin du monde, la fin de la moralité publique et de l'honnêteté privée».³³*

L'injustice faite aux petits propriétaires terriens et aux honnêtes gens n'équivaut en rien cependant au sort des ouvriers d'usine et des mineurs. Dans *Le Chevalier aux Fleurs*, la vie du père du héros en est emblématique à plusieurs égards. Fils de forgeron et orphelin à treize ans, il voit sa vie déterminée par l'usine dès sa plus tendre enfance. Le maître de forges, stylisé en figure paternelle, les privations dont souffre la famille de l'ouvrier en périodes de grand chômage et son accident mortel à l'usine, tous ces éléments composent la fresque d'une existence entièrement vouée à l'usine et dévorée par elle.

31 RIES N., *Au Pays des Terres Rouges*, op.cit., p.143.

32 GILSON W., *Le Chevalier aux Fleurs*, Éditions des Cahiers Luxembourgeois, Luxembourg, 1929, pp.37-38.

33 RIES N., *Sens unique*, Éditions des Cahiers Luxembourgeois, Luxembourg, 1940, pp.101-102.



*Coulée de la fonte sortant d'un haut fourneau qui passe par une rigole avant de se déverser dans une lingotière. (1965)
Photo: Marcel Schroeder. Photothèque de la Ville de Luxembourg*

Gilson se fait le porte-parole des ouvriers et derrière les tirades engagées de la voix auctoriale, on croit deviner les frustrations de l'ancien employé de l'Arbed. Si l'histoire de l'ouvrier exemplaire évoqué par Gilson peut paraître emphatique, voire hyperbolique par endroit, cela n'amoindrit en rien sa valeur documentaire pour la condition humaine du prolétariat ouvrier. Le ton du narrateur est affirmatif et sans équivoque lorsqu'il fait du travailleur *«une bête de somme»*³⁴ et présente son destin comme celui des *«esclaves modernes»*.³⁵ L'injustice sociale qui réduit

³⁴ GILSON W., *Le Chevalier ...*, op.cit., p.48.

³⁵ Ibid., p.49.

les ouvriers à leur condition misérable est un sujet qui lui tient à cœur et il condamne fermement l'absence de prise en charge sociale du prolétariat. Sur l'exemple de son ouvrier modèle, il illustre les conséquences désastreuses de la stratégie de l'entreprise de fonderie sur la vie quotidienne des mineurs et de leurs familles confrontés à des périodes de chômage partiel ou total. L'ire du narrateur se dirige alors contre les structures sociales manquantes dans un État en apparence peu concerné par le sort de la classe ouvrière et accusant un retard sérieux par rapport aux réformes engagées en faveur des travailleurs en Allemagne et en France: «*Dans le pays, où la moindre œuvre d'appui social était inexistante, dans le pays, où l'État, à l'instar des patrons, ne s'occupait point des chômeurs, des accidents, des maladies, de la vieillesse des ouvriers, mais où ceux-ci étaient tout simplement considérés comme une espèce de bête de somme qui ne coûte rien et dont on a l'embarras du choix, le regard de ces pauvres gens se portait au-delà des frontières*».³⁶

Par ailleurs, le narrateur ne manque pas de critiquer les mesures patronales qui visent à réduire la rémunération de l'ouvrier en fonderie: «*Le travail aux pièces ayant rapporté à l'ouvrier des salaires relativement élevés, en vertu de sa supériorité professionnelle, de son activité prodigieuse et de sa rare force physique, on essaya bientôt de le mettre au travail à la journée, mais devant un mouvement de franche révolte contre cet effet classique du procédé patronal, on se contenta de réduire les prix des pièces*».³⁷ Il évoque aussi la hiérarchie sociale qui existe à l'intérieur de l'entreprise même et met en question la méritocratie qui semble privilégier les employés-commis aux dépens des ouvriers-mineurs: «*Est-ce donc plus difficile et plus méritoire d'apprendre à dresser une facture, d'établir une quittance, de porter un chiffre tantôt à gauche, tantôt à droite de la page, d'accuser la bonne réception d'une correspondance et de soupeser le degré de platitude de la phrase finale d'une lettre? Est-ce donc plus difficile et plus méritoire cela que d'apprendre pendant de longues années à manier les trente-six outils pour contraindre le sable aux caprices des moules, à donner des coups de lime d'une main experte, à forger et à tremper un outil, à façonner au tour mille organes en déroulant le métal par pellicules de la minceur d'un souffle, ou tout simplement à boucher et à déboucher un haut fourneau?*»³⁸

Des trois auteurs francophones luxembourgeois de notre *corpus*, Gilson est le seul qui emmène le lecteur au sein même de l'usine: au travers de ses descriptions de la halle de coulée, on peut imaginer la puissance des machines à vapeur dont la force motrice actionne, dans les ateliers, perceuses, fraiseuses, taraudeuses, mortaiseuses, planeuses et coudeuses; imaginer aussi le savoir-faire des ouvriers en fonderie et voir l'impressionnant crassier où se déverse le laitier des hauts fourneaux.³⁹

Dans le court chapitre «Au Pays des Crassiers» de *Sens unique*, le regard de Nicolas Ries embrasse d'abord l'aire de la sidérurgie «aixoise»⁴⁰ à partir d'une perspective de vol d'oiseau. À travers les yeux de Paul Vernot, le lecteur est invité à contempler le paysage industriel du Sud du pays et le «spectacle féérique» qui se déroule entre le Mont Soleuvre et les usines d'Athus, Rodange, Mont-Saint-Martin, Audun-le-Roman, Dudelange et Thionville, étendue couverte par un ciel où «des gerbes d'étincelles emmêlées de bouillons fauves» se fondent aux «panaches de fumée, [aux] bouquets de

36 Ibid., p.48.

37 Ibid., p.44.

38 Ibid., p.36.

39 Ibid., pp.38-39.

40 Selon la mode des francophones luxembourgeois dans l'entre-deux-guerres, Nicolas Ries francise les toponymes germaniques du pays: Esch[-an-der-Alzicht] devient *Aixalïse*, comme plus haut, l'adjectif dérivé, en l'occurrence, étant *aixoïis* et le nom de l'habitant – voir plus loin – étant l'*Aixoïis*.

*fleurs de flammes et [aux] milliers de lumières multicolores et clignotantes [qui] embrasaient l'horizon».*⁴¹ Graduellement, le regard descend vers la plaine, vers le crassier et les pains de laitier, vers les flots des fournaies et les gueules béantes des hauts fourneaux. À la vue s'ajoutent les bruits assourdissants émis par les moteurs auxquels se mêlent les sifflements stridents des locomotives, le crissement des freins et le cliquetis des wagonnets dévalant les talus des mines à ciel ouvert. Le regard s'arrête enfin dans le labyrinthe des galeries en sous-sol qui s'étend bien au-delà des frontières, où il incombe comme tâche au lecteur de deviner le travail d'Hercule effectué par les mineurs: «[...] il y a la ville souterraine, des minières étagées poussant leurs ramifications dans les entrailles de la terre de France, où des légions d'ouvriers accourus de tous les coins du globe creusent leurs terriers à coups de perforatrices et d'explosifs terrifiants».⁴² Suit enfin un bref arrêt sur image illustrant «le pain quotidien» dur et dangereux des travailleurs, les épreuves de leurs femmes et le sort prédéterminé de leurs enfants: «Il y a les mineurs aux joues hâves, aux fronts butés et aux âmes dures, peinant sous la menace des voûtes disloquées, mutilés, écrasés par les rocs projetés au loin par une mine immiséricordieuse. Il y a les mères, qui, dans des logis étroits et sans grâce, triment dur pour sustenter la vie d'une marmaille indocile, ignorent les douceurs des choses inutiles et belles. Élevés loin des regards menaçants de leurs pères rivés à la montagne, des enfants pâles aux grands yeux sombres marqués par la fatalité sont poussés vers la vie laide et méchante comme des troupeaux vers l'abattoir».⁴³

La description du travail dans la «mine immiséricordieuse» s'arrête là, mais ses «effets» les plus lugubres se trouvent implicitement indiqués, sous forme de synecdoque, dans le monument à la mémoire des camarades morts dans la mine que les mineurs d'Aixalaise ont construit: «[...] à proximité du Mont St. Jean, [où] une humble statue de la Vierge attirait des milliers de mineurs italiens et polonais. [...] Il y en eut qui parlaient d'une cathédrale à édifier en cet endroit privilégié tandis que les ouvriers mineurs préconisaient l'érection d'une lanterne des morts comparable à celle de la 'Colline inspirée'⁴⁴ en l'honneur des 5000 victimes du travail tombées sur les chantiers souterrains et ailleurs».⁴⁵

À cette évocation du monde ouvrier s'oppose la description de la population «extra-usinière» d'Aixalaise, ce qui donne lieu à un grand contraste. Il s'agit bien de deux classes d'hommes différentes, qui, outre le fait d'habiter la même ville, n'ont apparemment rien d'autre en commun. «Un Aixois», lit-on dans le roman, «n'a pas le temps d'être ridicule. Il n'est l'esclave ni des conventions ni des traditions ni d'aucune mécanisation». Mais qu'en est-il de l'ouvrier mineur aixois, qui, bon gré mal gré, est pris au piège par la mécanisation des procédés de production? Il ne lui est pas permis de se compter parmi le groupe élu des Aixois extra-usiniers qui profitent allégrement des fruits du labeur d'autrui: «En ces longues soirées d'arrière-saison, la population extra-usinière de la ville est comparable aux bateaux de pêche couchés sur le flanc dans le bassin d'échouage ... Car le fer n'est qu'un moyen, dont la fin est le bonheur d'un petit peuple».⁴⁶ Cette dernière phrase est bien trompeuse parce qu'il est évident qu'elle ne peut s'appliquer qu'à une couche privilégiée de la population.⁴⁷

41 RIES N., *Sens unique*, op.cit., p.104.

42 Ibid., p.105

43 Ibid.

44 Allusion au roman du même titre de Maurice BARRÈS, *La Colline inspirée* (Plon, Paris, 1913), qui se réfère à la colline de Sion en Lorraine, où trois prêtres catholiques d'inspiration mystique fondent au début du XIX^e siècle un institut religieux dédié au renouveau spirituel.

45 RIES N., *Sens unique*, op.cit., p.11.

46 Ibid, p.106

47 Voir aussi à ce sujet le poème «Arbeiter» de Nicolas Welter, où il est explicitement fait référence à ce que la société (luxembourgeoise) doit à ses ouvriers et mineurs: «Von dem Glück, das Euch geschuldet, / Kommt Euch kaum ein Quentchen ein; / Wer, wie Ihr, für andre duldet, / Dem muss doppelt man verzeihn. / Eure Bettlerblöße richtet / Uns das Mahl der Üppigkeit / Und aus Euren Knochen schichtet / Ihre Grösse unsre Zeit». Cf. WELTER N., *Hochofen – Ein Büchlein Psalmen*, Paul Schroell, Esch/Alzette, 1916, p.57.

Agriculture versus culture industrielle

Une autre thématique commune aux romans évoquant l'industrie se trouve aussi dans les romans luxembourgeois: la dichotomie entre agriculture et sidérurgie. Dans son roman *Nannten Sie es Glück, Herr Direktor?* (1957), Pier Gind, décrit justement les changements incisifs qui s'opèrent dans le petit village agricole de Walddorf suite à l'implantation d'une industrie sidérurgique dans les parages. Le caractère du patelin se perd, non seulement parce que les terres alentour sont mangées par l'usine ou parce que les jeunes fermiers abandonnent l'exploitation familiale pour des emplois plus lucratifs à l'usine, mais encore parce que la présence des étrangers, accourus parfois de loin,⁴⁸ met un terme à l'idylle campagnarde d'autrefois.⁴⁹ Pour Nicolas Welter par contre, la désertion des terres agricoles est dans l'air du temps. Dans son poème *An das Land der roten Erde*, il célèbre l'avènement de la sidérurgie luxembourgeoise au début du XX^e siècle:

*«Mir behagt in dem Gefilde,
Wo der Mensch mit eigener Kraft
Diese Erde nach dem Bilde
Seiner Wünsche neu sich schafft.
Nicht die Flur kommt ihm genügen
Für die Saat der Gegenwart;
In die Tiefe will er pflügen,
Wo das Erz der Ernte harrt».*⁵⁰

Chez Gilson, l'agriculture reste un refuge lorsque l'usine licencie ses ouvriers à l'occasion de périodes de grand chômage ou de chômage partiel. Le retour vers la terre nourricière permet aux ouvriers, s'ils ont la chance de posséder un lopin cultivable ou pâturable, de pourvoir à leur survie et à celle de leurs proches: *«Résignée, la petite famille alla vers la terre, et la terre, toujours accueillante, avec l'appui des parents de la femme, lui permit de ne pas mourir de faim».*⁵¹ Mais l'appel de l'usine est fort et tentant, face à son attrait, l'agriculture ne semble plus pouvoir faire le poids: *«Cependant, au milieu des champs d'or, sous la coupole azurée, dans le recueillement champêtre, où l'ouvrier travaillait comme un paysan de race, il avait la nostalgie de son usine, de ses fournaies, de ses bruits innombrables».*⁵²

C'est finalement Nicolas Ries qui se fait le défenseur de l'agriculture. À travers différentes situations romanesques, il esquissera ce qui s'apparente à un traité rustique, soulignant le lien mystérieux, ancestral, sacré que le laboureur doit avoir à la terre qu'il travaille: *«Comme si l'agriculture était un métier et qu'on apprend. Non, [...], l'agriculture ne s'apprend pas comme la cordonnerie ou la serrurerie. Ce n'est ni un métier ni une science ni un art. C'est un don du ciel et un héritage des générations. C'est le sang de nos cœurs et le sang de notre race. Si vous ne l'avez pas dans le sang, vous ne serez jamais qu'un gâche-métier et un lamentable singeur [sic] de rites séculaires».*⁵³

48 C'est notamment lors des fêtes traditionnelles du village que la présence des étrangers dérange les autochtones: *«Und doch war schon ein fremder Zug und Ruch darin. So viele unbeteiligte Gesichter sahen aus ungeschmückten Barackenfenstern auf den feierlichen Umgang, und braune Kinder in verschmutztem Werktagsgewand liefen nebenher, und ihre fremden Augen bezeugten: Was heisst das alles? Wir verstehen das nicht».* Cf. GIND P., *Nannten sie es Glück ...*, op.cit., p.96.

49 *«Was war Walddorf ohne die Schmelz? Ich frage Sie allen Ernstes. – Ein stilles, friedliches Sonntagsplätzchen».* Ibid., p.146.

50 WELTER N., *An das Land der roten Erde*, in: WELTER N., *Hochofen ...*, op.cit., pp.5-6.

51 GILSON W., *Le Chevalier ...*, op.cit., p.43.

52 Ibid., p.43.

53 RIES N., *Sens unique*, op.cit., p.51.



*Idylle campagnarde avec, à l'arrière-fond, l'usine et les baraques des ouvriers des Arbed à Esch-sur-Alzette. (1955)
Photo: Marcel Schroeder. Photothèque de la Ville de Luxembourg*

Comme le sacré et le profane, l'agriculture et l'industrie s'opposent irrémédiablement, sans point de convergence. Dans *Sens unique*, c'est le Père Beauvent, vieux fermier et patriarche du village agricole de Berville, qui tranche, expliquant en quoi les rapports différents que l'industriel et le paysan entretiennent avec la terre les tiendront toujours à part l'un de l'autre: «*Le paysan tel que je le conçois est juste le contraire d'un industriel. Il fait travailler la terre alors que celui-ci met en mouvement ses machines et ses mécaniciens. Pour lui, pas de calculs savants, pas de conjonctures à exploiter, pas de besoin à créer et à imposer par des inventions toujours renouvelées. Le paysan ne connaît qu'une méthode, celle que lui enseigne la terre et le soleil dans leurs révolutions saisonnières*».⁵⁴

Un autre sujet que l'on trouve brièvement mentionné dans nos romans et qui touche à l'histoire de la sidérurgie luxembourgeoise est le positionnement de l'industrie luxembourgeoise du fer pendant la Première et avant la Deuxième Guerre mondiale. Si l'entrée du Grand-Duché dans le *Zollverein* en 1842 a été des plus bénéfiques et déterminantes pour le développement économique du pays, cette relation étroite avec l'Allemagne sera, par la suite, à l'origine des difficultés auxquelles le pays neutre devra faire face dans l'engrenage des deux conflits européens. À l'aube de la Première Guerre mondiale, le Luxembourg se trouve, du fait de sa coopération industrielle et économique et de sa dépendance vis-à-vis des matériaux, des capitaux et du savoir-faire scientifiques allemands, dans une situation fort compromettante.⁵⁵

C'est avant tout le facteur économique qui incite le patron de l'Arbed, Émile Mayrisch, à continuer – contrairement aux résolutions prises par d'autres usines sidérurgiques sur le territoire luxembourgeois – la production pendant la durée du premier conflit mondial. Il invoque l'intérêt des ouvriers et l'État, qui le seconde, pense ainsi pouvoir prévenir une sérieuse perte de recettes budgétaires et échapper au chômage massif d'une partie de la population autochtone. Ces raisons économiques internes n'ont guère de poids dans l'interprétation des Alliés quant aux décisions prises par les dirigeants économiques et politiques luxembourgeois, comme l'explique Gilbert Trausch: «*Dès le départ il est clair pour tous les intéressés, y compris les Alliés, que la production sidérurgique luxembourgeoise sert la cause de l'Allemagne et est donc difficilement compatible avec les exigences de la neutralité*».⁵⁶

Même si le cadre de la présente étude ne permet pas d'approfondir la question, les allusions dans les romans méritent que l'on s'y attarde un moment. Dans *Les Désirs de Jean Bachelin*, cet épisode historique se résume à une seule phrase prononcée au passage par une tante du jeune Bachelin. À l'occasion d'une promotion importante du père du héros au sein de l'entreprise, la tante fait remarquer d'une façon suffisante au fils: «*Si j'avais un auteur comme celui-là, fabriquant des canons pour les boches ...*».⁵⁷ Ce propos suffit pour renvoyer au clivage qui

54 Ibid., p.64.

55 Le roman *Continuez à mourir* (1959) du diplomate et membre de la Commission européenne Albert Borschette (1920-1976) prend comme thème, entre autres, la collaboration au Luxembourg pendant la Seconde Guerre mondiale. L'époque de la coopération germano-luxembourgeoise dans le *Zollverein* y est stylisée, dans les propos cyniques d'un personnage collaborateur, comme préparant à une collaboration économique qui serait à envisager pendant l'occupation de 1941-1944: «*Pour nos industriels et nos commerçants, l'époque la plus prospère fut le Zollverein, l'Union économique avec l'Allemagne. Nous produisons l'acier, l'Allemagne livre le charbon, voilà la collaboration qui convainc! C'est un argument matérialiste, mais nos compatriotes y sont assez portés. Pourquoi ne pas faire du Luxembourg l'intermédiaire économique entre la France et l'Allemagne? Avant la guerre, il espérait devenir une plaque tournante intellectuelle, un pays qui n'a pas de vie intellectuelle! Mais il a une activité économique considérable. Ses habitants n'hésiteront pas à mettre cette puissance au service de l'Allemagne, s'ils en tirent profit. Insensiblement, leurs réticences disparaîtront. Ce n'est qu'en raisonnant économie qu'ils penseront allemand*». Cf. BORSCHETTE A., *Continuez à mourir*, De Rache, Aalter, 1959, pp.115-116.

56 TRAUSCH G., *La stratégie du faible. Le Luxembourg pendant la Première Guerre mondiale (1914-1919)*, in: TRAUSCH G. (éd.), *Le rôle et la place des petits pays en Europe au XX^e siècle*, Nomos Verlag-Braylant, Baden-Baden-Bruxelles, 2005, pp.45-177, ici: p.99.

57 LEYDENBACH J., *Les Désirs ...*, op.cit., p.96.



Photo: Archives du Luxemburger Wort

divisait le peuple luxembourgeois concernant la question de savoir s'il fallait ou non continuer l'activité sidérurgique sous l'occupation allemande en 1914-1918. Par ailleurs, cette phrase provocatrice met l'accent sur la position ambiguë de l'industrie du fer pendant le conflit, étant donné que sa production pourvoyait indirectement à l'effort de guerre allemand.⁵⁸ Ce point est évoqué également dans *Sens unique*, mais alors dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale.⁵⁹

58 À propos du contingent luxembourgeois dans la production du matériel de guerre allemande, l'abrégié de Gilbert Trausch est informatif, tant par ce qu'il explique que par ce qu'il implique: «Les autorités luxembourgeoises ont toujours affirmé que les usines luxembourgeoises ne fabriquaient pas de matériel de guerre. Ce n'est vrai qu'en partie». Passant en revue les différentes usines sur le territoire luxembourgeois, il cite surtout des sources concernant la production d'obus ou du matériel destiné à la production d'obus (André Duchscher et Co. et Gelsenkirchen), des tubes-rondins en métal destinés aux tranchées allemandes et sur la fabrication de matériel de chemin de fer (Paul Wurth et Arbed). «Sollicitée en 1915 par les autorités allemandes de fournir de l'acier à obus (Granatstahl), l'Arbed refuse, invoquant les obligations de neutralité du pays, mais se déclare prête à augmenter dans la mesure du possible la production de ce genre d'acier dans son usine de Burbach, située dans la Sarre, et cela 'ohne Rücksicht auf die Kosten'. Il reste que les usines au Luxembourg tant luxembourgeoises qu'allemandes, ces dernières sans doute avec plus de zèle, fournissent à l'Allemagne des produits dont elle a besoin pour soutenir son effort de guerre, même si ceux-ci ne servent pas directement à des fins militaires (p.ex. rails, traversins, poutrelles, etc.)». Voir TRAUSCH G., *La stratégie du faible ...*, op.cit., p.101.

59 Pour la situation de la sidérurgie luxembourgeoise pendant la Seconde Guerre mondiale, voir entre autres les sources suivantes: KRIER É., *Die Luxemburger Schwerindustrie unter der deutschen Besatzung 1940-1944*, in: LUCZA C., TOPOLSKY J. (dir.), *Studia Historiae Oeconomicae*, vol 14., Poznan, 1979, pp.77-85; KRIER, É., *La sidérurgie au Luxembourg pendant la Seconde Guerre mondiale*, in: *Les cahiers lorrains*, 1(1989), pp.59-68; CHOMÉ F. (dir.), *Un demi siècle ...*, op.cit., pp.351-364; DOSTERT P., *Luxemburg zwischen Selbstbehauptung und nationaler Selbstaufgabe. Die deutsche Besatzungspolitik und die Volksdeutsche Bewegung 1940-1945*, ISP, Luxembourg, 1985; MAAS J., *Le groupe sidérurgique ARBED face à l'hégémonie nazie – Collaboration ou résistance?*, in: ARCHIVES NATIONALES DE LUXEMBOURG (éd.), *Collaboration: Nazification? Le cas du Luxembourg à la lumière des situations française, belge et néerlandaise*, Actes du colloque international en mai 2006, Archives Nationales de Luxembourg, CEGES Bruxelles, Luxembourg, 2008, pp.340-373; MAJERUS B., *Kollaboration in Luxemburg: die falsche Frage?*, in: [Collectif], *... et wor alles nêt esou einfach. Questions sur le Luxembourg et la Deuxième Guerre mondiale*, Publications scientifiques du Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg, Luxembourg, 2002, pp.126-142.

Dans son roman, Ries souligne bien le fait que, si la sidérurgie connaissait un véritable boom pendant les années trente, celui-ci est nécessairement vu comme un signe de mauvais augure: «L'année 1937 fut fameuse entre toutes dans les annales des exploitations minières. L'Allemagne hâtait ses armements et stockait tous les minerais qu'elle pouvait acheter.⁶⁰ [...] L'Allemagne achetait tout pour ses fortifications de l'Ouest, pratiquait des stockages de panique, où la terre gréseuse tenait autant de place que la roche ferrugineuse».⁶¹ Les appréhensions par rapport au conflit qui se dessinait déjà à l'horizon sont palpables et on reste incrédule devant le cruel revers de fortune qu'il est susceptible de provoquer: «Et dire que quelques tonnes d'explosifs lancées du haut de ce ciel d'apothéose suffiraient à anéantir l'œuvre de plusieurs générations et les espoirs de tout un peuple! Mais non, cela ne sera pas! Il faudrait maudire le fer sorti des entrailles de ces montagnes si, après avoir fait concevoir des rêves de bonheur si éminemment justifiés, il ne devait servir qu'à la destruction totale!»⁶²

Le démiurge technicien

Cet aperçu sur la représentation littéraire de la sidérurgie resterait incomplet si on ne mentionnait pas l'image de l'ingénieur qui s'y révèle. À ce sujet encore, les exemples n'abondent pas, mais les images puisées dans *Le Chevalier aux Fleurs* et *Nannten Sie es Glück, Herr Direktor?* permettent de repérer quelques types de cadres techniciens dont les traits sont déterminés par les besoins de l'intrigue ou par le message général que l'auteur voulait faire passer et apparaissent par conséquent comme «construits».

Dans le roman de Gilson l'on trouve le portrait de l'ingénieur Hubert Bertrang, qui, grâce à la veine hyperbolique de l'auteur, prend un singulier relief. Sorti de l'École centrale et ayant parachevé sa formation dans des stages prolongés en Angleterre, aux États-Unis et en Allemagne, Hubert Bertrang est engagé par la Société Luxembourgeoise de l'Union Sidérurgique. Acculée à la ruine par une direction incapable, la SOLUS accueille le jeune ingénieur à bras ouverts. Son plan de restructuration de l'usine prévoit la création d'une centrale électrique, l'aménagement de fours électriques et d'une aciérie électrique. Si ce plan audacieux fait se lever quelques éminents sourcils au sein du conseil de gouvernance, les propositions de l'ingénieur reçoivent le feu vert. Sa réception n'est pas moins favorable parmi les ouvriers qu'il traite en égaux: «Cette besogne l'amena à poser des questions aux ouvriers et aux employés. Elles étaient claires et nettes, proférées d'un accent qui ne variait pas des uns aux autres, lequel était le même qu'on avait entendu dans la salle du conseil d'administration».⁶³

60 Les prétendus «approvisionnements de guerre» effectués par les usines de la Ruhr relèvent en réalité du mythe. Nous savons aujourd'hui que les achats massifs opérés en 1937 auprès des minières luxembourgeoises vont main dans la main avec une chute plus ou moins équivalente des commandes de minette placées auprès des exploitants lorrains. Le changement de fournisseurs s'explique. Il est en relation directe avec le renchérissement des minerais français par suite de l'avènement du gouvernement du Front populaire et des mesures sociales coûteuses adoptées par lui. Cf. KNEBELER Chr., *Les minettes luxembourgeoises et lorraines face à la crise de l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, mémoire de master inédit, Luxembourg, 2006, pp.136 sqq.

61 RIES N., *Sens unique*, op.cit., pp.100-101.

62 Ibid., p.107.

63 GILSON W., *Le Chevalier ...*, op.cit., p.57.

Mais l'image de l'ingénieur idéal ne s'arrête pas là. Il s'engage pour le compte des ouvriers et des mineurs. À lui de «[...] préconiser la création d'œuvres de secours aux accidents, à la vieillesse, en attendant que l'État eût parlé, tout cela, ce fut le complément logique et indispensable des réalisations que se proposait le jeune chef». ⁶⁴ Il demande par ailleurs à la SOLUS l'amélioration de la condition de ses travailleurs. C'est sous le portrait de cet ingénieur modèle qu'il est possible de déceler les traits d'un Émile Mayrisch. Étant donné son savoir-faire technique et son engagement philanthropique, «Hubert Bertrang incarnait à la fois le chef d'industrie rêvé et une sorte de Messie social [...]». ⁶⁵ Ses antagonistes sont au nombre de deux: Boniface Baudruche, revenu de ses études en Allemagne sans diplôme, commence dès son élection au poste de directeur général à contrecarrer les projets de restructuration amorcés par Bertrang et à discréditer ses œuvres de bienfaisance devant le conseil de gouvernance; le Prussien Doktor-Ingenieur Fritz Langbein, acolyte de Baudruche, contribue au discrédit professionnel de l'ingénieur Bertrang au sein de l'usine. En raison de leurs manigances, ces deux ingénieurs sont indirectement responsables de la mort tragique de Bertrang.

Dans *Nannten Sie es Glück, Herr Direktor?*, ⁶⁶ l'ingénieur Otto Wager, également de nationalité allemande mais sans que lui soient attribuées les mêmes caractéristiques nationales qu'à Langbein, est décrit comme l'incarnation du Mal: sans scrupules, il ne pense qu'en termes économiques. Son propre intérêt l'emporte sur celui de l'usine et il ne se soucie guère des conséquences que ses actes intéressés peuvent avoir pour la communauté villageoise.

L'opposition, dans le roman de Gilson, entre l'ingénieur vaillant et luxembourgeois et l'ingénieur méchant et allemand ainsi que l'image défavorable de l'ingénieur allemand chez Gind ne peuvent s'expliquer suffisamment par la prussophobie qui régnait à l'époque où les romans ont été écrits. Il ne faut surtout pas oublier que, comme Gilbert Trausch le souligne: «Les conditions dans lesquelles le Luxembourg fait sa révolution industrielle entraînent une forte dépendance de l'Allemagne». ⁶⁷ Cette dernière ne fournit pas seulement la majeure partie du combustible mais, ce qui est plus important encore, des capitaux, une main-d'œuvre et du savoir-faire scientifique indispensables. La fréquence de figures d'ingénieurs allemands dans le roman luxembourgeois correspond donc à une réalité historique et sociale concrète.

La mythologie au service de la représentation de la sidérurgie

Un dernier élément qui mérite considération dans notre analyse de l'image de la sidérurgie en littérature est le paradigme du champ lexical féérique et mythologique récurrent dans les descriptions en rapport avec l'industrie du fer. Ceci n'est point une particularité de la littérature luxembourgeoise, ces champs lexicaux et références mythologiques se retrouvent également dans d'autres textes faisant l'éloge de l'industrie.

⁶⁴ Ibid., p.58.

⁶⁵ Ibid., p.60.

⁶⁶ Selon d'autres, la biographie d'Émile Mayrisch aurait servi de modèle à l'image de l'ingénieur dans le roman de Gind. Voir, à ce sujet, la notice sur Jean Friedrich dans le *Luxemburger Autorenlexikon* et celle de Charles Barthel dans sa contribution sur Émile Mayrisch. Cf. BARTHEL C., *Émile Mayrisch*, in: KMEC S., MAJERUS B., MARGUE M., PEPORTE P. (éd.), *Lieux de mémoire au Luxembourg. Erinnerungsorte in Luxembourg*, Éditions Saint-Paul, Luxembourg, 2007, pp.97-102, ici: p.97.

⁶⁷ TRAUSCH G., *Le Luxembourg. Émergence d'un État et d'une nation*, nouvelle édition revue et augmentée, Fonds Mercator, Bruxelles, 2007, en l'occurrence le chapitre *L'heure allemande*, pp.279-282, ici: p.279.



«Aux pieds des hauts-fourneaux, le long des sources lentes
de laitier et de fonte, on voit de loin des corps
traversés de rayons, étoilés d'or, autant
que s'ils étaient en paradis.» (Paul Palgen, *La Pourpre sur les crassiers*, 1931, p.41.)

Photo: Marcel Schroeder. Photothèque de la Ville de Luxembourg

Ainsi, lorsque la voix auctoriale dans *Le Chevalier aux Fleurs* s'exclame: «*Quand nous renâtra-t-il, l'aède homérique, pour chanter les monstres qui gisent là dans le silence cosmique de leur prodigieuse activité [...]*»,⁶⁸ il suffit de se reporter aux voix poétiques d'un Maxime Du Camp,⁶⁹ d'un Émile Verhaeren et d'un Théodore Weustenraad pour y entendre, selon les vers célèbres de Paul Palgen, l'*hymne de ma puissance, ô flamboiement odique / de l'usine que me rit de tous ses volcans*».⁷⁰

68 GILSON W., *Le Chevalier ...*, op.cit., p.5.

69 En guise d'exemple, citons son poème «La vapeur» où, de par une prosopopée, la vapeur peut déclarer fièrement: «*Je suis jeune et pourtant si belle / que chacun m'adore à genoux; / Je n'ai point trouvé de rebelle, / Chacun de ma force est jaloux; / Car je suis la Vapeur immense! / Je tiens l'avenir désormais; / Avec le siècle je commence / et je ne finirai jamais! / C'est moi! moi, la moderne fée, / Qu'on attendait depuis longtemps*». DU CAMP M., *Les Chants modernes*, op.cit., pp.249-250.

70 PALGEN P., *La Pourpre sur les crassiers*, Éditions de la Société des Écrivains Ardennais, Mézières-Charleville, 1931, p.37.

L'imagination mythifiante des poètes se déverse dans une langue métaphorique où les plus formidables et perfides créatures des ténèbres défilent à côté des «moderne[s] fée[s]». ⁷¹ Le dragon ⁷² féroce, gardien des trésors des Nibelungen, ⁷³ y est dépossédé une seconde fois par l'homme nain avide et avare. ⁷⁴ Face aux «*hydres, [aux] dragons, tourmentés, torturés sur leur couche tremblante, / par les fourches de fer d'implacables démons*», ⁷⁵ l'Homme s'impose comme maître. Au pied des hauts fourneaux, ces «*sommets d'Etnas et de Vésuves / d'où l'on voit serpenter de lentes laves vives*», ⁷⁶ les ouvriers habiles, transformés en «*forgeurs d'airain*», ⁷⁷ maîtrisent le «*pourpre reptile agile happé jetté en proie / aux cylindres mâcheurs de fer*». ⁷⁸

Dans son poème *An das Land der roten Erde*, Nicolas Welter fournit à son tour une belle illustration d'une transformation poétique du dédale technologique de l'usine en un lieu magique de conte de fée:

«*Nimm mich auf im Zauberwalde,
Wo die goldenen Quellen sprüh'n;
Wo an grauer Schlackenhalde
Breite Feuernelken blüh'n;
Wo die stahlgewordenen Träume.
Wie gebannte Helden geh'n;
Wo versteinte Riesenbäume
An der Zukunft Heerweg stehen*». ⁷⁹

L'emprunt au champ sémantique du conte et l'emploi des métaphores sont ici particulièrement bien réussis: au cœur de la «*forêt magique aux sources dorées*», c'est-à-dire la jungle des installations techniques (tours, câbles, tuyaux, bennes électriques etc.), se poursuivent les coulées incessantes, alors que sur les scories où s'écoule le laitier, les déversements ressem-

71 Dans un poème, Maxime Du Camp transforme la vapeur en la «moderne fée». La machine à vapeur, à la puissance incommensurable, y est décrite comme figurant au cœur de toute activité usinière: «*Les grands poix ne sont que des plumes / Dont se rit ma vigueur d'airain / Et seule je bats plus d'enclumes / Que les Cyclopes de Volcain*». DU CAMP M., *Les Chants modernes*, op.cit., pp.173-174.

72 «[...] *Riesentiere scheinen's, Drachen, / Aus der fernsten Vorzeit Tagen, [...]*», écrit encore Nicolas Welter dans son poème «*In der Zentrale*». WELTER, N., *Hochofen ...*, op.cit., p.31.

73 Dans ce même contexte, on peut citer le portait dithyrambique d'Émile Mayrisch, dressé par Jean Schlumberger, qui fournit un bel exemple de la symbiose d'éléments mythologiques et féeriques: «*Avec son intelligence et sa vitalité, il nous apparaissait comme une sorte de demi-dieu, rustique et puissant, pas tout à fait le Centaure du monde latin, plein d'élan, d'appétits et de sagesse, pas non plus tout à fait le Nibelung germanique, roi des minerais et des forges, mais un croisement de ces deux races, avec la vivacité de la première et la persévérance de l'autre, un être ami des hommes, qui prend leur défense contre les caprices du Ciel, un être fait de la même matière que nous, obéissant aux lois de la matière et qui ne pouvait succomber que pour avoir, un jour de hâte, sur une route, voulu vaincre les lois – de la vitesse*». SCHLUMBERGER J., *Émile Mayrisch*, op.cit., p.14.

74 La référence au trésor des Nibelungen est en effet fréquente et nous la retrouvons aussi chez Rose-Marie Kieffer dans son conte «*Une île dans le Rhin*». Pour l'esprit-fantôme, fidèle chroniqueur de ce qui se passe sur «une île dans le Rhin», les maîtres de l'or rouge, c'est-à-dire les grands maîtres de forges des XIX^e et XX^e siècles, se transforment en avatars des fils de Nibelung: «[...] *et j'ai vu aussi le beau Siegfroi et les fils des Nibelung qui enfouissaient leur or dans la vase du fleuve, l'or rouge, l'or rouge des fils de Nibelung, l'or rouge des aciéries, l'or rouge des Thyssen et des Krupp, l'or rouge du Luxembourg et de Creusot, de la Lorraine et de Richard Wagner*». KIEFFER R.-M., *La Nuit d'avril sereine. Contes et nouvelles*, Éditions Naaman, Ottawa, 1973, pp.128-133, ici: p.128.

75 Exemple des procédés de poétisation et de mythologisation de l'activité sidérurgique est encore le début de la strophe citée ici et extraite du poème «*Le Haut Fourneau*» de Théodore Weustenraad: «*Hourra! les voilà donc réunis dans leur antre, / dressés sur leurs pieds noirs, allongés sur le ventre, / Sinistres, rayonnants, magnifiques, hideux, / Tous les Mammouths d'airain, géants de l'Industrie, / Vivant par la vapeur, et transmettant la vie / A des monstres vassaux dispersés autour d'eux, / Qui reniflent, grondent, mugissent, / Sifflent, grincent, râlent, glapissent, / Tordent le fer, mâchent l'acier, / Déchirent le bronze rebelle, / Et, sous le bras qui les harcèle, / les irrite et les fait crier, / Hurlent, avec douleur, dans l'atmosphère ardente, / Comme au fond d'un enfer [...]*». WEUSTENRAAD Th., *Poésies lyriques*, op.cit., pp.124-125.

76 PALGEN P., *La Pourpre ...*, op.cit., p.16.

77 VERHAEREN É., *La Multiple Splendeur*, Mercure de France, Paris, 1932, p.131

78 PALGEN P., *La Pourpre ...*, op.cit., p.40

79 WELTER N., *Hochofen ...*, op.cit., p.7.

blent aux «*œuillets de feu*», poussant à proximité des hauts fourneaux, «*gigantesques arbres pétrifiés*».

À l'instar de Nicolas Welter, Nicolas Ries dépeint l'activité sidérurgique, qui, de son bruissement, remplit les anciennes forêts druidiques du Clair-Chêne,⁸⁰ au travers des références aux anciennes légendes populaires du pays des Terres Rouges. Selon Ries, ces dernières acquièrent, dans ce nouveau contexte, une signification à la fois symbolique et prophétique: «*Les fées de la vieille forêt du Clair-Chêne y luttent avec les génies du fer, la vierge du Mont Saint-Jean avec les serpents sortis de leurs antres souterrains, des charbons ardents se changent en or. Les vierges blanches et les fées ne sont plus, le génie du fer a battu les forêts druidiques. Mais les longues files de wagonnets chargés de minerai s'avancent en serpentant des galeries souterraines vers les usines d'où l'immense brasier des fourneaux fait jaillir le fer et crée la richesse*».⁸¹ Les anciens acteurs des légendes ne sont plus, mais le génie du fer continue à régir la région.

Dans *Sens unique* aussi, Ries a recours à un langage très métaphorique et connoté pour traduire le «spectacle féérique»⁸² que l'activité sidérurgique présente aux yeux du romancier-observateur: «*Là-bas, le long du crassier poussant son étrave obstinée dans les plaines de labour, des couleuvres purpurines serpentaient, dégoulinant en avalanches flamboyantes, roulaient des pains de laitier qui bondissaient dans l'ombre constellée des talus. Ici, là, des flots de fournaise, au milieu desquels émergeaient des cheminées géantes maculées de suie et couronnées de flammèches dorées, des pylônes porteurs de câbles noirs le long desquels des bennes bondées de minerai glissaient vers les gueules béantes des hauts fourneaux. Dans le silence de la nuit automnale, les souffleries haletaient comme des béliers s'acharnant contre les remparts d'une forteresse inexpugnable*».⁸³

Le recours à ces isotopes et éléments mythiques pour évoquer l'industrie s'explique de plusieurs façons. Dans

80 C'est en effet dans la forêt aux légendes du Clair-Chêne qu'une autre légende eschoise se forgera. En 1907, les dirigeants de la Gelsenkirchener «*décident de s'installer à Esch-sur-Alzette où la Commune, avec l'industriel Léon Metz comme bourgmestre, est prête à leur céder à prix avantageux un terrain de 91 ha d'un seul tenant, situé dans le Clair-Chêne. Ce terrain sera rapidement complété par d'autres rachats. En 1909 peut commencer la construction d'une usine combinée, dotée de 8 hauts fourneaux, d'une aciérie et d'un laminoir. En 1912, la «Adolf-Emil-Hütte» (l'actuelle usine Arbed-Belval) est mise en marche*». KIEFFER M., *La sidérurgie ...*, op.cit., 1989, p.14.

81 RIES N., *Au Pays des Terres Rouges*, op.cit., p.146.

82 Ibid., p.151.

83 RIES N., *Sens unique*, op.cit., p.104.



Timbre-poste français de 1963 représentant le château de Colpach, l'effigie d'Émile Mayrisch et un haut fourneau. En cette année, la poste française a honoré cinq personnalités (Ludwig van Beethoven, Émile Verhaeren, Fr. Mazzini, Hugo de Groot, Émile Mayrisch) représentant les autres pays membres de la Communauté économique européenne d'alors. Le timbre à motif luxembourgeois fut tiré à 6.100.000 exemplaires. Voir le catalogue Yvert et Tellier.

Signé: Clément] Serveau (1886-1972). Collection particulière

LE PÈRE BERTRANG



A mort tragique du vaillant ouvrier, son ami et voisin, fournit au père Bertrang un nouvel exemple personnel de la pire des iniquités.

Ainsi, après toute une vie d'un travail opiniâtre, d'usure inhumaine, de privations de tous les instants, après tant d'années de sueur et de sang, voilà l'accident suprême qui vaut à ce misérable de laisser sa femme et ses enfants dans un complet dénuement, sans aide, sans soutien d'aucune sorte, dans une situation à pic, au bord de la misère béante.

Lettrine au début d'un chapitre du Chevalier aux fleurs, roman de de Willy Gilson publié en 1929. Artiste inconnu

LE PÈRE



SINE. — Le père peut en parler, de l'usine! Il y travaille comme au jour lointain où, orphelin d'à peine treize ans, il y entra. Il ne l'a quittée que pour de courtes absences et, bien entendu, dans son intérêt à elle. Il fut le Benjamin de moins de trois cents ouvriers et il est aujourd'hui le plus ancien de plus de deux mille.

Lettrine au début d'un chapitre du Chevalier aux fleurs, roman de de Willy Gilson publié en 1929. Artiste inconnu

l'introduction à la présente étude, il a déjà été question de la césure dans la perception des nouvelles circonstances issues de la révolution industrielle. Le transfert d'un champ lexical d'un domaine à un autre – en l'occurrence du champ lexical d'un genre littéraire à un domaine qui lui est tout à fait étranger – a comme conséquence une représentation linguistique des procédés industriels nouveaux par le biais d'un langage scientifique incompréhensible au profane.

Ensuite, l'emprunt auprès du champ lexical du conte de fée permet de mettre en exergue les procédés qui révolutionnent les mécanismes de production de fond en comble, bref de faire croire à un coup de baguette magique. L'emprunt auprès des cycles de légendes et de contes de fées européens, peuplés de créatures fantastiques⁸⁴ défendant les richesses enterrées dans les entrailles de la terre, s'offre d'emblée comme analogie à la recrudescence de exploitation minière.

Du point de vue de la réception du phénomène de l'industrie, l'emprunt au langage mythologique – on a vu plus haut que l'auteur de *La Légende des siècles* appliquait tout naturellement le même procédé à l'évocation de la coulée de la fonte dans l'usine d'Eich – se lit comme la seule façon possible de rendre justice à la magnificence de l'industrie; aucun autre langage n'y suffirait.

Finalement, les références mythologiques dans ces romans à thématique en partie industrielle ne sont pas innocentes; elles traduisent, au contraire, l'impact que l'industrie lourde avait eu sur l'esprit humain depuis la moitié du XIX^e siècle et contribuent à la création d'un mythe des temps modernes, celui de l'homme démiurge, qui rappelle et développe entre autres celui de Prométhée, le voleur de feu puni de façon exemplaire.

Les romans francophones de notre corpus couvrent globalement la période de la découverte des gisements de minerai dans le Bassin minier au milieu du XIX^e siècle jusqu'à la reprise massive du secteur sidérurgique grâce à la période de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale. En dépit des injustices flagrantes dont ont été victimes les couches travailleuses de la population et des bénéfices parfois indus qu'en retiraient les classes possédantes ou les cadres techniques, on peut dire rétrospectivement que c'étaient les années fastes. Elles ont connu aussi la création de services sanitaires, financiers et sociaux dont bénéficiait le prolétariat.

Une étude sur la représentation de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise après la crise pétrolière de 1974, qui finit par condamner cette branche industrielle avec ses procédés techniques alors surannés, devrait tenir compte de thématiques jusqu'alors inconnues: la réduction drastique des effectifs suite au renoncement à la filière des hauts fourneaux, l'option pour la filière du «tout électrique» et du recyclage des métaux à la place de la fusion du minerai de fer, la prise de conscience de la question identitaire des travailleurs venus

84 À ce sujet, l'article de Nathalie Rovatti retraçant l'histoire des légendes autour du Titelberg, près de Rodange, est très intéressant, notamment les passages concernant les appréhensions des ouvriers quant à l'effet que leur travail dans les galeries pourrait produire sur les mauvais esprits hantant la montagne: «*Vom Ende des 19. Jahrhunderts stammen auch zahlreiche Berichte von Arbeitern, die bezeugen, in den unterirdischen Gruben auf Berggeister gestossen zu sein. [...] Es wird auch erzählt, dass die Bergleute die Erdwesen des „Géien Honger“ fürchteten, weil sie mit ihrer Arbeit in den Stollen die Ruhe der Zwerge störten*». En se basant sur divers recueils de légendes luxembourgeoises, l'auteur montre comment la symbiose entre archéologie, légendes et superstition a participé à la longévité de ces contes. Voir ROVATTI N., *Der Titelberg: Wo Sagen und Legenden blühen*, in: *Nos Cahiers*, numéro spécial «Kanton Esch», 3-4(2006), pp.227-244, ici: p.228.

d'horizons nationaux et culturels multiples, les conséquences désastreuses de la production sidérurgique sur l'environnement et les nuisances durables qui en découlaient.

On peut en lire des échos éloquentes dans deux œuvres francophones luxembourgeoises récentes. Ainsi, dans son roman *Mrs Haroy ou La mémoire de la baleine (chronique d'une immigration)* publié en 1993 à Echternach,⁸⁵ Jean Portante thématise un aspect que les francophones avaient jusqu'ici fort peu considéré: les questions identitaires liées aux origines nationales, aux repères culturels et aux pratiques langagières des immigrés italiens du Bassin minier luxembourgeois. C'est le premier roman «beur» de chez nous,⁸⁶ un roman qui parle du positionnement mental et social problématique des immigrés de troisième génération qui, tels des baleines, se sentent mal à l'aise dans leur nouvel espace vital et dans leur patrie affabulée.

Dans sa pièce *Le Carn-acier*, représentée en 1994 au Théâtre d'Esch, Guy Rewenig met en scène les hantises et les fantasmes d'un ouvrier sidérurgiste bien luxembourgeois, même si sa fille vit avec un Portugais. Mais le «héros» se retrouve au chômage à cinquante ans et constate que tout s'écroule pour lui: le métier qui donnait un sens à son existence, l'emploi qui lui permettait d'organiser sa vie matérielle, l'insertion sociale dans le milieu ouvrier qui lui donnait une contenance, son cocon familial construit autour de tout cela. Tout est renié par la nouvelle donne économique: plus d'industrie sidérurgique productrice comme il l'a connue, mais le groupe financier qui a repris l'usine après l'échec lance un gigantesque parc d'attractions à l'américaine où sera représentée à longueur de journées l'ancienne façon de produire du fer, avec engins techniques, accidents de travail, scènes de masse, réjouissances, grèves et répressions, etc. Refusant de se plier à cette mascarade, l'ouvrier décide de manifester à sa façon, symboliquement, absurdement, en battant le record du monde de l'avaleur de fer, du «carn-acier».⁸⁷

Avec les crises successives de la sidérurgie ces derniers vingt ans, la problématisation littéraire prend d'autres formes. Cette fois, l'industrie elle-même est mise en cause, sans parler du sort de ses employés de bureau ou d'atelier. La littérature, comme on l'a brièvement esquissé, en a déjà tenu compte.

Qu'en sera-t-il à l'avenir de la représentation littéraire d'une industrie considérée autrefois comme «nationale», en tout cas comme liée à la constitution du mythe de l'identité nationale? Avec la reprise de l'Arbed par Arcelor, groupe européen constitué par l'ancienne société luxembourgeoise, Usinor (France) et Aceralia (Espagne), puis d'Arcelor par l'homme d'affaires anglo-indien Lakshmi Mittal, la donne économique a définitivement changé. De locales, les questions touchant les personnels de ces usines sont devenues européennes et maintenant planétaires.

85 Réédition à Bordeaux-Québec en 1999 et au format de poche à Differdange en 2008, traduit en allemand, en italien, en roumain.

86 Voir WILHELM F., *Jean Portante et le roman 'beur' francophone luxembourgeois. Problématiques de l'immigration et de l'acculturation*, in: BOGGIANI J., CALDOGNETTO M.L., CICOTTI C., REUTER A. (éds.), *Lectures italiennes II. Actes du Colloque international Paroles et images de l'immigration. Langue, Littérature et Cinéma: témoins de la présence italienne au Luxembourg et dans la Grande Région. Luxembourg 3-4 juin 2005*, Publications de l'Université du Luxembourg, Luxembourg, 2006, pp.175-197.

87 Voir WILHELM F., *À propos du théâtre francophone luxembourgeois: 'Le Carn-acier', pièce de Guy Rewenig*, in: *Galerie. Revue culturelle et pédagogique*, 2(1994), pp.295-305. Le texte français de la pièce est resté inédit; la version luxembourgeoise, *Eise-Frësser*, a été publiée en 1994.

Dans les soubresauts de la
Grande Guerre:
Bombardements, renseignement
et affairisme au Luxembourg

*Gérald ARBOIT*¹

¹ Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une Bourse de recherche et de formation du Ministère luxembourgeois de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, n° BFR07/125.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France connut une virulente crise politique autour de l'abandon du bassin de Briey aux Allemands, prolongeant selon certains le conflit de deux ans. Cette question avait couvé dans la presse depuis que Fernand Engerand l'avait soulevée dans ses tribunes¹ et ses livres,² avant de la porter, député (Union républicaine) du Calvados, devant la représentation nationale, lors du comité secret du 16 juin 1916,³ puis, avec le concours de son collègue (socialiste) de l'Hérault, Édouard Barthe, au cours de la Commission d'enquête de la Chambre des députés sur le rôle et la situation de la métallurgie en France entre février et décembre 1919.⁴ Max Hoschwiller, le chroniqueur d'«économie internationale» du *Temps*, anima quelque temps⁵ la riposte du Comité des forges de France et du principal concerné, François de Wendel.⁶

La Belgique connut le même climat touchant le monde patronal, mais en liaison cette fois avec le maintien d'une activité durant l'occupation allemande. Le processus fut similaire, bien que plus tardif. D'abord une virulente campagne de presse, notamment dans *La Presse et Le Soir*, menée par un parlementaire socialiste du Liégeois, Léon Colleaux, accompagna la restauration de la légitimité belge.⁷ La cible était le baron Evence Narcisse Coppée et son fils, accusés d'avoir continué à exploiter ses mines de charbon, pourtant avec l'accord du gouvernement belge réfugié au Havre. Si elle connut les mêmes rebondissements qu'en France, l'affaire quitta rapidement la sphère politique pour le monde des prétoires. Et si elle se conclut par un non-lieu, elle n'entraîna pas moins la mort du baron, épuisé.⁸

Si le Grand-Duché de Luxembourg fit l'économie de telles crises,⁹ l'attitude de ses industriels du fer donna prise à l'acrimonie des mêmes milieux liégeois, mais d'obédience patronale,

- 1 *L'Allemagne et le fer*, in: *Le Correspondant*, 25 mars 1915; *Un chapitre de l'histoire de la métallurgie lorraine: 1° les Forges de Moyeuve*, in: *ibid.*, 25 mai 1916; *Un chapitre de l'histoire de la métallurgie lorraine: 2° les Wendel et le Creusot*, in: *ibid.*, 10 juin 1916; *L'Allemagne et les mines de Briey* in: *L'Œuvre*, 29 décembre 1916. Il reparaît sa vindicte dans *L'Écho de Paris* du 7 mars 1918, grâce au soutien de Maurice Barrès.
- 2 NN., *L'Allemagne et le fer: les frontières lorraines et la force allemande*, Perrin, Paris, 1916; NN., *Ce que l'Allemagne voulait, ce que la France aura: le minerai de Briey, la houille de Sarre*, Sirey, Paris, 1916.
- 3 www.assemblee-nationale.fr/histoire/comites-secrets/19061916.asp
- 4 NN., *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France, II, Défense du Bassin de Briey*, Imprimerie de la Chambre des députés, Paris, 1919 et le rapport publié au *Journal officiel*, 16.04.1919. Cf. aussi Archives nationales, Paris [AN], C/7724, dos. 46, pour le déroulement des débats.
- 5 Il avait été enjoint à le faire à la demande d'Alphonse Merrheim, secrétaire général de la fédération de la métallurgie de la Confédération générale du travail; ce dernier se vit accuser d'être l'agent du Comité des forges par l'aile anarchiste du mouvement ouvrier. Cf. KRIEGER A., *Aux origines du communisme français, 1914-1920. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Mouton & Co, 1964, Paris/La Haye, pp.229-230.
- 6 Cf. PINOT R., *Le Comité des forges de France au service de la Nation (août 1914-novembre 1918)*, Armand Colin, Paris, 1919, pp.81-85; DE WENDEL M., *Étude sur la Maison de Wendel et sur les attaques dont elle a fait l'objet*, Impr. lorraine, Hayange, 1936; JEANNENEY J.-N., *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir, 1914-1940*, Seuil, Paris, 1976, pp.90-140; AN, Archives François II de Wendel, 190 AQ 17, Affaire de Briey, 1917-1935.
- 7 ROUSSAUX X., VAN YPERSELA L., *Pratiques et représentations de l'"incivisme" en Belgique après la Première Guerre mondiale*, in: JAUMAIN S., AMARA M., MAJERUS B., VRINTS A., *Une guerre totale? La Belgique dans la Première Guerre mondiale*, Archives générales du Royaume, Bruxelles, 2005, pp.453-480.
- 8 HAAG H., *Le comte Charles de Broqueville, ministre d'État, et les luttes pour le pouvoir (1910-1940)*, Nauwelaerts/Université de Louvain, Bruxelles/Louvain-la-Neuve, 1990, pp.696-730; HUWART C., DE DECKER C., *Un procès ... 1918-1934*, Bruxelles, 1988), pp.40-42, 127, 136-140 et 151; Archives générales du Royaume, Bruxelles [AGR], Fonds Coppée, procès 1919-1924, Centre d'études et de documentation Guerre et sociétés contemporaines, Bruxelles, AA 1336, *Documents de la Sûreté de l'État concernant le procès d'Evence Coppée, 1917-1925*; Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris [AMAE], Affaires politiques (Z), Belgique, 135, Affaire Coppée-Broqueville, 1919-1929.
- 9 Il est vrai que les questions dynastique et financière occupaient largement l'opinion publique et la classe politique à pareille époque. Voir CALMES C., 1919. *L'étrange référendum du 28 septembre*, Saint-Paul, Luxembourg, 1979; surtout TRAUSCH G., *L'accession au trône de la Grande-duchesse Charlotte en 1919*, in: *Hémécht*, 2(1979), pp.149-172; TRAUSCH G., *La stratégie du faible: le Luxembourg pendant la première guerre mondiale (1914-1919)*, in: TRAUSCH G. (éd.), *Le rôle et la place des petits pays en Europe au XX^e siècle*, Nomos/Bruylant, Baden-Baden/Bruxelles, 2005, pp.45-176.

que dans l'affaire Coppée. Pourtant, la nécessaire participation de Gaston Barbanson (administrateur de l'Arbed et président du conseil d'administration de la forge entre novembre 1918 et 1946) et d'Émile Mayrisch (directeur technique, puis, à partir de 1919, directeur général de la même forge) au projet politique belge empêcha que les rancœurs liées aux rivalités commerciales ne débouchent publiquement. Encore que les accusations, sans véritable fondement,¹⁰ sur les «bénéfices de guerre» trouvaient leur origine dans les propos de Gustave Trasenster, président et directeur-gérant des aciéries d'Ougrée-Marihaye, devant le Comité central industriel de Belgique les 20 et 21 novembre 1918. Prenant à partie Gaston Barbanson, il reprocha aux Aciéries réunies de Burbach, Eich, Dudelange (Arbed) le «*travail intensif accompli par cette société dans ses usines luxembourgeoises*» depuis le début du conflit, quatre ans auparavant.¹¹

Trasenster n'en était certainement pas à son coup d'essai. Il devait même être derrière les accusations formulées par un colonel belge un an plus tôt à Paris. Le 2 novembre 1917, Gaston Barbanson avait été appelé par son contact au cabinet du ministre français de la Guerre, le commandant Frédéric François-Marsal.¹² Cet officier supérieur venait de recevoir un courrier de ce colonel belge accusant l'usine de Dudelange de l'Arbed de produire «*de l'acier au nickel qui sert dans la construction des Zeppelins. Aussi avait-on commencé à bombarder les usines de Dudelange et celles-ci ont été sur le point de devoir arrêter leur fabrication. Mais la S[ociété] a des gens à elle à Paris qui ont réussi à arrêter ces bombardements. Il conviendrait de les reprendre*».¹³ Il manque assurément de voix grand-ducales pour porter ces charges, d'autant que l'époque de l'immédiat après-guerre ne s'y prêtait pas.

Pourtant la question des bombardements, ou en l'occurrence des non-bombardements, aurait trouvé un ton polémique similaire à celui de l'affaire de Briey. Toutefois, l'action du gouvernement grand-ducal permit un traitement social qui généralisa la notion de «dommages de guerre». La présence d'une sidérurgie «ennemie» sur le territoire luxembourgeois et l'affirmation de l'Arbed dans l'élaboration d'un «modèle luxembourgeois»¹⁴ atténuèrent d'autant la possible rancœur populaire.

10 BARTHEL C., *Bras de fer. Les maîtres de forges luxembourgeois, entre les débuts difficiles de l'UEBL et le Locarno sidérurgique des cartels internationaux. 1918-1929*, Saint-Paul, Luxembourg, 2006, p.31.

11 Ibid., pp. 27-29; ARBED, PXXIX, Notes et rapports, n°1, 1914-1940, Déclaration, sans lieu ni date [certainement novembre 1919].

12 Service historique de la Défense, Département de l'armée de terre, Vincennes (SHD/DAT), 6 Ye 45329.

13 AGR, Fonds Broqueville, Correspondance, vol.43, Barbanson à Charles de Broqueville, 02.11.1917. L'officier belge incriminé n'a pas pu être identifié, ni sa missive retrouvée dans les papiers du Deuxième bureau de l'état-major français, ni dans ceux de François-Marsal conservés au SHD. On retrouve cependant les mêmes accusations relatives au «Nickelstahl», mais à Dommeldange cette fois, dans le Rapport d'un Lorrain ayant quitté le Luxembourg le 3 octobre [1916], où il séjournait depuis deux ans et étant «*absolument sûr*» aux yeux de la section allemande de l'état-major français [SHD, département de l'armée de l'air (DA), 1 A 168, p.1].

14 Cf. TRAUSCH G., *L'Arbed dans la société luxembourgeoise*, Arbed, Luxembourg, 2000, p.13.

Les bombardements alliés sur le Grand-Duché de Luxembourg

L'invasion soudaine du Grand-Duché, symbolisée par l'arrivée en gare de la capitale d'un train militaire, le matin du 2 août 1914, plus que par le passage de troupes prépositionnées sur la rive allemande de la Moselle en route pour la Belgique, signifia son entrée dans la guerre. Bien qu'épargné par les combats, qui se retranchèrent autour de Verdun, le Luxembourg dut faire face au lent développement d'une aviation de bombardement. Les deux premières attaques aériennes sur la capitale dataient des nuits des 22 août 1914 et 3 octobre 1915.¹⁵

Les résultats des évaluations luxembourgeoises

L'ampleur des dégâts induits par la situation de guerre amena l'autorité publique, sitôt la question dynastique et institutionnelle réglée, à se pencher sur une définition juridique, et donc financière, de ces dommages. Elle bénéficiait pour cela des évaluations réalisées pendant la guerre par les communes. Ainsi, les dégâts s'élevaient-ils à Differdange à 981.500 marks.¹⁶ Les bombardements du 24 septembre 1916 des implantations de la *Gelsenkirchener Bergwerks AG* à Esch-sur-Alzette aurait causé pour deux à quatre millions de marks de dégâts à l'Adolf-Emil Hütte et un million de francs à l'usine de Arbed-Schifflange selon les sources.¹⁷ Malgré de faibles pertes humaines (cinquante trois tués en cent trente six attaques, soit un tué tous les deux raids)¹⁸ et leur peu d'effet (lors du bombardement du 3 octobre, seuls 16% des bombes éclatèrent au sol¹⁹), les bombardements aériens eurent un effet moral important. Militaires,²⁰ sidérurgistes²¹ et civils ne furent pas longs à s'en apercevoir. Si «*les Luxembourgeois [étaient] heureux à chaque fois que [les] avions [français] bombardent les usines [...] et ils applaudiss[aient] quand il y [avait] réussite*»,²² les entreprises sidérurgiques durent affronter des conséquences sociales dépassant le strict effet mécanique des bombes. Les grèves du printemps 1917 pouvaient ainsi être vues comme liées aux conditions de vie des ouvriers induites par les alertes aériennes; d'ailleurs, ceux de la Gelsenkirchener, à Esch-sur-Alzette, obtinrent une prime de dédommagement de trois cents marks directement liée aux bombardements.²³

15 Archives nationales, Luxembourg [ANLux], AE 603. Cf. aussi ROBERT J.-P., *Die Fliegerangriffe auf Luxemburg während des Weltkrieges 1914-1918 in historisch-chronologischer Darstellung*, Th. Schroell, Luxembourg, 1922; MELCHERS É.-Th., *Bombenangriffe auf Luxemburg in zwei Weltkriegen*, Saint-Paul, Luxembourg, 1984.

16 SHD, DA, 1 A 166, dos.2, *Rapports sur les effets des bombardements alliés* par le capitaine de corvette Cayla, 19.04.1919, «paragraphe III, efficacité des bombardements», p.1.

17 SHD, DA, 1 A 168, Renseignements provenant de l'agent Romain, 03.10.1916; Rapport sur les bombardements des usines de Luxembourg (agent sûr), s.d. (21.11.1916); Berne, 3 novembre 1916, renseignements fournis par l'attaché militaire de la légation belge. Cf. aussi ANLux, AE 604.

18 Cf. les réactions de la presse locale dans le *Luxemburger Wort* des 10 mai (*Lokalneuigkeiten*) et 26-27 août 1916 (*Die Ausartung des Luftkrieges*) ou du 26-27 janvier 1918 (*Kammer-revue*), dans la *Luxemburger Zeitung* des 26 juin 1917 (*Fliegerschaden*) et du 12 janvier 1918 (*Luxemburg im Kriegsjahr 1917*).

19 AGR, Fonds Broqueville, Barbanson à Broqueville, 10.12.1915.

20 Cf. le commandant Cayla [SHD, DA, 1 A 168, dos.2].

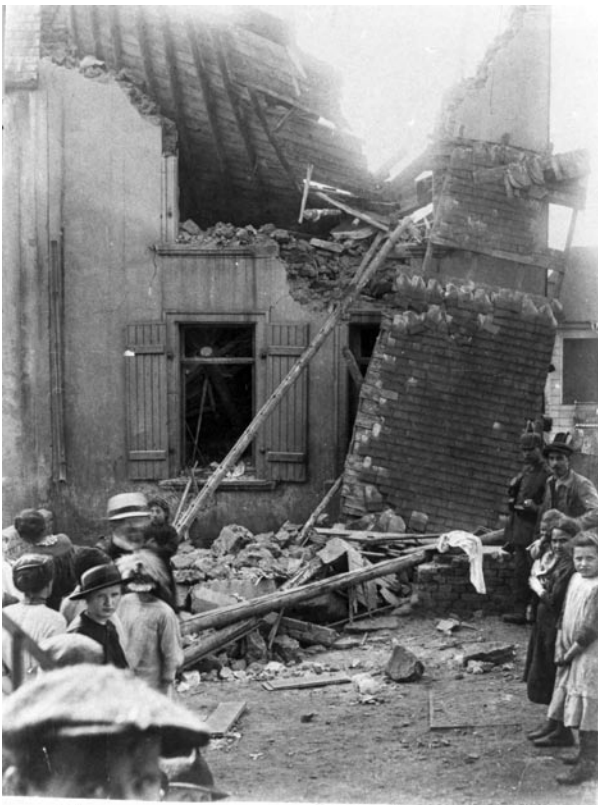
21 AGR, Fonds Broqueville, Lettre à Broqueville, 25.09.1915.

22 SHD, DA, 1 A 168, Rapport d'un Lorrain ayant quitté le Luxembourg le 3 octobre [1916], *op. cit.*, p. 2

23 SHD, DA, 1 A 166, dos.2, *op.cit.*, p.3. Cf. aussi ANLux, AE 605.



Source: ANLux, FD005-18-425



Differdange, 5 Mai 1917, nach dem Bombenangriff um 11 Uhr
morgens. Das vollständig zerstörte Haus des Huttenarbeiters
Bussing, Nr. 45 Wangenstraße. Kein Todesopfer → 1 Verletzter.

Lorsque les bombes n'atteignaient pas les usines, elles endommageaient les propriétés de leurs ouvriers, comme à Differdange le 5 mai 1917. Source: SHD, DAT, 1 A 168

Par la loi du 5 septembre 1919, «un crédit illimité [était] mis à la disposition du Gouvernement du Grand-Duché en vue de servir des subventions provisoires aux Luxembourgeois et aux étrangers lésés par des faits de guerre survenus dans le pays, à l'exception des personnes engagées, à un titre quelconque, dans les services militaires des belligérants».²⁴ Douze commissions cantonales furent créées dans le mois suivant la publication du second arrêté d'application de la loi, pris le 12 mars 1920 et publié dans le *Mémorial* du 18, afin de réaliser l'évaluation de ces dommages;²⁵ deux commissions supplémentaires se rajoutèrent ensuite dans le canton de Luxembourg «dans l'intérêt d'une expédition prompte et rationnelle des affaires».²⁶ Elles étaient composées de quatre groupes de personnes, titulaires et suppléants, nommés par le gouvernement. Un juge de paix les présidait, assisté d'un secrétaire choisi parmi les fonctionnaires de l'État ou des communes, tandis qu'un fonctionnaire de l'administration fiscale, des architectes, des entrepreneurs et des ingénieurs les composaient. Ce dernier groupe était le plus important, fixé à neuf dans chaque commission; pour les cantons de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette, le président était choisi parmi des fonctionnaires de l'État.²⁷

Par cette approche, le Grand-Duché adoptait une démarche contractuelle inspirée de la loi française du 27 avril 1919, surnommée la «*Charte des sinistrés*», exigeant que la nation dans son ensemble supportât les dommages matériels subis par les populations du Nord et de l'Est de

24 *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°59, 18.09.1919, Loi du 5 septembre 1919 concernant le règlement des dommages causés par les faits de guerre, pp.1015-1016. Les versements ne pouvaient dépasser cinquante mille francs luxembourgeois par personne lésée.

25 Cf. les arrêtés du 5 septembre 1919, portant réglementation de la procédure pour la constatation et l'évaluation des dommages de guerre (*Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°59, 18.09.1919, pp.1016-1024) et du 12 mars 1920, concernant l'exécution de l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1919 (*Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°19, 18.03.1920, pp.287-310).

26 *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°60, 30.11.1923, Arrêtés grand-ducaux du 28 novembre 1923, «concernant la modification de l'arrêté grand-ducal du 5 septembre 1919 ...» et «portant composition de nouvelles commissions cantonales [...] dans le canton de Luxembourg», pp.684-685. Il fut nommé à cette occasion douze nouveaux membres (deux présidents, deux secrétaires et huit membres, ces derniers se répartissant dans les trois commissions ainsi créées).

27 *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°71, 25.09.1920, Arrêté du 17 septembre 1920, portant composition et entrée en fonctions des commissions cantonales pour la constatation et l'évaluation des dommages de guerre, pp. 1130-1136. Cf. aussi l'arrêté «du 8 décembre 1920 portant fixation des indemnités des membres, membres suppléants, secrétaires et experts des commissions cantonales, pour la constatation et l'évaluation des dommages causés des faits de la guerre ou de l'occupation dans le Grand-Duché», *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°96, 17.12.1920, pp.1521-1524.

la France. La procédure luxembourgeoise suivait la française, fondée autour d'une *commission cantonale d'évaluation*, créée par la loi du 15 juillet 1919 et présidée par un juge de paix, souvent adjoint d'un représentant du préfet ou du ministère des Finances chargé de défendre les intérêts de l'État face à ceux des sinistrés. Ce faisant, le Luxembourg se détournait de la voie accusatoire belge, fondée sur les seuls tribunaux de dommages de guerre.

Les enquêtes auxquelles se livrèrent les commissions luxembourgeoises dépassaient inévitablement le strict domaine des bombardements. L'arrêté du 12 mars 1920 fixait six catégories générales d'atteintes:

- A. aux biens immeubles,
- B. aux biens meubles,
- C. aux personnes (blessures, maladies),
- D. aux personnes (décès),
- E. aux personnes (emprisonnements, enrôlements forcés, violences d'un belligérant envers un Luxembourgeois),
- F. aux autres catégories.

Elles touchaient aussi bien les bombardements,²⁸ que les atteintes causées par les troupes d'occupation allemandes²⁹ ou de libération alliées.³⁰ À cela s'ajoutaient les atteintes aux biens et aux personnes réalisées à l'étranger³¹ et touchant des étrangers.³² Cent quatre-vingt-dix dossiers individuels furent constitués dans moins d'une trentaine de villes.³³



Carte des objectifs potentiels des bombardements alliés. Le bassin ferrifère lorrain-luxembourgeois.
Source: AN, AJ30-214

- 28 ANLux, AE 609, Dommages causés par des attaques aériennes, 1916-1918.
- 29 ANLux, AE 573, Dégâts causés par les troupes allemandes. Confiscations, 1914-1918; AE 622, Confiscations, dommages, séquestres, 1914-1918; AE 707, Dommages causés par les troupes allemandes, 1914-1921; INT 147a, Projet de loi portant approbation des conventions conclues avec l'Allemagne concernant le règlement des dommages de guerre. Rentes à payer depuis le 1^{er} janvier 1918. Anerkennung der von der luxemburgischen Regierung erhobenen Kriegsschädenforderungen an das Deutsche Reich. Liste 1. Kanton Esch. (Differdingen). Liste 1, 2, 3, 6. Kanton Luxembourg, 1918-1925.
- 30 ANLux, AE 664, Règlement des dommages de guerre causés par les troupes américaines, 1919-1924; INT 147a, Mesures conservatoires à prendre à l'égard des objets abandonnés par les troupes allemandes et par celles de l'Entente. Cf. aussi INT 143 (1914-1915), 144 (1914-1917) et 145 (1914-1931), Dommages de guerre. Divers.
- 31 ANLux, AE 3996, dos.193, Dommages de guerre. Renseignements pris dans les pays étrangers, 1919-1926; dos.190, Dommages de guerre subis par des marinières luxembourgeoises en France. Demandes d'indemnisation, 1914-1935; dos.197, Remboursement des avances consenties par le fisc français aux Luxembourgeois ayant subi des dommages de guerre en France, 1925-1926; dos.196, Dommages de guerre subis par des Luxembourgeois en France. Pourparlers avec le gouvernement français. Propositions françaises d'initiative parlementaire tendant au règlement des dégâts, 1919-1936.
- 32 ANLux, AE 3996 dos.196, Procédure entamée par la Suisse auprès de la SdN [Société des Nations] pour la réparation des dommages subis par des citoyens suisses, 1919-1936; dos.198, Demandes d'indemnité présentées par des étrangers pour des dommages subis dans le Grand-Duché, 1915-1928; INT 146, Dommages de guerre. Émigrés italiens: réclamations, enquêtes, 1914-1922.
- 33 Il manque une étude de ce type au Grand-Duché de Luxembourg.

**Les effets des bombardements et des tirs de barrages
(en francs luxembourgeois de 1921)³⁴**

Communes	Aviation	Canons	Total
<i>Bascharage</i>	1.894,75	629,62	2.524,37
<i>Bettembourg</i>	3.828,67		3.828,67
<i>Esch-sur-Alzette</i>	464.629,10	36.077,78	500.706,88
<i>Differdange</i>	231.088,01	92.293,52	323.381,53
<i>Dudelange</i>	83.874,41	712,15	84.586,56
<i>Pétange</i>	35.109,11	1.804,57	36.913,68
<i>Rumelange</i>	17.310,22	4.370,16	21.680,38
<i>Reckange</i>	---	1.284,00	1.284,00
<i>Sanem</i>	2.518,20	155,00	2.673,20
<i>Schifflange</i>	3.082,67	1.091,88	4.174,55
<i>Luxembourg</i>	248.078,16	2.709,46	250.787,62
<i>Hollerich</i>	577.988,29	15.366,38	593.354,67
<i>Eich</i>	8.028,00	225,00	8.253,00
<i>Hamm</i>	1.284,37		1.284,37
<i>Hesperange</i>	312,50		312,50
<i>Weiler-la-Tour</i>	26,00		26,00
<i>Ettelbrück</i>	30.567,12		30.567,12
<i>Heiderscheid</i>	60,00		60,00
<i>Beaufort</i>	26,00		26,00
<i>Grevenmacher</i>	6.414,78		6.414,78
<i>Manternach</i>	200,00		200,00
<i>Wormeldange</i>	190,00		190,00
Total	1.716.510,36	156.719,52	1.873.229,88

L'ampleur des dommages, et notamment ceux causés par les bombardements, amena les autorités luxembourgeoises à imposer aux groupes sidérurgiques allemands, au moment de la cession de leurs implantations industrielles dans le pays, un dépôt de garantie en provision du remboursement des dommages. Cette mesure tenait compte de deux éléments: le premier tenait au fait qu'ils avaient œuvré pour le compte de l'effort de guerre allemand,³⁵ le second parce qu'ils avaient fait installer des canons de défense anti-aérienne.³⁶ Ainsi, la Gelsenkirchener Bergwerks AG dut-elle s'acquitter de l'équivalent de six cents mille francs luxembourgeois de 1921 sur lesquels furent prélevées les sommes concernant des dommages liés à cette société.³⁷ Si l'on ne tient compte que des villes industrielles (Pétange, Differdange, Esch-sur-Alzette, Schifflange, Rumelange, Dudelange et Eich), 51% du coût total des dommages de guerre liés à l'action de l'aviation est couverte. À noter que les usines de Rodange, arrêtées, comme celles de Steinfort, trop éloignées, n'apparaissent pas dans cette liste de dégâts: elles n'avaient pas été bombardées, sauf la première, une fois.³⁸

34 ANLux, Fi 554, Relevé des dégâts causés par les aviateurs et les canons de barrages à la propriété privée, s.d. [1921]. Une mention manuscrite indique «à l'exclusion des usines».

35 AMAE, Guerre, 599, Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés, *Rapport sur le Luxembourg*, 30.09.1915; ANLux, AE 554, Discussions sur la production de matériel de guerre.

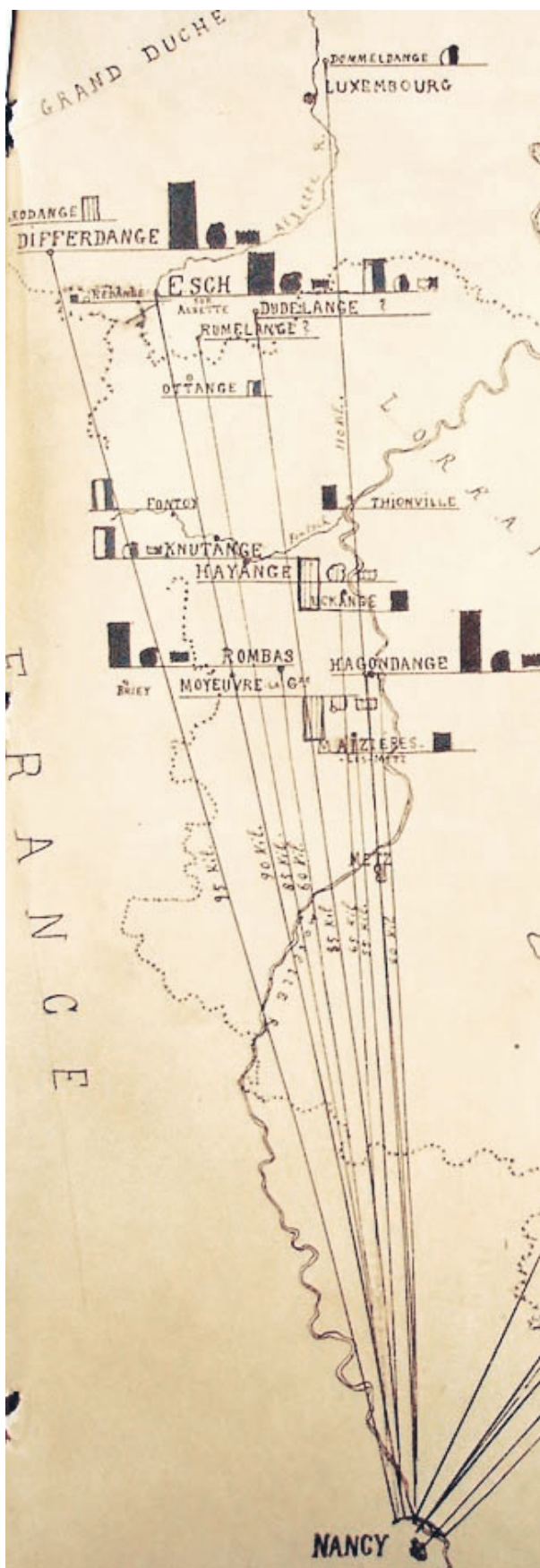
36 Lettre du colonel Tessmar à Victor Thorn, 13.09.1916, in: *Compte-rendu de la Chambre des Députés 1919-1920*, vol.1, Luxembourg, 1920, col.127-128.

37 ANLux, Fi 554, Alphonse Neyens, directeur général [ministre] des Finances, à Nicolas Welter, directeur général de l'Instruction publique, 17.03.1921.

38 SHD, DA, 1 A 168, Rapport d'un Lorrain ayant quitté le Luxembourg ..., op.cit., p.2.



Les attaques sur Dudelange n'étaient évidemment pas du goût ni de Barbanson ni de Mayrisch. Source: ANLux, FD005-18-430



Les distances de bombardements depuis Nancy. Source: SHD, DAT, 6 N 20

Les missions de l'aviation de bombardement

La Première Guerre mondiale fut marquée par l'essor de l'aviation. Son usage militaire se trouva limité par les possibilités technologiques. Au départ composées de Voisin III, premier avion d'attaque au sol et bombardier de l'histoire, donc forcément imparfait, les escadrilles du Groupe d'Armée de l'Est (GAE) se dotèrent au cours de l'année 1915 de Voisin V, spécifiquement créés pour lâcher des bombes. Trois ans plus tard elles reçurent en dotation quelques bombardiers tactiques nocturnes Farman F40, capables d'emporter huit bombes de quatre cents kilos. L'idée d'un bombardement stratégique s'imposa avec la fixation des fronts et mobilisa quelque sept cents avions à la fin du conflit, français, anglais (trois escadrilles), américains et italiens (trois escadrilles). Les Groupes de bombardement n°2 (trois escadrilles), 5 (trois escadrilles), dans le Toulois, ainsi que 1, 11 et 18, depuis Nancy, opéraient sur un axe de pénétration de quarante à cent kilomètres au-delà des lignes; Esch-sur-Alzette était à soixante-quatre kilomètres. «*Encore au stade des essais, mais largement utilisée, la destruction à distance par des bombes venues [...] des airs [devint] un moyen de combat important.*»³⁹

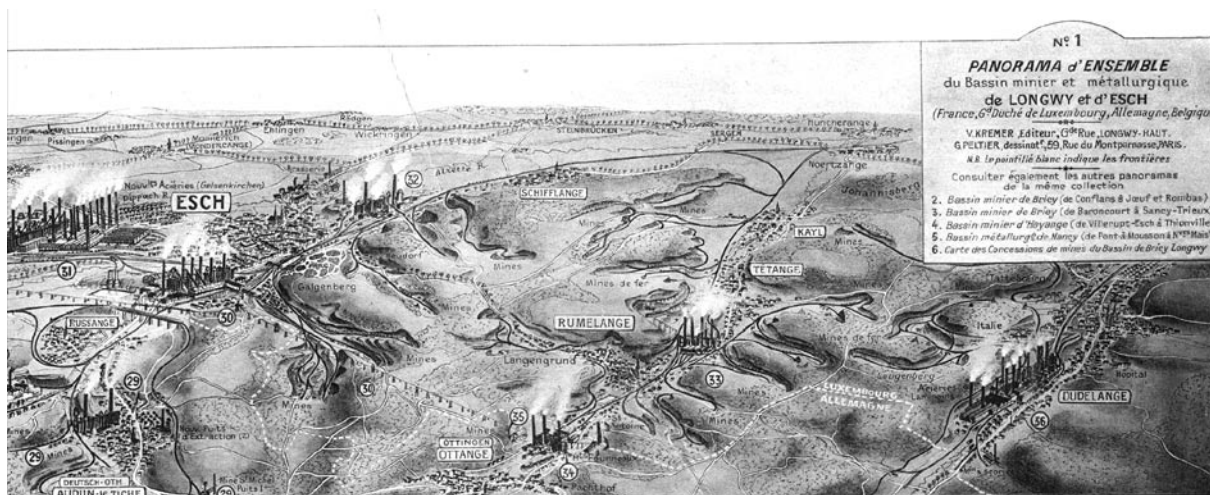
Toutefois, malgré les espoirs, son taux d'attrition devait demeurer faible. Le rapport du capitaine de corvette Pierre Cayla⁴⁰ du 19 avril 1919 le laissait voir aisément. Cherchant à caractériser les «*principaux faits*» marquant les trois années de bombardements d'usines, il ne pouvait en retenir que cinq. Trois concernaient explicitement le Grand-Duché:

- «*l'effondrement de la toiture de la Centrale des soufflantes dans l'usine Gelsenkirchen à Esch-sur-Alzette à la suite d'un incendie dans une conduite de gaz (24 septembre 1916)*»;
- «*l'incendie du 21-22 août 1918 de la salle des modèles de l'usine de Differdange, celui de Burbach*»;
- «*les avaries aux moteurs des centrales électriques (Esch)*».

³⁹ VOLDMAN D., *Les populations civiles, enjeux du bombardement des villes*, in: AUDOIN-ROUZEAU D., BECKER A., INGRAO C., ROUSSO H. (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Complexe/IHTP, Bruxelles/Paris, 2002, p.158. Cf. aussi ROUGERON C., *L'aviation de bombardement, II*, Paris, Lavauzelle, 1936, pp.33-37; BERNARD P., *La stratégie aérienne pendant la Première Guerre mondiale*, in: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1969, pp.350-375; SHD, DAT, 6 N 101, Réponse du 19 février 1917 du général Nivellet à l'aide-mémoire du député du Calvados Ernest Flandin à propos du bombardement de l'exploitation minière du bassin de Briey.

⁴⁰ *Revue des forces aériennes*, avril 1930, pp.371-375.

Et encore – concluait-il –, «ces dégâts n'ont pas causé d'interruption totale dans les fabrications de l'usine. Les autres bombes ont fait des hécatombes de vitres, de tuiles, ont renversé des murs, crevé des toitures de halles, coupé des canalisations électriques, etc.». L'ironie cachait à peine le désappointement de l'officier.



Le bassin ferrifère. Dessin de Pelletier. Source: ANLux

Du 3 octobre 1915 au 11 novembre 1918, le Grand-Duché fit l'objet de cent trente six attaques aériennes.⁴¹ La plupart intervenaient à horaire fixe. Ainsi, «les habitants de la ville de Luxembourg se rendaient régulièrement au mois de juillet [1916], tous les samedis et dimanches entre 22 et 24 heures, à la sortie ouest de la ville, pour admirer, comme ils disent, l'émouvant feu d'artifice tiré au frais des Boches, sur les usines d'Esch et environs».⁴² Lorsqu'elles ciblaient des emprises industrielles comme les usines, elles ne portaient que sur le bâti, soit 9 à 15% de leurs espaces. Aussi, peu d'entre-elles parvenaient sur l'objectif: les cent quinze bombes lâchées en dix attaques sur Dudelange en 1916 ne touchèrent que dix fois l'usine!⁴³ Au début du conflit, les stratèges pensaient que «la destruction d'un haut-fourneau [...] causera[it] l'arrêt le plus durable de la production».⁴⁴ Le traitement des centrales électriques, les soufflantes, les pompes de circulation de l'eau froide, les fours à coke et à benzol comme les machines à blooming était privilégié. Sur ces «surfaces extrêmement restreintes», la destruction n'était pas l'objectif principalement recherché, mais plutôt l'incendie, en espérant qu'il se propage malgré des «parties inflammables [...] très restreintes. De plus, le feu ne s'y propage[ait] pas aisément par suite de la dispersion des ateliers».⁴⁵ Et encore, ces résultats indirects étaient-ils plutôt induits par les dégâts que par des explosifs dont la qualité laissait à désirer.

41 ANLux, AE 434, Note, 11.03.1922.

42 SHD, DA, 1 A 168, 5.507, Grand-Duché de Luxembourg. Bombardements, 18.11.1916, p.2.

43 CONRARDY J.-P., *Dudelange. L'usine centenaire*, Arbed, Victor Buck, 1982, p.116.

44 SHD, DAT, 6 N 20, *Les forges de Lorraine, de Luxembourg et de la Saar. Doit-on les bombarder?*, septembre 1915, p.4.

45 SHD, DA, 1 A 166, dos.2, op.cit., pp.1-3.



Le taux des bombes qui n'explosaient pas était assez élevé. Source: ANLux, FD005-18-427

Les bombardements des usines eschoises en 1918

Date des attaques	Bombes (nombre)	Poids (kg.)	Groupe
26 janvier 1918	6	144	GB 1
28 janvier 1918	26	740	GB 1
9 mars 1918	28	1.100	Escadrille 11
12 mars 1918	22	1.100	Escadrille 11
13 mars 1918	22	1.100	Escadrille 11
14 mars 1918	10	250	Escadrille 11
21 mars 1918	8	400	Escadrille 11
22 mars 1918	10	250	Escadrille 11
21 août 1918	8	400	GB 2 et 18
Total	140	5 484	

L'exemple des bombardements des usines d'Esch-sur-Alzette est effarant. De janvier à octobre 1918, elles connurent neuf raids d'un seul avion à chaque fois, deux en janvier, six en mars et un en août. Cent quarante bombes furent lâchées, pour un poids de quelque cinq mille cinq cent kilos. Si seules 42% arrivèrent au sol, elles n'étaient que 11% à exploser réellement ..., soit moins de six cent kilos d'explosif.⁴⁶ Un rapport du 18 novembre 1916 pointait les raisons des «résultats temporaires» du processus de bombardement stratégique allié: «Si nos bombardements avaient continué, souvent répétés, mais à des jours et à des heures variables, de jour et de nuit, [...] tous les ouvriers auraient déserté les usines surtout qu'à ce moment ils pouvaient trouver du travail presque aussi rémunérateur dans le Nord du pays et à l'abri du danger».⁴⁷



Le complexe usinier d'Esch-sur-Alzette. Source: SHD, DA, 1 A 173

Les bombardements alliés sur la sidérurgie luxembourgeoise

Pourtant, l'effet final recherché n'était peut-être pas vraiment de susciter des destructions. Gaston Barbanson et le commandant Cayla n'avaient pas tort de parler d'un «effet moral [...] considérable» pour les bombardements. Concernant la sidérurgie luxembourgeoise, la question ne fut jamais réellement tranchée dans les états-majors français. Quant au renseignement, nécessaire pour apprécier les effets des bombardements autant que pour élaborer les plans d'opération, il restait trop parcellaire.

La sidérurgie luxembourgeoise et les plans de bombardement

Commentant le plan de bombardement le mois précédent, le 10 août 1915, un rapport s'interrogeait sur l'opportunité de bombarder les usines non seulement luxembourgeoises, mais aussi lorraines et sarroises. Alors que le plan semblait privilégier la méthode dite du «point sensible», privilégiant le traitement des ateliers importants des usines allemandes essentielles à l'approvisionnement de l'armée allemande, plus compatible avec «les moyens d'action dont [...]

46 SHD, *Bombardements d'Esch-sur-Alzette* et GAE Aéronautique, Relevés, résumés, télégrammes des opérations aériennes. Activité de l'aviation de bombardement, 16.10.1917-31.10.1918; cf. aussi SHD, DAT, 6 N 284, Résumés quotidiens des opérations aériennes, mars 1917/novembre 1918.

47 SHD, DA, 1 A 168, 5.507, *Grand-Duché de Luxembourg. Bombardements*.

dispos[ait]» l'armée française,⁴⁸ ce rapport de la Section de contrôle des renseignements (SCR) estimait inefficace toute action contre la métallurgie allemande, aussi bien en Allemagne que dans les bassins annexés. Dans un cas comme dans l'autre, un redéploiement des personnels ouvriers permettrait de compenser la perte d'un bassin de production. Sans compter les risques de représailles, comme l'avait montré la destruction récente «*de la centrale des forges de Pont-à-Mousson à la suite du bombardement des forges de Dilligen*».⁴⁹

Pourtant, les zones d'opérations aériennes de Lorraine annexée, du Grand-Duché et de Sarre offraient une opportunité d'action conforme aux possibilités de l'aviation. Pour autant, il convenait au commandement d'en choisir l'opportunité, tant en fonction de la proximité, de la facilité ou de l'effet moral. Or, passés les espoirs nourris de voir naître un appareil capable de bombarder les complexes rhino-westphaliens (le Farman F40 ne fut opérationnel qu'au printemps 1918), les chefs militaires cessèrent vite de privilégier la manœuvre de bombardement stratégique. L'année 1916 vit son recul au profit «*des actions de représailles, destinées à dissuader l'adversaire et aucune prétention de finir la guerre*».⁵⁰ Le mouvement s'accrut l'année suivante, avec la nomination du général Philippe Pétain comme commandant en chef des armées (15 mai 1917), qui préférait l'aviation de champ de bataille et ses missions d'observation, de chasse et de pilonnage en faveur des troupes au sol.⁵¹ Le principe fut alors d'appliquer les mouvements aériens aux lignes de front des groupes d'armées auxquels les escadrilles étaient rattachées.

Cette inertie du haut commandement pour le bombardement stratégique n'aurait pas été problématique si elle ne se heurtait de front à l'activisme des partisans d'un usage intensif de l'aviation, aussi bien la presse, qui cherchait à mobiliser les opinions publiques, que les autorités préfectorales⁵² ou les parlementaires, dont Louis Loucheur, qui devint sous-secrétaire d'État à l'Armement et aux Fabrications de guerre (décembre 1916), puis au ministère de l'Armement (septembre 1917), avant de prendre en charge la Reconstitution industrielle (novembre 1918). Surtout, il permit les interférences de tous les niveaux dans l'élaboration des plans de bombardements. La question des implantations industrielles en Lorraine occupée —la fameuse question de Briey— fut inévitablement au centre des tractations entourant l'élaboration des nouveaux plans de bombardements. Déjà présente dans la note de septembre 1915, l'additif du 11 mars 1916 introduisit une distinction qui permit toutes les interprétations: celle des restrictions liées à la nature des capitaux présents dans les entreprises.

Cette particularité du capitalisme lorrain pouvait également être appliquée aux emprises de Lorraine annexée, du Luxembourg et de la Sarre. La particularité du développement du tissu industriel lotharingien était d'être soutenu par les finances belges, françaises,

48 Une *Étude d'ensemble sur les objectifs de bombardements de la région Est* du 30 janvier 1918 ne disait pas autre chose en affirmant que «*le seul point sur lequel peuvent porter actuellement les efforts constants et répétés de notre Aviation de Bombardement est le Bassin Lorraine-Luxembourg [sic]. Seul, il est à une distance suffisamment rapprochée de nos terrains d'aviation*» [SHD, 1 A 169, d. 1, f. 4].

49 SHD, DAT, 6 N 20, *Les forges de Lorraine, de Luxembourg et de la Saar. Doit-on les bombarder?*, septembre 1915, p.4.

50 BERNARD P., op.cit., p.353.

51 PEDRONCINI G., *Le Haut Commandement français et la conduite de la guerre 1917-1918*, Doctorat d'État, Lettres, Paris-I-Panthéon-Sorbonne, 1971, vols.1, pp.178-222, et 2, pp.788-805.

52 Le sous-préfet de Meurthe et Moselle, Léon Mirman, se fit ainsi le porte-parole de Camille Cavalier, vice-président de la Chambre de commerce de Nancy et maître de forges à Pont-à-Mousson, auteur d'un rapport sur «*Le bassin industriel de Briey*» (10 février 1917). Il le transmit au ministre de la Guerre, Lyautey, assorti de ses commentaires, le 21 février, ce qui valut à Cavalier, d'être invité sept jours plus tard à rencontrer le ministre [SHD, DA, 1 A 169 et DAT, 16 N 3017]. Voir aussi ROTH F., *Un préfet de guerre en Lorraine Léon Mirman : De l'intendant au préfet*, in: *Annales de l'Est*, 2(2000), pp.301-314.

luxembourgeoises et allemandes. Avec le conflit, pour les diplomates, au travers des engagements de leurs pays, les deux premières étaient alliées, la troisième, théoriquement neutre,⁵³ et la dernière, ennemie. Pour les militaires, la frontière s'était effacée dès le début du conflit au profit du bassin sidérurgique. Ainsi, dès le 15 janvier 1916, si un officier de l'escadrille 11 de Nancy, G. de Laby, proposait de ne «ménager que les deux groupes d'usines de M. de Wendel» en Lorraine, il n'omit pas d'intégrer à son raisonnement, «Luxembourg, [...] Rodange (S a), Esch-sur-Alzette et Dudelange (Société des Aciéries réunies)». A contrario, les usines à capitaux allemands constituaient des objectifs à bombarder.⁵⁴ Ce régime fut transcrit dans le plan du 22 mars 1916 et devait perdurer jusqu'à la fin de la guerre, avec plus ou moins de rigueur dans le suivi.

Les plans de bombardement

Plan de bombardement	10 août 1915
Additif au plan de bombardement	11 mars 1916
Plan de bombardement	22 mars 1916
Rectificatif au plan de bombardement	28 mai 1916
Plan de bombardement	20 décembre 1916
Plan de bombardement	15 février 1917
Amendement au plan de bombardement	12 mars 1917

L'année 1916 s'acheva avec un nouveau plan de bombardement, le 20 décembre; il s'agit du second de l'année, auquel il ne faut manquer d'ajouter d'y adjoindre deux additifs/rectificatifs. Les arbitrages apportés le furent au nom des impératifs de la Défense nationale, dont le pendant était la crainte de mesures similaires de rétorsion de la part de l'adversaire. Une note du 20 décembre 1916 le regrettait, constatant «que, pour éviter des représailles sur les usines de la frontière, en France, représailles qui anéantiraient les bénéfices énormes facilement réalisables lors de la reprise immédiate des affaires après-guerre et forcément les retarderaient de deux ans en cas de destruction, les industriels français aient profité des rencontres imprévues pour chercher à convaincre les pilotes de l'inutilité des bombardements des usines métallurgiques allemandes».⁵⁵ L'intérêt de ce propos tenait autant de ce qui était écrit que de celui qui l'écrivait. En effet, son auteur, l'aide contrôleur P. Lejeune, de l'inspection des forges de Lyon, avait été avant-guerre ingénieur aux établissements Wendel de Jœuf ...! Son analyse attira pourtant l'attention du commandement qui l'invita à rejoindre l'aéronautique du GAE.

Il contribua ainsi à l'élaboration du nouveau plan du 15 février 1917. En juin, il faisait parvenir un rapport préconisant de désorganiser le trafic de chemin de fer en arrière des lignes allemandes, entravant aussi bien le transport des troupes que l'acheminement des minerais et poches de fonte vers les aciéries. L'objectif principal n'était plus le potentiel industriel, mais

53 Rappelons que la neutralité luxembourgeoise, garantie par le traité de Londres du 11 mai 1867, était inscrite dans la Constitution du 17 octobre 1868. Sa violation par l'invasion allemande du 2 août 1914 ayant fait s'écrouler la garantie collective, la Grande-Bretagne, dans une moindre mesure, mais surtout la France et la Belgique s'accordèrent pour considérer le pays comme partie de l'Alliance, eu égard à la position affichée de la souveraine. Cf. TRAUSCH G., *La Première Guerre mondiale, heure de vérité pour la neutralité luxembourgeoise* et KAISER S., *La neutralité du Luxembourg de 1918 à 1945*, in: *Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur in Luxemburg*, n°257, juin 2006, pp.29-35 et 36-39.

54 SHD, DA, 1 A 168, dos.2, *Étude de bombardements des bassins miniers et métallurgiques de Lorraine, Luxembourg, Sarre et Westphalie*, 15.01.1916.

55 SHD, DA, 1 A 168, dos.2, Lejeune, *Bombardements des usines de Lorraine, Sarre et Luxembourg*.

les gares.⁵⁶ Loin de représenter le point de vue des industriels, le lieutenant Lejeune ne faisait que systématiser au bassin de Lorraine et du Luxembourg les résultats de la réflexion de l'état-major. Le 19 février, une note du général Georges Nivelles ne disait pas autre chose, parlant des minières, qu'elles «ne [pouvaient] être atteint[es] par avion». ⁵⁷ Le 30 janvier 1918, une étude d'ensemble sur les objectifs de bombardement de la région Est rappelait combien ce bassin «seul [...] présente, grâce à ses gares, des objectifs assez larges et assez sensibles». ⁵⁸ La réorientation de l'activité aérienne était notable. Alors que les usines d'Esch-sur-Alzette avaient fait l'objet de vingt raids en 1916, à partir du 20 mars, avec un taux de réussite de 53% des bombes explosées au sol, elles ne furent plus la cible que de quatorze attaques en 1917, affichant un meilleur taux, 81% avec 41% de bombes en moins. En 1918, les dix raids n'affichaient que 27,5% de coups au but. ⁵⁹

La sidérurgie luxembourgeoise et le renseignement français

Si le haut commandement restait dubitatif quant à l'emploi de l'aviation de bombardement, cela tenait aussi à de telles évaluations, qui lui étaient permises par l'action des services de renseignement. Le bassin lotharingien, qui ouvrait aussi sur le cœur du dispositif allemand, était le théâtre d'une action clandestine au profit des pays de l'Entente. Quatre différentes organisations couvraient aussi bien les réfugiés, déplacés et évadés engendrés par la guerre, mais aussi les voyageurs de toutes sortes, diplomates et agents de renseignement, venant d'au-delà des lignes allemandes, que les agents envoyés sous couverture pour informer le haut commandement allié sur l'état de la société, les circulations des trains, la marche des usines ennemies⁶⁰ comme les effets de leurs bombardements.

Deux étaient installées aux deux «guichets» ouvrant sur le territoire de l'adversaire. Dès le 22 novembre 1914, Français, Britanniques, Belges et Russes s'étaient entendus pour établir un bureau commun à Folkestone, principale liaison avec les Pays-Bas. ⁶¹ À Annemasse, un poste du contre-espionnage français assurait la même fonction avec la Suisse. ⁶² Leur objectif était avant tout d'éviter l'intrusion d'agents ennemis en Grande-Bretagne et en France. Cette logique poussa, au printemps 1916, la section du renseignement militaire britannique chargée des infiltrations au-delà des lignes allemandes [MI 1(b)] à achever son déploiement dans les villes françaises du front en se camouflant au sein du British Permit Office. ⁶³ À cette

56 SHD, DA, 1 A 168, dos.2, Lejeune, *Le blocus du bassin ferrifère de Lorraine et du Luxembourg*, juin 1917.

57 SHD, DAT, 6 N 101, Réponse, 19.02.1917.

58 SHD, DA, 1 A 169, d. 1, f. 4.

59 SHD, 1 A 166, dos. 2, «Bombardements d'Esch-sur-Alzette» *op. cit.*

60 Rappelons que le ministère français des Affaires étrangères opposa deux raisons aux rares protestations luxembourgeoises, d'abord que ses usines «continuaient à assurer le service au bénéfice des Allemands», ensuite que la gare de Luxembourg constituait un «très important nœud de voies ferrées qui mènent à Metz, à Longwy, sur le territoire belge, à Maëstricht et surtout à Trèves». AMAE, Guerre, 599, Delcassé à Beau, ambassadeur français à Berne, 07.10.1915.

61 Les capitaines Paul Wallner, puis Henry Béliard étaient les délégués du Grand Quartier général des armées du Nord et du Nord-Est (2^e bureau), tandis que les commissaires Daum et Levastre y représentaient la Sûreté générale. Les capitaines Cecil Cameron et Henry Landau y animalient le bureau britannique et le capitaine Joseph Mage la partie belge. À noter que les Russes n'y entretenaient aucun représentant. Ils s'en remettaient aux bons soins des Français.

62 Son chef était le capitaine Alexandre Desvernines, dans le civil commissaire de la Sûreté générale attaché au service de renseignement depuis vingt ans. Il avait vécu l'affaire Dreyfus de l'intérieur.

63 En échange, la Sûreté générale française obtenait de contrôler les entrées en France depuis la French Permit Office implanté à Londres. Le poste parisien fut confié au lieutenant S.H.C. Woolrich (1916), puis au capitaine George Bruce. Cf. MORGAN J., *The Secret of Rue St Roch. Hope and Heroism Behind Enemy Lines in the First World*, Penguin, Londres, 2005.

organisation s'ajoutaient encore les attachés militaires en postes à Berne⁶⁴ et à La Haye,⁶⁵ ainsi que les éventuelles interférences des états-majors généraux (Deuxième bureau; General headquarters) et des organismes comparables (SCR, War Office). Naturellement, ces différents niveaux s'ignoraient le plus souvent.⁶⁶ «*Ils étaient, en fait, non seulement dans une réelle autant qu'inconsciente compétition les uns contre les autres, mais aussi soumis à des systèmes de contrôle parallèles du War Office et [des] alliés français et belges [...]. En dépit des excellents résultats produits, il y a peu de doute que dénonciations, achats d'agents d'autres services, duplications de rapports et collaboration entre agents de différents systèmes alliés n'étaient pas rares*».⁶⁷

Concernant le Grand-Duché de Luxembourg, il existait encore deux niveaux d'information spécifiques. Au ministère français des Affaires étrangères, Armand Mollard, l'ancien ministre de France (aujourd'hui on dirait ambassadeur) y animait une petite cellule sur son ancien poste. Baptisée «Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés», elle était dirigée par un sujet luxembourgeois d'origine française mis à disposition par la SCR, le sergent Charles-Céleste Jubert.⁶⁸ Cette structure s'occupait surtout de renseignement ouvert, c'est-à-dire essentiellement à partir des journaux luxembourgeois, qui arrivaient à Paris avec un léger retard, dû au transit via la Suisse.⁶⁹ Elle employait aussi des Luxembourgeois qui avaient quitté le pays après l'invasion allemande, comme le propriétaire du *Landwirt*, journal agrarien de Diekirch, Paul Schroell.⁷⁰ Dans une moindre mesure, le poste de Belfort s'occupait aussi du Luxembourg, exploitant cette fois les publications allemandes et suisses. En prévision de la mise en place du blocus du bassin ferrifère suggérée par le lieutenant Lejeune au printemps suivant, il fut proposé d'établir en Suisse «*un service spécial de renseignement, service dont la direction devrait être confiée à un métallurgiste ou un industriel rompu à ce genre d'affaire*».⁷¹ Il ne semble toutefois pas avoir été donné suite à cette idée.

64 Le lieutenant-colonel belge Lefébure, les colonels français Monier (1914-1917), puis Pageot, ainsi que le major Hans Vischer (jusqu'à fin 1916), le lieutenant S.H.C. Woolrich (1917-1918) et le capitaine britannique W.L. Blennerhasset. Les remplacements des attachés militaires s'expliquaient par leurs activités de renseignement découvertes par les autorités suisses (pour le cas britannique, cf. ANDREW C., *Secret Service. The Making of the British Intelligence Community*, William Heinemann Ltd, Londres, 1985, pp.148-153). Les Allemands perdirent, sous l'action conjuguée des services adverses et de la police helvétique, 145 agents (NICOLAI W., *Nachrichtendienst, Presse und Volkstimmung im Weltkrieg*, Mittler & Sohn, Berlin, 1920, p.40) et les Français, semble-t-il, 200 (Colonel ALLEMAND, «*Les services spéciaux français*» pendant la Première Guerre mondiale (2), in: *Bulletin de l'amicale des anciens des services spéciaux de la Défense nationale*, 128(1987), www.aassdn.org/xlidd11284.htm).

65 Ancien consul général à Francfort, le capitaine Laurence Oppenheim y gravit les grades de l'armée britannique jusqu'au grade de colonel. Quant au colonel Paul Boucabeille, succédant en 1916 au colonel Desprez, il y fut promu général de brigade, avant de passer en deuxième section en 1919; il eut à gérer les conséquences de l'affaire Mata Hari à compter d'octobre 1917.

66 Pour le cas français, des informations sur le Grand-Duché se retrouvent ainsi dans les fonds des services d'Annemasse, depuis 1916 (SHD, DAT, 16 N 1272), de Berne, de mars 1917 à avril 1919 (SHD, DAT, 16 N 1311) et de Folkestone, pour une période allant d'août 1917 à novembre 1918 (SHD, DAT, 16 N 1306).

67 NA, WO 106/45, Lieutenant colonel Reginald Drake, *History of 1(b) GHQ 1917-18. Part I. The Secret Service*, 05.05.1919.

68 Né à Aumetz le 31 décembre 1849, il avait opté pour la nationalité luxembourgeoise après l'annexion de son village. Elle lui avait été octroyée le 30 janvier 1890 par la Chambre des députés et fut confirmée par le Conseil d'État le lendemain. *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°12, 08.03.1890, Loi du 5 février 1890 et arrêté gouvernemental du 5 mars 1890, pp.96-97.

69 SHD, DA, 1 A 168, Extraits de journaux luxembourgeois (*Luxemburger Zeitung*, 22.05 et *Landwirt*, 03.06.1916) recopiés par le sergent Jubert et diffusés le 11 juin 1916. Le retard est de vingt jours pour le premier et de huit jours pour le second.

70 Dans une lettre au baron de Broqueville du 11 mai 1916, le lieutenant Gaston Barbanson notait que Paul Schroell était un agent d'Armand Mollard [AGR, Fonds Broqueville]. Un rapport non-daté [fin 1916, en tout cas avant le 1^{er} juin 1917] confirme ce fait. Archives du service public fédéral des Affaires étrangères, Bruxelles (ASPF AE), B1, 1916-1918.

71 SHD, DA, 1 A 168.



Le blocus du bassin ferrifère. Source: SHD, DA, 1 A 168.

Aux deux «guichets» arrivaient aussi des journaux, mais plutôt apportés par les voyageurs, d'agrément ou forcés, qui affluaient. Les officiers de la Sûreté générale et du MI-5 qui y étaient attachés se chargeaient d'interroger les arrivants. La somme d'informations recueillies, comme la nature des informateurs, plaidait certes pour la quantité, mais guère pour la qualité. Constaté les dégâts lors du passage d'un train en gare ou en assistant au bombardement ne permettait pas d'apporter des données précises quant aux résultats des opérations aériennes. Ensuite, il fallait que cette information soit vérifiée et actuelle. Certains bénéficiaient d'un *a priori* favorable parce qu'ils étaient ingénieurs, luxembourgeois,⁷² belges⁷³ ou suisses⁷⁴ généralement, et qu'ils revenaient des usines luxembourgeoises. S'ajoutaient enfin les problèmes de la langue et de la traduction, particulièrement importants dans le cas du Luxembourg où les populations parlaient, avec plus ou moins de compétences, deux langues, le français et l'allemand, en plus de leur idiome local. Ainsi le compte-rendu du 11 juin 1917 parlait-il de «*la Société des Arbettes* [sic]». Cette transposition phonétique du nom de l'entreprise sidérurgique luxembourgeoise Arbed par le lieutenant-colonel Gourguen, chef du Deuxième bureau d'Annemasse, résumait bien le problème de l'acquisition d'un renseignement précis. Non seulement l'analyste militaire ne possédait pas de connaissances suffisantes sur le sujet, le mettant dans une dépendance vis-à-vis de ses «informateurs», mais ces derniers n'étaient pas incontestables; en l'occurrence, il s'agissait de vingt-deux rapatriés, dont seize étaient sans profession (femmes et enfants), les six autres étant couturières (3), repasseuse, charpentier et fournisseur de fromages. Indubitablement, des spécialistes de l'information sidérurgique ...

Les renseignements concernant le Grand-Duché, devenu pour les Allemands un «*Kriegsschauplatz*» («théâtre de guerre») le 24 juillet 1915,⁷⁵ restaient donc parcellaires, «très vagues et souvent contradictoires, donnés par des rapatriés, des déserteurs et autres personnes étrangères à l'industrie».⁷⁶ Néanmoins, les services de renseignement disposaient d'«agents» sur le terrain. Ils avaient été choisis le plus soigneusement possible dans toutes les couches de la société

72 SHD, DAT, 16 N 1002, Rapport du lieutenant-colonel Gourguen, 16.06.1917.

73 SHD, DA, 1 A 173, Rapport du Deuxième bureau du Grand quartier-général, 15.10.1918.

74 SHD, 1 A 168, Rapport de l'attaché militaire français à Berne, 13.10.1916.

75 AMAE, Guerre, 599, La France l'assimilait au territoire allemand par les décrets des 27 septembre 1914 (commerce avec l'ennemi), 13.03.1915.

76 SHD, DAT, 1 A 168, Renseignements sur les résultats de bombardement sur le bassin Lorraine-Luxembourg et la Sarre, 30.10.1917.

luxembourgeoise,⁷⁷ mis au besoin «à l'essai».⁷⁸ La plupart étaient toutefois admis pour leur «sérieux», soit qu'ils avaient été recrutés directement pour le renseignement militaire,⁷⁹ soit qu'ils aient été perçus comme tels par un intervenant.⁸⁰ Certains étaient même des agents «sûrs», comme l'«agent Romain».⁸¹ D'autres étaient envoyés sur la zone avec une mission bien précise. L'agent 2 F 13, traité par le service de renseignement de la II^e Armée, se rendit par deux fois au moins, en mai 1916 et en juin 1918, mener une reconnaissance le long des voies ferrées menant de Differdange à Esch-sur-Alzette, puis Fontoy, Thionville et Metz.⁸²



Itinéraire d'un espion dans le Bassin minier. Source: SHD, DA, 1 A 173

Ces renseignements de documentation étaient ensuite réunis dans des synthèses plus complètes. Le fonds de connaissance ainsi créé devait permettre la prise de décisions en matière de bombardement. Le Deuxième bureau pouvait fournir deux types de synthèses. Soit elles prenaient la forme d'une évaluation stratégique des bombardements, comme la note du 18 novembre 1916⁸³ ou le rapport du commandant Cayla du 19 avril 1919, pointant les faiblesses et les forces de l'aviation de bombardement. Soit elles nourrissaient les informations sur les installations usinières, sans cesse complétées. Le rapport de septembre 1915 de la SCR utilisait un *Annuaire Renault* de 1910 pour présenter l'usine de Dudelange. Une des premières notices réalisées par le Deuxième bureau sur les usines de la Gelsenkirchener à Esch-sur-Alzette, le 19 février 1916,⁸⁴ se nourrissait d'informations puisées dans le numéro de la revue allemande *Stahl & Eisen* du 6 août 1914. Gaston Barbanson eut même l'occasion de constater qu'«une usine boche, la plus importante de toutes, Hagondange, dont l'aviation française ignorait l'existence parce qu'étant de création récente, [...] ne figurait pas sur les cartes!».⁸⁵ Les suivantes se devaient d'être plus précises, car servant de base aux plans de bombardement. Parfois, des officiers de réserve affectés loin du front parce qu'ingénieurs métallurgistes dans le civil, interpellaient l'état-major pour offrir des informations plus précises. De Lyon, un certain

77 Armand Mollard réussissait à communiquer avec Émile Reuter, ainsi que ce dernier le déclara à la Chambre des députés le 21 janvier 1919.

78 Ainsi cet agent observait les trains à Wasserbillig pour le Deuxième bureau du Grand quartier-général. Son rapport fut diffusé le 16 mars 1917. Cf. SHD, DAT, 16 N 1002.

79 SHD, DA, 1 A 168, Rapports d'Annemasse du Service de renseignement des armées (SRA), 19.02 et 05.03.1917.

80 Ainsi les commissaires spéciaux des villes frontalières, comme celui d'Évian dans le rapport du lieutenant-colonel Gourguen du 16 mars 1917. Cf. SHD, DAT, 16 N 1002.

81 SHD, DA, 1 A 168, *Rapport sur les résultats des bombardements de nuit*, fin janvier 1917 (avant le 28).

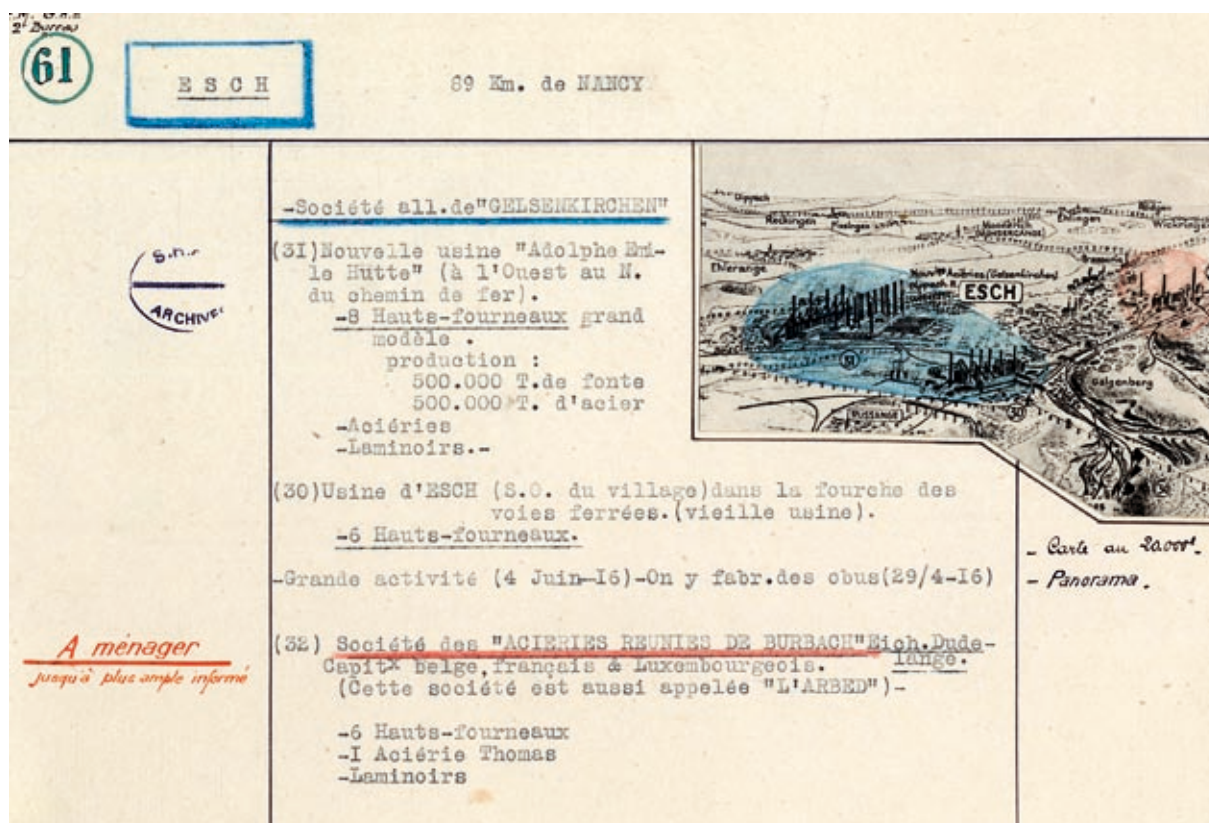
82 SHD, DA, 1 A 173, Rapports, 26.05, 15.06 et 24.06.1916.

83 SHD, DA, 1 A 168.

84 SHD, DA, 1 A 173.

85 Archives de l'Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (AUCL), Fonds Pierre Nothomb, Correspondance, Barbanson à Pierre Nothomb, 13.05.1918.

Roger Hartmann adressa le 20 mars 1915 un *Aperçu des établissements métallurgiques et des exploitations de minerai de la Lorraine annexée et du Luxembourg* au Service de l'Alsace-Lorraine du ministère de la Guerre.⁸⁶ Après le bombardement de Luxembourg du 3 octobre suivant, le lieutenant Auguste Dutreux, ancien élève de l'École centrale des arts et manufacture de Paris et fils de l'actionnaire et membre du conseil d'administration de l'Arbed Tony Dutreux, présentait ses *Notes sur les principales usines métallurgiques de la frontière de l'Est*.⁸⁷ Il y eut encore les lieutenants Jules Aubrun (Creusot),⁸⁸ Charles Aubé (Wendel)⁸⁹ ou P. Lejeune (Wendel).⁹⁰ En 1917, le Service géographique de l'Armée publia un inventaire industriel de la *Région comprise entre la Meuse et le Rhin. Bassins miniers et métallurgiques*,⁹¹ suffisamment précis pour que Gaston Barbanson, passé au Conseil économique du ministère belge des Affaires économiques, en demanda deux exemplaires, l'un pour son service et un second «pour [s]on usage personnel».⁹²



Le panneau de bombardement d'Esch-sur-Alzette. Source: SHD, DA, 1 A 173

86 AN, AJ³⁰ 214.

87 SHD, DA, 1 A 169 d. 2.

88 SHD, DA, 1 A 173, *Renseignements sur les régions usinières de la Lorraine annexée et du Luxembourg*, 30.04.1915.

89 SHD, DA, 1 A 169 d. 1, Notes sur le bassin de Briey, 25.06.1916.

90 SHD, DA, 1 A 168 d. 2, op.cit.

91 Paris, Imprimerie nationale. Cf. le brouillon dans AN, AJ³⁰ 214.

92 Lettre personnelle à Pierre Orts, 26.04.1918, op.cit.

L'Arbed et les bombardements alliés

Cet intérêt de Barbanson témoignait du souci qu'occasionnaient les activités aériennes et l'immixtion du conflit mondial dans les affaires de l'Arbed. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, si l'on compare l'attitude des autres maîtres de forges allemands, français et belges, comme de leurs ingénieurs mobilisés. Pour autant, la réponse formulée par la société luxembourgeoise n'était pas dénuée d'analyses pour le futur. L'action de Gaston Barbanson en était l'évident indice.

Une préoccupation stratégique

Lorsque les premières bombes tombèrent sur le Luxembourg, les Aciéries Réunies de Burbach, Eich, Dudelange (Arbed) avaient seulement trois ans. Elles avaient été fondées le 30 octobre 1911 par l'absorption des sociétés des mines du Luxembourg et des forges de Sarrebruck (Burbach), ainsi que Le Gallais, Metz & Cie (Eich) par les Hauts fourneaux et forges de Dudelange. À majorité luxembourgeoise (80,60%) et belge (18,89%), le capital comptait des actionnaires français (0,26%), allemands (0,16%) et britanniques (0,09%).⁹³ Après avoir intégré à son patrimoine de Burbach la tôlerie d'Hostenbach l'année précédente, elles avaient conclu, le 7 avril 1913, une communauté d'intérêts de trente ans avec le charbonnage allemand de l'Eschweiler Bergwerks-Verein. À cette occasion, quatre ressortissants allemands, trois administrateurs – Louis Hagen, Alfred von Oppenheim, Julius Franck – et un commissaire, Eduard Mosler, avaient été nommés. Pareille architecture financière était déroutante pour les services de renseignement français. Dans son rapport de septembre 1915, la SCR n'en semblait pas bien au fait, préférant se fonder sur l'origine géographique présumée des Vereinigte Hüttenwerke Burbach-Eich-Düdelingen, notamment des Burbacher Hütte et Eisenhüttenverein Düdelingen, pour en faire des «*forges germano-luxembourgeoises*».⁹⁴ Et encore ne parvenait-il pas vraiment à rattacher cette dernière aux Hauts fourneaux et forges de Dudelange (Eisenhütten-Actien-Verein Düdelingen)!

Pas plus que pour la position de l'État luxembourgeois, la perception des pays de l'Entente n'était favorable à l'Arbed. Le choix affiché par Émile Mayrisch d'une comparable neutralité ne semblait pas lui profiter. Pour nombre de Français et de Belges, Gaston Barbanson était «*suspect de germanophilie*»⁹⁵ et son directeur «*un Luxembourgeois d'origine allemande*».⁹⁶ À l'été 1919, la mauvaise réputation du groupe luxembourgeois était encore palpable dans les milieux officiels français.⁹⁷ Pourtant, en écho aux déclarations de Paul Eyschen, Ministre d'État, il avait fait imprimer, dès août 1914, des affiches proclamant son «*devoir le plus sacré de ne prendre parti pour aucune [des puissances en état de guerre], et d'observer vis-à-vis d'elles la plus stricte neutralité*». Évitant «*soigneusement tout ce qui pourrait [...] donner l'air de prendre parti dans l'un ou dans l'autre sens*», attitude qu'il conserva jusqu'au dernier

93 *Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°75, 15.11.1911, pp.1362-1365.

94 SHD, DAT, 6 N 20, *Les forges de Lorraine, de Luxembourg ... Doit-on les bombarder?*, op.cit., p.7.

95 AGR, Fonds Broqueville, Barbanson à Broqueville, 29.02.1916.

96 SHD, DA, 1 A 168, Rapport d'un Lorrain ayant quitté le Luxembourg ..., op.cit., p.2.

97 Cf. la demande d'information sur le groupe de Joseph Petitjean à Achille Fournier, Jules Aubrun et Léon Lévy du 26 juin 1919 [SMTR, «Syndicat de l'Alzette» et BARTHEL C., op.cit., p.38].

moment,⁹⁸ il décida de remettre en marche les usines du groupe pour d'évidentes motivations humanitaires. Dans l'esprit de Mayrisch, patron rompu au modèle rhénan d'«économie sociale de marché»,⁹⁹ les considérations sociales semblèrent toujours l'emporter sur la recherche du profit à court terme ou les proclamations de patriotisme à l'exemple de Charles Libotte, représentant la forge liégeoise d'Ougrée-Marihaye à Rodange.¹⁰⁰

Néanmoins, la guerre représenta une opportunité stratégique que le maître de forges luxembourgeois, comme ses confrères luxembourgeois, belges, français et allemands d'ailleurs, sut saisir. Dans un climat de tassement malgré tout de la production, induit autant par les crises politiques et économiques que par les restructurations internes de la décennie 1911-1920, les années de guerre permirent de dégager des bénéfices. Un rapport de renseignement français d'octobre 1916 rapportait que Mayrisch aurait «déclaré lui-même que cette société avait gagné deux fois plus en 1915 que pendant la meilleure année de temps de paix».¹⁰¹ Le propos était certes diffamatoire mais, en 1916, avec 25,6 millions de francs, l'optimum bénéficiaire de 1912 (19,7 millions) était dépassé (+ 76,9%), effaçant les baisses de 1913 et 1914 (- 77,5%). L'équilibre de cette apparente prospérité était néanmoins relatif. Et les bombardements alliés présentaient tout naturellement une menace sérieuse. Certes, leurs conséquences directes pouvaient être importantes, malgré leur relativité étant donné leur manque de précision. Mais elles se conjuguèrent invariablement avec un «*effet moral*», comme pointé par Gaston Barbanson et le commandant Cayla: les alertes entraînaient un dysfonctionnement des services des usines et occasionnaient une désorganisation. À Dudelange, cent une alertes au cours d'une période allant de juin 1916 à juillet 1917 se chiffrèrent à cent soixante-trois heures et quarante-deux minutes de ralentissement de l'allure des hauts-fourneaux.¹⁰² Cette pression psychologique expliquait autant que le manque de denrées alimentaires le mauvais climat social qui toucha la sidérurgie luxembourgeoise au printemps 1917 et donna lieu au déploiement de sections de mitrailleurs dans les usines et à une réclamation, tant de Mayrisch auprès du colonel Richard Karl von Tessmar, à Luxembourg, que du chargé d'affaire luxembourgeois à Berlin, Ernest Arendt, auprès du gouvernement allemand.¹⁰³

98 Cf. ses propos au sein de la «*commission spéciale chargée d'étudier les mesures à prendre en vue de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre et après la conclusion de la paix jusqu'à la reprise du jeu normal des forces actives du pays*», constituée par arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1917 (*Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg*, n°93, 01.12.1917, p.1328), et où il ne cessa de prendre de l'ascendant à mesure que la fin du conflit approchait, et en devenant le principal animateur après le 11 novembre 1918. ANLux, AE 466/2 et 7.

99 Cf. ALBERT M., *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, Paris, 1991 et les travaux de HAU M., *Y a-t-il un capitalisme rhénan?*, in: MARSEILLE J. (éd.), *L'industrialisation de l'Europe occidentale (1880-1970)*, ADHE, Paris, 1998, pp.295-324.

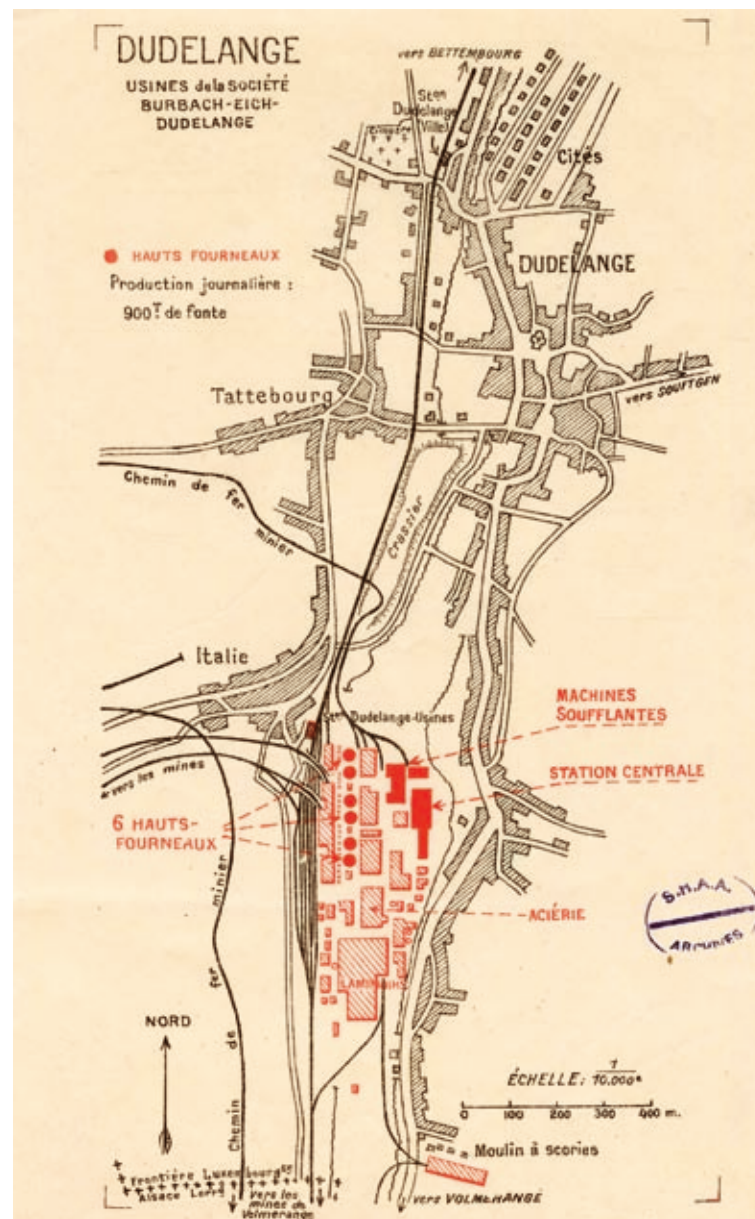
100 Depuis 1905, la société métallurgique de Rodange était une filiale du groupe belge d'Ougrée-Marihaye.

101 SHD, op.cit.

102 CONRARDY J.-P., op.cit.

103 CHOMÉ F., *Un demi-siècle d'histoire industrielle 1911-1964*, Arbed, Luxembourg, s.d. (1964), p.335 et BARTHEL C., op.cit., p.30.

Cette apparente prospérité permit à la société luxembourgeoise de se porter acquéreuse auprès de la Berliner Handelsgesellschaft de la fabrique de produits réfractaires Brohltal Aktiengesellschaft, initiant ainsi son processus de concentration de l'après-guerre. Dans sa *Note des divisions luxembourgeoises des Vereinigte Hüttenwerke Burbach-Eich-Düdelingen en rapport avec la production et la consommation de coke*,¹⁰⁴ vraisemblablement établie en novembre 1917, Mayrisch précisait que cette évolution était le résultat d'une production réalisée «strictement dans les limites du programme de travail tel qu'il existait avant le guerre»,¹⁰⁵ sans adjonction de nouveaux produits. Effectivement, un rapport de l'inspection luxembourgeoise du travail du 23 juin 1916 consignait que l'Arbed «fabriqu[ait] couramment des poutrelles et du matériel de chemins de fer, rails et traverses», comme le confirmaient les rapports du renseignement français.¹⁰⁶ Sauf que le service luxembourgeois poursuivait en précisant qu'«une grande partie [revenait] à l'administration militaire».¹⁰⁷ Toutefois, il s'agissait de matériel «civil», comme lorsque la société refusa «l'offre qui lui était faite de livrer 250.000 fers à cheval jusqu'à la fin de la guerre» ou «des commandes de 10.000 tonnes d'acier en rondin pour obus de 77 m/m».¹⁰⁸ Encore que dans ce cas, notamment de l'acier à obus (*Granatstahl*), l'Arbed refusa tout net pour ce qui était de ses usines luxembourgeoises, mais se montra prête à le faire, «sans tenir compte des coûts», dans ses usines sarroises de Burbach et Hostenbach.¹⁰⁹ Tout aussi ironiquement, l'occupant allemand lui coupa ses approvisionnements en ferromanganèse (1916), avant de réduire celui du coke (1917).¹¹⁰ Les démarches de Mayrisch auprès du gouvernement luxembourgeois restaient sans efficacité.



L'usine de Dudelange. Source: SHD, DA, 1 A 168

104 ANLux, AE 554, Notiz über die Verhältnisse auf den luxemburgischen Abteilungen der Vereinigten Hüttenwerke Burbach-Eich-Düdelingen mit Bezug auf die Produktion im Koksverbrauch.

105 ARBED, P. XXIX, Mayrisch à Léon Kauffman, Ministre d'État, 05.03.1918.

106 SHD, DA, 1 A 168, rapport du lieutenant-colonel Gourguen du 11 juin 1917.

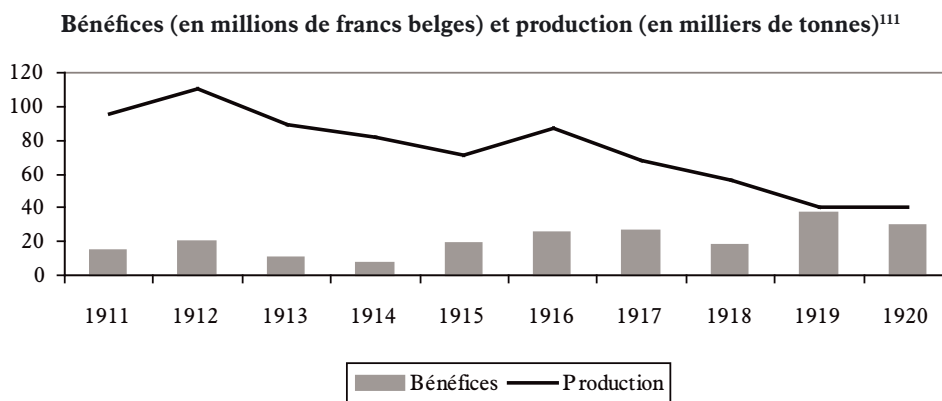
107 ANLux, AE 554, op.cit.

108 AGR, Fonds Broqueville, Barbanson à Broqueville, 16.05.1916. Voir aussi SHD, 1 A 168 dos. 3. Évidemment, la Gelsenkirchener produisait «depuis des mois des fers ronds en barre destinés à la fabrication d'obus», tandis que Paul Würth & Cie, dont le propriétaire éponyme était aussi administrateur de la Deutsch-Luxemburgische jusqu'au 14 décembre 1918 (BARTHEL C., op.cit., p.83), façonnait «en quantité des tubes-rondins en métal destinés aux tranchées allemandes». Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés, op.cit.

109 TRAUSCH G., *La stratégie du faible...*, op.cit., p.100.

110 ANLux, Arbed, Aloyse Meyer à Mayrisch, 04.11.1917.

L'Arbed pendant la Première Guerre mondiale



De toute façon, le directeur général de l'Arbed ne se faisait guère d'illusion quant au poids des gouvernements qui se succédaient depuis la mort du Ministre d'État Paul Eyschen, le 15 octobre 1915. Exprimé dans une note rédigée le 3 septembre 1921 conjointement avec son ancien commissaire de Dudelange, devenu un actionnaire de poids, son sentiment était très clair: «À défaut d'un appui gouvernemental efficace, il fallait en tout premier lieu s'assurer directement auprès des gouvernements étrangers une appréciation bienveillante de notre situation et une compréhension équitable de nos revendications légitimes». ¹¹² Il serait innocent de croire que ce jugement s'adressait au seul après-guerre ou n'appartenait pas à un plan, certes abstrait, dans la mesure où l'évolution des événements n'était pas entièrement prévisible, pourtant bien défini pendant la guerre. Dès l'été 1915, Mayrisch était persuadé de la défaite allemande. ¹¹³

La réalisation de ce programme était rendu possible par l'«embuscage» ¹¹⁴ parisien de Gaston Barbanson. Âgé de trente-huit ans, il s'était bien engagé pour la durée de la guerre, alors qu'il ne tombait «sous l'implication d'aucune loi militaire ni ancienne, ni nouvelle». ¹¹⁵ Affecté au corps de Transport de la 6^e division d'armée belge le 2 août 1914, le deuxième classe Barbanson fut promu, cinq jours plus tard, brigadier et chauffeur à l'état-major du général Albert Lantonnois van Rode. Sous sa protection, à moins qu'il ne fallut y voir l'intervention du colonel baron Victor Buffin de Chosal, commandant le 1^{er} régiment de Guides, et beau-frère de Barbanson, ¹¹⁶ l'administrateur et grand actionnaire de l'Arbed connut un avancement éclair: après deux mois de service, il recevait une commission d'officier d'administration auxiliaire du corps de Transport, avant d'être mis, le 7 janvier 1915, à la disposition du ministre de la Guerre, le baron Charles de Broqueville, avec affectation dans l'Intendance. «*Cette mutation*

¹¹¹ WAGNER C., *La sidérurgie luxembourgeoise sous les régimes du Zollverein et de l'Union économique belgo-luxembourgeoise*, Impr. artistique luxembourgeoise, Luxembourg, 1931, p.194, CHOMÉ F., op.cit., pp.27, 105, 121, 337; BARTHEL C., op.cit., p.31.

¹¹² ARBED, PXXXVI, Note sur une proposition d'augmentation de capital des sociétés Terres Rouges et Arbed.

¹¹³ Barbanson à Broqueville, 11.07 et 25.09.1915, op.cit.

¹¹⁴ Sur ces hommes qui se déroberent aux devoirs des armes en conservant des places de tout repos à l'arrière, dont le ministre socialiste belge Louis de Broeckère notait, en décembre 1916, que, «*si la forme républicaine [du gouvernement] est placée au-dessus de toute contestation*», ils froissaient «*l'esprit républicain*» par le favoritisme, la censure et la puissance nouvelle du pouvoir exécutif. Cf. RIDEL Ch., *Les Embusqués*, Armand Colin, Paris, 2007 et, plus polémique et moins convaincant, BOULOC F., *Les Profiteurs de guerre 1914-1918*, Complexe, Bruxelles, 2008.

¹¹⁵ Musée royal de l'armée et d'histoire militaire, Bruxelles (MRAHM) - dossier personnel de Gaston Émile [...] Barbanson, 13736, Barbanson au lieutenant-général baron de Ceuninck, ministre de la Guerre, 22.01.1918.

¹¹⁶ SHD, DA, 1 A 168, dos. 3, Commandant François-Marsal au major-général Pelle, 12.06.1916.

n'a naturellement pas été sollicitée par moi, mais elle a été sollicitée par le Ministre de la Guerre, parce qu'il considérait que je pouvais rendre plus de service dans le Corps d'Intendance qu'au front», devait se souvenir plus tard Barbanson.¹¹⁷

L'entregent de Gaston Barbanson

La guerre se résumait pour l'officier d'administration auxiliaire Barbanson à cinq mois et demi. Son passage dans l'Intendance, en tant que conseiller technique au service de l'habillement de Paris (25 juin 1915), consistait en fait à «*éclairer le gouvernement sur la politique à suivre pour renouveler les traités de commerce*»; son rapport fut remis en avril 1915.¹¹⁸ Présent dans la capitale française depuis son retour du front, membre de cet «*axe Sainte Adresse-Paris*» qui reliait le siège du gouvernement belge à sa diaspora en France,¹¹⁹ il ne tarda pas à se replonger dans la gestion de ses affaires luxembourgeoises. Le 10 juillet 1915, il se rendait à Zurich rencontrer Émile Mayrisch, l'épouse de ce dernier, victime d'une fausse couche, s'y trouvant en convalescence.¹²⁰ S'en suivirent une dizaine de rencontres d'ici la fin de l'année 1917 qui permirent, notamment, à Barbanson d'être renseigné des résultats des bombardements sur les emprises sarroises de l'Arbed ou sur Luxembourg.¹²¹ Sa présence dans la capitale française, qu'il salua plus tard comme une «*bonne fortune*»,¹²² attira l'attention du Comité des forges, dont le président Robert Pinot passait pour être très bien informé et proche des milieux officiels français. Un autre homme montra aussi de l'intérêt pour le maître de forges luxembourgeois, Eugène Schneider. Au printemps 1914, il avait vu passer une note de ses services financiers présentant la société comme une «*affaire extrêmement importante*». ¹²³ Au printemps suivant, il envoya le rédacteur de cette note sonder l'actionnaire de cette société.¹²⁴ Ce canal ouvrit, entre autre, les portes de l'état-major de l'Armée française à Barbanson, avec l'arrivée, le 16 décembre 1915, du capitaine de réserve Frédéric François-Marsal. Dans le civil directeur-général de la Banque privée (Lyon), cet autre «*embusqué*» était intéressant à plus d'un titre pour le sous-lieutenant auxiliaire Barbanson.¹²⁵ Ces liens se renforcèrent au gré des rencontres mondaines de ces hommes dans le Paris en guerre.¹²⁶ Barbanson put ainsi élargir son «*capital-relation*»¹²⁷ aux milieux politique et diplomatique français.

117 MRAHM, 13736, Barbanson au trésorier du 4^e corps d'Intendance, 30.04.1927.

118 AGR, Fonds Broqueville, Barbanson à Broqueville, 01.03, 08.04 et 30.04.1915. Il tenait en fait cette mission du ministre des Affaires étrangères, Julien Davignon, totalement sous l'influence de Broqueville.

119 L'expression est de Michel Dumoulin. WITTE E., *Nouvelle histoire de la Belgique*, Complexe, Paris, 2006, p.128.

120 FAWCETT P., MERCIER P., (éd.), *Correspondance André Gide-Jean Schlumberger (1901-1950)*, Gallimard, Paris, 1993, p.591; MASSON P., MEDER C. (éd.), *Correspondance 1903-1946 de André Gide et Aline Mayrisch*, Gallimard, Paris, 2003, p.126 n.1.

121 Ainsi ses courriers à Broqueville des 13 août, 25 septembre et 10 décembre 1916.

122 ARBED, P.1, brouillon du discours de bienvenue pour Eugène Schneider par Gaston Barbanson, 29.01.1920.

123 Académie François Bourdon, Le Creusot (AFB), 187 AQ 72, Note d'Achille Fournier, 06.04.1914.

124 ARBED, AC 407, Schneider & Cie, Note de Barbanson pour M. Eugène Schneider, avril 1929.

125 Aussi chercha-t-il à se faire promouvoir directement capitaine, afin de renforcer la liaison d'intérêt par une communauté de grade; dans sa proposition de promotion, son chef nota ainsi que son rang actuel n'était «*nullement en rapport avec les fonctions qu'il occupe*» (MRAHM, 13736, Sous-intendant Thys à Émile Vandervelde, ministre de la Guerre, 11.02.1916). La réponse du cabinet militaire ne se fit pas attendre. Deux jours plus tard, notant que Barbanson naviguait dans des «*organes où ces grades n'ont aucune utilité*», l'avancement exceptionnel lui était refusé. Tout juste serait-il promu lieutenant de réserve, «*mais ce n'est pas à titre de récompense*» (Ibid., Note de Chabeau, chef de cabinet du ministre de la Guerre).

126 WILLEQUET J., *Gaston Barbanson, promoteur d'une "Grande Belgique" en 1914-18*, in: *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1970, p.337.

127 Selon le modèle de capital social développé dans BOUTILLIER S., UZUNIDIS D., *La légende de l'entrepreneur*, Economica, Paris, 1995, p.133.

Le dispositif ainsi mis en place par Barbanson était opérationnel dès le printemps 1916. Le 11 mai, il notait à l'intention du chef du cabinet belge, le baron de Broqueville, que «*des avions français ont bombardé une de nos usines il y a une quinzaine de jours*¹²⁸ et une autre *avant-hier*.¹²⁹ [...] *Il faut croire que le Gouvernement français désire spécialement faire du tort aux usines appartenant aux alliés et ne fabriquant pas de matériel de guerre, plutôt que de s'attacher à détruire celles appartenant aux Allemands et qui travaillent uniquement pour la guerre. Maintenant c'est peut-être un système employé par les Français pour chercher à se rendre sympathiques aux populations du Grand-Duché. Si tel est le cas il n'y a qu'à les laisser continuer*». D'ordinaire, l'administrateur de l'Arbed en exil se contentait de protester mollement auprès de son protecteur devant le manque de précision des bombardements et la qualité insuffisante du matériel employé. Tout juste notait-il que le bombardement de Sarrebruck du 9 août 1915 avait failli tuer, dans l'usine de Burbach, «*un prisonnier russe qui [avait] reçu un éclat d'obus dans le talon de son soulier*». ¹³⁰ Au-delà du cynisme de Barbanson, la précision de cette information montrait combien il était renseigné. Ou plutôt combien Mayrisch, toujours en Suisse pour suivre la convalescence de son épouse, l'était! Quatre jours après l'événement, Barbanson avait été «*heureux [d']apprendre que le bombardement de Sarrebrück [avait] laissé nos usines indemnes*» et en avait immédiatement informé Broqueville.¹³¹ D'autres données lui étaient ensuite parvenues.

Un an plus tard, son réseau s'étant étoffé et le risque s'étant amplifié, il disposait des moyens d'agir plus efficacement. D'autant que le gouvernement luxembourgeois, par la voix de son Ministre d'État Victor Thorn, pourtant entre les mains de Mayrisch,¹³² autant que par celle de son chargé d'affaires à Paris, le vénérable Henri Vannérus, dont les voyages depuis Luxembourg, via la Suisse, lui pesaient de plus en plus,¹³³ ne parvenaient pas à porter les réclamations des «*populations luxembourgeoises qui n'[avaient] cessé d'être fidèles aux Alliés*»...¹³⁴ Mais Barbanson suivait aussi une voie ouverte par un membre du Comité des forges, François de Wendel une semaine plus tôt.¹³⁵ Ses propos du 11 mai poussèrent Broqueville à lui suggérer de lui adresser une lettre exposant ses récriminations au sujet des bombardements. Le courrier serait ensuite transmis, par les bons soins du gouvernement belge, au ministre français accrédité au Havre, Antony-Wladislas Klobukowski, et au commandant en chef des opérations, le général Joseph Joffre.¹³⁶

128 Il s'agit du bombardement de l'usine d'Esch, le 27 avril 1916. Les trois usines de la métropole du Sud avaient été la cible de raids les 19, 24, 26 et 27 avril, un quatrième devant intervenir le 21 mai. SHD, DA, 1 A 169, État des bombardements effectués par les unités de l'escadre 11 depuis le 1^{er} janvier 1915.

129 Il s'agit de l'usine de Dudelange, bombardée le 9 mai 1916.

130 AGR, Fonds Broqueville, Barbanson à Broqueville, 25.09.1915.

131 Ibid., Lettre du 13 août 1915.

132 Devant rencontrer Mayrisch une dizaine de jours plus tard, Barbanson manifestait l'espoir de voir également le «*Premier ministre*» luxembourgeois [ibid., Barbanson à Broqueville, 07.05.1916]. Victor Thorn était libéral et Mayrisch passait pour le financier du parti libéral.

133 ANLux, AE 518, Vannérus à Hubert Loutsch, 02.02.1916. Cf. aussi les propos de Thorn devant la Chambre des députés, le 10 mai 1917, estimant que «*l'état de santé de M. Vannérus ne lui a pas permis, dans les derniers temps, de se déplacer*» (*Kammer-Sitzung*, in: *Luxemburger Zeitung*, 11.05.1917). Notons qu'il était déjà malade lors du second bombardement de Luxembourg. AMAE, Guerre, 599, Eyschen à Beau, 06.10.1915.

134 AMAE, Guerre, 599, Beau à Delcassé, 05.10.1915, citant les propos de Paul Eyschen. Lors de son séjour à Berne, où le bombardement du 3 octobre 1915 le surprit, le Ministre d'État avait demandé de la France une «*lettre expliquant que le bombardement de la ville de Luxembourg [était] dû à une erreur*». Estimant notamment que les usines luxembourgeoises «*continuaient à assurer le service au bénéfice de l'Allemagne*», le ministre français des Affaires étrangères avait récusé au gouvernement luxembourgeois le droit de réclamer. Hubert Loutsch tenta tout aussi vainement de protester en décembre 1915 (ibid., Beau à Briand, 15.12.1915). Il semble que les gouvernements suivants se contentèrent de protester verbalement, quand ils disposaient d'un agent à Paris (SHD, DAT, 6 N 75, Pichon à Clemenceau, 13.07.1918) ou à Berlin (TRAUSCH G, *La stratégie du faible ...*, op.cit., p.98). La diplomatie belge, qui suivait cette affaire, estimait que les protestations ne produisaient «*aucun résultat*». ASPFAE, B1, Note de Bassompierre, 20.07.1918; Van der Essen à Hymans, 09.08.1918.

135 PESQUIES-COURBIER S., *La politique de bombardement des usines sidérurgiques en Lorraine et au Luxembourg pendant la Première Guerre Mondiale*, in: *Revue historique des armées*, 4(1981), pp.127-159, et *Les sidérurgistes de l'Est et la politique de bombardements d'usines en 1914-1918*, in: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, (31)1984, pp.54-73; JEANNENEY J.-N., op.cit., pp.90-140.

136 AGR, Fonds Broqueville, Broqueville à Barbanson, 16.05.1916.

Barbanson s'exécuta dès la réception de la missive ministérielle.¹³⁷ Sa réponse tenait en trois pages dactylographiées. Son argumentation visait autant à dédouaner la société de ses accusations de germanophilie qu'à «*permettre aux aviateurs français de choisir [les cibles] qu'il convient de bombarder*». Pour ce faire, il construisit l'illusion d'une entreprise belge et patriote. Aussi présenta-t-il une structure financière idéale qui en faisait «*la seule société métallurgique luxembourgeoise existante: son capital appartient pour 65% environ à des Belges, pour 20% environ à des Français et pour 15% environ à des Luxembourgeois. Il y a même quelques actionnaires anglais. Quant aux Allemands, l'intérêt qu'ils ont dans l'affaire est infime et ne dépasse pas 1%*». Cette répartition fictive se retrouvait encore, à peine retouchée en faveur de la France (25%) et au détriment du Luxembourg (10%) dans une note du commandant François-Marsal du 15 décembre 1918.¹³⁸ Après avoir habilement aménagé l'actionnariat de l'entreprise, alignait-il un nouvel argument inventé pour la circonstance? Il rappela ainsi le rôle de soutien aux populations civiles du Luxembourg belge et de Longwy lors des combats d'Etthe (22 et 23 août 1914) et l'ouverture des hôpitaux de l'Arbed «*à plus de mille blessés français*». ¹³⁹ De même insistait-il sur le fait que, «*malgré les offres tentantes qui lui ont été faites à maintes reprises, la Société des Acières Réunies [avait] toujours refusé toute espèce de commande de matériel de guerre pour le gouvernement allemand*». Mieux, Mayrisch aurait détourné de ce type de travail l'usine de Wecker de la société André Duchscher & C^{ie}.¹⁴⁰

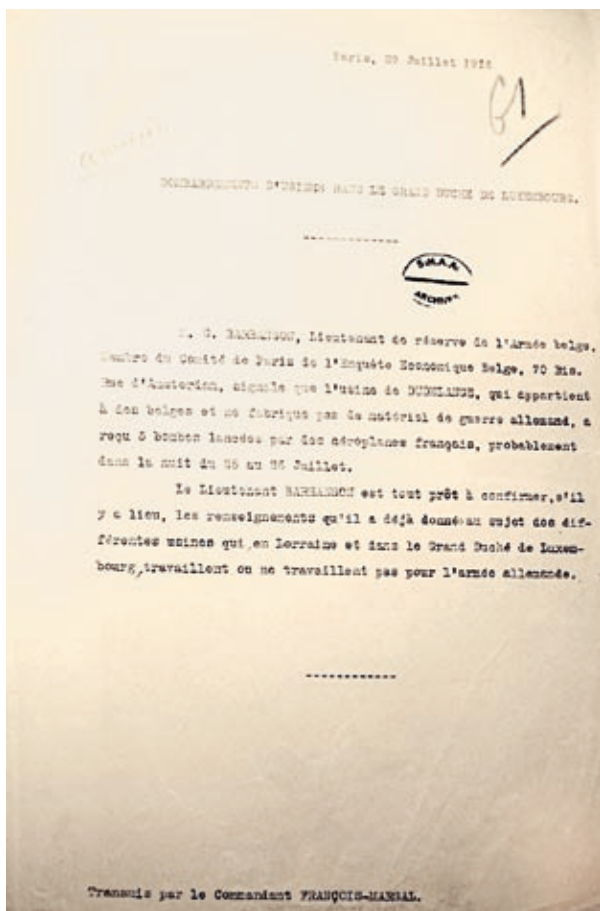
À ce développement, Barbanson joignait sur trois pages «*une liste complète des usines métallurgiques de Lorraine annexée, de Sarre et du Grand Duché de Luxembourg*». Il y distinguait celles à ne pas bombarder, soit parce qu'elles appartenaient à l'Arbed (l'usine d'Esch-Schiffange, Dudelange, Dommeldange, Eich), soit parce qu'elles étaient la propriété d'un groupe allié (Rodange), de celles qui devaient être considérées comme ennemies (Gelsenkirchener et la Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-Aktiengesellschaft à Differdange). Naturellement, il était prêt à «*donner tous les renseignements topographiques et autres capables de faciliter la tâche des aviateurs français*». Pour assurer le plus de succès à son entreprise, Barbanson adressa une copie de sa lettre à son ami François-Marsal, entre-temps transféré au cabinet du ministre de la Guerre, qui transmit à l'état-major général le 12 juin. Les 21 et 29 juillet, il se plaignit par écrit et par téléphone des bombardements des usines d'Esch (nuit du 19 au 20 juillet) et de Dudelange (nuit du 25 au 26 juillet) et renouvela son offre de renseignement. Par l'intermédiaire de cet officier, il entra finalement «*en relation avec les services compétents pour lesquels [il] fit [t] un travail très détaillé avec cartes et plans à l'appui. [...] Cette fois, [s]on intervention produisit de l'effet et les usines alliées qu'[il] avait [t] indiquées ne reçurent plus que très rarement des bombes, sans doute par accident, tandis que les usines boches se virent arroser copieusement*».

¹³⁷ Ibid., Barbanson à Broqueville, 16.05.1916. Cf. la copie signée adressée par François-Marsal au major-général Pellet, 12.06.1916.

¹³⁸ SHD, DAT, 4 N 72.

¹³⁹ Dans son ouvrage hagiographique sur l'entreprise, Félix Chomé n'en parle pas.

¹⁴⁰ Un rapport du Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés du 30 septembre 1915 notait toutefois que cette usine tournait des «*obus qui lui sont fournis à l'état brut par une fonderie allemande*» (AMAE, Guerre, 599). Elle le faisait encore un an plus tard, sans que l'aviation de bombardement ne l'ait inquiétée (SHD, DA, 1 A 168, Rapport d'un Lorrain ayant quitté le Luxembourg ..., op.cit., p.2).



Quand Barbanson voulait orienter les bombardements. Source: SHD, DA, 1 A 168, dos. 3

Au printemps 1918, Barbanson estimait que ses indications influençaient encore les plans de bombardement. En tout cas, il n'eût plus besoin d'aborder ce sujet avec Broqueville. D'ailleurs, il ne l'aborda plus du tout, tant l'impression donnée par sa démarche insistante avait produit une mauvaise impression. Des journalistes de ses amis soupçonnaient même «*que cet intérêt fut tout personnel*».¹⁴¹ L'opinion du sergent Jubert, qui travaillait dans l'ombre de l'ancien consul à Luxembourg contre toute influence belge, était même complètement négative. Le 3 août 1916, il avait estimé que «*le seul débouché commercial [de l'Arbed était] actuellement l'Allemagne. Les matières qu'elle lui fourni[ssait] serv[aient] toutes indirectement aux préparatifs militaires*». Ce fut même lui qui aborda pour la première fois la question «*du fameux Nickel-Stahl*»,¹⁴² qui devait faire ensuite florès. Suite à ces «*renseignements contradictoires*», auxquels s'ajoutaient ceux diffamatoires à l'endroit de Mayrisch émanant pourtant d'une «*personne absolument sûre*»,¹⁴³ la SCR estima, le 12 novembre suivant, que, «*sans considération des personnes des Acéries Réunies "Arbed", comme administrateurs ou actionnaires, [...] leurs usines [devaient] être traitées en établissements étrangers*».¹⁴⁴

141 AUCL, Fonds Pierre Nothomb, Barbanson à Pierre Nothomb, 13.05.1918.

142 SHD, DA, 1 A 134.

143 SHD, DA, 1 A 168, Rapport d'un Lorrain ayant quitté le Luxembourg ..., op.cit.

144 SHD, DA, 1 A 173.

Un monde en mutation

La question des bombardements de l'industrie luxembourgeoise est loin d'être anecdotique. Comme l'a montré Gilbert Trausch, elle touchait au problème de la neutralité du Luxembourg lors de la Première Guerre mondiale.¹⁴⁵ Mais elle touchait également, et peut-être surtout, à l'avenir du pays pour l'après-guerre. Et si les hommes politiques et le service diplomatique luxembourgeois manquèrent «*de savoir-faire et de faire-savoir*»,¹⁴⁶ il n'en fut pas de même de ses maîtres de forges. Ils surent saisir la guerre comme une opportunité. Certes, la spécificité des attaques aériennes ne laissent apparaître qu'une partie seulement du dispositif mis en place par Émile Mayrisch et Gaston Barbanson. L'option belgo-française mise en place par le second, et suivie «*avec sympathie*»¹⁴⁷ par le premier, n'était qu'une partie du plan de guerre mis en place par l'Arbed. Une chose est cependant certaine, son initiateur était à Luxembourg. Contrairement à ce que pourrait laisser penser la condescendance coutumière de Barbanson dans sa correspondance avec Broqueville, seul «*son directeur*» disposait du recul nécessaire pour soutenir un double-jeu. N'oublions pas que Barbanson avait tout abandonné le 2 août 1914 pour s'engager dans la guerre, témoignant certes d'un fort patriotisme qui le porta à soutenir une option nationaliste difficilement compatible avec les intérêts de son entreprise! Seul Mayrisch disposait encore des relais de l'autre côté du miroir, qui ne présentaient aucune raison d'être mis au courant de la gestion des bombardements d'usines. Malgré son cynisme évident, Barbanson ne négligea pas de demander la protection de l'usine de Rodange, appartenant à son ennemi personnel et concurrent économique Gustave Trasenster.

«*Pourquoi ne pas détruire les usines?*» s'interrogeait encore un agent sérieux le 12 février 1917.¹⁴⁸ La réponse n'était pas évidente. Les militaires ne s'étaient encore aperçu de cette dimension sociale du bombardement aérien, fondé seulement sur l'idée d'une pression directe sur les populations pour provoquer leur effondrement moral, et éventuellement matériel. Ils ne croyaient que désorganiser le dispositif industriel ennemi, dans un climat idéologique qui ne cessait de se renforcer à mesure que le conflit s'éternisait. En 1917, la guerre aérienne n'était devenue rien d'autre que le mouvement qui manquait tellement à terre. Pour cela, elle se nourrissait de l'information que lui fournissait un renseignement qui ne remplissait pas vraiment son rôle. Depuis les premiers jours du conflit, les services ne faisaient que confirmer les idées préconçues des états-majors. Et la centralisation opérée à partir du printemps 1915, avec la constitution d'une SCR en mai, puis d'un Bureau interallié en septembre, n'empêcha une myopie évidente de perdurer.

Elle était particulièrement prégnante dans le domaine économique, où la question nationale avait tendance à s'effacer derrière la froideur des intérêts financiers. Les dirigeants de l'Arbed l'avaient parfaitement perçu. Ils surent saisir les opportunités offertes, et les attaques aériennes en étaient évidemment une, pour tisser la trame de l'expansion de leur entreprise dans l'après-guerre. Si les projets n'étaient pas encore très clairs, les réseaux se mettaient en place. Mieux, la question des bombardements en éprouvait leur solidité. Si Antoine Lefort, le chargé d'affaires luxembourgeois à Berne, pouvait finalement noter, à juste titre, que «*notre industrie, en effet, [...] est intacte*»,¹⁴⁹ l'action gouvernementale n'y était pour rien. Pas plus qu'elle n'avait su protéger sa population, reléguée au rang de dommages collatéraux, elle n'avait pu sauver sa sidérurgie. En prenant en charge sa survie, l'Arbed s'imposait comme un acteur politique à part entière. En prétendant le faire pour ses ouvriers, elle s'arrogea un climat social pacifié, lui ouvrant les portes de l'expansion. De ce point de vue, «*la guerre au sens intrinsèque se combin[ait] avec la guerre économique*».¹⁵⁰

145 TRAUSCH G., *La stratégie du faible* ..., op.cit., pp.94-98.

146 *Ibid.*, p.162.

147 ARBED, AC 407, op. cit..

148 SHD, DA, 1 A 168.

149 ASPFAE, B1, Fernand Peltzer à Paul Hymans, 31.07.1918 et Collet, secrétaire du Comité économique belge en Suisse, à Gérard Cooreman, ministre des Affaires économiques, 05.08.1918.

150 BOUTILLIER S., *L'industriel et le militaire, éléments de réflexion à partir du capital social. Le cas Schneider*, in: *Innovations. Cahiers d'économie de l'innovation*, «*Industries de guerre et innovations*», 21(2004), p.171.

Les livres de correspondance de la Société en commandite des Forges d'Eich Metz et C^{ie}

Inventaire sommaire des archives Arbed déposées
aux Archives nationales de Luxembourg

Gilles REGENER

Vers la fin des années 1980, les responsables de l'Arbed se sont rendus compte de l'importance de leurs archives, non seulement pour leurs besoins internes, mais aussi pour la promotion de l'image de leur entreprise. Ils ont alors, dans la foulée d'une initiative lancée par un groupe d'historiens, décidé en 1989 de «*déposer aux Archives nationales la majeure partie des documents constituant ses [Arbed] archives d'avant 1940*».¹

Aux premiers versements effectués au début des années 1990, se sont ajoutés au cours des dernières années d'autres versements d'une plus petite envergure, de sorte que l'ensemble du fonds comprend actuellement environ 4,5 km linéaires de documents, quelques 12.000 cartes et plans et plusieurs centaines de photos qui couvrent la période s'étendant de 1865 à 1980. La nature des documents conservés est très variée. Ce sont par exemple des documents administratifs et des correspondances, des rapports annuels des différentes divisions, des brevets, des livres de comptabilité, le fichier des ouvriers, des cartes et des plans, des photos et des plaques de verre ainsi qu'une bibliothèque technique avec des revues et des ouvrages spécialisés. La structure interne du fonds est organisée en vertu du principe de la provenance des documents. Le fonds est de la sorte subdivisé en plusieurs sous-fonds:

- Arbed-01 - HADIR;
- Arbed-02 - COLUMETA / TradeARBED SA;
- Arbed-03 - ARBED - Administration centrale;
- Arbed-04 - ARBED - Division d'Esch-Schifflange;
- Arbed-05 - ARBED - Division de Dudelange;
- Arbed-06 - ARBED - Division de Esch-Belval;
- Arbed-07 - ARBED - Mines luxembourgeoises;
- Arbed-08 - ARBED - Mines françaises;
- Arbed-09 - Société en commandite des Forges d'Eich Metz et Cie;
- Arbed-10 - SA Minière et Métallurgique de Rodange.

S'y ajoutent encore trois sous-fonds regroupant les photos et plaques de verres, les cartes et plans et la bibliothèque technique de l'Arbed.

L'inventaire partiel présenté ici est consacré aux livres de correspondance de la *Société en commandite des Forges d'Eich Metz & Cie* déposés aux Archives nationales. Ladite entreprise a été constituée le 24 août 1865. Elle prenait alors la relève de la *Société en commandite Auguste Metz & Cie* (fondée en avril 1838) et existait jusqu'en 1904, quand elle changeait de nom pour devenir la *Société en commandite des Forges d'Eich Le Gallais, Metz & Cie*. Celle-ci finalement fusionna, en 1911, avec la *Société Anonyme des Mines du Luxembourg et des Forges de Sarrebruck* et la *Société Anonyme des Hauts Fourneaux et Forges de Dudelange* pour former la société anonyme des *Acieries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange*, plus connue sous sa dénomination abrégée *Arbed*.²

¹ ANLux, Contrat de dépôt entre la SA ARBED et les Archives nationales de Luxembourg, 26.01.1989.

² Pour l'histoire de la Société en commandite des Forges d'Eich Metz & Cie veuillez consulter CHOME F., *Arbed. Un demi-siècle d'histoire d'industrielle. 1911-1964*, Arbed, Luxembourg, 1964; MERSCH J., *Les Metz, la dynastie du Fer*, in: MERSCH J., *Biographie Nationale du Pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours*, XII^{ème} fascicule, Imp. de la Cour, Luxembourg, 1963, pp. 311 - 612.



Afin d'éviter la détérioration des anciennes correspondances de la Société Metz & Cie, les documents ont été reconditionnés dans des boîtes en polypropylène.
Photo: Archives nationales de Luxembourg. Réalisation: Änder Hatz

Comme aujourd'hui les Archives nationales procèdent généralement à la mise en ligne de leurs fonds, le présent inventaire a été originairement conçu pour une consultation à travers le site www.anlux.lu. La richesse exceptionnelle du sous-fonds – les documents sont particulièrement attractifs pour toute personne intéressée aux antécédents de l'Arbed et à l'histoire de la sidérurgie luxembourgeoise avant la création des Acieries Réunies en 1911 – nous a cependant incité à élaborer également une version imprimée sous la forme d'un inventaire sommaire publié dans ce premier fascicule de *Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*. Les chercheurs peuvent ainsi se faire une image non seulement du contenu varié des livres de correspondance. Ils peuvent en outre retracer le réseau commercial de la Société en commandite des Forges d'Eich Metz & Cie qui, à côté de ses relations avec une multitude d'entreprises luxembourgeoises, échangeait également de nombreuses correspondances avec des centaines de firmes étrangères. L'exploitation du fonds promet donc d'apporter la lumière sur des aspects nouveaux de l'histoire économique de la fin du XIX^e siècle en général, et sur l'évolution qui mena à la création de l'Arbed en particulier.

Les dossiers de la Société en commandite des Forges d'Eich Metz & Cie sont répertoriés – nous l'avons déjà signalé – dans le sous-fonds «Arbed - 09 : Société en commandite des Forges d'Eich Metz & Cie». Ce sous-fonds se décompose à son tour en deux séries. La première concerne les livres de correspondance; la deuxième, dont l'inventorisation est en cours, est consacrée à des documents de comptabilité.

La rubrique «Cote» fournit la nouvelle cote des Archives nationales de Luxembourg. Celle-ci remplace les anciens numéros³ appliqués sur les dossiers et qui ne présentent aucun ordre logique apparent. Voilà pourquoi nous avons choisi d'inventorier les livres de correspondance par ordre alphabétique du nom des entreprises avec lesquelles Metz & Cie étaient en relations. Le nom d'entreprise est dès lors repris sous la rubrique «Titre» qui fournit en même temps le cadre chronologique (dans la version électronique de l'inventaire, la période couverte par les différentes pièces du dossier fait l'objet d'une rubrique à part, intitulée «Période de création»).

3 Les anciennes cotes sont reprises sous une rubrique spéciale de la version en ligne.

Chronologiquement, tous les dossiers répertoriés dans ce sous-fonds couvrent la période allant de 1868 à 1907.

Pour les citations d'extraits de la correspondance, nous recommandons au chercheur d'employer la formule suivante:

ANLux, Cote, Titre, Date.

(Ex. : ANLux, Arbed - 09-1095, Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid, 1881-1882.)

Reste à préciser que le chercheur, en consultant la version en ligne, a aussi le moyen de retrouver les différentes entreprises à l'aide de descripteurs. Pour chaque entreprise nous avons donné des descripteurs indiquant à la fois des informations supplémentaires et des renvois à d'autres entreprises ou à d'autres dénominations (raisons sociales) de la société en question.

Quoique le sous-fonds « Arbed - 09 » demeure toujours un fonds privé, les dossiers et les documents qu'il renferme sont librement consultables dans la salle de lecture des Archives nationales conformément à l'avenant au contrat de dépôt du 26 janvier 1989 conclu entre les Archives nationales et l'Arbed.

Cote	Titre
Arbed-09-0001	A. Duquesne & Cie, Anvers 1899
Arbed-09-0002	A. Duquesne & Cie, Anvers 1899-1900
Arbed-09-0003	A. Duquesne & Cie, Anvers 1900
Arbed-09-0004	A. Legrain, Marcinelle lez-Charleroi 1869-1870
Arbed-09-0005	A. Legrain, Marcinelle lez-Charleroi 1870-1871
Arbed-09-0006	A. Legrain, Marcinelle lez-Charleroi 1871-1872
Arbed-09-0007	A. Legrain, Marcinelle lez-Charleroi 1872-1873
Arbed-09-0008	A. Legrain, Marcinelle lez-Charleroi 1873-1874
Arbed-09-0009	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1869
Arbed-09-0010	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1870-1871
Arbed-09-0011	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1871-1872
Arbed-09-0012	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1872-1873
Arbed-09-0013	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1873-1874
Arbed-09-0014	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1874-1875
Arbed-09-0015	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1875-1876
Arbed-09-0016	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1876-1877
Arbed-09-0017	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1877-1878
Arbed-09-0018	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1878-1879
Arbed-09-0019	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1879-1880
Arbed-09-0020	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1880
Arbed-09-0021	A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1880-1881

Arbed-09-0022 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1881

Arbed-09-0023 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1881-1882

Arbed-09-0024 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1882

Arbed-09-0025 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1882-1883

Arbed-09-0026 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1883

Arbed-09-0027 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1883-1884

Arbed-09-0028 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1884

Arbed-09-0029 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1884-1885

Arbed-09-0030 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1885-1886

Arbed-09-0031 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1886-1887

Arbed-09-0032 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1887-1888

Arbed-09-0033 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1888-1889

Arbed-09-0034 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1889-1890

Arbed-09-0035 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1890-1891

Arbed-09-0036 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1891-1892

Arbed-09-0037 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1892-1893

Arbed-09-0038 A. Schaaffhausen'scher Bankverein, Köln 1894

Arbed-09-0039 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1868-1869

Arbed-09-0040 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1869-1870

Arbed-09-0041 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1870-1871

Arbed-09-0042 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1871-1872

Arbed-09-0043 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1872-1873

Arbed-09-0044 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1873-1874

Arbed-09-0045 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1874-1875

Arbed-09-0046 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1876-1877

Arbed-09-0047 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1877-1878

Arbed-09-0048 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1877-1878

Arbed-09-0049 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1878-1879

Arbed-09-0050 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1879-1880

Arbed-09-0051 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1880-1881

Arbed-09-0052 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1880-1881

Arbed-09-0053 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1881

Arbed-09-0054 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1881-1882

Arbed-09-0055 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1881-1882

Arbed-09-0056 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1882

Arbed-09-0057 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1882-1883

Arbed-09-0058 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1883-1884

Arbed-09-0059 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1884

Arbed-09-0060 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1884-1885

Arbed-09-0061 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1885

Arbed-09-0062 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1885-1886

- Arbed-09-0063 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1886-1887
- Arbed-09-0064 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1887
- Arbed-09-0065 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1887-1888
- Arbed-09-0066 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1888
- Arbed-09-0067 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1888-1889
- Arbed-09-0068 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1889
- Arbed-09-0069 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1890
- Arbed-09-0070 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1890
- Arbed-09-0071 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1890-1891
- Arbed-09-0072 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1891-1892
- Arbed-09-0073 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1892-1893
- Arbed-09-0074 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1893-1894
- Arbed-09-0075 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1894-1895
- Arbed-09-0076 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1895-1896
- Arbed-09-0077 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1896-1897
- Arbed-09-0078 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1897-1898
- Arbed-09-0079 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1898-1899
- Arbed-09-0080 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1899-1900
- Arbed-09-0081 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1900-1901
- Arbed-09-0082 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1901-1902
- Arbed-09-0083 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1902-1903
- Arbed-09-0084 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Rothe Erde, Rothe Erde (Aachen) 1903-1904
- Arbed-09-0085 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Esch/Alzette, Esch/Alzette 1894
- Arbed-09-0086 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Esch/Alzette, Esch/Alzette 1895-1896
- Arbed-09-0087 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Esch/Alzette, Esch/Alzette 1897-1898
- Arbed-09-0088 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Esch/Alzette, Esch/Alzette 1899-1902
- Arbed-09-0089 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Esch/Alzette, Esch/Alzette 1903-1904
- Arbed-09-0090 Aachener Hütten-Actien-Verein – Abteilung Esch/Alzette, Esch/Alzette 1905-1906
- Arbed-09-0091 Aachener-Höngener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Höngen bei Aachen 1869-1870
- Arbed-09-0092 Aachener-Höngener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Höngen bei Aachen 1876-1877
- Arbed-09-0093 Aachener-Höngener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Höngen bei Aachen 1878-1879
- Arbed-09-0094 Aachener-Höngener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Höngen bei Aachen 1878-1879
- Arbed-09-0095 Aachener-Höngener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Höngen bei Aachen 1881
- Arbed-09-0096 Aachener-Höngener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Höngen bei Aachen 1881
- Arbed-09-0097 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1869
- Arbed-09-0098 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1870-1871
- Arbed-09-0099 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1871-1872
- Arbed-09-0100 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1872-1873
- Arbed-09-0101 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1874-1875
- Arbed-09-0102 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1875-1876
- Arbed-09-0103 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1877-1878

Arbed-09-0104 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1877-1878

Arbed-09-0105 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1878-1879

Arbed-09-0106 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1879-1880

Arbed-09-0107 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1880-1881

Arbed-09-0108 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1881-1882

Arbed-09-0109 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1882-1883

Arbed-09-0110 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1884

Arbed-09-0111 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1884-1889

Arbed-09-0112 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1889

Arbed-09-0113 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1889-1890

Arbed-09-0114 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1890-1893

Arbed-09-0115 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1891-1893

Arbed-09-0116 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1895-1897

Arbed-09-0117 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1896-1897

Arbed-09-0118 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1897-1898

Arbed-09-0119 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1898

Arbed-09-0120 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1898-1899

Arbed-09-0121 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1899-1900

Arbed-09-0122 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1899-1900

Arbed-09-0123 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1900-1901

Arbed-09-0124 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1900-1903

Arbed-09-0125 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1901-1902

Arbed-09-0126 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1902-1903

Arbed-09-0127 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1903-1904

Arbed-09-0128 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1903-1904

Arbed-09-0129 Actien-Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke, Dillingen 1904-1905

Arbed-09-0130 Actien-Gesellschaft Eisen- und Stahlwerk zu Osnabrück 1882

Arbed-09-0131 Actien-Gesellschaft Eisen- und Stahlwerk zu Osnabrück 1882-1883

Arbed-09-0132 Actien-Gesellschaft für Eisen- und Kohlen-Industrie Differdingen-Dannenbaum, Differdingen 1900

Arbed-09-0133 Actien-Gesellschaft für Eisen- und Kohlen-Industrie Differdingen-Dannenbaum, Differdingen 1900-1901

Arbed-09-0134 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1873-1874

Arbed-09-0135 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1874-1875

Arbed-09-0136 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1875-1876

Arbed-09-0137 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1876-1877

Arbed-09-0138 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1877-1878

Arbed-09-0139 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1878-1879

Arbed-09-0140 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1879-1880

Arbed-09-0141 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1880-1881

Arbed-09-0142 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1892-1893

Arbed-09-0143 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie und Brückenbau, Duisburg 1899-1900



Avant de mettre les livres de correspondance à la disposition des lecteurs, il a fallu les nettoyer, les remettre en ordre, les reconditionner et en établir des inventaires.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Réalisation: Änder Hatz

- Arbed-09-0144 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie zu Styrum, Oberhausen 1869
- Arbed-09-0145 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie zu Styrum, Oberhausen 1869-1870
- Arbed-09-0146 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie zu Styrum, Oberhausen 1871-1872
- Arbed-09-0147 Actien-Gesellschaft für Eisen-Industrie zu Styrum, Oberhausen 1872-1873
- Arbed-09-0148 Actien-Gesellschaft Meggener Walzwerk, Meggen 1890-1891
- Arbed-09-0149 Actien-Gesellschaft Peiner Walzwerk, Peine 1896-1897
- Arbed-09-0150 Actien-Gesellschaft Peiner Walzwerk, Peine 1897-1898
- Arbed-09-0151 Steinhauser Hütte, Witten an der Ruhr 1868-1869
- Arbed-09-0152 Steinhauser Hütte, Witten an der Ruhr 1869
- Arbed-09-0153 Actien-Gesellschaft Steinhauser Hütte, Witten an der Ruhr 1870-1871
- Arbed-09-0154 Actien-Gesellschaft Steinhauser Hütte, Witten an der Ruhr 1872-1873
- Arbed-09-0155 Actien-Gesellschaft Steinhauser Hütte, Witten an der Ruhr 1873-1874
- Arbed-09-0156 Actien-Gesellschaft Steinhauser Hütte, Witten an der Ruhr 1874-1875
- Arbed-09-0157 Actien-Gesellschaft Walzwerk Grevenbroich, Grevenbroich 1873-1874
- Arbed-09-0158 Actien-Gesellschaft Walzwerk Grevenbroich, Grevenbroich 1874
- Arbed-09-0159 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1891-1892
- Arbed-09-0160 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1892-1893
- Arbed-09-0161 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1894-1895
- Arbed-09-0162 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1895-1896

- Arbed-09-0163 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1896-1897
- Arbed-09-0164 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1897-1898
- Arbed-09-0165 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1899-1900
- Arbed-09-0166 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1900-1901
- Arbed-09-0167 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1901-1902
- Arbed-09-0168 Actien-Gesellschaft Westfälisches Cokssyndicat, Bochum 1902-1903
- Arbed-09-0169 Actien-Gesellschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1889-1890
- Arbed-09-0170 Actien-Gesellschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1890-1891
- Arbed-09-0171 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1872
- Arbed-09-0172 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1872-1873
- Arbed-09-0173 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1874-1875
- Arbed-09-0174 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1875-1876
- Arbed-09-0175 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1876-1877
- Arbed-09-0176 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1877-1878
- Arbed-09-0177 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1878-1879
- Arbed-09-0178 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1879-1880
- Arbed-09-0179 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1880-1881
- Arbed-09-0180 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1882
- Arbed-09-0181 Actien-Verein Duisburger Hütte, Duisburg 1882-1883
- Arbed-09-0182 Ad. De Lexhy-Geradon & Cie – Laminoirs de Jemeppe, Jemeppe 1876 1877
- Arbed-09-0183 Ad. De Lexhy-Geradon & Cie – Laminoirs de Jemeppe, Jemeppe 1877
- Arbed-09-0184 Ad. De Lexhy-Geradon & Cie – Laminoirs de Jemeppe, Jemeppe 1881-1882
- Arbed-09-0185 Adolph Kraemer Eisenhütte, Quint bei Trier 1868-1869
- Arbed-09-0186 Adolph Kraemer Eisenhütte, Quint bei Trier 1869-1870
- Arbed-09-0187 Adolph Kraemer Eisenhütte, Quint bei Trier 1870-1871
- Arbed-09-0188 Adolph Kraemer Eisenhütte, Quint bei Trier 1872-1873
- Arbed-09-0189 Adolph Kraemer Eisenhütte, Quint bei Trier 1873-1874
- Arbed-09-0190 Albert Hahn Röhrenwalzwerk, Berlin 1891
- Arbed-09-0191 Albert Hahn Röhrenwalzwerk, Berlin 1891-1892
- Arbed-09-0192 Alex. Sohler & Cie, Monceau-sur-Sambre 1874
- Arbed-09-0193 Altenhundemer Walz- und Hammerwerk, Altenhundem 1899-1900
- Arbed-09-0194 Altenhundemer Walz- und Hammerwerk, Altenhundem 1900-1901
- Arbed-09-0195 André De Lattre & Cie, Ardennes 1872
- Arbed-09-0196 André De Lattre & Cie, Ardennes 1874
- Arbed-09-0197 Ant. Regnault, Monthermé 1875
- Arbed-09-0198 Ant. Regnault, Monthermé 1875-1876
- Arbed-09-0199 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1872-1873
- Arbed-09-0200 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1873-1874
- Arbed-09-0201 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1874-1875

- Arbed-09-0202 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1875-1876
- Arbed-09-0203 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1876-1878
- Arbed-09-0204 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1876-1877
- Arbed-09-0205 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1877-1878
- Arbed-09-0206 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1878-1879
- Arbed-09-0207 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1879
- Arbed-09-0208 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1879-1880
- Arbed-09-0209 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1882
- Arbed-09-0210 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1882
- Arbed-09-0211 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1882-1883
- Arbed-09-0212 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1883-1884
- Arbed-09-0213 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1884-1885
- Arbed-09-0214 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1885-1886
- Arbed-09-0215 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1886-1887
- Arbed-09-0216 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1887-1888
- Arbed-09-0217 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1888-1889
- Arbed-09-0218 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1889-1890
- Arbed-09-0219 Arenberg'sche Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Essen – Schacht Prosper, Berge-Borbeck 1890-1891
- Arbed-09-0220 Association pour la surveillance des chaudières à vapeur, Bruxelles 1886-1894
- Arbed-09-0221 Association pour la surveillance des chaudières à vapeur, Bruxelles 1888-1891
- Arbed-09-0222 Auguste Detombay, Marcinelle-Charleroi 1872-1873
- Arbed-09-0223 Auguste Detombay, Marcinelle-Charleroi 1873-1874
- Arbed-09-0224 Auguste Detombay, Marcinelle-Charleroi 1875
- Arbed-09-0225 Auguste Detombay, Marcinelle-Charleroi 1880-1881
- Arbed-09-0226 Auguste Detombay, Marcinelle-Charleroi 1881-1882
- Arbed-09-0227 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1876
- Arbed-09-0228 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1876-1877
- Arbed-09-0229 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1877
- Arbed-09-0230 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1877-1878



*Puisque l'ancien conditionnement des livres de correspondance ne faisait apparaître aucun ordre chronologique, thématique ou autre, nous avons choisi d'inventorier le fonds par ordre alphabétique du nom des entreprises.
Photo: Archives nationales de Luxembourg. Réalisation: Ánder Hatz*

- Arbed-09-0231 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1878-1879
- Arbed-09-0232 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1879-1880
- Arbed-09-0233 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1880-1881
- Arbed-09-0234 Banque Centrale de la Sambre, Charleroi 1881-1882
- Arbed-09-0235 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1892-1893
- Arbed-09-0236 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1893-1894
- Arbed-09-0237 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1894-1895
- Arbed-09-0238 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1895-1896
- Arbed-09-0239 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1896-1897
- Arbed-09-0240 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1897-1898
- Arbed-09-0241 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1898-1899
- Arbed-09-0242 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1899-1900
- Arbed-09-0243 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1900-1901
- Arbed-09-0244 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1901-1902
- Arbed-09-0245 Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1902-1903

Arbed-09-0246	Banque Centrale du Luxembourg Belge, Arlon 1903-1904
Arbed-09-0247	Banque du Hainaut, Mons 1870-1871
Arbed-09-0248	Banque du Hainaut, Mons 1874-1875
Arbed-09-0249	Banque du Hainaut, Mons 1875-1876
Arbed-09-0250	Banque du Hainaut, Mons 1876
Arbed-09-0251	Banque du Hainaut, Mons 1876-1877
Arbed-09-0252	Banque du Hainaut, Mons 1877
Arbed-09-0253	Banque du Hainaut, Mons 1877-1878
Arbed-09-0254	Banque du Hainaut, Mons 1878-1879
Arbed-09-0255	Banque du Hainaut, Mons 1879-1880
Arbed-09-0256	Banque du Hainaut, Mons 1881-1882
Arbed-09-0257	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1870-1871
Arbed-09-0258	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1871-1872
Arbed-09-0259	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1872-1873
Arbed-09-0260	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1874-1875
Arbed-09-0261	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1875
Arbed-09-0262	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1875-1876
Arbed-09-0263	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1876
Arbed-09-0264	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1876-1877
Arbed-09-0265	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1877
Arbed-09-0266	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1877
Arbed-09-0267	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1877-1878
Arbed-09-0268	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1878
Arbed-09-0269	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1878-1879
Arbed-09-0270	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1879
Arbed-09-0271	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1879-1880
Arbed-09-0272	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1880
Arbed-09-0273	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1880-1881
Arbed-09-0274	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1881
Arbed-09-0275	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1881-1882
Arbed-09-0276	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1882
Arbed-09-0277	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1882
Arbed-09-0278	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1882-1883
Arbed-09-0279	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1883
Arbed-09-0280	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1883-1884
Arbed-09-0281	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1884
Arbed-09-0282	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1884
Arbed-09-0283	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1884-1885
Arbed-09-0284	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1885
Arbed-09-0285	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1885-1886
Arbed-09-0286	Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1886

Arbed-09-0287 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1886-1887

Arbed-09-0288 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1887

Arbed-09-0289 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1887-1888

Arbed-09-0290 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1888

Arbed-09-0291 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1888-1889

Arbed-09-0292 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1889

Arbed-09-0293 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1889-1890

Arbed-09-0294 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1890

Arbed-09-0295 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1890-1891

Arbed-09-0296 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1891

Arbed-09-0297 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1891-1892

Arbed-09-0298 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1892

Arbed-09-0299 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1892-1893

Arbed-09-0300 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1893

Arbed-09-0301 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1893-1894

Arbed-09-0302 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1894

Arbed-09-0303 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1894-1895

Arbed-09-0304 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1895

Arbed-09-0305 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1895-1896

Arbed-09-0306 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1896

Arbed-09-0307 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1897

Arbed-09-0308 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1897-1898

Arbed-09-0309 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1898

Arbed-09-0310 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1898-1899

Arbed-09-0311 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1899

Arbed-09-0312 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1899

Arbed-09-0313 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1899-1900

Arbed-09-0314 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1899-1901

Arbed-09-0315 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1900

Arbed-09-0316 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1900

Arbed-09-0317 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1900

Arbed-09-0318 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1901-1902

Arbed-09-0319 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1902

Arbed-09-0320 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1902

Arbed-09-0321 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1902-1903

Arbed-09-0322 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1903

Arbed-09-0323 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1903-1904

Arbed-09-0324 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1904

Arbed-09-0325 Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg 1904

Arbed-09-0326 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1875-1876

Arbed-09-0327 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1876-1877

- Arbed-09-0328 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1878-1879
- Arbed-09-0329 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1879-1880
- Arbed-09-0330 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1880
- Arbed-09-0331 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1880-1881
- Arbed-09-0332 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1877-1878
- Arbed-09-0333 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1881-1882
- Arbed-09-0334 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1881-1882
- Arbed-09-0335 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1882-1883
- Arbed-09-0336 Belgische Actien-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1883-1884
- Arbed-09-0337 Bergbau- und Hütten-Actien-Gesellschaft Lenne-Ruhr, Altenhundem 1872-1873
- Arbed-09-0338 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1874-1875
- Arbed-09-0339 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1875-1876
- Arbed-09-0340 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1875-1879
- Arbed-09-0341 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1876-1877
- Arbed-09-0342 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1877-1878
- Arbed-09-0343 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1878-1879
- Arbed-09-0344 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1879-1880
- Arbed-09-0345 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1879-1880
- Arbed-09-0346 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1880-1881
- Arbed-09-0347 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1881-1882
- Arbed-09-0348 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1882
- Arbed-09-0349 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1883
- Arbed-09-0350 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1883-1884
- Arbed-09-0351 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1888-1889
- Arbed-09-0352 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1889-1890
- Arbed-09-0353 Bergbau-Actien-Gesellschaft Pluto, Wanne in Westfalen 1890-1891
- Arbed-09-0354 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1876-1880
- Arbed-09-0355 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1877-1878
- Arbed-09-0356 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1879-1880
- Arbed-09-0357 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1880-1881
- Arbed-09-0358 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1881-1882
- Arbed-09-0359 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1881-1882
- Arbed-09-0360 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1882-1883
- Arbed-09-0361 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1883-1884
- Arbed-09-0362 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1884-1885
- Arbed-09-0363 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1885-1886
- Arbed-09-0364 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1886-1887
- Arbed-09-0365 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1887-1888
- Arbed-09-0366 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1888-1889
- Arbed-09-0367 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1889-1890
- Arbed-09-0368 Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1890-1891

Arbed-09-0369 Berger frères & Cie, Arlon 1868-1869

Arbed-09-0370 Berger frères & Cie, Arlon 1869

Arbed-09-0371 Berger frères & Cie, Arlon 1874

Arbed-09-0372 Bergwerks-Actien-Gesellschaft Consolidation, Gelsenkirchen 1889-1890

Arbed-09-0373 Bergwerks-Actien-Gesellschaft Consolidation, Gelsenkirchen 1890-1891

Arbed-09-0374 Bergwerks-Gesellschaft Dannenbaum, Bochum 1877

Arbed-09-0375 Bergwerks-Gesellschaft Dannenbaum, Bochum 1877-1878

Arbed-09-0376 Bertuch & Comp., Köln 1878-1879

Arbed-09-0377 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1889-1890

Arbed-09-0378 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1890-1891

Arbed-09-0379 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1891-1892

Arbed-09-0380 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1892-1893

Arbed-09-0381 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1893-1894

Arbed-09-0382 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1894-1895

Arbed-09-0383 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1895-1896

Arbed-09-0384 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1896-1897

Arbed-09-0385 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1897-1898

Arbed-09-0386 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1898-1899

Arbed-09-0387 Blechwalzwerk Schulz Knaudt Actien-Gesellschaft, Essen 1899-1900

Arbed-09-0388 Bochumer Verein für Bergbau und Gussstahlfabrikation, Bochum 1881

Arbed-09-0389 Bochumer Verein für Bergbau und Gussstahlfabrikation, Bochum 1881-1882

Arbed-09-0390 Bochumer Verein für Bergbau und Gussstahlfabrikation, Bochum 1881-1882

Arbed-09-0391 Bochumer Verein für Bergbau und Gussstahlfabrikation, Bochum 1882-1883

Arbed-09-0392 Bochumer Verein für Bergbau und Gussstahlfabrikation, Bochum 1869

Arbed-09-0393 Bochumer Verein für Bergbau und Gussstahlfabrikation, Bochum 1894

Arbed-09-0394 Bochumer Verein für Bergbau und Gussstahlfabrikation, Bochum 1900-1901

Arbed-09-0395 Boecker & Comp., Schalke 1877

Arbed-09-0396 Boecker & Comp., Schalke 1877-1878

Arbed-09-0397 Boecker & Comp., Schalke 1878-1879

Arbed-09-0398 Boecker & Comp., Schalke 1879-1880

Arbed-09-0399 Boecker & Comp., Schalke 1880-1881

Arbed-09-0400 Boecker & Comp., Schalke 1881-1882

Arbed-09-0401 Boecker & Comp., Schalke 1882-1883

Arbed-09-0402 Boecker & Comp., Schalke 1883-1884

Arbed-09-0403 Boecker & Comp., Schalke 1884-1885

Arbed-09-0404 Boecker & Comp., Schalke 1885-1886

Arbed-09-0405 Boecker & Comp., Schalke 1886-1887

Arbed-09-0406 Boecker & Comp., Schalke 1887-1888

Arbed-09-0407 Boecker & Comp., Schalke 1889-1890

Arbed-09-0408 Bondy & Söhne, Prag

Arbed-09-0409 Bubna'er Eisenwalzwerk – Drahtsicherei & Drahtstift-Fabrik von Gottlieb Bondy, Prag 1875-1876



À la série des livres de correspondance de la Société Metz & Cie s'ajoute une deuxième série de documents comptables. Son inventarisation est en cours.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Réalisation: Ånder Hatz

- Arbed-09-0410 Bubna'er Eisenwalzwerk – Drahtsicherei & Drahtstift-Fabrik von Gottlieb Bondy, Prag 1876-1877
- Arbed-09-0411 C. Delloye-Mathieu & frère, Montigny-sur-Sambre 1879-1880
- Arbed-09-0412 C. Guermont, Metz 1889
- Arbed-09-0413 C. Guermont, Metz 1889-1890
- Arbed-09-0414 C.A. Schönborn, Köln 1898-1899
- Arbed-09-0415 C.A. Schönborn, Köln 1899-1900
- Arbed-09-0416 C.A. Schönborn, Köln 1900-1901
- Arbed-09-0417 C.A. Schönborn, Köln 1901-1902
- Arbed-09-0418 C.A. Schönborn, Köln 1902
- Arbed-09-0419 Caisse Commerciale & Industrielle Antoine Fehlen & Cie, Luxembourg 1875-1876
- Arbed-09-0420 Caisse Commerciale & Industrielle Antoine Fehlen & Cie, Luxembourg 1876-1877
- Arbed-09-0421 Caisse Commerciale & Industrielle Antoine Fehlen & Cie, Luxembourg 1877-1878
- Arbed-09-0422 Caisse Commerciale & Industrielle Antoine Fehlen & Cie, Luxembourg 1878-1879
- Arbed-09-0423 Caisse Commerciale & Industrielle Antoine Fehlen & Cie, Luxembourg 1879-1880
- Arbed-09-0424 Caisse Commerciale & Industrielle Antoine Fehlen & Cie, Luxembourg 1880-1881
- Arbed-09-0425 Caisse Commerciale & Industrielle Antoine Fehlen & Cie, Luxembourg 1881-1882
- Arbed-09-0426 Caisse Commerciale & Industrielle François Berger & Cie, Luxembourg 1869-1870
- Arbed-09-0427 Caisse Commerciale & Industrielle François Berger & Cie, Luxembourg 1871-1872
- Arbed-09-0428 Caisse Commerciale & Industrielle François Berger & Cie, Luxembourg 1872-1873

Arbed-09-0429 Caisse Commerciale & Industrielle François Berger & Cie, Luxembourg 1873-1874

Arbed-09-0430 Caisse Commerciale & Industrielle François Berger & Cie, Luxembourg 1874-1875

Arbed-09-0431 Caisse Générale de Reports et de Dépôts, Bruxelles 1890-1891

Arbed-09-0432 Caisse Générale de Reports et de Dépôts, Bruxelles 1891-1892

Arbed-09-0433 Caisse Générale de Reports et de Dépôts, Bruxelles 1892-1893

Arbed-09-0434 Carl Bertina, Wilhelmswalze bei Herborn 1872-1873

Arbed-09-0435 Carl Bertina, Wilhelmswalze bei Herborn 1873-1874

Arbed-09-0436 Carl Gottbill sel. Erben, Mariahütte 1873-1874

Arbed-09-0437 Carl Menthen, Köln 1881-1882

Arbed-09-0438 Carl Menthen, Köln 1882-1883

Arbed-09-0439 Carl Menthen, Köln 1883-1884

Arbed-09-0440 Carl Menthen, Köln 1884-1885

Arbed-09-0441 Carl Spaeter, Koblenz 1875-1876

Arbed-09-0442 Carl Spaeter, Koblenz 1876-1877

Arbed-09-0443 Carl Spaeter, Koblenz 1891-1892

Arbed-09-0444 Carl Spaeter, Koblenz 1892-1893

Arbed-09-0445 Carl Spaeter, Koblenz 1897-1898

Arbed-09-0446 Carl Spaeter, Koblenz 1898-1899

Arbed-09-0447 Carl Spaeter, Koblenz 1900-1901

Arbed-09-0448 Carl Spaeter, Koblenz 1901

Arbed-09-0449 Carl Spaeter, Koblenz 1902

Arbed-09-0450 Carl Spaeter, Koblenz 1902-1903

Arbed-09-0451 Carl Spaeter, Koblenz 1903-1904

Arbed-09-0452 Carl Spaeter, Koblenz 1904

Arbed-09-0453 Carl Spaeter, Koblenz 1904

Arbed-09-0454 Carl Steidle, Heilbronn 1869-1870

Arbed-09-0455 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1873-1874

Arbed-09-0456 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1874-1875

Arbed-09-0457 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1875-1876

Arbed-09-0458 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1876-1877

Arbed-09-0459 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1877-1878

Arbed-09-0460 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1878-1879

Arbed-09-0461 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1879-1880

Arbed-09-0462 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1880-1881

Arbed-09-0463 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1881-1882

Arbed-09-0464 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1882-1883

Arbed-09-0465 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1883-1884

Arbed-09-0466 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1884-1885

Arbed-09-0467 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1889-1890

Arbed-09-0468 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1890-1891

Arbed-09-0469 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1891-1892

- Arbed-09-0470 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1892-1893
- Arbed-09-0471 Carl Stein, Wehbach bei Kirchen an der Sieg 1893-1894
- Arbed-09-0472 C.G. Trinkaus & Co, Düsseldorf 1869
- Arbed-09-0473 CH. Dupont & Peeters, Luxembourg 1902-1903
- Arbed-09-0474 CH. Dupont & Peeters, Luxembourg 1903-1904
- Arbed-09-0475 Ch.& E. Oesinger, Strasbourg 1871-1872
- Arbed-09-0476 Ch.& E. Oesinger, Strasbourg 1872-1873
- Arbed-09-0477 Chamotte- und Dinas-Werke Homburg GmbH, Homburg 1903-1904
- Arbed-09-0478 Charles Nouveau, Luxembourg 1891-1892
- Arbed-09-0479 Charles Nouveau, Luxembourg 1893
- Arbed-09-0480 Charles Nouveau, Luxembourg 1893-1894
- Arbed-09-0481 Charles Nouveau, Luxembourg 1894-1895
- Arbed-09-0482 Charles Nouveau, Luxembourg 1895-1896
- Arbed-09-0483 Charles Nouveau, Luxembourg 1896-1897
- Arbed-09-0484 Charles Nouveau, Luxembourg 1897-1898
- Arbed-09-0485 Charles Nouveau, Luxembourg 1898-1899
- Arbed-09-0486 Charles Nouveau, Luxembourg 1899-1900
- Arbed-09-0487 Charles Nouveau, Luxembourg 1900-1901
- Arbed-09-0488 Civil-Gesellschaft der Steinkohlengruben von Herne-Bochum, Herne 1874-1875
- Arbed-09-0489 Compagnie de charbonnages belges – Charbonnages de l'Agrappe & Grisoeuil, Frameries 1872-1873
- Arbed-09-0490 Compagnie de charbonnages belges – Charbonnages de l'Agrappe & Grisoeuil, Frameries 1874
- Arbed-09-0491 Compagnie de charbonnages belges – Charbonnages de l'Agrappe & Grisoeuil, Frameries 1874-1875
- Arbed-09-0492 Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine & d'Homécourt, Homécourt 1904
- Arbed-09-0493 Compagnie des Laminoirs du Centre-Belge, La Louvière 1872-1873
- Arbed-09-0494 Compagnie Générale des Ciments, Dommeldange 1897-1900
- Arbed-09-0495 Compagnie Générale des Ciments, Dommeldange 1900-1901
- Arbed-09-0496 Compagnie Générale des Ciments, Dommeldange 1901-1902
- Arbed-09-0497 Compagnie Générale des Conduites d'Eau, Liège 1898-1899
- Arbed-09-0498 Courtheoux Gille & Cie, Atsch bei Stolberg 1868-1869
- Arbed-09-0499 Courtheoux Gille & Cie, Atsch bei Stolberg 1873
- Arbed-09-0500 D. Guillier, Luxembourg 1869-1870
- Arbed-09-0501 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1881-1882
- Arbed-09-0502 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1895-1896
- Arbed-09-0503 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1897
- Arbed-09-0504 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1897-1898
- Arbed-09-0505 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1899
- Arbed-09-0506 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1899-1900
- Arbed-09-0507 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1900-1901
- Arbed-09-0508 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1901-1902
- Arbed-09-0509 De Dietrich & Cie, Nieberbronn 1901-1902
- Arbed-09-0510 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1895-1896



- Arbed-09-0511 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1896-1897
- Arbed-09-0512 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1897-1898
- Arbed-09-0513 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1898-1899
- Arbed-09-0514 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1901
- Arbed-09-0515 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1902
- Arbed-09-0516 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1903
- Arbed-09-0517 De Leeuw & Philippsen, Anvers 1903-1904
- Arbed-09-0518 Deichmann & Co, Köln 1868-1869
- Arbed-09-0519 Deichmann & Co, Köln 1869-1870
- Arbed-09-0520 Deichmann & Co, Köln 1871
- Arbed-09-0521 Deichmann & Co, Köln 1871-1872
- Arbed-09-0522 Deichmann & Co, Köln 1872-1873
- Arbed-09-0523 Deichmann & Co, Köln 1874
- Arbed-09-0524 Deichmann & Co, Köln 1874-1875
- Arbed-09-0525 Deichmann & Co, Köln 1875-1876
- Arbed-09-0526 Deichmann & Co, Köln 1876-1877
- Arbed-09-0527 Deichmann & Co, Köln 1877-1878
- Arbed-09-0528 Deichmann & Co, Köln 1878-1879
- Arbed-09-0529 Deichmann & Co, Köln 1879-1880

*Les livres de correspondance sont rédigés en grande partie sur papier pelure. Autant dire qu'ils sont très fragiles et doivent être traités avec précaution.
Photo: Archives nationales de Luxembourg.
Réalisation: Änder Hatz*

- Arbed-09-0530 Deichmann & Co, Köln 1880-1881
- Arbed-09-0531 Deichmann & Co, Köln 1881-1882
- Arbed-09-0532 Deichmann & Co, Köln 1882
- Arbed-09-0533 Deichmann & Co, Köln 1882-1883
- Arbed-09-0534 Deichmann & Co, Köln 1883
- Arbed-09-0535 Deichmann & Co, Köln 1883-1884
- Arbed-09-0536 Deichmann & Co, Köln 1884
- Arbed-09-0537 Deichmann & Co, Köln 1884-1885
- Arbed-09-0538 Deichmann & Co, Köln 1885
- Arbed-09-0539 Deichmann & Co, Köln 1885-1886
- Arbed-09-0540 Deichmann & Co, Köln 1886-1887
- Arbed-09-0541 Deichmann & Co, Köln 1887
- Arbed-09-0542 Deichmann & Co, Köln 1888-1889
- Arbed-09-0543 Deichmann & Co, Köln 1889-1890
- Arbed-09-0544 Deichmann & Co, Köln 1890-1891
- Arbed-09-0545 Deichmann & Co, Köln 1891-1892
- Arbed-09-0546 Deichmann & Co, Köln 1892-1893
- Arbed-09-0547 Deichmann & Co, Köln 1893-1894
- Arbed-09-0548 Deichmann & Co, Köln 1894-1895
- Arbed-09-0549 Deichmann & Co, Köln 1895-1896
- Arbed-09-0550 Deichmann & Co, Köln 1897
- Arbed-09-0551 Deichmann & Co, Köln 1898
- Arbed-09-0552 Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten Aktiengesellschaft – Abteilung Differdingen, 1901-1902
- Arbed-09-0553 Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten Aktiengesellschaft – Abteilung Differdingen, 1902-1903
- Arbed-09-0554 Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten Aktiengesellschaft – Abteilung Differdingen, 1904-1906
- Arbed-09-0555 Dinger'sche Maschinenfabrik, Zweibrücken 1868-1869
- Arbed-09-0556 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1870-1871
- Arbed-09-0557 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1872
- Arbed-09-0558 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1872-1873
- Arbed-09-0559 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1873-1874
- Arbed-09-0560 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1874-1875
- Arbed-09-0561 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1875-1876
- Arbed-09-0562 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1876-1877
- Arbed-09-0563 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1877-1878
- Arbed-09-0564 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1878-1879
- Arbed-09-0565 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1879-1880
- Arbed-09-0566 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1880-1881
- Arbed-09-0567 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1881-1882
- Arbed-09-0568 Direction der Disconto-Gesellschaft, Berlin 1882-1883

Arbed-09-0569 Disière & Delcourt, Seraing 1871-1872
Arbed-09-0570 Disière & Delcourt, Seraing 1872-1873
Arbed-09-0571 Disière & Delcourt, Seraing 1874
Arbed-09-0572 Dittmann & Neuhaus, Witten an der Ruhr 1895-1899
Arbed-09-0573 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1879-1880
Arbed-09-0574 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1879-1881
Arbed-09-0575 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1881
Arbed-09-0576 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1882
Arbed-09-0577 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1883-1884
Arbed-09-0578 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1884-1885
Arbed-09-0579 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1885-1886
Arbed-09-0580 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1886-1887
Arbed-09-0581 Dortmunder Bergbau-Gesellschaft, Weitmar bei Bochum 1891
Arbed-09-0582 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1878-1879
Arbed-09-0583 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1879-1880
Arbed-09-0584 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1880-1881
Arbed-09-0585 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1881-1882
Arbed-09-0586 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1882-1883
Arbed-09-0587 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1883-1884
Arbed-09-0588 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1884-1885
Arbed-09-0589 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1884-1885
Arbed-09-0590 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1885-1886
Arbed-09-0591 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1886-1887
Arbed-09-0592 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1888
Arbed-09-0593 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1888-1889
Arbed-09-0594 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1889-1890
Arbed-09-0595 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1890-1891
Arbed-09-0596 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1891-1892
Arbed-09-0597 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1892-1893
Arbed-09-0598 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1893-1894
Arbed-09-0599 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1894-1895
Arbed-09-0600 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1895-1896
Arbed-09-0601 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1896-1897
Arbed-09-0602 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1897-1898
Arbed-09-0603 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1898-1899
Arbed-09-0604 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1899-1900
Arbed-09-0605 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1900-1901
Arbed-09-0606 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1901-1902
Arbed-09-0607 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1902-1903
Arbed-09-0608 Düsseldorfer Eisen- und Draht-Industrie, Düsseldorf-Oberbilk 1903-1904
Arbed-09-0609 Düsseldorfer Eisenhüttengesellschaft, Düsseldorf 1899-1900



En général, la lecture des livres de correspondance est assez aisée. Parfois le chercheur peut cependant être confronté à des problèmes liés à l'effacement de l'encre.

Photo: Archives nationales de Luxembourg. Réalisation: Änder Hatz

- Arbed-09-0610 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1874
- Arbed-09-0611 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1875-1876
- Arbed-09-0612 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1876-1877
- Arbed-09-0613 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1877-1878
- Arbed-09-0614 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1878-1879
- Arbed-09-0615 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1879
- Arbed-09-0616 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1879-1880
- Arbed-09-0617 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1880
- Arbed-09-0618 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1880-1881
- Arbed-09-0619 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1881
- Arbed-09-0620 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1881-1882
- Arbed-09-0621 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1882
- Arbed-09-0622 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1882-1883
- Arbed-09-0623 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1883
- Arbed-09-0624 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1884
- Arbed-09-0625 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1885-1886
- Arbed-09-0626 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1886-1887
- Arbed-09-0627 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1887-1888

Arbed-09-0628 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1888-1889

Arbed-09-0629 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1889-1890

Arbed-09-0630 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1890-1891

Arbed-09-0631 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1891-1892

Arbed-09-0632 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1892-1893

Arbed-09-0633 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1893-1894

Arbed-09-0634 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1894-1895

Arbed-09-0635 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1895-1896

Arbed-09-0636 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1896-1897

Arbed-09-0637 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1897-1898

Arbed-09-0638 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1899-1902

Arbed-09-0639 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1900-1901

Arbed-09-0640 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1901-1902

Arbed-09-0641 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1902-1903

Arbed-09-0642 Düsseldorf Röhren- und Eisen-Walzwerk, Düsseldorf-Oberbilk 1903-1904

Arbed-09-0642/1 E. Dumont & Cie, Châtelineau 1874

Arbed-09-0643 Ebel Steiger, Altendiez 1883-1884

Arbed-09-0644 Ebel Steiger, Altendiez 1884-1885

Arbed-09-0645 Ebel Steiger, Altendiez 1885-1886

Arbed-09-0646 Ebel Steiger, Altendiez 1886

Arbed-09-0647 Eberhard Hoesch & Söhne, Düren 1868-1869

Arbed-09-0648 Eberhard Hoesch & Söhne, Düren 1869-1870

Arbed-09-0649 Eberhard Hoesch & Söhne, Düren 1870-1871

Arbed-09-0650 Eberhard Hoesch & Söhne, Düren 1871-1872

Arbed-09-0651 Eberhard Hoesch & Söhne, Düren 1873-1874

Arbed-09-0652 Eberhard Hoesch & Söhne, Düren 1874-1875

Arbed-09-0653 Eduard Laeis & Cie, Trier 1870-1871

Arbed-09-0654 Eduard Laeis & Cie, Trier 1872-1873

Arbed-09-0655 Eduard Laeis & Cie, Trier 1873

Arbed-09-0656 Eduard Laeis & Cie, Trier 1874-1875

Arbed-09-0657 Eduard Laeis & Cie, Trier 1881-1882

Arbed-09-0658 Eduard Laeis & Cie, Trier 1882-1883

Arbed-09-0659 Eduard Laeis & Cie, Trier 1883-1884

Arbed-09-0660 Eduard Laeis & Cie, Trier 1884-1885

Arbed-09-0661 Eduard Laeis & Cie, Trier 1885-1886

Arbed-09-0662 Eduard Laeis & Cie, Trier 1887

Arbed-09-0663 Ehrenfelder Walzwerk – Bigeleben, Müller & Cie, Ehrenfeld 1872-1873

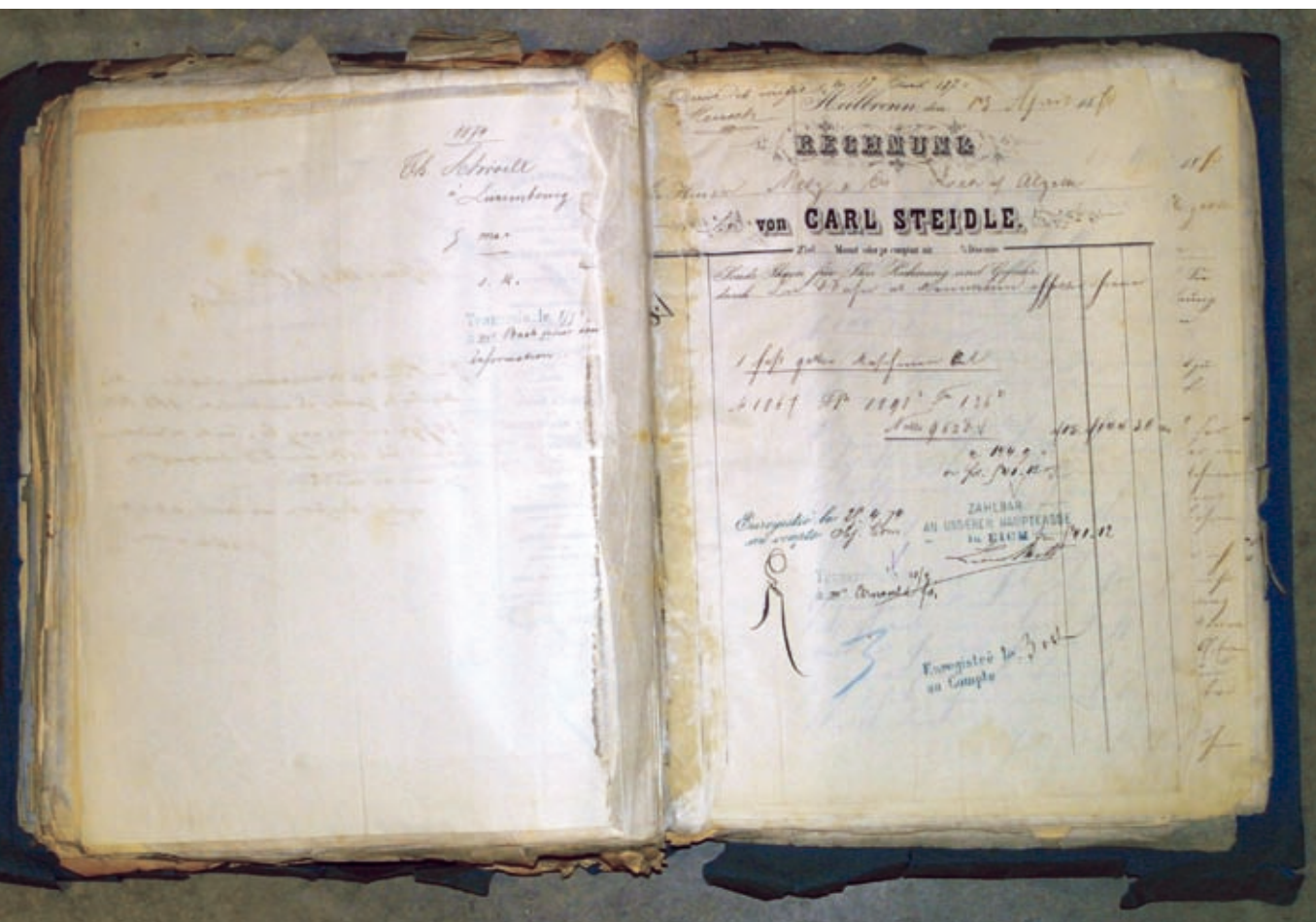
Arbed-09-0664 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1874

Arbed-09-0665 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1874-1875

Arbed-09-0666 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1875-1876

Arbed-09-0667 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1876-1877

- Arbed-09-0668 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1877
- Arbed-09-0669 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1877-1878
- Arbed-09-0670 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1879-1880
- Arbed-09-0671 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1880
- Arbed-09-0672 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1881-1882
- Arbed-09-0673 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1884
- Arbed-09-0674 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1884-1885
- Arbed-09-0675 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1887
- Arbed-09-0676 Ehrenfelder Walzwerk – Bürgers, Lambotte, Wahlen & Cie, Ehrenfeld 1899-1900
- Arbed-09-0677 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1878-1879
- Arbed-09-0678 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1882-1883
- Arbed-09-0679 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1884-1885
- Arbed-09-0680 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1887
- Arbed-09-0681 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1887-1888
- Arbed-09-0682 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1888-1889
- Arbed-09-0683 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1889-1890
- Arbed-09-0684 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1890-1891
- Arbed-09-0685 Einsaler Eisenwerke, Einsal 1892-1893
- Arbed-09-0686 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1890-1891
- Arbed-09-0687 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1891-1892
- Arbed-09-0688 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1892-1893
- Arbed-09-0689 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1893-1894
- Arbed-09-0690 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1894-1895
- Arbed-09-0691 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1895-1896
- Arbed-09-0692 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1896-1897
- Arbed-09-0693 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1897-1898
- Arbed-09-0694 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1898-1899
- Arbed-09-0695 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1899-1900
- Arbed-09-0696 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1900-1901
- Arbed-09-0697 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1901-1902
- Arbed-09-0698 Eisen- & Stahlwerk Hoesch, Dortmund 1903-1904
- Arbed-09-0699 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1874-1875
- Arbed-09-0700 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1875-1876
- Arbed-09-0701 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1876-1877
- Arbed-09-0702 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1877-1878
- Arbed-09-0703 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1878-1879
- Arbed-09-0704 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1879-1880
- Arbed-09-0705 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1880-1881
- Arbed-09-0706 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1881-1882
- Arbed-09-0707 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1882-1883
- Arbed-09-0708 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1886



À côté de la correspondance proprement dite, le chercheur trouve également dans les livres des factures et des bulletins de livraisons.
 Photo: Archives nationales de Luxembourg. Réalisation: Ànder Hatz

- Arbed-09-0709 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1886-1887
- Arbed-09-0710 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1887-1888
- Arbed-09-0711 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1889-1890
- Arbed-09-0712 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1890-1891
- Arbed-09-0713 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1891-1892
- Arbed-09-0714 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1892-1893
- Arbed-09-0715 Eisenblechwalzwerke von Piedboeuf, Dawans & Cie, Düsseldorf-Oberbilk 1893-1894
- Arbed-09-0716 Eisen-Industrie zu Menden und Schwerte AG, Schwerte an der Ruhr 1884
- Arbed-09-0717 Eisen-Industrie zu Menden und Schwerte AG, Schwerte an der Ruhr 1887
- Arbed-09-0718 Eisen-Industrie zu Menden und Schwerte AG, Schwerte an der Ruhr 1887-1888
- Arbed-09-0719 Eisen-Industrie zu Menden und Schwerte AG, Schwerte an der Ruhr 1896-1897
- Arbed-09-0720 Eisen-Industrie zu Menden und Schwerte AG, Schwerte an der Ruhr 1897-1898
- Arbed-09-0721 Eisen-Industrie zu Menden und Schwerte AG, Schwerte an der Ruhr 1899
- Arbed-09-0722 Eisen-Industrie zu Menden und Schwerte AG, Schwerte an der Ruhr 1899-1900
- Arbed-09-0723 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1889-1890
- Arbed-09-0724 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1890-1891

Arbed-09-0725 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1891-1892
Arbed-09-0726 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1892-1893
Arbed-09-0727 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1894
Arbed-09-0728 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1894-1895
Arbed-09-0729 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1898
Arbed-09-0730 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1899-1900
Arbed-09-0731 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1900-1901
Arbed-09-0732 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1901-1902
Arbed-09-0733 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1902-1903
Arbed-09-0734 Eisenwerk Kraemer, St.Ingbert 1903-1904
Arbed-09-0735 Eisenwerk Reckhammer, Stolz & Co, Eisenfeld 1899-1900
Arbed-09-0736 Eisenwerk Reckhammer, Stolz & Co, Eisenfeld 1900
Arbed-09-0737 Eisenwerk Rothe Erde, Dortmund 1899-1900
Arbed-09-0738 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1869
Arbed-09-0739 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1869-1870
Arbed-09-0740 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1872-1873
Arbed-09-0741 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1873-1874
Arbed-09-0742 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1874-1875
Arbed-09-0743 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1898-1899
Arbed-09-0744 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1899-1900
Arbed-09-0745 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1900-1901
Arbed-09-0746 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1902
Arbed-09-0747 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1902-1903
Arbed-09-0748 Eisenwerk-Gesellschaft Maximilianshütte, Haidhof 1903-1904
Arbed-09-0749 Elmering & Cie, Biebrich-Mosbach 1873-1874
Arbed-09-0750 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1868-1869
Arbed-09-0751 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1869-1870
Arbed-09-0752 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1870-1871
Arbed-09-0753 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1871-1872
Arbed-09-0754 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1872-1873
Arbed-09-0755 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1873-1874
Arbed-09-0756 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1874-1875
Arbed-09-0757 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1875-1876
Arbed-09-0758 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1876-1877
Arbed-09-0759 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1877-1878
Arbed-09-0760 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1878-1879
Arbed-09-0761 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1879-1880
Arbed-09-0762 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1880
Arbed-09-0763 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1880-1881
Arbed-09-0764 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1881-1882
Arbed-09-0765 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1882-1883

Arbed-09-0766 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1882-1883

Arbed-09-0767 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1883

Arbed-09-0768 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1883-1884

Arbed-09-0769 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1884-1885

Arbed-09-0770 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1885-1886

Arbed-09-0771 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1887

Arbed-09-0772 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1887-1888

Arbed-09-0773 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1898

Arbed-09-0774 Englerth & Cünzer, Eschweiler-Pümpchen 1899-1900

Arbed-09-0775 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1874-1875

Arbed-09-0776 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1875-1876

Arbed-09-0777 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1876-1877

Arbed-09-0778 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1877-1878

Arbed-09-0779 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1878-1879

Arbed-09-0780 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1879-1880

Arbed-09-0781 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1880-1881

Arbed-09-0782 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1881-1882

Arbed-09-0783 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1882-1883

Arbed-09-0784 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1883-1884

Arbed-09-0785 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1884-1885

Arbed-09-0786 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1885-1886

Arbed-09-0787 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1886-1887

Arbed-09-0788 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1887-1888

Arbed-09-0789 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1888-1889

Arbed-09-0790 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1889-1890

Arbed-09-0791 Eschweiler Actien-Gesellschaft für Drahtfabrikation, Eschweiler 1890-1891

Arbed-09-0792 Eschweiler Bergwerks-Verein, Eschweiler-Pumpe 1876

Arbed-09-0793 Eschweiler Bergwerks-Verein, Eschweiler-Pumpe 1878-1881

Arbed-09-0794 Eschweiler Bergwerks-Verein, Eschweiler-Pumpe 1879-1880

Arbed-09-0795 Eschweiler Eisenwalzwerk Actien-Gesellschaft, Eschweiler-Aue 1874-1875

Arbed-09-0796 Eschweiler Eisenwalzwerk Actien-Gesellschaft, Eschweiler-Aue 1877-1878

Arbed-09-0797 Eschweiler Eisenwalzwerk Actien-Gesellschaft, Eschweiler-Aue 1882

Arbed-09-0798 Eschweiler Eisenwalzwerk Actien-Gesellschaft, Eschweiler-Aue 1883

Arbed-09-0799 Eschweiler Eisenwalzwerk Actien-Gesellschaft, Eschweiler-Aue 1878-1879

Arbed-09-0800 Eschweiler Eisenwalzwerk Actien-Gesellschaft, Eschweiler-Aue 1880-1881

Arbed-09-0801 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1872-1873

Arbed-09-0802 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1873-1874

Arbed-09-0803 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1874-1875

Arbed-09-0804 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1874-1879

Arbed-09-0805 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1875

Arbed-09-0806 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1875-1876

- Arbed-09-0807 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1876-1877
- Arbed-09-0808 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1877
- Arbed-09-0809 Essener Bergwerk Centrum, Bochum 1877-1878
- Arbed-09-0810 Essener Credit-Anstalt, Essen 1878-1879
- Arbed-09-0811 Essener Credit-Anstalt, Essen 1879-1880
- Arbed-09-0812 Essener Credit-Anstalt, Essen 1880-1881
- Arbed-09-0813 Evencé Coppée, Haine St.Pierre 1871-1872
- Arbed-09-0814 Exploitation des Minières de Nilvange, Nilvange 1884-1885
- Arbed-09-0815 F. Dupré & Co., London 1903-1904
- Arbed-09-0816 Fabrique de fer de Maubeuge, Louvroil 1882-1883
- Arbed-09-0817 Fabrique de fer de Maubeuge, Louvroil 1883-1884
- Arbed-09-0818 Fabrique de fer de Maubeuge, Louvroil 1884-1885
- Arbed-09-0819 Fabrique de fer de Maubeuge, Louvroil 1885-1886
- Arbed-09-0820 Fabrique de fer de Maubeuge, Louvroil 1886-1887
- Arbed-09-0820/1 Fabrique de fers Emile Constant-Bonehill, Monceau-sur-Sambre 1874
- Arbed-09-0820/2 Fabrique de fers Emile Constant-Bonehill, Monceau-sur-Sambre 1878-1879
- Arbed-09-0821 Façoneisen-Walzwerk L. Mannstaedt & Cie, Kalk bei Köln 1889-1890
- Arbed-09-0822 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1868-1869
- Arbed-09-0823 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1871-1872
- Arbed-09-0824 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1872-1873
- Arbed-09-0825 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1873-1874
- Arbed-09-0826 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1874-1875
- Arbed-09-0827 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1875-1876
- Arbed-09-0828 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1876-1877
- Arbed-09-0829 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1877-1878
- Arbed-09-0830 Falkenroth, Kocher & Cie, Haspe 1878-1879
- Arbed-09-0831 F.E. Baeumcher, Dresden 1869
- Arbed-09-0832 Felser & Cie, Kalk 1868-1869
- Arbed-09-0833 Felser & Cie, Kalk 1872-1873
- Arbed-09-0834 Felser & Cie, Kalk 1873-1874
- Arbed-09-0835 Felser & Cie, Kalk 1874-1875
- Arbed-09-0836 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1869-1870
- Arbed-09-0837 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1871
- Arbed-09-0838 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1871-1872
- Arbed-09-0839 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1872-1873
- Arbed-09-0840 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1873-1874
- Arbed-09-0841 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1874-1875
- Arbed-09-0842 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1875-1876
- Arbed-09-0843 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1876-1877
- Arbed-09-0844 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1879-1880
- Arbed-09-0845 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1880-1881



Les en-têtes reproduits sur les pages suivantes sont tous repris des livres de correspondance de la Société Metz & Cie. À partir de 1850 beaucoup d'en-têtes, surtout ceux de sociétés allemandes, sont illustrés de vues d'usines, de médailles décernées et de produits, etc. Ces en-têtes représentent une source très riche et intéressante.
 Photo: Archives nationales de Luxembourg. Réalisation: Ánder Hatz

- Arbed-09-0846 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1881-1882
- Arbed-09-0847 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1882-1883
- Arbed-09-0848 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1883
- Arbed-09-0849 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1883-1884
- Arbed-09-0850 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1884
- Arbed-09-0851 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1884-1885
- Arbed-09-0852 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1885-1886
- Arbed-09-0853 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1886-1887
- Arbed-09-0854 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1887
- Arbed-09-0855 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1887-1888
- Arbed-09-0856 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1888-1889
- Arbed-09-0857 Ferdinand Hauck, Frankfurt 1889-1890
- Arbed-09-0858 Ferdinand Remy & Cie, Alf an der Mosel 1868-1869
- Arbed-09-0859 Ferdinand Remy & Cie, Alf an der Mosel 1869-1870
- Arbed-09-0860 Ferdinand Remy & Cie, Alf an der Mosel 1871-1872
- Arbed-09-0861 Ferdinand Remy & Cie, Alf an der Mosel 1872-1873
- Arbed-09-0862 Ferdinand Remy & Cie, Alf an der Mosel 1873-1874
- Arbed-09-0863 Ferdinand Remy & Cie, Alf an der Mosel 1874-1875
- Arbed-09-0864 F.J. Dupont & Cie, Fayt 1873-1874
- Arbed-09-0865 F.J. Dupont & Cie, Fayt 1874-1875
- Arbed-09-0866 F.J. Dupont & Cie, Fayt 1876
- Arbed-09-0867 F.J. Dupont & Cie, Fayt 1876-1877

- Arbed-09-0868 F.J. Dupont & Cie, Fayt 1877
- Arbed-09-0869 F.J. Dupont & Cie, Fayt 1877-1878
- Arbed-09-0870 F.J. Dupont & Cie, Fayt 1878-1879
- Arbed-09-0871 Flender, Schüttler & Vollrath, Düsseldorf 1889-1890
- Arbed-09-0872 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1874
- Arbed-09-0873 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1874-1875
- Arbed-09-0874 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1875-1876
- Arbed-09-0875 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1876
- Arbed-09-0876 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1876-1877
- Arbed-09-0877 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1877-1878
- Arbed-09-0878 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1878
- Arbed-09-0879 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1878-1879
- Arbed-09-0880 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1879
- Arbed-09-0881 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1879-1880
- Arbed-09-0882 Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont – Riche & Cie, Charleroi 1880-1881
- Arbed-09-0883 Forges, Laminoirs & Fonderies de C. & L. Sirot, Trith St. Léger 1877
- Arbed-09-0884 Forges, Laminoirs & Fonderies de C. & L. Sirot, Trith St. Léger 1877-1878
- Arbed-09-0885 Fougerolle Frères, Luxembourg 1898-1901
- Arbed-09-0886 François Krewinckel, Luxembourg 1868-1869
- Arbed-09-0887 François Krewinckel, Luxembourg 1869-1870
- Arbed-09-0888 François Krewinckel, Luxembourg 1870-1871
- Arbed-09-0889 François Krewinckel, Luxembourg 1871-1872
- Arbed-09-0890 François Krewinckel, Luxembourg 1872-1873
- Arbed-09-0891 François Krewinckel, Luxembourg 1873-1874
- Arbed-09-0892 François Krewinckel, Luxembourg 1874-1875
- Arbed-09-0893 François Krewinckel, Luxembourg 1875-1876
- Arbed-09-0894 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1868-1869
- Arbed-09-0895 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1869-1870
- Arbed-09-0896 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1870-1871
- Arbed-09-0897 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1871-1872
- Arbed-09-0898 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1872-1873
- Arbed-09-0899 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1872-1873
- Arbed-09-0900 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1873-1874
- Arbed-09-0901 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1873-1874
- Arbed-09-0902 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1874-1875
- Arbed-09-0903 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1874-1875
- Arbed-09-0904 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1875-1876
- Arbed-09-0905 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1875-1876
- Arbed-09-0906 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1877-1878
- Arbed-09-0907 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1878
- Arbed-09-0908 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1878-1879

- Arbed-09-0909 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1879-1880
- Arbed-09-0910 Franz Bicheroux Söhne & Comp., Duisburg 1884-1885
- Arbed-09-0911 Franz Haniel & Co, Ruhrort 1874-1875
- Arbed-09-0912 Franz Haniel & Co, Ruhrort 1876-1877
- Arbed-09-0913 Franz Haniel & Co, Ruhrort / Steinkohlen-Bergwerk Neumühl [Besitz der Familie Franz Haniel], Neumühl / Steinkohlen-Bergwerk Rheinpreußen [Besitz der Familie Franz Haniel], Homberg 1900-1901
- Arbed-09-0914 Franz Haniel & Co, Ruhrort / Steinkohlen-Bergwerk Neumühl [Besitz der Familie Franz Haniel], Neumühl / Steinkohlen-Bergwerk Rheinpreußen [Besitz der Familie Franz Haniel], Homberg 1901-1902
- Arbed-09-0915 Fried. Krupp, Essen 1869-1870
- Arbed-09-0916 Fried. Krupp, Essen 1870-1871
- Arbed-09-0917 Fried. Krupp, Essen 1879-1880
- Arbed-09-0918 Fried. Krupp, Essen 1880-1881
- Arbed-09-0919 Fr. Thyssen, Eschweiler 1868-1869
- Arbed-09-0920 Funke & Elbers, Hagen 1868-1869
- Arbed-09-0921 Funke & Elbers, Hagen 1872-1873
- Arbed-09-0922 Funke & Elbers, Hagen 1873-1874
- Arbed-09-0923 Gabriel & Bergenthal, Soest 1871
- Arbed-09-0924 Gabriel & Bergenthal, Soest 1871-1872
- Arbed-09-0925 Gabriel & Bergenthal, Soest 1872-1873
- Arbed-09-0926 Gabriel & Bergenthal, Soest 1873
- Arbed-09-0927 Gabriel & Bergenthal, Soest 1874-1875
- Arbed-09-0928 Gailly & Maljean – Forges de Flize & Boutancourt, Flize 1874-1875
- Arbed-09-0929 Gailly & Maljean – Forges de Flize & Boutancourt, Flize 1875-1876
- Arbed-09-0930 Gebrüder Gienanth – Stahlwerk Kaiserslautern, Kaiserslautern 1873-1874
- Arbed-09-0931 Gebrüder Gienanth – Stahlwerk Kaiserslautern, Kaiserslautern 1874-1875
- Arbed-09-0932 Gebrüder Gouvy – Stahlwerk Goffontaine, Goffontaine 1868-1869
- Arbed-09-0933 Gebrüder Gouvy – Stahlwerk Goffontaine, Goffontaine 1869-1870
- Arbed-09-0934 Gebrüder Gouvy – Stahlwerk Goffontaine, Goffontaine 1870-1871
- Arbed-09-0935 Gebrüder Gouvy – Stahlwerk Goffontaine, Goffontaine 1871-1872
- Arbed-09-0936 Gebrüder Gouvy – Stahlwerk Homburg, Homburg 1872-1873
- Arbed-09-0937 Gebrüder Gouvy – Stahlwerk Homburg, Homburg 1873-1874
- Arbed-09-0938 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1869-1870
- Arbed-09-0939 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1870-1871
- Arbed-09-0940 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1871-1872
- Arbed-09-0941 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1872-1873
- Arbed-09-0942 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1874-1875
- Arbed-09-0943 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1875-1876
- Arbed-09-0944 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1876-1877
- Arbed-09-0945 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1877-1878
- Arbed-09-0946 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1878-1879

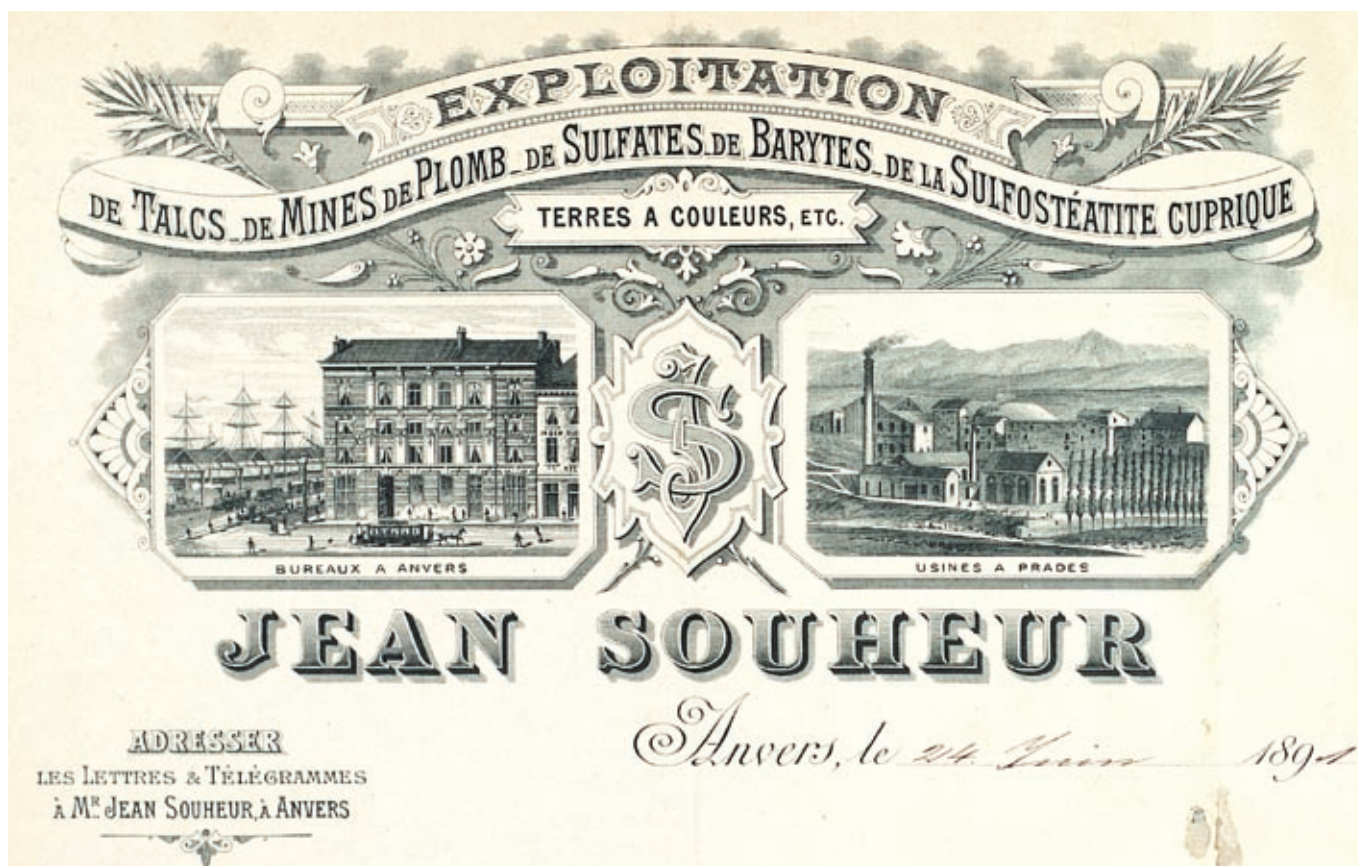


Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-0947 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1879-1880
- Arbed-09-0948 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1880-1881
- Arbed-09-0949 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1881-1882
- Arbed-09-0950 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1882-1883
- Arbed-09-0951 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1883-1884
- Arbed-09-0952 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1884-1885
- Arbed-09-0953 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1885-1886
- Arbed-09-0954 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1886-1887
- Arbed-09-0955 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1887-1888
- Arbed-09-0956 Gebrüder Kraemer – St. Ingberter Eisenwerk, St. Ingbert 1888-1889
- Arbed-09-0957 Gebrüder Lossen, Concordiahütte bei Bendorf 1886-1887
- Arbed-09-0958 Gebrüder Lossen, Concordiahütte bei Bendorf 1887-1888
- Arbed-09-0959 Gebrüder Lossen, Concordiahütte bei Bendorf 1889-1890
- Arbed-09-0960 Gebrüder Lossen, Concordiahütte bei Bendorf 1894
- Arbed-09-0961 Gebrüder Lossen, Concordiahütte bei Bendorf 1894
- Arbed-09-0962 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1868-1869
- Arbed-09-0963 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1870-1871
- Arbed-09-0964 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1871-1872
- Arbed-09-0965 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1872-1873
- Arbed-09-0966 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1873-1874

Arbed-09-0967 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1874-1875
Arbed-09-0968 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1875-1876
Arbed-09-0969 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1876-1877
Arbed-09-0970 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1877-1878
Arbed-09-0971 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1878-1879
Arbed-09-0972 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1879
Arbed-09-0973 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1879-1880
Arbed-09-0974 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1880-1881
Arbed-09-0975 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1881-1882
Arbed-09-0976 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1882-1883
Arbed-09-0977 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1883-1884
Arbed-09-0978 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1883-1884
Arbed-09-0979 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1885-1886
Arbed-09-0980 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1886-1887
Arbed-09-0981 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1887-1888
Arbed-09-0982 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1888-1890
Arbed-09-0983 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1889-1890
Arbed-09-0984 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1889-1890
Arbed-09-0985 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1890-1891
Arbed-09-0986 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1891-1892
Arbed-09-0987 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1891-1892
Arbed-09-0988 Gebrüder Marcotty, Duisburg 1892-1893
Arbed-09-0989 Gebrüder Röchling 1875-1876
Arbed-09-0990 Gebrüder Röchling 1876-1877
Arbed-09-0991 Gebrüder Röchling 1877-1878
Arbed-09-0992 Gebrüder Röchling 1878-1879
Arbed-09-0993 Gebrüder Röchling 1878-1879
Arbed-09-0994 Gebrüder Röchling 1879-1880
Arbed-09-0995 Gebrüder Röchling 1880-1881
Arbed-09-0996 Gebrüder Röchling 1881-1882
Arbed-09-0996/1 Gebrüder Röchling 1881-1882
Arbed-09-0997 Gebrüder Röchling 1882-1883
Arbed-09-0998 Gebrüder Röchling 1882-1883
Arbed-09-0999 Gebrüder Röchling 1883-1884
Arbed-09-1000 Gebrüder Röchling 1887
Arbed-09-1001 Gebrüder Röchling 1887-1888
Arbed-09-1002 Gebrüder Röchling 1888-1889
Arbed-09-1003 Gebrüder Röchling 1892-1893
Arbed-09-1004 Gebrüder Röchling 1893-1894
Arbed-09-1005 Gebrüder Röchling 1894-1895
Arbed-09-1006 Gebrüder Röchling 1895-1896

Arbed-09-1007	Gebrüder Röchling 1896
Arbed-09-1008	Gebrüder Röchling 1896-1897
Arbed-09-1009	Gebrüder Röchling 1896-1897
Arbed-09-1010	Gebrüder Röchling 1897
Arbed-09-1011	Gebrüder Röchling 1897-1898
Arbed-09-1012	Gebrüder Röchling 1897-1898
Arbed-09-1013	Gebrüder Röchling 1897-1898
Arbed-09-1014	Gebrüder Röchling 1898-1899
Arbed-09-1015	Gebrüder Röchling 1899-1900
Arbed-09-1016	Gebrüder Röchling 1899-1900
Arbed-09-1017	Gebrüder Röchling 1900-1901
Arbed-09-1018	Gebrüder Röchling 1901-1902
Arbed-09-1019	Gebrüder Röchling 1902-1903
Arbed-09-1020	Gebrüder Röchling 1903-1904
Arbed-09-1021	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1868-1869
Arbed-09-1022	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1869-1870
Arbed-09-1023	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1870-1871
Arbed-09-1024	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1871-1872
Arbed-09-1025	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1872-1873
Arbed-09-1026	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1873-1874
Arbed-09-1027	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1874-1875
Arbed-09-1028	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1875-1876
Arbed-09-1029	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1876-1877
Arbed-09-1030	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1877-1878
Arbed-09-1031	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1878-1879
Arbed-09-1032	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1879-1880
Arbed-09-1033	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1880-1881
Arbed-09-1034	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1881-1882
Arbed-09-1035	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1882-1883
Arbed-09-1036	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1883-1884
Arbed-09-1037	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1885-1886
Arbed-09-1038	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1886-1887
Arbed-09-1039	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1887-1888
Arbed-09-1040	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1888-1889
Arbed-09-1041	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1889-1890
Arbed-09-1042	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1890-1891
Arbed-09-1043	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1891-1892
Arbed-09-1044	Gebrüder Stumm, Neunkirchen 1896-1897
Arbed-09-1045	Gelsenkirchener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Rhein-Elbe bei Gelsenkirchen 1887-1888
Arbed-09-1046	Gelsenkirchener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Rhein-Elbe bei Gelsenkirchen 1888-1889
Arbed-09-1047	Gelsenkirchener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Rhein-Elbe bei Gelsenkirchen 1889-1890



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1048 Gelsenkirchener Bergwerks-Actien-Gesellschaft, Rhein-Elbe bei Gelsenkirchen 1890-1891
- Arbed-09-1049 Georg Ferber, Leipzig 1868-1869
- Arbed-09-1050 Georg Ferber, Leipzig 1870-1871
- Arbed-09-1051 Georg Ferber, Leipzig 1872-1873
- Arbed-09-1052 Georg Ferber, Leipzig 1874
- Arbed-09-1053 Georg Ferber, Leipzig 1875
- Arbed-09-1054 Georg Ferber, Leipzig 1875-1876
- Arbed-09-1055 Georg Heckel Drahtseilfabrik, St.Johann – Saarbrücken 1897-1898
- Arbed-09-1056 Gewerkschaft der Zeche Bruchstrasse, Langendreer 1881-1882
- Arbed-09-1057 Gewerkschaft der Zeche Bruchstrasse, Langendreer 1882
- Arbed-09-1058 Gewerkschaft der Zeche Bruchstrasse, Langendreer 1884-1885
- Arbed-09-1059 Gewerkschaft der Zeche Bruchstrasse, Langendreer 1885-1886
- Arbed-09-1060 Gewerkschaft der Zeche Bruchstrasse, Langendreer 1887
- Arbed-09-1061 Gewerkschaft der Zeche Graf Schwerin, Castrop in Westfalen 1887-1888
- Arbed-09-1062 Gewerkschaft der Zeche Graf Schwerin, Castrop in Westfalen 1887-1889
- Arbed-09-1063 Gewerkschaft der Zeche Graf Schwerin, Castrop in Westfalen 1888-1889
- Arbed-09-1064 Gewerkschaft der Zeche Graf Schwerin, Castrop in Westfalen 1889-1890
- Arbed-09-1065 Gewerkschaft der Zeche Graf Schwerin, Castrop in Westfalen 1890-1891
- Arbed-09-1066 Gewerkschaft der Zeche Helene & Amalie, Berge-Borbeck 1875-1876
- Arbed-09-1067 Gewerkschaft der Zeche Helene & Amalie, Berge-Borbeck 1876-1877

Arbed-09-1068	Gewerkschaft der Zeche Helene & Amalie, Berge-Borbeck 1882
Arbed-09-1069	Gewerkschaft der Zeche Helene & Amalie, Berge-Borbeck 1882
Arbed-09-1070	Gewerkschaft der Zeche Helene & Amalie, Berge-Borbeck 1882-1883
Arbed-09-1071	Gewerkschaft der Zeche Helene & Amalie, Berge-Borbeck 1883-1884
Arbed-09-1072	Gewerkschaft der Zeche Julius Philipp, Bochum 1890
Arbed-09-1073	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1875-1876
Arbed-09-1074	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1875-1879
Arbed-09-1075	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1876-1877
Arbed-09-1076	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1877-1878
Arbed-09-1077	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1878-1879
Arbed-09-1078	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1879-1880
Arbed-09-1079	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1879-1880
Arbed-09-1080	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1879-1881
Arbed-09-1081	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1880-1881
Arbed-09-1082	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1881-1882
Arbed-09-1083	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1881-1882
Arbed-09-1084	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1882-1883
Arbed-09-1085	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1883-1884
Arbed-09-1086	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1884-1885
Arbed-09-1087	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1885-1886
Arbed-09-1088	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1886-1887
Arbed-09-1089	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1887-1888
Arbed-09-1090	Gewerkschaft der Zeche Neu-Iserlohn, Bochum 1888-1889
Arbed-09-1091	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1878-1879
Arbed-09-1092	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1879-1880
Arbed-09-1093	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1880-1881
Arbed-09-1094	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1880-1881
Arbed-09-1095	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1881-1882
Arbed-09-1096	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1881-1882
Arbed-09-1097	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1882-1883
Arbed-09-1098	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1883-1884
Arbed-09-1099	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1884-1885
Arbed-09-1100	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1885-1886
Arbed-09-1101	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1886-1887
Arbed-09-1102	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1887-1888
Arbed-09-1103	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1888-1889
Arbed-09-1104	Gewerkschaft des Bergwerks Centrum, Wattenscheid 1889-1890
Arbed-09-1105	Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Consolidation, Schalke 1884-1885
Arbed-09-1106	Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Consolidation, Schalke 1885
Arbed-09-1107	Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Consolidation, Schalke 1888-1889
Arbed-09-1108	Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Eintracht Tiefbau, Steele/Ruhr 1882

Arbed-09-1109 Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Eintracht Tiefbau, Steele/Ruhr 1882-1883

Arbed-09-1110 Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Friedrich der Grosse, Herne 1887-1888

Arbed-09-1111 Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Friedrich der Grosse, Herne 1888-1889

Arbed-09-1112 Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Wolfsbank, Berge-Borbeck 1879-1881

Arbed-09-1113 Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Wolfsbank, Berge-Borbeck 1881-1882

Arbed-09-1114 Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Wolfsbank, Berge-Borbeck 1882

Arbed-09-1115 Gewerkschaft des Steinkohlen-Bergwerks Wolfsbank, Berge-Borbeck 1882-1883

Arbed-09-1116 Gewerkschaft Deutscher Kaiser, Bruckhausen am Rhein 1897

Arbed-09-1117 Gewerkschaft Deutscher Kaiser, Bruckhausen am Rhein 1898-1899

Arbed-09-1118 Gewerkschaft Deutscher Kaiser, Bruckhausen am Rhein 1899-1900

Arbed-09-1119 Gewerkschaft Fröhliche Morgensonne, Wattenscheid 1884

Arbed-09-1120 Gewerkschaft Fröhliche Morgensonne, Wattenscheid 1884-1885

Arbed-09-1121 Gewerkschaft Fröhliche Morgensonne, Wattenscheid 1885 -1886

Arbed-09-1122 Gewerkschaft Fröhliche Morgensonne, Wattenscheid 1888-1889

Arbed-09-1123 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1878-1879

Arbed-09-1124 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1879-1880

Arbed-09-1125 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1880-1881

Arbed-09-1126 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1881-1882

Arbed-09-1127 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1882-1883

Arbed-09-1128 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1883-1884

Arbed-09-1129 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1884-1885

Arbed-09-1130 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1886

Arbed-09-1131 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1886-1887

Arbed-09-1132 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1887-1888

Arbed-09-1133 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1888-1889

Arbed-09-1134 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1889-1890

Arbed-09-1135 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1889-1890

Arbed-09-1136 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1890-1891

Arbed-09-1137 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1890-1892

Arbed-09-1138 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1892-1893

Arbed-09-1139 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1892-1893

Arbed-09-1140 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1893-1894

Arbed-09-1141 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1894-1895

Arbed-09-1142 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1895-1896

Arbed-09-1143 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1896-1897

Arbed-09-1144 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1897-1898

Arbed-09-1145 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1897-1898

Arbed-09-1146 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1898-1899

Arbed-09-1147 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1899-1900

Arbed-09-1148 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1899-1903

Arbed-09-1149 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1900-1901



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1150 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1901-1902
- Arbed-09-1151 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1902-1903
- Arbed-09-1152 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1903-1904
- Arbed-09-1153 Gewerkschaft Quint, Quint bei Trier 1904-1906
- Arbed-09-1154 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1882-1883
- Arbed-09-1155 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1883-1884
- Arbed-09-1156 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1884-1885
- Arbed-09-1157 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1885-1886
- Arbed-09-1158 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1886-1887
- Arbed-09-1159 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1887-1888
- Arbed-09-1160 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1889-1890
- Arbed-09-1161 Gewerkschaft ver. Constantin der Grosse, Bochum 1890-1891
- Arbed-09-1162 Gewerkschaft ver. Germania, Marten 1880-1881
- Arbed-09-1163 Gewerkschaft ver. Germania, Marten 1884
- Arbed-09-1164 Gewerkschaft ver. Germania, Marten 1884-1885
- Arbed-09-1165 Gewerkschaft ver. Germania, Marten 1885-1886
- Arbed-09-1166 Gewerkschaft ver. Germania, Marten 1886-1887
- Arbed-09-1167 Gewerkschaft ver. Germania, Marten 1887-1888
- Arbed-09-1168 Gewerkschaft Victor, Castrop 1888-1889
- Arbed-09-1169 Gewerkschaft Victor, Castrop 1889-1890
- Arbed-09-1170 Gewerkschaft Vollmond, Werne bei Langendreer 1883
- Arbed-09-1171 Gewerkschaft Vollmond, Werne bei Langendreer 1884-1885
- Arbed-09-1172 Gewerkschaft Vollmond, Werne bei Langendreer 1885-1886
- Arbed-09-1173 Gewerkschaft Vollmond, Werne bei Langendreer 1886-1887
- Arbed-09-1174 Gewerkschaft Vollmond, Werne bei Langendreer 1887-1888

Arbed-09-1175 Gewerkschaft Vollmond, Werne bei Langendreer 1888-1889

Arbed-09-1176 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1878-1879

Arbed-09-1177 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1879

Arbed-09-1178 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1879-1880

Arbed-09-1179 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1879-1881

Arbed-09-1180 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1880-1881

Arbed-09-1181 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1881-1882

Arbed-09-1182 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1881-1882

Arbed-09-1183 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1882

Arbed-09-1184 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1882-1883

Arbed-09-1185 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1883-1884

Arbed-09-1186 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1884-1885

Arbed-09-1187 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1885-1886

Arbed-09-1188 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1886-1887

Arbed-09-1189 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1887-1888

Arbed-09-1190 Gewerkschaft Zeche Dannenbaum, Bochum 1887-1889

Arbed-09-1191 Godchaux Frères & Cie, Schleifmühl (Luxembourg) 1869-1870

Arbed-09-1192 Godchaux Frères & Cie, Schleifmühl (Luxembourg) 1870-1871

Arbed-09-1193 Godchaux Frères & Cie, Schleifmühl (Luxembourg) 1872-1873

Arbed-09-1194 Godchaux Frères & Cie, Schleifmühl (Luxembourg) 1874

Arbed-09-1195 Gräfllich Einsiedel'sches Eisenwerk, Riesa 1868-1869

Arbed-09-1196 Grande Compagnie du Luxembourg, Bruxelles 1872-1873

Arbed-09-1197 Grande Compagnie du Luxembourg, Bruxelles 1874

Arbed-09-1198 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1869-1870

Arbed-09-1199 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1870-1871

Arbed-09-1200 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1873-1874

Arbed-09-1201 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1874-1875

Arbed-09-1202 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1875-1876

Arbed-09-1203 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1876-1877

Arbed-09-1204 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1878

Arbed-09-1205 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1878-1879

Arbed-09-1206 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1879-1880

Arbed-09-1207 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1880-1881

Arbed-09-1208 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1882

Arbed-09-1209 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1882-1883

Arbed-09-1210 Grillo, Funke & Cie, Gelsenkirchen 1885

Arbed-09-1210/1 Großherzoglich Luxemburgische Unfallversicherungsgenossenschaft, Luxemburg 1903-1904

Arbed-09-1211 Grube Maria & Heinrich, Limburg an der Lahn 1888-1889

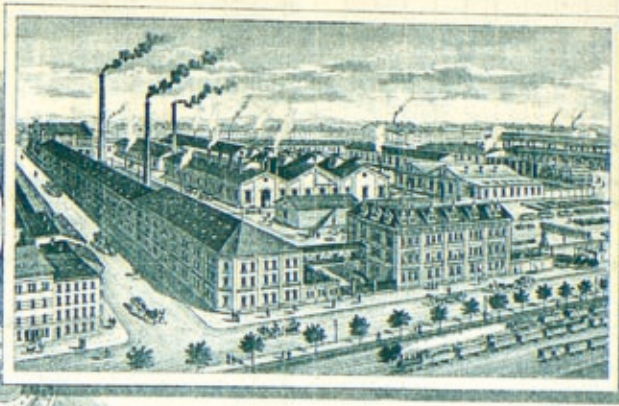
Arbed-09-1212 Gussstahl- und Waffen-Fabrik Witten, Witten 1880-1881

Arbed-09-1213 Gussstahl- und Waffen-Fabrik Witten, Witten 1881

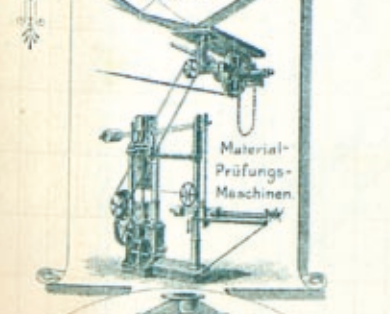
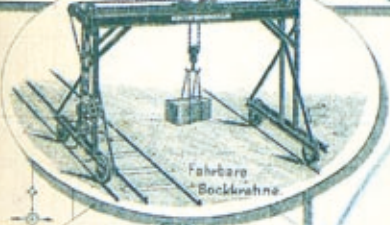
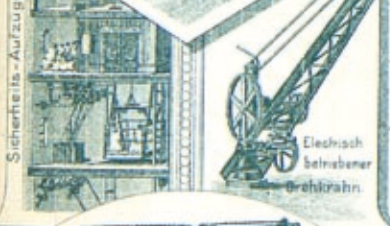
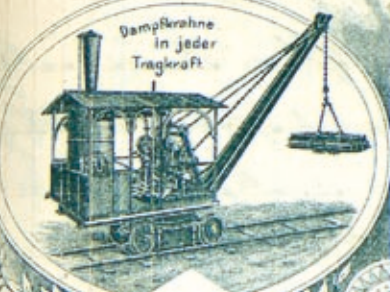
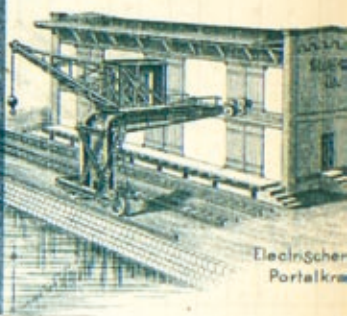
Arbed-09-1214 Gussstahlwerk Witten, Witten 1887-1888

- Arbed-09-1215 Gussstahlwerk Witten, Witten 1888-1889
- Arbed-09-1216 Gustav Lorenz, Koblenz 1868-1869
- Arbed-09-1217 Gustav Lorenz, Koblenz 1869-1870
- Arbed-09-1218 Gustav Lorenz, Koblenz 1870-1871
- Arbed-09-1219 Gustav Lorenz, Koblenz 1871-1872
- Arbed-09-1220 Gustav Lorenz, Koblenz 1872-1873
- Arbed-09-1221 Gustave Boël, La Louvière 1902
- Arbed-09-1222 Gustave Boël, La Louvière 1902-1903
- Arbed-09-1223 Gustave Boël, La Louvière 1903-1904
- Arbed-09-1224 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1874
- Arbed-09-1225 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1874-1875
- Arbed-09-1226 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1875
- Arbed-09-1227 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1875-1876
- Arbed-09-1228 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1876-1877
- Arbed-09-1229 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1877-1878
- Arbed-09-1230 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1878-1879
- Arbed-09-1231 Gustave Dumont & Cie, Louvroil 1879-1880
- Arbed-09-1232 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1873-1874
- Arbed-09-1233 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1877-1878
- Arbed-09-1234 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1878-1879
- Arbed-09-1235 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1879-1880
- Arbed-09-1236 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1880-1881
- Arbed-09-1237 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1886-1887
- Arbed-09-1238 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1893
- Arbed-09-1239 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1893-1894
- Arbed-09-1240 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1895
- Arbed-09-1241 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1895-1896
- Arbed-09-1242 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1896-1897
- Arbed-09-1243 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1897-1898
- Arbed-09-1244 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1898-1899
- Arbed-09-1245 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1899-1900
- Arbed-09-1246 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1900-1901
- Arbed-09-1247 Gutehoffnungshütte Actien-Verein für Bergbau und Hüttenbetrieb, Oberhausen 1901-1902
- Arbed-09-1248 H. & A. Hüttenhain, Haardt an der Sieg 1879-1880
- Arbed-09-1249 H. & A. Hüttenhain, Haardt an der Sieg 1880-1881
- Arbed-09-1250 H. & A. Hüttenhain, Haardt an der Sieg 1881-1882
- Arbed-09-1251 H. & A. Hüttenhain, Haardt an der Sieg 1882 -1883
- Arbed-09-1252 H. & A. Hüttenhain, Haardt an der Sieg 1883-1884
- Arbed-09-1253 H. & A. Hüttenhain, Haardt an der Sieg 1884-1885
- Arbed-09-1254 H. Jung & Cie, Carolinenhütte (Wetzlar) 1894
- Arbed-09-1255 H. Jung & Cie, Carolinenhütte (Wetzlar) 1894-1895

Friedrichsfelderstr. 8.
Giro-Gonto bei der Reichsbank.



Prämiirt auf der Weltausstellung zu Chicago 1893. und vielen anderen Ausstellungen mit goldenen und silbernen Medaillen.



Mannheimer Maschinen-Fabrik MOHR & FEDERHAFF



ADRESSE: für Telegramme: MOHR FEDERHAFF MANNHEIM.
für Briefe und (MANNHEIMER MASCHINENFABRIK
Wertsendungen) MOHR & FEDERHAFF

TELEPHON: Geschäft N° 16.
Privatwohnung N° 11.

Mannheim den 1. Februar 1894

*Exzellenz
à Bontheim*

*Eich
Luxemburg*

*Wir empfangen Ihre Gefälligkeit vom
18. Inst. und danken Ihnen bestens
für Ihre freundlichen Mittheilungen
...*

*Lieber ist es uns nicht möglich
möglich Ihnen das bestellte Material
binnen Wintermonaten liefern zu
können, da sich von Ihnen in
Frankfurt in Eiche, Beförderung der
ganzem auf verfrachten Heranzu-
gung.*

Bei Nichtbestellung bitten wir um
gefällige Rückgabe der eingesandten
Zeichnungen, worunter gedruckte
Prospecte nicht zu verstehen sind.

- Arbed-09-1256 H.A. Bueck 1880-1881
- Arbed-09-1257 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1896-1897
- Arbed-09-1258 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1897-1898
- Arbed-09-1259 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1898-1899
- Arbed-09-1260 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1899-1900
- Arbed-09-1261 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1900-1901
- Arbed-09-1262 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1901-1902
- Arbed-09-1263 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1902-1903
- Arbed-09-1264 Hahn'sche Werke Actiengesellschaft, 1903-1904
- Arbed-09-1265 Haldy frères, Saarbrücken 1875-1876
- Arbed-09-1266 Haldy frères, Saarbrücken 1876-1877
- Arbed-09-1267 Haldy frères, Saarbrücken 1877-1878
- Arbed-09-1268 Haldy frères, Saarbrücken 1878-1879
- Arbed-09-1269 Haldy frères, Saarbrücken 1879-1880
- Arbed-09-1270 Haldy frères, Saarbrücken 1880-1881
- Arbed-09-1271 Haldy frères, Saarbrücken 1881-1882
- Arbed-09-1272 Haldy frères, Saarbrücken 1882-1883
- Arbed-09-1273 Haldy frères, Saarbrücken 1883-1884
- Arbed-09-1274 Haldy frères, Saarbrücken 1884-1885
- Arbed-09-1275 Haldy frères, Saarbrücken 1885-1886
- Arbed-09-1276 Hallesches Puddlings-Hammer & Walzwerk L.H. Spatz & Danneel, Halle an der Saale 1873
- Arbed-09-1277 Hallesches Puddlings-Hammer & Walzwerk L.H. Spatz & Danneel, Halle an der Saale 1873-1874
- Arbed-09-1278 Hanegreefs & Cie, Remich 1869-1870
- Arbed-09-1279 Hanegreefs & Cie, Remich 1870-1871
- Arbed-09-1280 Hanegreefs & Cie, Remich 1871-1872
- Arbed-09-1281 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1874
- Arbed-09-1282 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1877-1878
- Arbed-09-1283 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1877-1880
- Arbed-09-1284 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1878-1879
- Arbed-09-1285 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1879-1880
- Arbed-09-1286 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1881
- Arbed-09-1287 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1881
- Arbed-09-1288 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1889-1890
- Arbed-09-1289 Harpener Bergbau-Actien-Gesellschaft, Dortmund 1890-1891
- Arbed-09-1290 Hartmann & Würzburger, Bochum 1882-1883
- Arbed-09-1291 Hasper Eisen- und Stahlwerk Krieger & Co, Haspe 1891-1892
- Arbed-09-1292 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1894-1895
- Arbed-09-1293 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1896-1897
- Arbed-09-1294 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1897-1898
- Arbed-09-1295 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1898-1899
- Arbed-09-1296 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1899-1900

- Arbed-09-1297 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1900-1901
- Arbed-09-1298 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1901-1902
- Arbed-09-1299 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1902-1903
- Arbed-09-1300 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1903-1904
- Arbed-09-1301 Hasper Eisen- und Stahlwerke, Haspe 1905-1906
- Arbed-09-1302 Hauts Fourneaux de la Moselle, Maizières-lès-Metz 1898-1899
- Arbed-09-1303 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1868-1869
- Arbed-09-1304 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1869-1870
- Arbed-09-1305 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1870-1871
- Arbed-09-1306 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1871-1872
- Arbed-09-1307 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1872-1873
- Arbed-09-1308 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1874
- Arbed-09-1309 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1896-1897
- Arbed-09-1310 Hauts-fourneaux & exploitations de minerais de fer Ch. & J. Collart, Steinfort 1900-1902
- Arbed-09-1311 Hauts-Fourneaux de Hollerich – Servais Frères & Cie, Hollerich 1868-1869
- Arbed-09-1312 Hauts-Fourneaux de Hollerich – Servais Frères & Cie, Hollerich 1869-1870
- Arbed-09-1313 Hauts-Fourneaux de Hollerich – Servais Frères & Cie, Hollerich 1870-1871
- Arbed-09-1314 Hauts-Fourneaux de Hollerich – Servais Frères & Cie, Hollerich 1871-1872
- Arbed-09-1315 Hauts-Fourneaux de Hollerich – Servais Frères & Cie, Hollerich 1872-1873
- Arbed-09-1315/1 Hauts-Fourneaux de Hollerich – Servais Frères & Cie, Hollerich 1873-1874
- Arbed-09-1316 Hauts-Fourneaux de Hollerich – Servais Frères & Cie, Hollerich 1874-1875
- Arbed-09-1317 Heinrich Herberz, Dortmund 1872-1873
- Arbed-09-1318 Henrichshütte Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Hattingen an der Ruhr 1869
- Arbed-09-1319 Henrichshütte Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Hattingen an der Ruhr 1872
- Arbed-09-1320 Henrichshütte Actien-Gesellschaft für Bergbau und Hüttenbetrieb, Hattingen an der Ruhr 1872
- Arbed-09-1321 Henry frères de Carignan – Etablissements métallurgiques de Brévilly, Brévilly 1875
- Arbed-09-1322 Henry frères de Carignan – Etablissements métallurgiques de Brévilly, Brévilly 1875-1876
- Arbed-09-1323 Henry frères de Carignan – Forges de Brévilly, Brévilly 1876-1877
- Arbed-09-1324 Henry frères de Carignan – Forges de Brévilly, Brévilly 1877-1878
- Arbed-09-1325 Henry frères de Carignan – Forges de Brévilly, Brévilly 1878-1879
- Arbed-09-1326 Henry frères de Carignan – Forges de Brévilly, Brévilly 1879-1880
- Arbed-09-1327 Herberz Gebrüder, Dortmund 1875-1876
- Arbed-09-1328 Hermann Gompertz, Köln 1869-1870
- Arbed-09-1329 Hermann Gompertz, Köln 1870-1871
- Arbed-09-1330 Hermann Gompertz, Köln 1871-1872
- Arbed-09-1331 Hermann Gompertz, Köln 1872-1873
- Arbed-09-1332 Herve frères, Trooz (Belgique) 1901-1902
- Arbed-09-1333 Hibernia & Shamrock Bergwerks-Gesellschaft, Düsseldorf 1874-1875
- Arbed-09-1334 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1879
- Arbed-09-1335 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1879-1880
- Arbed-09-1336 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1880



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1337 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1880-1881
- Arbed-09-1338 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1881
- Arbed-09-1339 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1881-1882
- Arbed-09-1340 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1882
- Arbed-09-1341 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1882
- Arbed-09-1342 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1882-1883
- Arbed-09-1343 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1883
- Arbed-09-1344 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1883-1884
- Arbed-09-1345 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1884
- Arbed-09-1346 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1884
- Arbed-09-1347 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1884
- Arbed-09-1348 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1884
- Arbed-09-1349 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1884-1885

Arbed-09-1350 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1885
Arbed-09-1351 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1885
Arbed-09-1352 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1885-1886
Arbed-09-1353 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1886
Arbed-09-1354 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1886
Arbed-09-1355 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1886-1887
Arbed-09-1356 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1886-1887
Arbed-09-1357 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1887
Arbed-09-1358 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1887
Arbed-09-1359 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1887-1888
Arbed-09-1360 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1888
Arbed-09-1361 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1888
Arbed-09-1362 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1888
Arbed-09-1363 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1888-1889
Arbed-09-1364 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1889
Arbed-09-1365 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1889
Arbed-09-1366 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1889-1890
Arbed-09-1367 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1890
Arbed-09-1368 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1890
Arbed-09-1369 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1890-1891
Arbed-09-1370 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1891
Arbed-09-1371 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1891
Arbed-09-1372 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1891
Arbed-09-1373 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1891-1892
Arbed-09-1374 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1892-1893
Arbed-09-1375 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1893
Arbed-09-1376 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1893
Arbed-09-1377 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1893
Arbed-09-1378 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1893-1894
Arbed-09-1379 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1894
Arbed-09-1380 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1894-1895
Arbed-09-1381 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1895
Arbed-09-1382 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1895
Arbed-09-1383 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1895-1896
Arbed-09-1384 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1896
Arbed-09-1385 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1896
Arbed-09-1386 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1896-1897
Arbed-09-1387 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1897
Arbed-09-1388 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1897-1898
Arbed-09-1389 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1898
Arbed-09-1390 Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1898

Arbed-09-1391	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1898
Arbed-09-1392	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1899
Arbed-09-1393	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1899
Arbed-09-1394	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1899
Arbed-09-1395	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1899-1900
Arbed-09-1396	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1900
Arbed-09-1397	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1900
Arbed-09-1398	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1900
Arbed-09-1399	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1900-1901
Arbed-09-1400	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1901
Arbed-09-1401	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1901
Arbed-09-1402	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1901
Arbed-09-1403	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1902
Arbed-09-1404	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1902-1903
Arbed-09-1405	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1903
Arbed-09-1406	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1903
Arbed-09-1407	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1903
Arbed-09-1408	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1903
Arbed-09-1409	Hirsch & Co, Frankfurt am Main 1904
Arbed-09-1410	Hochfelder Walzwerk Actien-Verein, Duisburg 1879-1880
Arbed-09-1411	Hochfelder Walzwerk Actien-Verein, Duisburg 1880-1881
Arbed-09-1412	Hochfelder Walzwerk Actien-Verein, Duisburg 1892-1893
Arbed-09-1413	Hochfelder Walzwerk Actien-Verein, Duisburg 1899-1900
Arbed-09-1414	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1879-1880
Arbed-09-1415	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1882
Arbed-09-1416	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1882
Arbed-09-1417	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1894
Arbed-09-1418	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1894-1895
Arbed-09-1419	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1895-1896
Arbed-09-1420	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1896-1897
Arbed-09-1421	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1897-1898
Arbed-09-1422	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1898-1899
Arbed-09-1423	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1899-1900
Arbed-09-1424	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1900-1901
Arbed-09-1425	Hoerder Bergwerks- und Hütten-Verein, Hoerde 1903
Arbed-09-1426	Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1888-1889
Arbed-09-1427	Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1889-1890
Arbed-09-1428	Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1890-1891
Arbed-09-1429	Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1891-1892
Arbed-09-1430	Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1892-1893
Arbed-09-1431	Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1893-1894

l. 378. No 11.

HAUTS-FOURNEAUX DE DOMMELDANGE.

METZ & C^{ie}.

Dommeldange, le 13 octobre 1892

Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1432 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1894-1895
- Arbed-09-1433 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1895-1896
- Arbed-09-1434 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1896-1897
- Arbed-09-1435 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1897-1898
- Arbed-09-1436 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1899
- Arbed-09-1437 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1899-1900
- Arbed-09-1438 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1901
- Arbed-09-1439 Hoffmann-Bettendorf [Nicolas, Agent du Syndicat des Cokes Belges], Esch/Alzette 1901-1902
- Arbed-09-1440 Honigmann & Schellenberg, Anvers & Ruhrort 1898-1899
- Arbed-09-1441 Honigmann & Schellenberg, Anvers & Ruhrort 1899-1900
- Arbed-09-1442 Houdart, Masion, Cornez & Cie – Forges et laminoirs de la Renaissance, Louvroil 1874-1875
- Arbed-09-1443 Houdart, Masion, Cornez & Cie – Forges et laminoirs de la Renaissance, Louvroil 1875-1876
- Arbed-09-1444 Houdart, Masion, Cornez & Cie – Forges et laminoirs de la Renaissance, Louvroil 1877
- Arbed-09-1445 Houdart, Masion, Cornez & Cie – Forges et laminoirs de la Renaissance, Louvroil 1877-1878
- Arbed-09-1446 Houdart, Masion, Cornez & Cie – Forges et laminoirs de la Renaissance, Louvroil 1878-1879
- Arbed-09-1447 Hugo Bauer, Köln 1868-1869
- Arbed-09-1448 Hugo Bauer, Köln 1869-1870
- Arbed-09-1449 Hugo Bauer, Köln 1872-1873
- Arbed-09-1450 Hugo Bauer, Köln 1873-1874
- Arbed-09-1451 Hugo Franken, Witten an der Ruhr 1869
- Arbed-09-1452 Hugo Fuchs, Bochum 1879-1880
- Arbed-09-1453 Hugo Fuchs, Bochum / Bergbau-Gesellschaft Holland, Wattenscheid 1880-1881
- Arbed-09-1454 Hugo Fuchs, Bochum 1880-1881
- Arbed-09-1455 Hugo Fuchs, Bochum 1881-1882
- Arbed-09-1456 Hugo Fuchs, Bochum 1881-1882
- Arbed-09-1457 Hugo Fuchs, Bochum 1883-1884
- Arbed-09-1458 Hugo Fuchs, Bochum 1884-1885
- Arbed-09-1459 Huldshinskysche Hüttenwerke Aktiengesellschaft, Gleiwitz 1898-1899
- Arbed-09-1460 Huldshinskysche Hüttenwerke Aktiengesellschaft, Gleiwitz 1898
- Arbed-09-1461 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1876-1877
- Arbed-09-1462 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1877-1878

- Arbed-09-1463 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1878-1879
- Arbed-09-1464 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1880-1881
- Arbed-09-1465 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1881-1882
- Arbed-09-1466 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1882-1883
- Arbed-09-1467 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1883-1884
- Arbed-09-1468 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1884-1885
- Arbed-09-1469 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1885-1886
- Arbed-09-1470 Hüstener Gewerkschaft, Hüsten 1885-1886
- Arbed-09-1471 Hüttenverein Sambre und Mosel – Abteilung Maizières, Maizières (Metz) 1902-1903
- Arbed-09-1472 H.W. Remy & Consorten, Rasselstein bei Neuwied 1869-1870
- Arbed-09-1473 H. W. Remy & Consorten, Rasselstein bei Neuwied 1870-1871
- Arbed-09-1474 H.W. Remy & Consorten, Rasselstein bei Neuwied 1871-1872
- Arbed-09-1475 H.W. Remy & Consorten, Rasselstein bei Neuwied 1872-1873
- Arbed-09-1476 J. Fischer & Cie, Essen 1872-1873
- Arbed-09-1477 J. Fischer & Cie, Essen 1873-1874
- Arbed-09-1478 J.H. Jos. Elsen, Köln 1868-1869
- Arbed-09-1479 J.H. Jos. Elsen, Köln 1869-1870
- Arbed-09-1480 J.H. Jos. Elsen, Köln 1870-1871
- Arbed-09-1481 J.H. Jos. Elsen, Köln 1872
- Arbed-09-1482 J.H. Jos. Elsen, Köln 1872-1873
- Arbed-09-1483 J.H. Jos. Elsen, Köln 1873-1874
- Arbed-09-1484 J. Hiéronimus – Fabrique de ferronnerie de bâtiment, Strasbourg 1872-1873
- Arbed-09-1485 J. J. Bruch's Witwe, Weidenau an der Sieg 1900
- Arbed-09-1486 J. J. Bruch's Witwe, Weidenau an der Sieg 1901
- Arbed-09-1487 Jacobi, Haniel & Huysen, Gutehoffnungshütte zu Sterkrade 1870-1871
- Arbed-09-1488 Jacobi, Haniel & Huysen, Gutehoffnungshütte zu Sterkrade 1871-1872
- Arbed-09-1489 Jacques Wahl, Luxembourg 1873-1874
- Arbed-09-1490 Jaeger Brothers Limited, Middlesbrough-on-Tees 1901-1902
- Arbed-09-1491 Jaeger Brothers Limited, Middlesbrough-on-Tees 1902-1903
- Arbed-09-1492 James Watson & Cie, Middlesbrough-on-Tees 1901-1902
- Arbed-09-1493 J.B. Franck, Bochum 1876-1877
- Arbed-09-1494 J.B. Franck, Bochum 1877-1878
- Arbed-09-1495 J.B. Franck, Bochum 1877-1878
- Arbed-09-1496 J.B. Franck, Bochum 1878
- Arbed-09-1497 J.B. Franck, Bochum 1878-1879
- Arbed-09-1498 J.B. Franck, Bochum 1878-1879
- Arbed-09-1499 J.B. Franck, Bochum 1879-1880
- Arbed-09-1500 J.B. Franck, Bochum 1879-1880
- Arbed-09-1501 J.B. Franck, Bochum 1880
- Arbed-09-1502 J.B. Franck, Bochum 1880
- Arbed-09-1503 J.B. Franck, Bochum 1880-1881

Arbed-09-1504 J.B. Franck, Bochum 1880-1881
Arbed-09-1505 J.B. Franck, Bochum 1881-1882
Arbed-09-1506 J.B. Franck, Bochum 1881-1882
Arbed-09-1507 J.B. Franck, Bochum 1882
Arbed-09-1508 J.B. Franck, Bochum 1882-1883
Arbed-09-1509 J.B. Franck, Bochum 1882-1883
Arbed-09-1510 J.B. Franck, Bochum 1883-1884
Arbed-09-1511 J.B. Franck, Bochum 1884
Arbed-09-1512 J.B. Franck, Bochum 1884
Arbed-09-1513 J.B. Franck, Bochum 1884-1885
Arbed-09-1514 J.B. Franck, Bochum 1885-1886
Arbed-09-1515 J.B. Franck, Bochum 1886-1887
Arbed-09-1516 J.B. Franck, Bochum 1887-1888
Arbed-09-1517 J.B. Franck, Bochum 1887-1888
Arbed-09-1518 J.B. Franck, Bochum 1888
Arbed-09-1519 J.B. Franck, Bochum 1888-1889
Arbed-09-1520 J.B. Franck, Bochum 1889-1890
Arbed-09-1521 J.B. Franck, Bochum 1890-1893
Arbed-09-1522 J.B. Franck, Bochum 1891-1892
Arbed-09-1523 J.B. Franck, Bochum 1892-1894
Arbed-09-1524 J.B. Franck, Bochum 1894-1895
Arbed-09-1525 J.B. Franck, Bochum 1895-1896
Arbed-09-1526 J.B. Franck, Bochum 1896-1897
Arbed-09-1527 J.B. Franck, Bochum 1897-1898
Arbed-09-1528 J.B. Franck, Bochum 1898-1899
Arbed-09-1529 J.B. Franck, Bochum 1899-1900
Arbed-09-1530 J.B. Franck, Bochum 1900-1901
Arbed-09-1531 J.B. Franck, Bochum 1901-1902
Arbed-09-1532 J.B. Franck, Bochum 1902-1903
Arbed-09-1533 J.B. Franck, Bochum 1903-1904
Arbed-09-1534 J.H. Stein, Köln 1882-1883
Arbed-09-1535 J.H. Stein, Köln 1883-1884
Arbed-09-1536 J.H. Stein, Köln 1884-1885
Arbed-09-1537 J.H. Stein, Köln 1885-1886
Arbed-09-1538 J.H. Stein, Köln 1886-1887
Arbed-09-1539 J.H. Stein, Köln 1887-1888
Arbed-09-1540 J.H. Stein, Köln 1888-1889
Arbed-09-1541 J.H. Stein, Köln 1889-1890
Arbed-09-1542 J.H. Stein, Köln 1890-1891
Arbed-09-1543 J.H. Stein, Köln 1891-1892
Arbed-09-1544 J.H. Stein, Köln 1892-1893

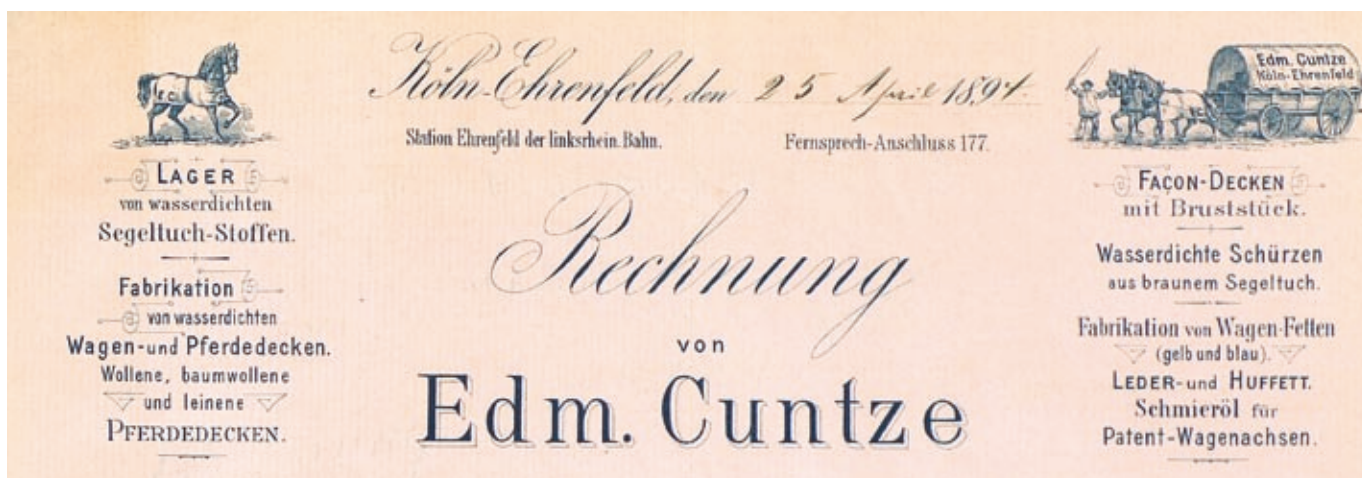


Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1545 J.H. Stein, Köln 1893-1894
- Arbed-09-1546 Johann David Herstatt, Köln 1868-1869
- Arbed-09-1547 Johann David Herstatt, Köln 1869-1870
- Arbed-09-1548 Johann David Herstatt, Köln 1870-1871
- Arbed-09-1549 Johann David Herstatt, Köln 1871-1872
- Arbed-09-1550 Johann David Herstatt, Köln 1875-1876
- Arbed-09-1551 Johann David Herstatt, Köln 1876-1877
- Arbed-09-1552 Johann David Herstatt, Köln 1877-1878
- Arbed-09-1553 Johann David Herstatt, Köln 1878-1879
- Arbed-09-1554 Johann David Herstatt, Köln 1879-1880
- Arbed-09-1555 Johann David Herstatt, Köln 1880-1881
- Arbed-09-1556 Jos Prégardien, Deutz 1880-1882
- Arbed-09-1557 Joseph Coblenzer, Köln 1869-1870
- Arbed-09-1558 Joseph Coblenzer, Köln 1872-1873
- Arbed-09-1559 Joseph Coblenzer, Köln 1873-1874
- Arbed-09-1560 Joseph Ropsy-Chaudron, Morlanwelz 1879-1880
- Arbed-09-1561 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1868-1869
- Arbed-09-1562 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1870-1871
- Arbed-09-1563 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1871-1872
- Arbed-09-1564 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1872-1873
- Arbed-09-1565 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1873-1874
- Arbed-09-1566 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1874-1875
- Arbed-09-1567 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1875-1876
- Arbed-09-1568 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1876-1877
- Arbed-09-1569 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1877
- Arbed-09-1570 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1877-1878
- Arbed-09-1571 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1878-1879
- Arbed-09-1572 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1880-1881
- Arbed-09-1573 Josse Goffin – maître de forges à Clabecq, Bruxelles 1881-1882

Arbed-09-1574 Jowa, Delheid & Cie, Liège 1868-1869

Arbed-09-1575 Jowa, Delheid & Cie, Liège 1873-1874

Arbed-09-1576 J.P. Zenner – Eisenhandlung, Saarburg 1878

Arbed-09-1577 Jules Friquet, Blagny 1877-1878

Arbed-09-1578 Jules Friquet, Blagny 1878-1879

Arbed-09-1579 Jules Friquet, Blagny 1879-1880

Arbed-09-1580 Jules Friquet, Blagny 1880-1881

Arbed-09-1581 Jules Friquet, Blagny 1881-1882

Arbed-09-1582 Jules Friquet, Blagny 1882-1883

Arbed-09-1583 Jules Friquet, Blagny 1884

Arbed-09-1584 Julius Brand, Dortmund 1872-1873

Arbed-09-1585 Julius Brand, Dortmund 1873-1874

Arbed-09-1586 Julius Schlerath, Düsseldorf 1868-1869

Arbed-09-1587 Jünkerather Gewerkschaft, Jünkerath 1899-1900

Arbed-09-1588 Jünkerather Gewerkschaft, Jünkerath 1900-1901

Arbed-09-1589 Justus Stahlschmidt, Aherhammer bei Creuzthal 1890

Arbed-09-1590 K. Weisenburger & Cie, Mannheim 1873-1874

Arbed-09-1591 K. Weisenburger & Cie, Mannheim 1874-1875

Arbed-09-1592 K. Weisenburger & Cie, Mannheim 1875-1876

Arbed-09-1593 K. Weisenburger & Cie, Mannheim 1877

Arbed-09-1594 K. Weisenburger & Cie, Mannheim 1878-1879

Arbed-09-1595 K. Weisenburger & Cie, Mannheim 1879-1880

Arbed-09-1596 Kaiser & Cie, Haardt bei Siegen 1871

Arbed-09-1597 Kaiser & Cie, Haardt bei Siegen 1871-1872

Arbed-09-1598 Kaiser & Cie, Haardt bei Siegen 1872-1873

Arbed-09-1599 Kaiser & Cie, Haardt bei Siegen 1873-1874

Arbed-09-1600 Kaiser & Cie, Haardt bei Siegen 1874

Arbed-09-1601 Kalkhoff & Brinkmann, Duisburg 1868-1869

Arbed-09-1602 Kalkhoff & Brinkmann, Duisburg 1869-1870

Arbed-09-1603 Kissing & Schmöle, Menden 1868-1869

Arbed-09-1604 Kissing & Schmöle, Menden 1869-1870

Arbed-09-1605 Kissing & Schmöle, Menden 1871-1872

Arbed-09-1606 Kölner-Bergwerks-Verein, Köln 1881-1882

Arbed-09-1607 Kölner-Bergwerks-Verein, Köln 1882-1883

Arbed-09-1608 Kölner-Bergwerks-Verein, Köln 1883-1884

Arbed-09-1609 Kölner-Bergwerks-Verein, Einessen 1884-1885

Arbed-09-1610 Kölner-Bergwerks-Verein, Einessen 1890

Arbed-09-1611 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1869-1870

Arbed-09-1612 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1870-1871

Arbed-09-1613 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1871-1872

Arbed-09-1614 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1872-1873

- Arbed-09-1615 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1873
- Arbed-09-1616 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1875
- Arbed-09-1617 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1884-1885
- Arbed-09-1618 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1885
- Arbed-09-1619 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1887
- Arbed-09-1620 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1893
- Arbed-09-1621 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1893-1894
- Arbed-09-1622 Königin Marienhütte Actien-Gesellschaft, Cainsdorf 1894-1895
- Arbed-09-1623 Königlich Württembergisches Hüttenamt, Wasseralfingen 1869
- Arbed-09-1624 Königlich Württembergisches Hüttenamt, Wasseralfingen 1869-1870
- Arbed-09-1625 Königlich Württembergisches Hüttenamt, Wasseralfingen 1870-1871
- Arbed-09-1626 Königlich Württembergisches Hüttenamt, Wasseralfingen 1871-1872
- Arbed-09-1627 Königlich Württembergisches Hüttenamt, Wasseralfingen 1872-1873
- Arbed-09-1628 Königlich Württembergisches Hüttenamt, Wasseralfingen 1873-1874
- Arbed-09-1629 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1868-1869
- Arbed-09-1630 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1869-1870
- Arbed-09-1631 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1870-1871
- Arbed-09-1632 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1871-1872
- Arbed-09-1633 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1872-1873
- Arbed-09-1634 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1873-1874
- Arbed-09-1635 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1874-1875
- Arbed-09-1636 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1875-1876
- Arbed-09-1637 L.Fr. Buderus, Germania bei Neuwied 1876-1877
- Arbed-09-1638 L.A. Hahn, Frankfurt 1869
- Arbed-09-1639 Lamarche & Co, St. Johann bei Saarbrücken 1892-1893
- Arbed-09-1640 Lamarche & Schwartz, St. Johann bei Saarbrücken 1872-1873
- Arbed-09-1641 Lamarche & Schwartz, St. Johann bei Saarbrücken 1872-1873
- Arbed-09-1642 Lamarche & Schwartz, St. Johann bei Saarbrücken 1873-1874
- Arbed-09-1643 Lamarche & Schwartz, St. Johann bei Saarbrücken 1874-1875
- Arbed-09-1644 Laminoirs, Forges & Fonderies de Ernest Boucquéau, La Louvière 1874-1875
- Arbed-09-1645 Laminoirs, Forges & Fonderies de Ernest Boucquéau, La Louvière 1875-1876
- Arbed-09-1646 Laminoirs, Forges & Fonderies de Ernest Boucquéau, La Louvière 1876-1877
- Arbed-09-1647 Laminoirs, Forges & Fonderies de Ernest Boucquéau, La Louvière 1877-1878
- Arbed-09-1648 Laminoirs, Forges & Fonderies de Ernest Boucquéau, La Louvière 1878-1879
- Arbed-09-1649 Laminoirs, Forges & Fonderies de Ernest Boucquéau, La Louvière 1879-1880
- Arbed-09-1650 Laminoirs, Forges & fonderies de Gustave Boël, La Louvière 1882-1883
- Arbed-09-1651 Laminoirs, Forges & fonderies de Gustave Boël, La Louvière 1883-1884
- Arbed-09-1652 Laminoirs, Forges et Fonderies de A. De Bauque et Cie, Houdeng-Goegnies 1873-1874
- Arbed-09-1653 Laminoirs, Forges et Fonderies de Crespin – Société Gilmont-Dupont & Cie, Crespin 1876-1877
- Arbed-09-1654 Laminoirs, Forges et Fonderies de Crespin – Société Gilmont-Dupont & Cie, Crespin 1877-1878
- Arbed-09-1655 Laminoirs, Forges et Fonderies de Crespin – Société Gilmont-Dupont & Cie, Crespin 1878-1879



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1656 Langhans, Küpper & Cie, Duisburg 1874
- Arbed-09-1657 Le patrimoine – compagnie anonyme d’assurances 1897-1899
- Arbed-09-1658 Le secours – compagnie d’assurances contre les accidents, Paris 1892-1895
- Arbed-09-1659 Lemal, Depasse et Laliou, Gilly 1872-1873
- Arbed-09-1660 Léon Magis & Cie, Duisburg 1870-1871
- Arbed-09-1661 Léon Magis & Cie, Duisburg 1873
- Arbed-09-1662 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1869-1870
- Arbed-09-1663 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1870-1871
- Arbed-09-1664 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1871-1872
- Arbed-09-1665 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1872
- Arbed-09-1666 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1889
- Arbed-09-1667 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1889-1890
- Arbed-09-1668 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1891-1893
- Arbed-09-1669 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1895-1896
- Arbed-09-1670 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1902-1903
- Arbed-09-1671 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1902-1903
- Arbed-09-1672 Les petits fils de François de Wendel & Cie, Hayange 1903-1904
- Arbed-09-1673 L.-J. Masson, Arlon 1872-1873
- Arbed-09-1674 L.-J. Masson, Arlon 1874-1875
- Arbed-09-1675 Lothringer Eisenwerke, Ars an der Mosel 1873-1874
- Arbed-09-1676 Lothringer Eisenwerke, Ars an der Mosel 1896-1897
- Arbed-09-1677 Lothringer Eisenwerke, Ars an der Mosel 1899
- Arbed-09-1678 Lothringer Eisenwerke, Ars an der Mosel 1899-1900
- Arbed-09-1679 Lothringer Eisenwerke, Ars an der Mosel 1900-1901
- Arbed-09-1680 Lothringer Hüttenverein Aumetz-Friede, Kneuttingen [Knuttange] 1900-1901
- Arbed-09-1681 Lothringer Hüttenverein Aumetz-Friede, Kneuttingen [Knuttange] 1903

- Arbed-09-1682 Lothringer Hüttenverein Aumetz-Friede, Kneuttingen [Knuttange] 1903-1904
- Arbed-09-1683 Ludwig Lühgen, Köln 1887
- Arbed-09-1684 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1869-1870
- Arbed-09-1685 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1871-1872
- Arbed-09-1686 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1872-1873
- Arbed-09-1687 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1873-1874
- Arbed-09-1688 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1874-1875
- Arbed-09-1689 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1875-1876
- Arbed-09-1690 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1876-1877
- Arbed-09-1691 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1877-1879
- Arbed-09-1692 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1878-1879
- Arbed-09-1693 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1879-1880
- Arbed-09-1694 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1880-1881
- Arbed-09-1695 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1881-1882
- Arbed-09-1696 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1882-1883
- Arbed-09-1697 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1883-1884
- Arbed-09-1698 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1884-1885
- Arbed-09-1699 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1885-1886
- Arbed-09-1700 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1886-1887
- Arbed-09-1701 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1887-1888
- Arbed-09-1702 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1888-1889
- Arbed-09-1703 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1889
- Arbed-09-1704 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1889
- Arbed-09-1705 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1889-1890
- Arbed-09-1706 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1889-1890
- Arbed-09-1707 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1890-1891
- Arbed-09-1708 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1890-1893
- Arbed-09-1709 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1891-1892
- Arbed-09-1710 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1892-1893
- Arbed-09-1711 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1893-1894
- Arbed-09-1712 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1894-1895
- Arbed-09-1713 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1895-1896
- Arbed-09-1714 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1896-1897
- Arbed-09-1715 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1897-1898
- Arbed-09-1716 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1897-1898
- Arbed-09-1717 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1898-1899
- Arbed-09-1718 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1898 -1905
- Arbed-09-1719 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1899-1900
- Arbed-09-1720 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1900-1901
- Arbed-09-1721 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1902-1903
- Arbed-09-1722 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1903-1904

Arbed-09-1723 Luxemburger Bergwerks- und Saarbrücker Eisenhütten-Actien-Gesellschaft, Burbach 1904

Arbed-09-1724 M.A. Rothschild & Söhne, Frankfurt 1869-1870

Arbed-09-1725 M.A. Rothschild & Söhne, Frankfurt 1873

Arbed-09-1726 Mademoiselles Clémentine & Adèle Louant, Laeken-Bruxelles 1869-1870

Arbed-09-1727 Mademoiselles Clémentine & Adèle Louant, Laeken-Bruxelles 1871

Arbed-09-1728 Mademoiselles Clémentine & Adèle Louant, Laeken-Bruxelles 1872-1873

Arbed-09-1729 Majerus Fr. & Schoeller, Colmar-Berg 1881-1882

Arbed-09-1730 Majerus Fr. & Schoeller, Colmar-Berg 1882-1883

Arbed-09-1731 Majerus Fr. & Schoeller, Colmar-Berg 1883-1884

Arbed-09-1732 Majerus Fr. & Schoeller, Colmar-Berg 1884

Arbed-09-1733 Manufacture de cuirs et de gants Aug. Charles et Cie, Bonnevoie 1868-1869

Arbed-09-1734 Manufacture de cuirs et de gants Aug. Charles et Cie, Bonnevoie 1869-1870

Arbed-09-1735 Manufacture de cuirs et de gants Aug. Charles et Cie, Bonnevoie 1871-1872

Arbed-09-1736 Manufacture de cuirs et de gants Aug. Charles et Cie, Bonnevoie 1872-1873

Arbed-09-1737 Marion & Cie, Fraulautern 1868-1869

Arbed-09-1738 Maschinenbau-Actien-Gesellschaft Humboldt, Kalk bei Deutz (Köln) 1874-1875

Arbed-09-1739 Maschinenbau-Actien-Gesellschaft Humboldt, Kalk bei Deutz (Köln) 1875-1876

Arbed-09-1740 Maschinenbau-Actien-Gesellschaft Humboldt, Kalk bei Deutz (Köln) 1876-1877

Arbed-09-1741 Maschinenbau-Actien-Gesellschaft Humboldt, Kalk bei Deutz (Köln) 1877-1878

Arbed-09-1742 Maschinenbau-Actien-Gesellschaft Humboldt, Kalk bei Deutz (Köln) 1878-1879

Arbed-09-1743 Maschinenbau-Actien-Gesellschaft Humboldt, Kalk bei Deutz (Köln) 1879-1880

Arbed-09-1744 Maschinen-Fabrik & Eisengiesserei F.X. Honer, Ravensburger 1879-1880

Arbed-09-1745 May, Hilf & Cie, Limburg an der Lahn 1880-1881

Arbed-09-1746 May, Hilf & Cie, Limburg an der Lahn 1881

Arbed-09-1747 May, Hilf & Cie, Limburg an der Lahn 1882-1883

Arbed-09-1748 May, Hilf & Cie, Limburg an der Lahn 1883-1884

Arbed-09-1749 Merck, Christian & Cie, München 1872-1873

Arbed-09-1750 Merck, Christian & Cie, München 1873-1874

Arbed-09-1751 Merck, Christian & Cie, München 1874-1875

Arbed-09-1752 Michel Thiery & Cie, Meiderich 1870-1871

Arbed-09-1753 Michel Thiery & Cie, Meiderich 1872

Arbed-09-1754 Michel Thiery & Cie, Meiderich 1873-1874

Arbed-09-1755 Michel Thiery & Cie, Meiderich 1874-1875

Arbed-09-1756 Michel Thiery & Cie, Meiderich 1875-1876

Arbed-09-1757 M.O. Ruckhaeberle, Basel 1877

Arbed-09-1758 M.O. Ruckhaeberle, Basel 1877-1878

Arbed-09-1759 M.O. Ruckhaeberle, Basel 1878

Arbed-09-1760 M.O. Ruckhaeberle, Basel 1878-1879

Arbed-09-1761 M.O. Ruckhaeberle, Basel 1879-1880

Arbed-09-1762 M.O. Ruckhaeberle, Basel 1880-1881

Arbed-09-1763 Montangesellschaft Lothringen-Saar, Metz 1897-1898



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1764 Montangesellschaft Lothringen-Saar, Metz 1898-1899
- Arbed-09-1765 Neu-Schottland, Berg- und Hütten-Actien-Verein, Horst bei Steele 1871
- Arbed-09-1766 Neu-Schottland, Berg- und Hütten-Actien-Verein, Horst bei Steele 1871-1872
- Arbed-09-1767 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1876-1877
- Arbed-09-1768 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1877-1878
- Arbed-09-1769 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1878-1879
- Arbed-09-1770 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1883-1884
- Arbed-09-1771 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1884-1885
- Arbed-09-1772 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1887-1888
- Arbed-09-1773 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1888-1889
- Arbed-09-1774 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1889-1890
- Arbed-09-1775 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1890-1891
- Arbed-09-1776 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1892
- Arbed-09-1777 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1892-1893
- Arbed-09-1778 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1894-1895
- Arbed-09-1779 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1895-1896
- Arbed-09-1780 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1896-1897
- Arbed-09-1781 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1897-1898
- Arbed-09-1782 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1898-1899
- Arbed-09-1783 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1899-1900
- Arbed-09-1784 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1900-1901
- Arbed-09-1785 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1901-1902
- Arbed-09-1786 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1902-1903
- Arbed-09-1787 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1903-1904
- Arbed-09-1788 Nicolas Neuberg, Luxembourg 1903-1904

Arbed-09-1789 Nicolas Pétry, Thionville 1871-1872

Arbed-09-1790 O. d'Adelswärd – Hauts-Fourneaux du Prieuré, Longwy 1869

Arbed-09-1791 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1894

Arbed-09-1792 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1895-1896

Arbed-09-1793 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1896-1897

Arbed-09-1794 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1897-1898

Arbed-09-1795 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1898-1899

Arbed-09-1796 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1899-1900

Arbed-09-1797 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1900-1901

Arbed-09-1798 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1903

Arbed-09-1799 Oberbilker Blechwalzwerk GmbH, Düsseldorf-Oberbilk 1903-1904

Arbed-09-1800 Oberbilker Stahlwerke, Düsseldorf-Oberbilk 1896-1897

Arbed-09-1801 Oberbilker Stahlwerke, Düsseldorf-Oberbilk 1897-1898

Arbed-09-1802 Oberbilker Stahlwerke, Düsseldorf-Oberbilk 1898-1899

Arbed-09-1803 Oberbilker Stahlwerke, Düsseldorf-Oberbilk 1899-1900

Arbed-09-1804 Oberbilker Stahlwerke, Düsseldorf-Oberbilk 1900-1901

Arbed-09-1805 Oberbilker Stahlwerke, Düsseldorf-Oberbilk 1902-1903

Arbed-09-1806 Oberbilker Stahlwerke, Düsseldorf-Oberbilk 1903-1904

Arbed-09-1807 P.J. Wirtz, Langendreer 1878-1879

Arbed-09-1808 P.J. Wirtz, Langendreer 1879-1880

Arbed-09-1809 P.J. Wirtz, Langendreer 1881

Arbed-09-1810 P.J. Wirtz, Langendreer 1884

Arbed-09-1811 P.J. Wirtz, Langendreer 1884-1885

Arbed-09-1812 P.J. Wirtz, Langendreer 1885-1886

Arbed-09-1813 P.J. Wirtz, Langendreer 1886-1887

Arbed-09-1814 P.J. Wirtz, Langendreer 1887-1888

Arbed-09-1815 Paul Hirschberger, Luxembourg 1899-1900

Arbed-09-1816 Paul Hirschberger, Luxembourg 1901-1902

Arbed-09-1817 Pellenz & Reuleaux, Köln 1868-1869

Arbed-09-1818 Pelling-Mersch, Luxembourg 1873-1874

Arbed-09-1819 Pelling-Mersch, Luxembourg 1874-1875

Arbed-09-1820 Pelling-Mersch, Luxembourg 1875-1876

Arbed-09-1821 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1869-1870

Arbed-09-1822 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1870-1871

Arbed-09-1823 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1871-1872

Arbed-09-1824 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1872-1873

Arbed-09-1825 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1873-1874

Arbed-09-1826 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1876-1877

Arbed-09-1827 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1877-1878

Arbed-09-1828 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1878-1879

Arbed-09-1829 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1879-1880

- Arbed-09-1830 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1880-1881
- Arbed-09-1831 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1882-1883
- Arbed-09-1832 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1883-1884
- Arbed-09-1833 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1884-1885
- Arbed-09-1834 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1885-1886
- Arbed-09-1835 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1886-1887
- Arbed-09-1836 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1889-1890
- Arbed-09-1837 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1890-1891
- Arbed-09-1838 Peter Harkort & Sohn – Schönthaler Stahl- & Eisenwerke, Wetter an der Ruhr 1891
- Arbed-09-1839 Ph. Weber, Hostenbach 1897-1898
- Arbed-09-1840 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1868-1869
- Arbed-09-1841 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1869-1870
- Arbed-09-1842 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1871-1872
- Arbed-09-1843 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1873-1874
- Arbed-09-1844 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1874-1875
- Arbed-09-1845 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1875-1876
- Arbed-09-1846 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1876-1877
- Arbed-09-1847 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1878
- Arbed-09-1848 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1878-1879
- Arbed-09-1849 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1879-1880
- Arbed-09-1850 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1880-1881
- Arbed-09-1851 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1882
- Arbed-09-1852 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1882-1883
- Arbed-09-1853 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1893
- Arbed-09-1854 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1895-1896
- Arbed-09-1855 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1897
- Arbed-09-1856 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1897-1898
- Arbed-09-1857 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1898-1899
- Arbed-09-1858 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1899-1900
- Arbed-09-1859 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1900-1901
- Arbed-09-1860 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1901-1902
- Arbed-09-1861 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1902-1903
- Arbed-09-1862 Phoenix AG für Bergbau und Hüttenbetrieb, Laar bei Ruhrort 1903-1904
- Arbed-09-1863 Pierre Neuberg, Luxembourg 1871
- Arbed-09-1864 Pierre Neuberg, Luxembourg 1871-1872
- Arbed-09-1865 Pierre Neuberg, Luxembourg 1873-1874
- Arbed-09-1866 Pierre Neuberg, Luxembourg 1874-1875
- Arbed-09-1867 Pierre Neuberg, Luxembourg 1875-1876
- Arbed-09-1868 Pierre Gilbert, Luxembourg 1899-1900
- Arbed-09-1869 Pierre Gilbert, Luxembourg 1900-1901
- Arbed-09-1870 Pierre Gilbert, Luxembourg 1901-1902

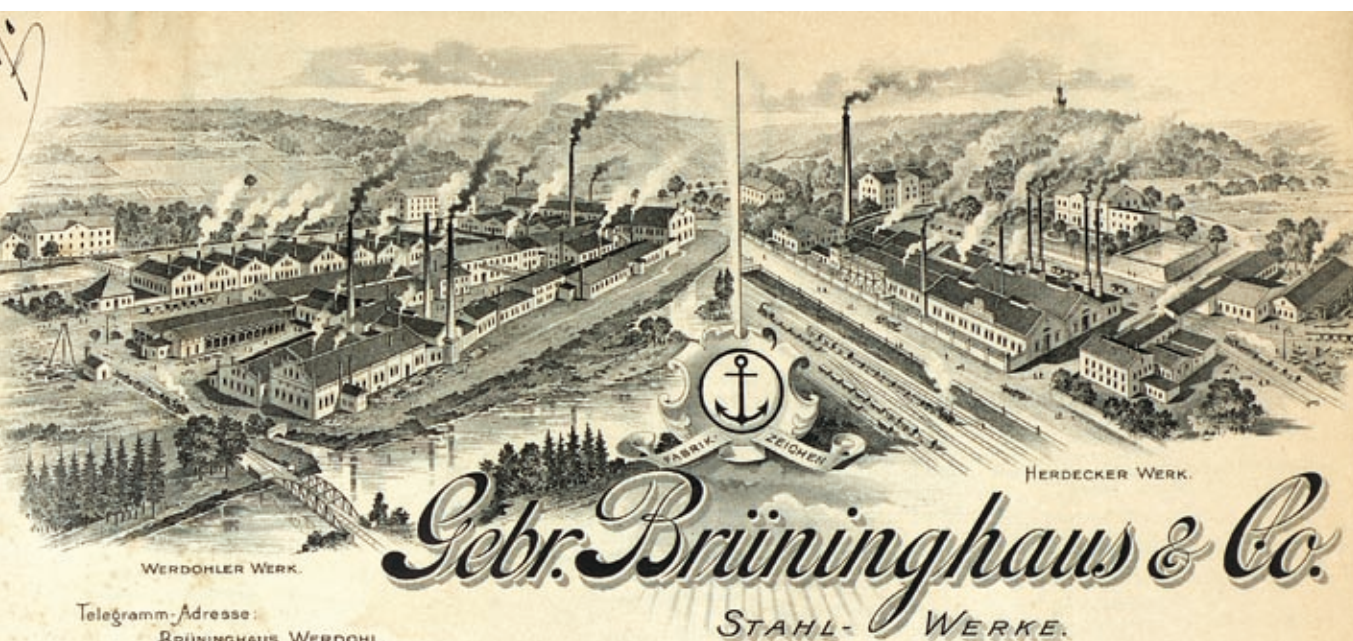


Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1871 Pierre Gilbert, Luxembourg 1902-1903
- Arbed-09-1872 Pierre Giraud & Cie, La Sauvage 1869-1870
- Arbed-09-1873 Pierre Giraud & Cie, La Sauvage 1871-1872
- Arbed-09-1874 Pierre Giraud & Cie, La Sauvage 1872-1873
- Arbed-09-1875 Pierre Giraud & Cie, La Sauvage 1873-1874
- Arbed-09-1876 Preussische Bergwerks- & Hütten-Actien-Gesellschaft, Düsseldorf 1874-1875
- Arbed-09-1877 Preussische Bergwerks- & Hütten-Actien-Gesellschaft, Düsseldorf 1875-1876
- Arbed-09-1878 Puddlingswerk, Eisen- und & Draht-Walzwerk von Reinhard Poensgen, Düsseldorf 1872
- Arbed-09-1879 Puissant Frères et Sœurs, Marcinelle 1872-1873
- Arbed-09-1880 Gebrüder Puricelli, Rheinböttlerhütte 1878
- Arbed-09-1881 Quinter Eisen-Hüttenwerk, Quint bei Trier 1874-1875
- Arbed-09-1882 Quinter Eisen-Hüttenwerk, Quint bei Trier 1875-1876
- Arbed-09-1883 Quinter Eisen-Hüttenwerk, Quint bei Trier 1877
- Arbed-09-1884 Quinter Eisen-Hüttenwerk, Quint bei Trier 1877-1878
- Arbed-09-1885 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1889
- Arbed-09-1886 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1889-1890
- Arbed-09-1887 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1890-1892
- Arbed-09-1888 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1894-1898
- Arbed-09-1889 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1898-1899
- Arbed-09-1890 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1899-1900
- Arbed-09-1891 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1900-1901
- Arbed-09-1892 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1901-1902
- Arbed-09-1893 R.H. Schneppendahl, Remscheid 1902-1903
- Arbed-09-1894 Rasselsteiner Eisenwerks-Gesellschaft, Rasselstein bei Neuwied 1873-1874
- Arbed-09-1895 Rasselsteiner Eisenwerks-Gesellschaft, Rasselstein bei Neuwied 1877

Arbed-09-1896	Rasselsteiner Eisenwerks-Gesellschaft, Rasselstein bei Neuwied 1878-1879
Arbed-09-1897	Rasselsteiner Eisenwerks-Gesellschaft, Rasselstein bei Neuwied 1879-1880
Arbed-09-1898	Rasselsteiner Eisenwerks-Gesellschaft, Rasselstein bei Neuwied 1880-1881
Arbed-09-1899	Rasselsteiner Eisenwerks-Gesellschaft, Rasselstein bei Neuwied 1881-1882
Arbed-09-1900	Rasselsteiner Eisenwerks-Gesellschaft, Rasselstein bei Neuwied 1882-1883
Arbed-09-1901	Reppert'sche Grubengewerkschaft, Saarbrücken 1880-1881
Arbed-09-1902	Reppert'sche Grubengewerkschaft, Saarbrücken 1881-1882
Arbed-09-1903	Reppert'sche Grubengewerkschaft, Saarbrücken 1881-1882
Arbed-09-1904	Reppert'sche Grubengewerkschaft, Saarbrücken 1884-1885
Arbed-09-1905	Reppert'sche Grubengewerkschaft, Saarbrücken 1885-1886
Arbed-09-1906	Reppert'sche Grubengewerkschaft, Saarbrücken 1886-1887
Arbed-09-1907	Reverchon & Co, Trier 1869-1870
Arbed-09-1908	Reverchon & Co, Trier 1870-1871
Arbed-09-1909	Reverchon & Co, Trier 1871-1872
Arbed-09-1910	Reverchon & Co, Trier 1872-1873
Arbed-09-1911	Reverchon & Co, Trier 1873-1874
Arbed-09-1912	Reverchon & Co, Trier 1874-1875
Arbed-09-1913	Reverchon & Co, Trier 1875-1876
Arbed-09-1914	Reverchon & Co, Trier 1876-1877
Arbed-09-1915	Reverchon & Co, Trier 1877
Arbed-09-1916	Reverchon & Co, Trier 1877-1878
Arbed-09-1917	Reverchon & Co, Trier 1878
Arbed-09-1918	Reverchon & Co, Trier 1878-1879
Arbed-09-1919	Reverchon & Co, Trier 1879-1880
Arbed-09-1920	Reverchon & Co, Trier 1880-1881
Arbed-09-1921	Reverchon & Co, Trier 1881-1882
Arbed-09-1922	Reverchon & Co, Trier 1882-1883
Arbed-09-1923	Reverchon & Co, Trier 1883
Arbed-09-1924	Reverchon & Co, Trier 1883-1884
Arbed-09-1925	Reverchon & Co, Trier 1884-1885
Arbed-09-1926	Reverchon & Co, Trier 1886
Arbed-09-1927	Reverchon & Co, Trier 1886-1887
Arbed-09-1928	Reverchon & Co, Trier 1887-1888
Arbed-09-1929	Reverchon & Co, Trier 1888-1889
Arbed-09-1930	Reverchon & Co, Trier 1889-1890
Arbed-09-1931	Reverchon & Co, Trier 1890-1891
Arbed-09-1932	Reverchon & Co, Trier 1891-1892
Arbed-09-1933	Reverchon & Co, Trier 1892-1893
Arbed-09-1934	Reverchon & Co, Trier 1893-1894
Arbed-09-1935	Reverchon & Co, Trier 1894-1895
Arbed-09-1936	Reverchon & Co, Trier 1895-1896

Arbed-09-1937 Reverchon & Co, Trier 1896-1897

Arbed-09-1938 Reverchon & Co, Trier 1897-1898

Arbed-09-1939 Reverchon & Co, Trier 1898-1899

Arbed-09-1940 Reverchon & Co, Trier 1899-1900

Arbed-09-1941 Reverchon & Co, Trier 1900-1901

Arbed-09-1942 Reverchon & Co, Trier 1902

Arbed-09-1943 Reverchon & Co, Trier 1902-1903

Arbed-09-1944 Rheinische Gummi-Waren-Fabrik Franz Clouth, Köln 1872-1873

Arbed-09-1945 Rheinische Gummi-Waren-Fabrik Franz Clouth, Köln 1872-1874

Arbed-09-1946 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1877

Arbed-09-1947 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1877-1878

Arbed-09-1948 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1879-1880

Arbed-09-1949 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1880-1881

Arbed-09-1950 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1880-1881

Arbed-09-1951 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1881-1882

Arbed-09-1952 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1881-1882

Arbed-09-1953 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1882-1883

Arbed-09-1954 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1883-1884

Arbed-09-1955 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1890-1891

Arbed-09-1956 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1892

Arbed-09-1957 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1892-1893

Arbed-09-1958 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1893-1894

Arbed-09-1959 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1894-1895

Arbed-09-1960 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1895-1896

Arbed-09-1961 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1896-1897

Arbed-09-1962 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1898

Arbed-09-1963 Rheinische Stahlwerke, Meiderich bei Ruhrort 1898-1899

Arbed-09-1964 Rheinisches Walzwerk, Mülheim am Rhein 1872-1873

Arbed-09-1965 Rheinisches Walzwerk, Mülheim am Rhein 1873-1874

Arbed-09-1966 Rheinisches Walzwerk, Mülheim am Rhein 1874-1875

Arbed-09-1967 Robinet Ainé, Metz 1872

Arbed-09-1968 Robinet Ainé, Metz 1873

Arbed-09-1969 Röhren-Walzwerk von Albert Poensgen, Düsseldorf 1871-1872

Arbed-09-1970 Rud. Boecking & Cie, Halbergerhütte bei Brebach 1878

Arbed-09-1971 Rud. Boecking & Cie, Halbergerhütte bei Brebach 1892-1893

Arbed-09-1972 Rud. Boecking & Cie, Halbergerhütte bei Brebach 1895-1896

Arbed-09-1973 Rud. Boecking & Cie, Halbergerhütte bei Brebach 1896

Arbed-09-1974 S. Elkan & Co., Hamburg 1887

Arbed-09-1975 S. Elkan & Co., Hamburg 1887-1888

Arbed-09-1976 S. Elkan & Co., Hamburg 1894-1895

Arbed-09-1977 S. Elkan & Co., Hamburg 1895-1896



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-1978 S. Elkan & Co., Hamburg 1896
- Arbed-09-1979 S. Elkan & Co., Hamburg 1896-1897
- Arbed-09-1980 S. Elkan & Co., Hamburg 1897
- Arbed-09-1981 S. Elkan & Co., Hamburg 1897-1898
- Arbed-09-1982 S. Elkan & Co., Hamburg 1903
- Arbed-09-1983 S. Elkan & Co., Hamburg 1903-1904
- Arbed-09-1984 Saarbrücker Gussstahlwerke Actien-Gesellschaft, Malstatt-Burbach 1903
- Arbed-09-1985 Saarbrücker Gussstahlwerke Actien-Gesellschaft, Malstatt-Burbach 1903-1904
- Arbed-09-1986 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1868-1869
- Arbed-09-1987 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1869-1870
- Arbed-09-1988 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1870-1871
- Arbed-09-1989 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1871-1872
- Arbed-09-1990 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1872-1873
- Arbed-09-1991 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1873-1874
- Arbed-09-1992 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1874-1875
- Arbed-09-1993 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1875-1876
- Arbed-09-1994 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1876-1877
- Arbed-09-1995 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1877-1878
- Arbed-09-1996 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1878-1879
- Arbed-09-1997 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1879-1880
- Arbed-09-1998 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1880-1881
- Arbed-09-1999 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1882-1883
- Arbed-09-2000 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1883-1884
- Arbed-09-2001 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1884-1885

Arbed-09-2002 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1885-1886
Arbed-09-2003 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1886-1887
Arbed-09-2004 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1887-1888
Arbed-09-2005 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1888-1889
Arbed-09-2006 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1889-1890
Arbed-09-2007 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1891-1892
Arbed-09-2008 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1892-1893
Arbed-09-2009 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1893-1894
Arbed-09-2010 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1894-1895
Arbed-09-2011 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1895-1896
Arbed-09-2012 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1896-1897
Arbed-09-2013 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1897-1898
Arbed-09-2014 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1898-1899
Arbed-09-2015 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1899-1900
Arbed-09-2016 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1900
Arbed-09-2017 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1900-1901
Arbed-09-2018 Sal. Oppenheim Jun. & Co, Köln 1903-1904
Arbed-09-2019 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1869-1870
Arbed-09-2020 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1871-1872
Arbed-09-2021 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1872-1873
Arbed-09-2022 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1873-1874
Arbed-09-2023 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1875
Arbed-09-2024 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1875-1876
Arbed-09-2025 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1876-1877
Arbed-09-2026 Schmidborn & Cie, Ludwigshafen am Rhein 1877-1878
Arbed-09-2027 Schmidborn & Gebrüder Röchling, Saarbrücken 1868-1869
Arbed-09-2028 Schmidborn & Gebrüder Röchling, Saarbrücken 1870-1871
Arbed-09-2029 Schmidborn & Gebrüder Röchling, Saarbrücken 1872-1873
Arbed-09-2030 Schmidborn & Gebrüder Röchling, Saarbrücken 1874-1875
Arbed-09-2031 Schulz, Knaud & Co, Essen 1868-1869
Arbed-09-2032 Schulz, Knaud & Co, Essen 1870-1871
Arbed-09-2033 Schulz, Knaud & Co, Essen 1870-1872
Arbed-09-2034 Schulz, Knaud & Co, Essen 1873-1874
Arbed-09-2035 Schulz, Knaud & Co, Essen 1874-1875
Arbed-09-2036 Schulz, Knaud & Co, Essen 1875-1876
Arbed-09-2037 Schulz, Knaud & Co, Essen 1876-1877
Arbed-09-2038 Schulz, Knaud & Co, Essen 1877-1878
Arbed-09-2039 Schulz, Knaud & Co, Essen 1878-1879
Arbed-09-2040 Schulz, Knaud & Co, Essen 1879-1880
Arbed-09-2041 Schulz, Knaud & Co, Essen 1880-1881
Arbed-09-2042 Schulz, Knaud & Co, Essen 1881-1882

- Arbed-09-2043 Schulz, Knaud & Co, Essen 1882-1883
- Arbed-09-2044 Schulz, Knaud & Co, Essen 1883-1884
- Arbed-09-2045 Schulz, Knaud & Co, Essen 1884-1885
- Arbed-09-2046 Schulz, Knaud & Co, Essen 1885-1886
- Arbed-09-2047 Schulz, Knaud & Co, Essen 1886-1887
- Arbed-09-2048 Schulz, Knaud & Co, Essen 1887-1888
- Arbed-09-2049 Schulz, Knaud & Co, Essen 1888-1889
- Arbed-09-2050 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1869-1870
- Arbed-09-2051 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1871-1872
- Arbed-09-2052 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1872-1873
- Arbed-09-2053 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1873-1874
- Arbed-09-2054 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1874-1875
- Arbed-09-2055 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1875-1876
- Arbed-09-2056 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1877
- Arbed-09-2057 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1877-1878
- Arbed-09-2058 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1878-1879
- Arbed-09-2059 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1879-1880
- Arbed-09-2060 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1880-1881
- Arbed-09-2061 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1881-1882
- Arbed-09-2062 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1882-1883
- Arbed-09-2063 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1883-1884
- Arbed-09-2064 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1884-1885
- Arbed-09-2065 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1885-1886
- Arbed-09-2066 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1886-1887
- Arbed-09-2067 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1888-1889
- Arbed-09-2068 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1889-1890
- Arbed-09-2069 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1890-1891
- Arbed-09-2070 Schwartz-Printz & Cie, Arlon 1891-1892
- Arbed-09-2071 Sesiani & Cie, Biebrich-Mosbach 1871
- Arbed-09-2072 Sesiani & Cie, Biebrich-Mosbach 1871-1872
- Arbed-09-2073 Sesiani & Cie, Biebrich-Mosbach 1872-1873
- Arbed-09-2074 Sieg-Rheinische Gewerkschaft, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1879
- Arbed-09-2075 Sieg-Rheinische Gewerkschaft, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1879-1880
- Arbed-09-2076 Sieg-Rheinische Gewerkschaft, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1882
- Arbed-09-2077 Sieg-Rheinische Gewerkschaft, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1883
- Arbed-09-2078 Sieg-Rheinische Gewerkschaft, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1883
- Arbed-09-2079 Sieg-Rheinischer Bergwerks- und Hütten-Actien-Verein, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1869-1870
- Arbed-09-2080 Sieg-Rheinischer Bergwerks- und Hütten-Actien-Verein, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1872
- Arbed-09-2081 Sieg-Rheinischer Bergwerks- und Hütten-Actien-Verein, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1874-1875

- Arbed-09-2082 Sieg-Rheinischer Bergwerks- und Hütten-Actien-Verein, Friedrich-Wilhelms-Hütte bei Troisdorf 1877
- Arbed-09-2083 Société Anonyme de Grivegnée, Grivegnée 1898
- Arbed-09-2084 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1878
- Arbed-09-2085 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1879-1880
- Arbed-09-2086 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1883
- Arbed-09-2087 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1883-1884
- Arbed-09-2088 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1884-1885
- Arbed-09-2089 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1885-1886
- Arbed-09-2090 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1886-1887
- Arbed-09-2091 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1887-1888
- Arbed-09-2092 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1888-1889
- Arbed-09-2093 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1893-1894
- Arbed-09-2094 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1895-1896
- Arbed-09-2095 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1897-1898
- Arbed-09-2096 Société Anonyme de la Fabrique de Fer de Charleroi, Marchienne-au-Pont 1901-1902
- Arbed-09-2097 Société Anonyme de la Fabrique de Fer d'Ougrée, Ougrée 1872-1873
- Arbed-09-2098 Société Anonyme de Marcinelle & Couillet, Couillet 1876-1877
- Arbed-09-2099 Société Anonyme de Marcinelle & Couillet, Couillet 1877-1878
- Arbed-09-2100 Société Anonyme de Marcinelle & Couillet, Couillet 1879
- Arbed-09-2101 Société Anonyme de Marcinelle & Couillet, Couillet 1880
- Arbed-09-2102 Société Anonyme de Marcinelle & Couillet, Couillet 1898-1899
- Arbed-09-2103 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur – Hauts-Fourneaux d'Audun-le-Tiche, Audun-le-Tiche 1883-1884
- Arbed-09-2104 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur – Hauts-Fourneaux d'Audun-le-Tiche, Audun-le-Tiche 1889
- Arbed-09-2105 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur – Hauts-Fourneaux d'Audun-le-Tiche, Audun-le-Tiche 1889-1890
- Arbed-09-2106 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur – Hauts-Fourneaux d'Audun-le-Tiche, Audun-le-Tiche 1890-1892
- Arbed-09-2107 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur – Hauts-Fourneaux d'Audun-le-Tiche, Audun-le-Tiche 1898-1900
- Arbed-09-2108 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1880-1881
- Arbed-09-2109 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1881
- Arbed-09-2110 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1881-1882
- Arbed-09-2111 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1882
- Arbed-09-2112 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1893-1894
- Arbed-09-2113 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1896-1897
- Arbed-09-2114 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1897-1898
- Arbed-09-2115 Société Anonyme des Aciéries d'Angleur 1898-1899
- Arbed-09-2116 Société Anonyme des Aciéries d'Anvers, Hobken-lez-Anvers 1901-1902
- Arbed-09-2117 Société Anonyme des Aciéries de Charleroi, Charleroi 1898-1901
- Arbed-09-2118 Société Anonyme des Aciéries de Micheville, Micheville 1903-1904



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-2119 Société Anonyme des Aciéries et Ateliers de Luxembourg, Luxembourg-Gare 1901-1902
- Arbed-09-2120 Société Anonyme des Aciéries et Ateliers de Luxembourg, Luxembourg-Gare 1901-1907
- Arbed-09-2121 Société Anonyme des Aciéries et Ateliers de Luxembourg, Luxembourg-Gare 1902-1903
- Arbed-09-2122 Société Anonyme des Aciéries et Ateliers de Luxembourg, Luxembourg-Gare 1903-1904
- Arbed-09-2123 Société Anonyme des Charbonnages de Crachet et de Picquery, Frameries 1872-1873
- Arbed-09-2124 Société Anonyme des Charbonnages de la Réunion, Mont-sur-Marchienne 1874-1875
- Arbed-09-2125 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1868-1869
- Arbed-09-2126 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1870-1871
- Arbed-09-2127 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1873
- Arbed-09-2128 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1873-1874
- Arbed-09-2129 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1874-1875
- Arbed-09-2130 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1874-1878
- Arbed-09-2131 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1875-1876
- Arbed-09-2132 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1876-1877
- Arbed-09-2133 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1877-1878
- Arbed-09-2134 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1878-1879
- Arbed-09-2135 Société Anonyme des Charbonnages de Marihaye, Flémalle (Liège) 1879-1880
- Arbed-09-2136 Société Anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine et du Martinet, Monceau-sur-Sambre 1872
- Arbed-09-2137 Société Anonyme des Charbonnages de Piéton-Centre, Piéton 1870
- Arbed-09-2138 Société Anonyme des Charbonnages de Piéton-Centre, Piéton 1871-1872
- Arbed-09-2139 Société Anonyme des Charbonnages de Piéton-Centre, Piéton 1872-1873
- Arbed-09-2140 Société Anonyme des Charbonnages de Sars-Longchamps et Bouvy, La Louvière 1871-1872
- Arbed-09-2141 Société Anonyme des Charbonnages de Sars-Longchamps et Bouvy, La Louvière 1872-1873

- Arbed-09-2142 Société Anonyme des Charbonnages de Sars-Longchamps et Bouvy, La Louvière 1873-1874
- Arbed-09-2143 Société Anonyme des Charbonnages du Val Benoit, Liège 1868-1869
- Arbed-09-2144 Société Anonyme des Charbonnages du Val Benoit, Liège 1869-1870
- Arbed-09-2145 Société Anonyme des Charbonnages du Val Benoit, Liège 1870-1871
- Arbed-09-2146 Société Anonyme des Charbonnages du Val Benoit, Liège 1872-1873
- Arbed-09-2147 Société Anonyme des Charbonnages du Val Benoit, Liège 1874-1875
- Arbed-09-2148 Société Anonyme des Charbonnages, Hauts-Fourneaux & Usines de Strépy-Bracquegnies, Strépy-Bracquegnies 1873-1874
- Arbed-09-2149 Société Anonyme des Charbonnages, Hauts-Fourneaux & Usines de Strépy-Bracquegnies, Strépy-Bracquegnies 1874-1875
- Arbed-09-2150 Société Anonyme des Charbonnages, Hauts-Fourneaux et Laminoirs de l'Espérance, Liège 1874-1875
- Arbed-09-2151 Société Anonyme des Charbonnages, Hauts-Fourneaux et Laminoirs de l'Espérance, Liège 1874
- Arbed-09-2152 Société Anonyme des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons, Boussu 1871-1872
- Arbed-09-2153 Société Anonyme des Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons, Boussu 1872-1873
- Arbed-09-2154 Société Anonyme des Chevalières, Dour 1868-1869
- Arbed-09-2155 Société Anonyme des Chevalières, Société Anonyme du Grand Bouillon, Société Anonyme des Houilles Grasses du Levant d'Elouges, Dour 1869-1870
- Arbed-09-2156 Société Anonyme des Chevalières, Société Anonyme du Grand Bouillon, Société Anonyme des Houilles Grasses du Levant d'Elouges, Dour 1870-1871
- Arbed-09-2157 Société Anonyme des Chevalières, Société Anonyme du Grand Bouillon, Société Anonyme des Houilles Grasses du Levant d'Elouges, Dour 1872-1873
- Arbed-09-2158 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1880
- Arbed-09-2159 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1881-1882
- Arbed-09-2160 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1882-1883
- Arbed-09-2161 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1883-1884
- Arbed-09-2162 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1884-1885
- Arbed-09-2163 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1885-1886
- Arbed-09-2164 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1890-1891
- Arbed-09-2165 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1891-1892
- Arbed-09-2166 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1892-1893
- Arbed-09-2167 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1893-1894
- Arbed-09-2168 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1894-1895
- Arbed-09-2169 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1895-1896
- Arbed-09-2170 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1897-1898
- Arbed-09-2171 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1897-1898
- Arbed-09-2172 Société Anonyme des Forges de Brévilly, Brévilly 1898-1899
- Arbed-09-2173 Société Anonyme des Forges de Clabecq, Bruxelles 1893-1894
- Arbed-09-2174 Société Anonyme des Forges de Clabecq, Bruxelles 1895-1896
- Arbed-09-2175 Société Anonyme des Forges de Clabecq, Bruxelles 1897-1899
- Arbed-09-2176 Société Anonyme des Forges de Clabecq, Bruxelles 1898-1899
- Arbed-09-2177 Société Anonyme des Forges de Clabecq, Bruxelles 1901-1902
- Arbed-09-2178 Société Anonyme des Forges de Clabecq, Bruxelles 1904

- Arbed-09-2179 Société Anonyme des Forges de Louvroil, Louvroil 1877-1878
- Arbed-09-2180 Société Anonyme des Forges de Montigny-sur-Sambre, Montigny-sur-Sambre 1894
- Arbed-09-2181 Société Anonyme des Forges de Vireux-Molhain, Vireux-Molhain 1901-1902
- Arbed-09-2182 Société Anonyme des Forges de Zône, Marchienne-Zône 1876-1877
- Arbed-09-2183 Société Anonyme des Forges de Zône, Marchienne-Zône 1877-1878
- Arbed-09-2184 Société Anonyme des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, Jarville 1897-1898
- Arbed-09-2185 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de Baume et de la Croyère Réunis, La Croyère 1901-1902
- Arbed-09-2186 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de Baume, Haine St. Pierre 1898
- Arbed-09-2187 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de Baume, Haine St. Pierre 1898-1899
- Arbed-09-2188 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de Baume, Haine St. Pierre 1904
- Arbed-09-2189 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1881-1882
- Arbed-09-2190 Société Anonyme des Forges et laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1883
- Arbed-09-2191 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1883-1884
- Arbed-09-2192 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1887-1888
- Arbed-09-2193 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1888-1889
- Arbed-09-2194 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1895-1896
- Arbed-09-2195 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1901
- Arbed-09-2196 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Alliance à Marchienne-au-Pont, Charleroi 1904
- Arbed-09-2197 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Union, Haine St. Pierre 1877-1878
- Arbed-09-2198 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de l'Union, Haine St. Pierre 1878
- Arbed-09-2199 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de St. Fiacre, Monceau-sur-Sambre 1893-1894
- Arbed-09-2200 Société Anonyme des Forges et Laminoirs de St. Victor, Marchienne-au-Pont 1901-1902
- Arbed-09-2201 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1883-1884
- Arbed-09-2202 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1888-1889
- Arbed-09-2203 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1895-1896
- Arbed-09-2204 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1898
- Arbed-09-2205 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1898-1899
- Arbed-09-2206 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1902
- Arbed-09-2207 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1902
- Arbed-09-2208 Société Anonyme des Forges et Tôleries liégeoises, Jupille 1902-1903
- Arbed-09-2209 Forges, Laminoirs, Tréfileries et Galvanisation de la Belle-Vue – J. Balieux & Cie, Marchienne-au-Pont 1877
- Arbed-09-2210 Forges, Laminoirs, Tréfileries et Galvanisation de la Belle-Vue – J. Balieux & Cie, Marchienne-au-Pont 1877-1878
- Arbed-09-2211 Forges, Laminoirs, Tréfileries et Galvanisation de la Belle-Vue – J. Balieux & Cie, Marchienne-au-Pont 1878-1879
- Arbed-09-2212 Forges, Laminoirs, Tréfileries et Galvanisation de la Belle-Vue – J. Balieux & Cie, Marchienne-au-Pont 1879-1880
- Arbed-09-2213 Société Anonyme des Forges, Laminoirs et Tréfileries de la Belle-Vue, Marchienne-au-Pont 1880-1881
- Arbed-09-2214 Société Anonyme des Forges, Laminoirs et Tréfileries de la Belle-Vue, Marchienne-au-Pont 1881-1882
- Arbed-09-2215 Société Anonyme des Forges, Laminoirs et Tréfileries de la Belle-Vue, Marchienne-au-Pont 1883

Arbed-09-2216 Société Anonyme des Forges, Laminoirs et Tréfileries de la Belle-Vue, Marchienne-au-Pont 1883-1884

Arbed-09-2217 Société Anonyme des Forges, Laminoirs et Tréfileries de la Belle-Vue, Marchienne-au-Pont 1888-1889

Arbed-09-2218 Société Anonyme des Hauts Fourneaux de Maubeuge, Maubeuge 1878-1879

Arbed-09-2219 Société Anonyme des Hauts Fourneaux de Maubeuge, Maubeuge 1879

Arbed-09-2220 Société Anonyme des Hauts Fourneaux de Maubeuge, Maubeuge 1882-1883

Arbed-09-2221 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux de Differdange, Differdange 1896-1897

Arbed-09-2222 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux de Hollerich, Hollerich 1883-1884

Arbed-09-2223 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux de Rodange, Rodange 1897-1901

Arbed-09-2224 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux de Rumelange, Rumelange 1899-1907

Arbed-09-2225 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1882-1883

Arbed-09-2226 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1883-1884

Arbed-09-2227 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1883-1885

Arbed-09-2228 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1884-1885

Arbed-09-2229 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1885-1886

Arbed-09-2230 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1886-1887

Arbed-09-2231 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1887-1888

Arbed-09-2232 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1888-1889

Arbed-09-2233 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1889

Arbed-09-2234 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1889-1890

Arbed-09-2235 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1889-1890

Arbed-09-2236 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1890-1891

Arbed-09-2237 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1890-1893

Arbed-09-2238 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1891-1892

Arbed-09-2239 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1892-1893

Arbed-09-2240 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1893-1894

Arbed-09-2241 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1894-1895

Arbed-09-2242 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1895-1896

Arbed-09-2243 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1895-1898

Arbed-09-2244 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1896-1897

Arbed-09-2245 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1897-1898

Arbed-09-2246 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1898-1899

Arbed-09-2247 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1899-1900

Arbed-09-2248 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1899-1903

Arbed-09-2249 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1900-1901

Arbed-09-2250 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1902-1903

Arbed-09-2251 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1903-1904

Arbed-09-2252 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, Dudelange 1905-1906

Arbed-09-2253 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux Luxembourgeois, Esch-Alzette 1872-1873

Arbed-09-2254 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux Luxembourgeois, Esch-Alzette 1874

Arbed-09-2255 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux Luxembourgeois, Esch-Alzette 1891-1893

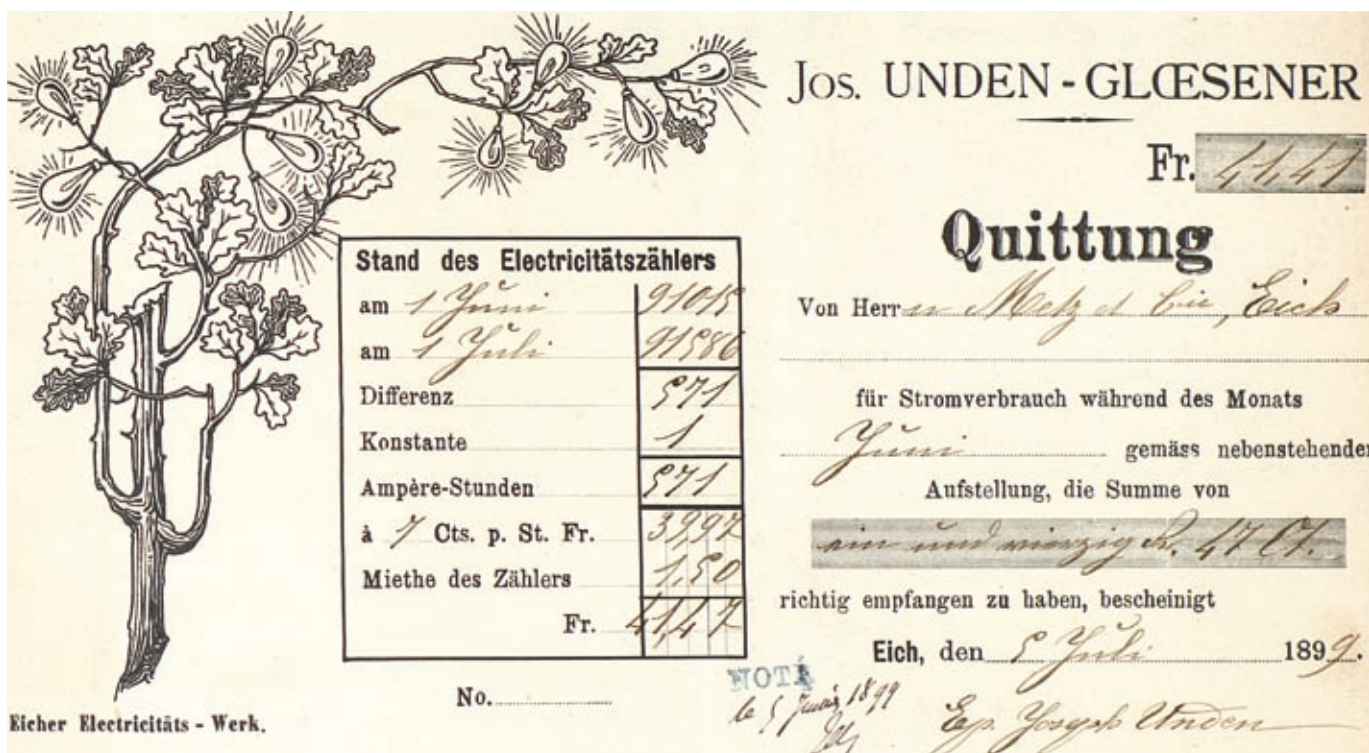


Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-2256 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux, Mines et Usines d'Audun-le-Tiche, Liège 1903
- Arbed-09-2257 Société Anonyme des Hauts-Fourneaux, Mines et Usines d'Audun-le-Tiche, Liège 1903
- Arbed-09-2258 Société Anonyme des Laminoirs à Tôles de la Louvière, La Louvière 1893-1894
- Arbed-09-2259 Société Anonyme des Laminoirs à Tôles de la Louvière, La Louvière 1904
- Arbed-09-2260 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1876
- Arbed-09-2261 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1876-1877
- Arbed-09-2262 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1877
- Arbed-09-2263 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1877-1878
- Arbed-09-2264 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1878-1879
- Arbed-09-2265 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1879-1880
- Arbed-09-2266 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1883-1884
- Arbed-09-2267 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1884
- Arbed-09-2268 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1893-1894
- Arbed-09-2269 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1903
- Arbed-09-2270 Société Anonyme des Laminoirs de Châtelet, Châtelet 1904
- Arbed-09-2271 Société Anonyme des Laminoirs de Houdeng, Houdeng-Goegnies 1880-1881
- Arbed-09-2272 Société Anonyme des Laminoirs de La Croyère, La Croyère – La Louvière 1898-1899
- Arbed-09-2273 Société Anonyme des Laminoirs de La Croyère, La Croyère – La Louvière 1904
- Arbed-09-2274 Société Anonyme des Laminoirs du Ruau, Monceau-sur-Sambre 1901-1902
- Arbed-09-2275 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1869-1870
- Arbed-09-2276 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1870-1871

- Arbed-09-2277 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1871-1872
- Arbed-09-2278 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1873-1874
- Arbed-09-2279 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1876-1877
- Arbed-09-2280 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1877-1878
- Arbed-09-2281 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1879-1880
- Arbed-09-2282 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1897-1898
- Arbed-09-2283 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1898-1899
- Arbed-09-2284 Société Anonyme des Laminoirs, Hauts Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la Providence, Marchienne-au-Pont 1898-1900
- Arbed-09-2285 Société Anonyme des Laminoirs, Tréfileries et Pointeries de Dampremy-Olloy, Dampremy 1895-1896
- Arbed-09-2286 Société Anonyme des Mines et Usines du Nord et de l'Est de la France, Trith-Saint-Léger 1877
- Arbed-09-2287 Société Anonyme des Usines du Phénix, Châtelineau 1893-1894
- Arbed-09-2288 Société Anonyme des Usines du Phénix, Châtelineau 1902-1903
- Arbed-09-2289 Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1873-1874
- Arbed-09-2290 Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1874-1875
- Arbed-09-2291 Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1875-1876
- Arbed-09-2292 Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1876-1877
- Arbed-09-2293 Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1877
- Arbed-09-2294 Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1877-1878
- Arbed-09-2295 Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1880-1881
- Arbed-09-2296 Société Anonyme des Usines et Laminoirs de l'Espérance – Société Victor Dumont & Cie, Louvroil 1887
- Arbed-09-2297 Société Anonyme d'Ougrée, Ougrée 1893-1894
- Arbed-09-2298 Société Anonyme d'Ougrée, Ougrée 1894-1895
- Arbed-09-2299 Société Anonyme d'Ougrée, Ougrée 1895-1896
- Arbed-09-2300 Société Anonyme d'Ougrée, Ougrée 1897-1898
- Arbed-09-2301 Société Anonyme d'Ougrée, Ougrée 1898-1899
- Arbed-09-2302 Société Anonyme d'Ougrée-Marihaye, Ougrée 1902-1903
- Arbed-09-2303 Société Anonyme du Charbonnage de Gosson et Lagasse, Montegnée 1868-1869
- Arbed-09-2304 Société Anonyme du Charbonnage de Gosson et Lagasse, Montegnée 1869-1870
- Arbed-09-2305 Société Anonyme du Charbonnage de Gosson et Lagasse, Montegnée 1870-1871
- Arbed-09-2306 Société Anonyme des Charbonnages de Gosson et Lagasse, Montegnée 1872-1873
- Arbed-09-2307 Société Anonyme du Charbonnage de Longterne-Ferrand, Elouges 1871-1872
- Arbed-09-2308 Société Anonyme du Charbonnage de Longterne-Ferrand, Elouges 1872-1873
- Arbed-09-2309 Société Anonyme du Charbonnage de Longterne-Ferrand, Elouges 1873-1874
- Arbed-09-2310 Société Anonyme du Charbonnage de Longterne-Ferrand, Elouges 1868

- Arbed-09-2311 Société Anonyme du Charbonnage des Produits, Flénu-Jemmapes 1872-1873
- Arbed-09-2312 Société Anonyme du Phénix, Châtelineau 1879-1880
- Arbed-09-2313 Société Anonyme du Phénix, Châtelineau 1880-1881
- Arbed-09-2314 Société Anonyme Luxembourgeoise d'Electricité, Luxembourg 1895-1896
- Arbed-09-2315 Société Anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz, Liège 1894-1895
- Arbed-09-2316 Société Anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz, Liège 1898
- Arbed-09-2317 Société Anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz, Liège 1898-1899
- Arbed-09-2318 Société Anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz, Liège 1899-1900
- Arbed-09-2319 Société Anonyme Métallurgique d'Espérance-Longdoz, Liège 1901-1902
- Arbed-09-2320 Société Anonyme Minière et Métallurgique de Monceau St. Fiacre, Monceau sur Sambre 1902-1903
- Arbed-09-2321 Société Belge Griffin, Merxem-lez-Anvers 1903-1904
- Arbed-09-2322 Société de Vezin-Aulnoye, Maubeuge 1874-1875
- Arbed-09-2323 Société de Vezin-Aulnoye, Maubeuge 1875-1876
- Arbed-09-2324 Société des Charbonnages de Bonne-Veine, Pâturages 1972
- Arbed-09-2325 Société des Charbonnages de Haine St.Pierre et La Hestre, Jolimont 1872-1873
- Arbed-09-2326 Société des Charbonnages de Haine St.Pierre et La Hestre, Jolimont 1873-1874
- Arbed-09-2327 Société des Charbonnages de Haine St.Pierre et La Hestre, Jolimont 1874-1875
- Arbed-09-2328 Société des Charbonnages de Houssu, Haine St.Paul 1872
- Arbed-09-2329 Société des Charbonnages de Houssu, Haine St.Paul 1872-1873
- Arbed-09-2330 Société des Charbonnages de Houssu, Haine St.Paul 1873-1874
- Arbed-09-2331 Société des Charbonnages de Houssu, Haine St.Paul 1874-1875
- Arbed-09-2332 Société des Charbonnages de la Louvière et la Paix, La Louvière 1869
- Arbed-09-2333 Société des Charbonnages de la Louvière et la Paix, La Louvière 1870
- Arbed-09-2334 Société des Charbonnages de la Louvière et la Paix, La Louvière 1872-1873
- Arbed-09-2335 Société des Charbonnages de la Louvière et la Paix, La Louvière 1873-1874
- Arbed-09-2336 Société des Charbonnages de la Louvière et la Paix, La Louvière 1874-1875
- Arbed-09-2337 Société des Charbonnages de la Louvière et la Paix, La Louvière 1882
- Arbed-09-2338 Société des Charbonnages du Bois-du-Luc, Bois-du-Luc 1869-1870
- Arbed-09-2339 Société des Charbonnages du Bois-du-Luc, Bois-du-Luc 1871-1872
- Arbed-09-2340 Société des Charbonnages du Bois-du-Luc, Bois-du-Luc 1872-1873
- Arbed-09-2341 Société des Charbonnages du Bois-du-Luc, Bois-du-Luc 1874-1875
- Arbed-09-2342 Société des Charbonnages du Bois-du-Luc, Bois-du-Luc 1882
- Arbed-09-2343 Société des Charbonnages du Bois-du-Luc, Bois-du-Luc 1887-1888
- Arbed-09-2344 Société des Forges et Laminoirs de Luxembourg, Luxembourg 1873-1874
- Arbed-09-2345 Société des Forges et Laminoirs de Luxembourg, Luxembourg 1874-1875
- Arbed-09-2346 Société des Forges et Laminoirs de Luxembourg, Luxembourg 1875-1876
- Arbed-09-2347 Société des Forges et Laminoirs de Luxembourg, Luxembourg 1876-1877
- Arbed-09-2348 Société des Forges et Laminoirs de Luxembourg, Luxembourg 1877-1878
- Arbed-09-2349 Société des Forges, Fonderies et Hauts Fourneaux de Messempré-Carignan Margut et dépendances – Boutmy & Cie, Messempré-Carignan 1882-1883
- Arbed-09-2350 Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1873-1874



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- | | |
|---------------|--|
| Arbed-09-2351 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1874-1875 |
| Arbed-09-2352 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1876-1877 |
| Arbed-09-2353 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1877 |
| Arbed-09-2354 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1877-1878 |
| Arbed-09-2355 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1878-1879 |
| Arbed-09-2356 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1879-1880 |
| Arbed-09-2357 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1880-1881 |
| Arbed-09-2358 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1881-1882 |
| Arbed-09-2359 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1882-1883 |
| Arbed-09-2360 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1883-1884 |
| Arbed-09-2361 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1884-1885 |
| Arbed-09-2362 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1885-1886 |
| Arbed-09-2363 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1886 |
| Arbed-09-2364 | Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1887-1888 |

- Arbed-09-2365 Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1888-1889
- Arbed-09-2366 Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1890-1891
- Arbed-09-2367 Société des Forges, Fonderies et Laminoirs du Marais – J. & S. Piérard Frères & Cie, Montigny-sur-Sambre 1893-1894
- Arbed-09-2368 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1874
- Arbed-09-2369 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1874-1875
- Arbed-09-2370 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1875-1876
- Arbed-09-2371 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1876-1877
- Arbed-09-2372 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1877-1878
- Arbed-09-2373 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1878-1879
- Arbed-09-2374 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1879
- Arbed-09-2375 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1895-1896
- Arbed-09-2376 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1897-1898
- Arbed-09-2377 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1899-1900
- Arbed-09-2378 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1902
- Arbed-09-2379 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1902-1903
- Arbed-09-2380 Société des Laminoirs, Forges et Fonderies de Jemappes – Victor Demerbe & Cie, Jemappes 1903
- Arbed-09-2381 Société des Mines des Ardennes, Stoumont 1894-1895
- Arbed-09-2382 Société des Mines des Ardennes, Stoumont 1896
- Arbed-09-2383 Société des Mines des Ardennes, Stoumont 1897
- Arbed-09-2384 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1875-1876
- Arbed-09-2385 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1875-1876
- Arbed-09-2386 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1876-1877
- Arbed-09-2387 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1877-1878
- Arbed-09-2388 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1878-1879
- Arbed-09-2389 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1879-1880
- Arbed-09-2390 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1879-1880
- Arbed-09-2391 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1880-1881
- Arbed-09-2392 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1881-1882
- Arbed-09-2393 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1881-1882
- Arbed-09-2394 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1882-1883
- Arbed-09-2395 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1883

Arbed-09-2396 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1883-1884

Arbed-09-2397 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1883-1886

Arbed-09-2398 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1884-1885

Arbed-09-2399 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1884-1885

Arbed-09-2400 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1885-1886

Arbed-09-2401 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1887-1888

Arbed-09-2402 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1888-1889

Arbed-09-2403 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1889-1890

Arbed-09-2404 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1890-1891

Arbed-09-2405 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1892

Arbed-09-2406 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1892-1893

Arbed-09-2407 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1893-1894

Arbed-09-2408 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1894-1895

Arbed-09-2409 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1895-1896

Arbed-09-2410 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1896-1897

Arbed-09-2411 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1897-1898

Arbed-09-2412 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1898-1899

Arbed-09-2413 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1898-1901

Arbed-09-2414 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1899-1900

Arbed-09-2415 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1900-1901

Arbed-09-2416 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1901-1902

Arbed-09-2417 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1902-1903

Arbed-09-2418 Société des Mines d'Esch, Esch-sur-Alzette 1903-1904

Arbed-09-2419 Société du Charbonnage de Strépy-Bracquégny, Strépy-Bracquégny 1868-1869

Arbed-09-2420 Société du Charbonnage de Strépy-Bracquégny, Strépy-Bracquégny 1870-1871

Arbed-09-2421 Société du Charbonnage de Strépy-Bracquégny, Strépy-Bracquégny 1871-1872

Arbed-09-2422 Société du Charbonnage d'Ormont, Châtelet 1871-1873

Arbed-09-2423 Société du Charbonnage d'Ormont, Châtelet 1872-1873

Arbed-09-2424 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1869-1870

Arbed-09-2425 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1870-1871

Arbed-09-2426 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1871-1872

Arbed-09-2427 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1872-1873

Arbed-09-2428 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1873-1874

Arbed-09-2429 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1874-1875

Arbed-09-2430 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1875-1876

Arbed-09-2431 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1876-1877

Arbed-09-2432 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1877-1878

Arbed-09-2433 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1878-1879

Arbed-09-2434 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1879-1880

Arbed-09-2435 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1880-1881

Arbed-09-2436 Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1881-1882

Arbed-09-2437	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1882-1883
Arbed-09-2438	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1883-1884
Arbed-09-2439	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1884
Arbed-09-2440	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1884-1885
Arbed-09-2441	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1885-1886
Arbed-09-2442	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1886-1887
Arbed-09-2443	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1887-1888
Arbed-09-2444	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1888 -1889
Arbed-09-2445	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1889-1890
Arbed-09-2446	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1890-1891
Arbed-09-2447	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1891-1892
Arbed-09-2448	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1892-1893
Arbed-09-2449	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1893-1894
Arbed-09-2450	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1894
Arbed-09-2451	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1894-1895
Arbed-09-2452	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1895-1896
Arbed-09-2453	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1896
Arbed-09-2454	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1896-1897
Arbed-09-2455	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1897-1898
Arbed-09-2456	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1898-1899
Arbed-09-2457	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1899
Arbed-09-2458	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1899-1900
Arbed-09-2459	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1900-1901
Arbed-09-2460	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1901-1902
Arbed-09-2461	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1902-1903
Arbed-09-2462	Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale, Bruxelles 1903-1904
Arbed-09-2463	Société Houillère d'Anderlues, Anderlues 1872-1873
Arbed-09-2464	Société John Cockerill, Seraing 1868-1869
Arbed-09-2465	Société John Cockerill, Seraing 1869-1870
Arbed-09-2466	Société John Cockerill, Seraing 1871-1872
Arbed-09-2467	Société John Cockerill, Seraing 1872-1873
Arbed-09-2468	Société John Cockerill, Seraing 1875-1876
Arbed-09-2469	Société John Cockerill, Seraing 1878-1879
Arbed-09-2470	Société John Cockerill, Seraing 1880
Arbed-09-2471	Société John Cockerill, Seraing 1881
Arbed-09-2472	Société John Cockerill, Seraing 1887
Arbed-09-2473	Société John Cockerill, Seraing 1893-1894
Arbed-09-2474	Société Luxembourgeoise pour l'Exploitation des Mines de Fer, Esch-sur-Alzette 1872-1873
Arbed-09-2475	Société Luxembourgeoise pour l'Exploitation des Mines de Fer, Esch-sur-Alzette 1873-1874
Arbed-09-2476	Société Maritime et Commerciale, Anvers 1900-1901
Arbed-09-2477	Société Maritime et Commerciale, Anvers 1901-1902

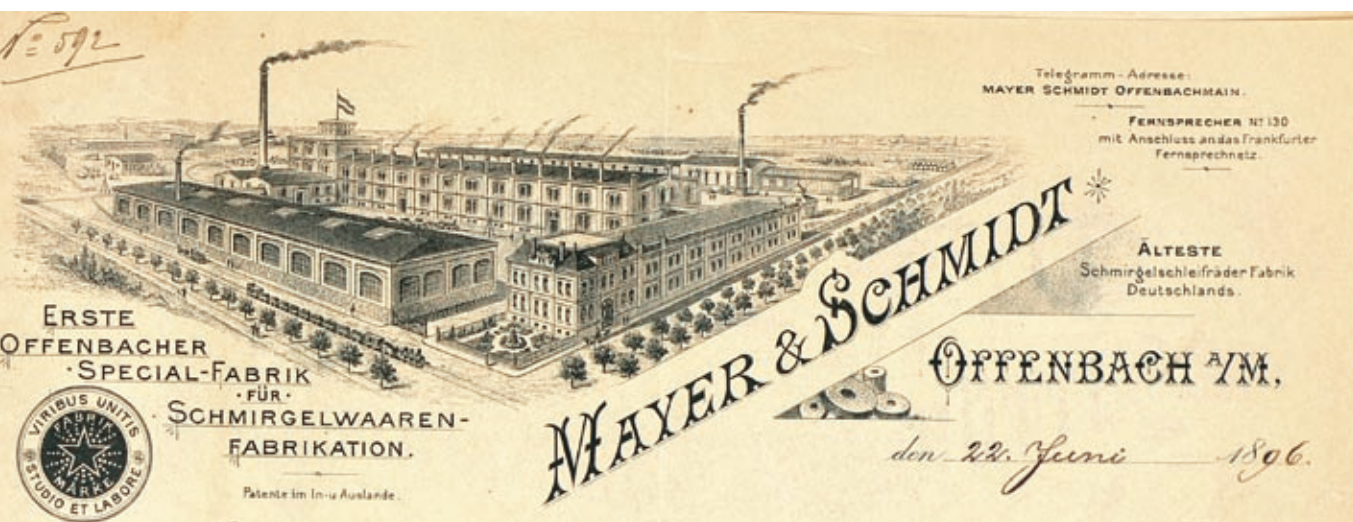


Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-2478 Société Maritime et Commerciale, Anvers 1902-1903
- Arbed-09-2479 Société Particulière pour l'Exploitation des Terrains Miniers du Grand-Duché de Luxembourg, Esch-sur-Alzette 1873-1874
- Arbed-09-2480 Spaeter & Wirth, Koblenz 1873-1874
- Arbed-09-2481 Spaeter & Wirth, Koblenz 1874-1875
- Arbed-09-2482 Steinkohlen-Bergbau-Actien-Gesellschaft Vollmond, Werne bei Langendreer 1877
- Arbed-09-2483 Steinkohlen-Bergwerk Neumühl, Neumühl 1900
- Arbed-09-2484 Steinkohlen-Bergwerk Rheinpreußen, Homberg 1900
- Arbed-09-2485 Steinkohlen-Bergwerk Rheinpreußen, Homberg 1890-1891
- Arbed-09-2486 Steinkohlen-Bergwerk Rheinpreußen, Homberg 1891-1892
- Arbed-09-2487 Steinkohlenzeche Siebenplaneten, Marten 1879-1880
- Arbed-09-2488 Steinkohlenzeche Siebenplaneten, Marten 1880-1881
- Arbed-09-2489 Steinkohlenzeche Siebenplaneten, Marten 1881-1882
- Arbed-09-2490 Steinkohlenzeche Siebenplaneten, Marten 1882
- Arbed-09-2491 Steinkohlenzeche Siebenplaneten, Marten 1882-1883
- Arbed-09-2492 Zeche Siebenplaneten, Marten 1887
- Arbed-09-2493 Syndicat des Cokes Belges, Liège 1889
- Arbed-09-2494 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1882-1883
- Arbed-09-2495 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1883
- Arbed-09-2496 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1883-1884
- Arbed-09-2497 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1883-1884
- Arbed-09-2498 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1884
- Arbed-09-2499 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1884-1885
- Arbed-09-2500 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1885
- Arbed-09-2501 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1885-1886
- Arbed-09-2502 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1886-1887
- Arbed-09-2503 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1886-1890
- Arbed-09-2504 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1887-1888



Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-2546 Syndicat Lorrain-Luxembourgeois pour la vente des fontes d'affinage, Luxembourg 1905
- Arbed-09-2547 Telling Wilhelm, Duisburg 1868-1869
- Arbed-09-2548 Th. Neizert & Cie, Bendorf 1879-1882
- Arbed-09-2549 Th. Neizert & Cie, Bendorf 1880-1881
- Arbed-09-2550 Theodor Keseling, Düsseldorf 1872-1873
- Arbed-09-2551 Theodor Keseling, Düsseldorf 1874-1875
- Arbed-09-2552 Thomas Carr & Son – Scotswood Fire Brick Works, Scotswood on Tyne 1879-1880
- Arbed-09-2553 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1871
- Arbed-09-2554 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1872-1873
- Arbed-09-2555 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1873-1874
- Arbed-09-2556 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1874-1875
- Arbed-09-2557 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1880-1881
- Arbed-09-2558 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1881-1882
- Arbed-09-2559 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1885
- Arbed-09-2560 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1885-1886
- Arbed-09-2561 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1886-1887
- Arbed-09-2562 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1887
- Arbed-09-2563 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1889-1890
- Arbed-09-2564 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1890
- Arbed-09-2565 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1892-1893
- Arbed-09-2566 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1893-1894
- Arbed-09-2567 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1894-1895
- Arbed-09-2568 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1896-1897
- Arbed-09-2569 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1897-1898
- Arbed-09-2570 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1898-1899
- Arbed-09-2571 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1899-1900
- Arbed-09-2572 Thyssen & Co., Mülheim an der Ruhr 1900-1901
- Arbed-09-2573 Thyssen, Fossoul & Cie, Duisburg 1868-1869
- Arbed-09-2574 Thyssen, Fossoul & Cie, Duisburg 1869-1870
- Arbed-09-2575 Tuileries mécaniques L. Couturier & Fils, Forbach 1873-1874
- Arbed-09-2576 Tuileries mécaniques L. Couturier & Fils, Forbach 1874-1875

- Arbed-09-2577 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1873-1874
- Arbed-09-2578 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1874-1875
- Arbed-09-2579 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1875-1876
- Arbed-09-2580 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1876-1877
- Arbed-09-2581 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1878
- Arbed-09-2582 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1878-1879
- Arbed-09-2583 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1878-1879
- Arbed-09-2584 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1879
- Arbed-09-2585 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1879-1880
- Arbed-09-2586 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1880
- Arbed-09-2587 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1880-1881
- Arbed-09-2588 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1882
- Arbed-09-2589 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1882
- Arbed-09-2590 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1882-1883
- Arbed-09-2591 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1886-1887
- Arbed-09-2592 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1896
- Arbed-09-2593 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1896-1897
- Arbed-09-2594 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1897-1898
- Arbed-09-2595 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1898-1899
- Arbed-09-2596 Union Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Stahlindustrie, Dortmund 1899-1900
- Arbed-09-2597 Usine de Weilerbach, Weilerbach 1881-1882
- Arbed-09-2598 Usine de Weilerbach, Weilerbach 1882
- Arbed-09-2599 V. Binsfeld, Blumenthal, 1868
- Arbed-09-2600 Van Honsbrouck & Cie, Anvers 1898
- Arbed-09-2601 Vanderaiken, Diekirch 1902-1903
- Arbed-09-2602 Vanderaiken, Diekirch 1904
- Arbed-09-2603 Verband Süddeutscher Walzwerke 1888-1891
- Arbed-09-2604 Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, Berlin 1901-1902
- Arbed-09-2605 Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, Berlin 1902-1903
- Arbed-09-2606 Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, Berlin 1902-1903
- Arbed-09-2607 Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustrieller, Berlin 1903-1904
- Arbed-09-2608 Verwaltung der Gewerkschaft Mansfeldschen Steinkohlenzechen und Coaksanstalten in Westfalen, Bochum 1882
- Arbed-09-2609 Veuve Boty & Cie, Bruxelles 1873-1874
- Arbed-09-2610 Veuve Boty & Cie, Bruxelles 1874-1875
- Arbed-09-2611 Veuve Boty & Cie, Bruxelles 1876-1877
- Arbed-09-2612 Victor Baux, Marcinelle 1872-1873
- Arbed-09-2613 Victor Baux, Marcinelle 1873-1874
- Arbed-09-2614 Victor Baux, Marcinelle 1874-1875
- Arbed-09-2615 Victor Baux, Marcinelle 1875-1876
- Arbed-09-2616 Victor Baux, Marcinelle 1876-1877

Arbed-09-2617 Victor Baux, Marcinelle 1877-1878

Arbed-09-2618 Victor Baux, Marcinelle 1879-1880

Arbed-09-2619 Victor Baux, Marcinelle 1880-1881

Arbed-09-2620 Victor Baux, Marcinelle 1881-1882

Arbed-09-2621 Victor Baux, Marcinelle 1882-1883

Arbed-09-2622 Victor Baux, Marcinelle 1883-1884

Arbed-09-2623 Victor Baux, Marcinelle 1884-1885

Arbed-09-2624 Victor Baux, Marcinelle 1885-1886

Arbed-09-2625 Victor Baux, Marcinelle 1886-1887

Arbed-09-2626 Victor Piérart & Cie – Forges et Laminoirs de La Croyère, La Croyère 1875-1876

Arbed-09-2627 Victor Piérart & Cie – Forges et Laminoirs de La Croyère, La Croyère 1877

Arbed-09-2628 Victor Piérart & Cie – Forges et Laminoirs de La Croyère, La Croyère 1881-1882

Arbed-09-2629 Victor Piérart & Cie – Forges et Laminoirs de La Croyère, La Croyère 1883

Arbed-09-2630 Victor Piérart & Cie – Forges et Laminoirs de La Croyère, La Croyère 1883-1884

Arbed-09-2631 Victor Piérart & Cie – Forges et Laminoirs de La Croyère, La Croyère 1896

Arbed-09-2632 Völklinger Eisenhütte Actien-Gesellschaft für Eisenindustrie, Völklingen 1873-1874

Arbed-09-2633 Völklinger Eisenhütte Actien-Gesellschaft für Eisenindustrie, Völklingen 1874-1875

Arbed-09-2634 Völklinger Eisenhütte Actien-Gesellschaft für Eisenindustrie, Völklingen 1875-1876

Arbed-09-2635 Völklinger Eisenhütte Actien-Gesellschaft für Eisenindustrie, Völklingen 1876-1877

Arbed-09-2636 Völklinger Eisenhütte Actien-Gesellschaft für Eisenindustrie, Völklingen 1877-1878

Arbed-09-2637 Völklinger Eisenhütte Actien-Gesellschaft für Eisenindustrie, Völklingen 1878-1879

Arbed-09-2638 W. E. Haas & Sohn, Neuhoffnungshütte bei Herborn 1871

Arbed-09-2639 W. E. Haas & Sohn, Neuhoffnungshütte bei Herborn 1872-1873

Arbed-09-2640 W. Hammacher sr., Barop bei Dortmund 1873-1874

Arbed-09-2641 W. Jaeger & Marcotty, Magdeburg 1872-1873

Arbed-09-2642 Walzwerk Mannheim, Mannheim 1872-1873

Arbed-09-2643 Weidenhaupt frères, Remich 1872-1873

Arbed-09-2644 Weidenhaupt frères, Remich 1874-1875

Arbed-09-2645 Weidenhaupt frères, Remich 1875-1876

Arbed-09-2646 Weidenhaupt frères, Remich 1876-1877

Arbed-09-2647 Weidenhaupt frères, Remich 1877-1878

Arbed-09-2648 Weidenhaupt frères, Remich 1878-1879

Arbed-09-2649 Weidenhaupt frères, Remich 1879-1880

Arbed-09-2650 Weidenhaupt frères, Remich 1880-1881

Arbed-09-2651 Weidenhaupt frères, Remich 1881-1882

Arbed-09-2652 Weidenhaupt frères, Remich 1882-1883

Arbed-09-2653 Weidenhaupt frères, Remich 1883-1884

Arbed-09-2654 Weidenhaupt frères, Remich 1884-1885

Arbed-09-2655 Weidenhaupt frères, Remich 1885-1886

Arbed-09-2656 Weidenhaupt frères, Remich 1886-1887

Arbed-09-2657 Weidenhaupt frères, Remich 1887-1888



Sceau plaqué de la société C.A. Schönborn de Cologne.
Photo: Archives nationales de Luxembourg

- Arbed-09-2658 Weidenhaupt frères, Remich 1888-1889
- Arbed-09-2659 H. Werling & Cie, Luxembourg 1868-1869
- Arbed-09-2660 H. Werling & Cie, Luxembourg 1869-1870
- Arbed-09-2661 H. Werling & Cie, Luxembourg 1872-1873
- Arbed-09-2662 H. Werling & Cie, Luxembourg 1874-1875
- Arbed-09-2663 H. Werling & Cie, Luxembourg 1875-1876
- Arbed-09-2664 H. Werling & Cie, Luxembourg 1876-1877
- Arbed-09-2665 H. Werling & Cie, Luxembourg 1877-1878
- Arbed-09-2666 H. Werling & Cie, Luxembourg 1878-1879
- Arbed-09-2667 H. Werling & Cie, Luxembourg 1879-1880
- Arbed-09-2668 H. Werling & Cie, Luxembourg 1880-1881
- Arbed-09-2669 H. Werling & Cie, Luxembourg 1881-1882
- Arbed-09-2670 H. Werling & Cie, Luxembourg 1882
- Arbed-09-2671 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1882-1883
- Arbed-09-2672 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1883-1884
- Arbed-09-2673 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1884-1885
- Arbed-09-2674 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1885-1886
- Arbed-09-2675 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1886-1887
- Arbed-09-2676 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1887-1888

Arbed-09-2677 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1888-1889
Arbed-09-2678 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1889-1890
Arbed-09-2679 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1890-1891
Arbed-09-2680 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1891-1892
Arbed-09-2681 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1892-1893
Arbed-09-2682 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1893-1894
Arbed-09-2683 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1894-1895
Arbed-09-2684 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1895-1896
Arbed-09-2685 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1896-1897
Arbed-09-2686 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1897-1898
Arbed-09-2687 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1898-1899
Arbed-09-2688 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1899-1900
Arbed-09-2689 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1900-1901
Arbed-09-2690 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1901-1902
Arbed-09-2691 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1902-1903
Arbed-09-2692 Werling Lambert & Cie, Luxembourg 1903-1904
Arbed-09-2693 Westfälische Drahtindustrie, Hamm 1897
Arbed-09-2694 Westfälische Drahtindustrie, Hamm 1900-1901
Arbed-09-2695 Westfälische Drahtindustrie, Hamm 1901-1902
Arbed-09-2696 Westfälische Drahtindustrie, Hamm 1903-1904
Arbed-09-2697 Westfälische Drahtindustrie, Hamm 1902-1903
Arbed-09-2698 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1873-1874
Arbed-09-2699 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1874-1875
Arbed-09-2700 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1887-1888
Arbed-09-2701 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1888-1889
Arbed-09-2702 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1890-1891
Arbed-09-2703 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1891-1892
Arbed-09-2704 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1892-1893
Arbed-09-2705 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1893-1894
Arbed-09-2706 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1894-1895
Arbed-09-2707 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1895-1896
Arbed-09-2708 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1896-1897
Arbed-09-2709 Westfälische Union, Actien-Gesellschaft für Bergbau, Eisen- und Drahtindustrie, Hamm 1897-1898
Arbed-09-2710 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1874-1875
Arbed-09-2711 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1875-1876
Arbed-09-2712 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1876-1877
Arbed-09-2713 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1877-1878
Arbed-09-2714 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1878-1879
Arbed-09-2715 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1879-1880
Arbed-09-2716 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1880
Arbed-09-2717 Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1880-1881

Arbed-09-2718	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1881-1882
Arbed-09-2719	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1882-1883
Arbed-09-2720	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1883-1884
Arbed-09-2721	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1884-1885
Arbed-09-2722	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1885-1886
Arbed-09-2723	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1886-1887
Arbed-09-2724	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1887-1888
Arbed-09-2725	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1888-1889
Arbed-09-2726	Westfälischer Draht-Industrie-Verein, Hamm 1889-1890
Arbed-09-2727	Wilhelm Heymann, Niedertiefenbach 1880-1881
Arbed-09-2728	Wilhelm Höpp, Staffel an der Lahn 1879-1880
Arbed-09-2729	Wilhelm Höpp, Staffel an der Lahn 1880-1881
Arbed-09-2730	Wilhelm Höpp, Staffel an der Lahn 1882
Arbed-09-2731	Wilhelm Höpp, Staffel an der Lahn 1880-1882
Arbed-09-2732	Witry & Cie, Seraing 1873-1874
Arbed-09-2733	Witry & Cie, Seraing 1874-1875
Arbed-09-2734	Witry & Cie, Seraing 1875-1876
Arbed-09-2735	Witry & Cie, Seraing 1877-1878
Arbed-09-2736	Witry & Cie, Seraing 1877-1878
Arbed-09-2737	Zeche Friederika, Bochum 1882-1883
Arbed-09-2738	Zeche Friederika, Bochum 1884
Arbed-09-2739	Zeche Friederika, Bochum 1884-1885
Arbed-09-2740	Zeche Friederika, Bochum 1885-1886
Arbed-09-2741	Zeche Friederika, Bochum 1886-1887
Arbed-09-2742	Zeche Friederika, Bochum 1887-1888
Arbed-09-2743	Zeche Friederika, Bochum 1888-1889
Arbed-09-2744	Zeche Prinz Regent, Bochum 1877-1878
Arbed-09-2745	Zeche Prinz Regent, Bochum 1878-1879
Arbed-09-2746	Zeche Prinz Regent, Bochum 1879-1880
Arbed-09-2747	Zeche Prinz Regent, Bochum 1881-1882
Arbed-09-2748	Zeche Prinz Regent, Bochum 1881-1882
Arbed-09-2749	Zeche Prinz Regent, Bochum 1882
Arbed-09-2750	Zeche Prinz Regent, Bochum 1882-1883
Arbed-09-2751	Zeche Prinz Regent, Bochum 1883-1884
Arbed-09-2752	Zeche Prinz Regent, Bochum 1884-1885



*En-tête de la Société en commandite des Forges d'Eich Metz & Cie (en langue allemande: Eicher Hütten Verein Metz & Cie) constituée le 24 août 1865.
Photo: Archives nationales de Luxembourg*

Index

A

Agostini, Alfred 60
Allar, Max 78
Aragon, Louis 74
Arendt, Ernest 116
Aubé, Charles 114
Aubrun, Jules 114

B

Bachelin, Achille 77
Bachelin, Jean 76, 77, 78, 87
Barbanson, Gaston 98, 107, 113, 114, 115, 116, 118,
119, 120, 121, 122, 123
Barthe, Édouard 97
Bastian, Marie 29, 53, 59
Baudruche, Boniface 90
Beauvent 87
Behm, Michel 33
Bertrang, Hubert 89, 90
Blum, René 63
Boschko, Tina 63
Broglio, Nino 45
Broqueville, Charles de 118, 120, 122, 123
Buffin de Chosal, Victor 118

C

Cayla, Pierre 104, 107, 113, 116
Charpentier-Schewtchenko, Alexandra 63
Choltitz, Dietrich von 60
Colleaux, Léon 97
Coppée, Evence Narcisse 97

D

Degrelle, Louis 31
Détret, Eloi 81
Dickens, Charles 74
Diehl, Wilhelm 51, 55
Du Camp, Maxime 73, 91
Duschenko, Maria 55
Dutreux, Auguste 114
Dutreux, Tony 114

E

Emmendorfer, Heinrich 21, 22, 23
Engerand, Fernand 97
Eyschen, Paul 115, 118

F

Falkenhausen, Alexander von 18
Faust, Erich 20
Franck, Julius 115
François-Marsal, Frédéric 98, 119, 121

G

Gilson, Willy 76, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 89, 90
Gind, Pier 85, 90
Göring, Hermann 48
Gourguen 112
Grohé, Josef 49
Gunnarsbach 21, 23

H

Haas, Jean 29
Hagen, Louis 115
Hahl, Hans 20
Hartmann, Roger 114
Heirend, Auguste 59
Herbert, Ulrich 25
Himmler, Heinrich 52, 53
Hitler, Adolf 18, 19, 24, 25
Hoffmann, Carlheinz 55
Hoor, Mathias 63
Hoschwiller, Max 97
Hugo, Victor 73

J

Joffre, Joseph 120
Jubert, Charles-Céleste 111, 122
Junker, Jules 63

K

Kauffman, Jean 61, 63
Kayser-Bock, Nicolas 80
Klobukowski, Antony-Wladislas 120
Köhler, Karl 45, 59
Kowalenko, Michael 56
Krack, Josef 66, 68
Kraev, Serge 66
Krantz, Karl 55
Kremer, Nicolas 60
Krier, Émile 21
Kuznezoff, Pelagie 43

L

Laby, G. de 109
Lambert 48
Lang 21
Langbein, Fritz 90
Lantonnois van Rode, Albert 118
Larscheid, Joseph 53, 55
Leclerc de Hauteclouque, Philippe 60
Lefort, Antoine 123
Lejeune, P. 109, 110, 111, 114
Leydenbach, Joseph 76, 77, 78, 79
Ley, Robert 52
Libotte, Charles 116
Loucheur, Louis 108
Lwov 62

M

Mayrisch, Émile 76, 87, 90, 98, 115, 116, 117, 118,
119, 120, 121, 122, 123
Meier, Max Paul 20
Metz, Auguste 80
Metz (frères) 74
Metz, Mathilde 76
Meyer, Aloyse 20
Mittal, Lakshmi 95
Mollard, Armand 111
Mosler, Eduard 115
Münzel, Friedrich 23

N

Nivelle, Georges 110

O

Oppenheim, Alfred von 115
Osadscha, Alexandra 63

P

Palgen, Paul 74, 91
Pétain, Philippe 108
Pinot, Robert 119
Portante, Jean 95
Potapov, Georg 62, 63, 66

R

Raabe, Paul 19
Renaudin 80
Reuter, Jean 43, 53, 57
Rewenig, Guy 95
Ries, Nicolas 76, 79, 80, 81, 83, 85, 89, 93

Röchling, Hermann 28
Röding, Kurt 31, 48, 52, 58, 59

S

Sauckel, Fritz 25, 26, 27, 48, 49, 54
Schewtschenko, Alexandra 63
Schmidt (Oberst) 18
Schmitz, Martin 31, 52
Schneider, Eugène 119
Schneider, Fritz 61, 62
Schroell, Paul 111
Schroers 21, 28
Schuler, Léon 31, 45
Schwachtgen, Fernand 29, 57
Senina, Natascha 55
Seyger, Iwan 56
Simmer, Nikolaus 20, 21, 22, 28
Simon, Gustav 18, 19, 22, 23, 28
Sosnowski, Boris 55, 56
Speer, Albert 27
Spoerer, Mark 40, 41
Steinbrinck, Otto 19, 20
Stolbirow, Jakob 35

T

Tessmar, Richard Karl von 116
Thomas, Sidney Gilchrist 74
Thorn, Victor 120
Tichonowa, Sonja 63
Trasenster, Gustave 98, 123
Trausch, Gilbert 75, 87, 90, 123

V

Vannérus, Henri 120
Verhaeren, Émile 74, 91
Vernot, Pierre 81, 83
Voroichilov, Kliment 38
Vorovieva, Efrosinia 63

W

Wager, Otto 90
Welter, Nicolas 85, 92, 93
Wendel, François de 97, 109, 120
Weustenraad, Théodore 73, 91

Z

Zilenko, Wassily 35, 54
Zola, Émile 74



photo : Archives du Luxemburger Wort

Impressum

Ce livre a été réalisé grâce au soutien financier du groupe sidérurgique ArcelorMittal, du Fonds national de la recherche et des ministères d'État et de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Coordination: Charles Barthel, Josée Kirps

Layout et suivi: mediArt s.à.r.l.

© Archives nationales de Luxembourg,
Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman
Luxembourg, juin 2009, ISBN 978-2-9599749-0-8, version imprimée
Luxembourg, février 2012, ISBN 978-2-919773-08-4, version électronique

ERRATA – volume 1

Fernando Ricardo BAPTISTA BARRA
**Les «Ostarbeiter» dans la sidérurgie luxembourgeoise
1942-1945**

page	§	ligne	
19	3 ^e	2 ^e	au lieu de «deux hauts fonctionnaires au pays», lire «deux hauts fonctionnaires»
24	2 ^e	avant-dernière	remplacer «les indices indiquent» par «les indices montrent»
25	3 ^e	7 ^e	lire «satisfaire les attentes» au lieu de «satisfaire aux attentes»
69	2 ^e	11 ^e	corriger «par exemple pas» par «par exemple par»

Jeanne GLESENER et Frank WILHELM

**L'image de la sidérurgie dans les romans des Luxembourgeois Joseph Leydenbach, Willy Gilson et Nicolas Ries.
Des années fastes à la crise des années 1970**

73	2 ^e	4 ^e d'en bas	au lieu de «l'essor de l'industrie lourde, interprétée comme signe du progrès», lire: «interprété»
74	2 ^e	1 ^{re}	lire: «le poète belge Émile Verhaeren» au lieu de «le Belge Émile Verhaeren»
83	2 ^e	dernière	remplacer «haut fourneau » par «haut-fourneau»
85	1 ^{er}	3 ^e	enlever la virgule après Pier Gind

Gérald ARBOIT

**Dans les soubresauts de la Grande Guerre : Bombardements, renseignement et affairisme
au Luxembourg**

105		légende	« Dessin de G. Peltier » au lieu de « Dessin de Pelletier »
-----	--	---------	---

Gilles REGENER

Inventaire des livres de correspondance de l'usine Metz à Eich

152		légende	enlever : Réalisation : Änder Hatz
-----	--	---------	------------------------------------

«*Terres rouges – Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*» est un projet de recherche scientifique qui focalise les multiples facettes technique, économique, commerciale, politique, diplomatique, sociale, culturelle, etc. des deux industries minière et métallurgique du Grand-Duché, de leurs ramifications à l'étranger respectivement du contexte international dans lequel elles évoluent. Déclinés suivant quatre axes, les objectifs du projet sont: la conservation des d'archives industrielles; la sauvegarde de la mémoire vive des différents acteurs du monde sidérurgique; la compilation d'une base de données biographique consacrée aux ingénieurs, directeurs et administrateurs des forges du pays; la publication des résultats de recherche dans la présente collection.

Dans ce 1^{er} volume, le jeune historien Fernando Ricardo Baptista Barra examine le sort des *Ostarbeiter* qui travaillaient dans nos usines pendant l'occupation nazie; Gérald Arboit, le directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), dévoile l'épisode du bombardement des usines métallurgiques par l'aviation alliée pendant la Première Guerre mondiale; Jeanne E. Glesener et Frank Wilhelm de l'Université du Luxembourg font revivre la poésie et la magie de la sidérurgie à travers les romans littéraires de Joseph Leydenbach, Willy Gilson et Nicolas Ries; par le biais de son inventaire des livres de correspondance de l'ancienne forge de Eich, Gilles Regener, le conservateur des fonds industriels aux Archives nationales, relate les relations étoffées entretenues dès la fin du XIX^e siècle par nos maîtres de forges avec l'étranger.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Ministère d'État | Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle